

5011

Faiblesse du franc  
et baisse de la livre  
Le deutchemark  
à 2,08 F

LIRE PAGE 42

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,  
12 fr. ; Canada, 5,00 \$ ; Danemark, 3 kr. ;  
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,  
75 dr. ; Iran, 40 rls. ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p. ;  
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,  
1 fl. ; Portugal, 20 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;  
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 85 cts. ; Yougoslavie, 10 m. din.  
Tarif des abonnements page 33

5, RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS - CEDEX 03  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. Paris 650672  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### Le rôle de la Syrie au Liban

Le « sommet » arabe qui a conclu ses travaux au Caire le mardi 26 octobre n'a apparemment pris aucune décision pratique pour rétablir la paix au Liban. Il n'a pas défini la composition de la force de sécurité arabe ; il n'a pas non plus indiqué les moyens qui seraient utilisés pour faire avorter le projet de la droite libanaise de créer le long de la frontière méridionale une « ceinture maronite » qui échapperait au pouvoir central. Pourtant, la constitution de cette « ceinture », déjà largement amorcée, aurait comme effet de réduire à néant le plan de paix élaboré par le « mini-sommet » de Beyrouth le 18 octobre dernier.

La prudence observée à ce sujet est compréhensible : toute intervention militaire arabe dans le Sud-Liban risque de susciter une riposte fondatrice d'Israël, qui a fait savoir nettement qu'il ne permettrait jamais le retour des fédérés dans les régions frontalières. Quant à la force de sécurité arabe, il semble qu'aucun accord n'a pu être réalisé en raison d'un double veto : celui des conservateurs maronites, qui veulent exclure les Palestiniens et les Libyens de cette force, et celui de l'O.L.P., et de la gauche libanaise, qui cherchent à réduire de moitié à un tiers la proportion du contingent syrien. Le président Sarkis a été chargé de résoudre ce problème.

Les dirigeants du camp palestinien progressiste, animés de ne pas se départir de leur ligne, ont à ce sujet, l'ampleur de la présence militaire de Damas n'est plus pour eux depuis la réunion de Beyrouth une question cruciale. Tout indique que le remplacement du général Kaddour, chef des militaires syriens, par le casque blanc de la force de sécurité arabe ne constitue pas seulement une formalité. Mis à la disposition du président Sarkis, désigné à Beyrouth comme commandant suprême de la force paritaire, placés sous les ordres d'un général syrien, les soldats syriens ne peuvent plus se comporter en combattants. Ils seront désormais l'instrument non pas du gouvernement de Damas, mais d'une sorte de conseil de tutelle dans lequel figurent, outre le président Assad, le roi Khalid (Arabie Saoudite), l'émir Sabah (Koweït), les présidents Sadate (Égypte) et Sarkis (Liban).

En d'autres termes, l'armée syrienne n'est plus habilitée à reprendre son rôle traditionnel de valeur des troupes palestiniennes progressistes. Son rôle futur au sein de la force de sécurité arabe, tel qu'il a été défini à Beyrouth, est de veiller à l'application du cessez-le-feu, de désarmer les belligérants, de les obliger à revenir à la situation qui « prévalait » avant le déclenchement de la guerre civile. Cela étant, les soldats de Damas — quelle que soit leur proportion parmi les autres contingents arabes — pourraient être amenés à servir contre l'un ou l'autre antagoniste du Liban.

Dans ces conditions, on ne peut exclure une confrontation entre les troupes syriennes et leurs alliés de la veille, les militaires de la droite maronite, dans le cas où ces derniers devraient violer l'accord de Beyrouth. Déjà un incident a opposé mardi soir, à Roum, dans le Sud-Liban, une unité syrienne à des combattants conservateurs, faisant parmi ces derniers trois morts et une dizaine de blessés. Il est question, en outre, que le Liban autorise l'acheminement des renforts palestiniens vers les régions frontalières.

Le « sommet » arabe du Caire n'a sans doute pas pris de décisions spectaculaires. Mais, en confirmant celles de Beyrouth, il a peut-être aplani la voie d'un compromis à plus ou moins longue échéance.

(Lire nos informations page 5.)

LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE  
DE L'UNESCO  
S'EST OUVERTE À NAIROBI  
(Lire page 15 nos informations.)

## La visite officielle à Paris de Juan Carlos amorce le rapprochement entre Madrid et l'Europe

### Le voyage suscite les réserves de la droite franquiste

Juan Carlos I<sup>er</sup>, roi d'Espagne, et la reine Sophie, étaient attendus ce mercredi 27 octobre, à 15 heures, à Orly, pour un voyage officiel qui prendra fin vendredi soir. Au programme, deux entretiens en tête à tête entre le souverain et M. Cocard d'Estaling, qui a exprimé lundi à la télévision espagnole son espoir

d'une évolution démocratique en Espagne. Plusieurs visites sont prévues : le centre stratégique du plateau d'Albion et les installations nucléaires du Tricastin notamment. Jeudi, le roi doit prononcer une allocution à l'École militaire. Après les voyages officiels du roi aux États-Unis et en Amérique latine, ce déplacement

officiel en France illustre les bonnes relations actuelles entre la France et l'Espagne, encore que la droite franquiste souhaitait un report du voyage en raison des activités des nationalistes basques en France. Un certain nombre d'Espagnols résidant en territoire français ont d'ailleurs été assignés à résidence.

## RETROUVER L'ESPAGNE LES ATOUTS DU ROI

par ANDRÉ FONTAINE

L'histoire va vite. Il y a à peine dix ans, l'Espagne, après un long exil, était considérée comme un pays de réfugiés, de réfugiés basques, de réfugiés catalans, de réfugiés espagnols. Mais des centaines de milliers d'Espagnols s'indignent de son indigence et s'accommodent sur la place d'Orléans, à Madrid, le général Franco dénonçant d'une voix chevrotante la « conspiration de la gauche franco-marxiste » et la « subversion communiste ».

Juan Carlos, qui n'était alors que prince d'Espagne, assistait à ses côtés, muet et passablement embarrassé dans son uniforme de parade, à cette manifestation. Tous se demandaient comment il se comporterait lorsque la mort l'aurait enfin débarrassé d'un homme qu'il ne se cachait pas de ne guère aimer. Même ceux qui, le connaissant, le considéraient d'intentions libérales redoutaient que, malgré sa stature athlétique, il ne fût pas, le poids devant les ultras du franquisme, de cette « bombe à retardement » dont l'aberration allait, quelques semaines plus tard, utiliser toutes les ressources de la médecine pour prolonger de quelques jours, avec l'agonie du Caudillo, son propre pouvoir.

Aujourd'hui, la réponse est donnée. Le roi a engagé son pays sur la voie de la libéralisation. Elle est certes loin d'être complète puisqu'il y manque entre autres la législation du parti communiste, puisque le congrès du parti socialiste ouvrier vient d'être interdit à ses extrêmes, puisque on

compte encore plus de deux cents détenus politiques, basques pour la plupart, puisqu'il arrive qu'un arrêté encore, à vrai dire parfois pour quelques heures seulement, des dirigeants de l'opposition. Mais enfin, peu de gens, y compris parmi ceux qui étaient le plus portés à faire confiance au souverain, auraient pu croire que tant de chemin serait accompli en si peu de temps. Les centrales politiques et syndicales démocratiques, bien que toujours illégales, fonctionnent au grand jour. La presse écrite a peu près ce qu'elle veut, le droit de grève est exercé s'il n'est pas recouru.

(Lire la suite page 2.)

par MARCEL NIEDERGANG

Prince choisi par Franco pour être un jour roi d'Espagne, Juan Carlos ne s'est pas imposé avec facilité. Manifestement mal à l'aise dans ce rôle ardu d'héritier proclamé du régime, attentif à ne pas commettre de faux pas, il a été longtemps épia, brocardé, traité en ennemi en novembre 1975, dans le personnage d'un roi dont on attend qu'il régnât et ne gouverne pas, il a laissé éclater sa vraie nature : une simplicité bourgeoise, un tempérament de militaire, une cordialité réelle, la conscience d'être appelé depuis toujours à un destin exceptionnel, la volonté d'affirmer une monarchie dont il sait les avatars historiques et reconnaît les faiblesses.

Libéré de ses servitudes de petit prince choyé par le régime, il se veut d'abord et se proclame en accord profond avec une Espagne nouvelle, dynamique, dont plus de 60 % des habitants n'ont pas connu la guerre civile. Sa parfaite connaissance du personnel politique espagnol lui a permis de commettre un minimum d'erreurs. Disposant de solides amitiés à l'étranger, il a bien exploité le poids de l'opinion internationale en faveur de l'indispensable ouverture. Ses voyages officiels aux États-Unis, en Amérique latine, aujourd'hui en France, contribuent à diffuser la « bonne » image d'une nouvelle Espagne « libérale ». Mais ces déplacements l'aident aussi à renforcer sa marge de manœuvre à l'intérieur.

Juan Carlos paraissait ligoté par l'appareil d'État franquiste (« tout est attaché, et bien attaché, disait le Caudillo »). Il se comporta, depuis onze mois, comme s'il était déjà un monarque constitutionnel alors que sa seule légitimité est, jusqu'au référendum prévu en décembre, celle qu'il tient du régime franquiste, lequel a « instauré » et non pas « restauré » la monarchie. Ce comportement habile, qui ne fait d'ailleurs que réaffirmer l'ambiguïté profonde de la situation politique actuelle, a une conséquence évidente.

(Lire la suite page 2.)

## La vie commune

par OLIVIER GUICHARD (\*)

La récente déclaration du président de la République et le comité central de l'U.D.R. permettent d'énoncer quelques idées simples sur la situation du mouvement gaulliste et sur celle de la majorité.

La première est que la vitalité de la majorité est indiscutable de celle de l'U.D.R. Depuis deux ans, l'expérience l'a montré : que ce soit au niveau des personnalités, des militants ou de la masse des électeurs, on ne quitte pas l'U.D.R. pour rejoindre d'autres

(\*) Ministre d'État, garde des sceaux (U.D.R.).

formations de la majorité, mais l'ailleur ou l'opposition.

C'est assez normal. La majorité est suffisamment diverse pour que chacun y ait trouvé depuis longtemps le visa de sa préférence : l'évolution ne peut guère se faire par déplacements latéraux ; elle se fait dans les profondeurs de la majorité, où les hauts et les bas respectifs de chaque famille mesurent le niveau moyen. L'effacement d'une famille ne profite pas à l'autre, et toutes ont intérêt à ce que chacune soit confiante, active et prospère.

(Lire la suite page 10.)

## Le paradoxe des prisons françaises

par PHILIPPE BOUCHER

Parce qu'elle assure une fonction d'élimination, parce qu'elle répond à un strict manichisme, parce que ses occupants sont nécessairement silencieux, la prison rassure. Qu'on se rappelle, à l'inverse, l'immense désordre et l'immense inquiétude qui envahissent la nation et l'État lui-même lorsqu'en juillet-août 1974 les détenus se révoltèrent. Alors que le monde contemporain présente un spectacle où plus rien ne paraît assuré, sinon le doute ou la peur — du lendemain, du voisin, de son emploi — la prison fait figure de certitude. Sa nature n'a pas varié depuis deux siècles.

Elle reste le symbole grâce auquel le monde est partagé entre les bons et les méchants, entre le blanc et le noir, le bien et le mal. Mais l'élimination n'est pas éternelle, elle n'est pas même continue. Les détenus finissent

par ne plus l'être, et avant leur libération définitive, des permis sions de sortir leur sont parfois accordées.

La polémique autour des permissions de sortir, accordées plus chichement qu'on ne le croit, ne mérite pas qu'on s'y arrête longuement. L'institution a réussi à 92-98 % depuis qu'elle est entrée en vigueur. Quelques bavures montées en épingle n'enlèvent rien à ces chiffres, qui ne reflètent pas des incertitudes sondages, mais des faits, chacun des incidents étant répertorié dans un scrupuleux rapport. La discussion rigoureuse sur la prison ne peut donc se situer à ce moment de la vie pénitentiaire.

On ne saurait davantage, — et a contrario, — dire qu'il faut par

principe libérer les détenus avant l'expiration de leur peine, au motif que, dans ce cas, la récidive est moindre. Il s'agit au mieux des libérés conditionnels — avant le terme — sont précisément ceux qui offrent, dit la loi, « des garanties sérieuses de réinsertion sociale ». Et Dieu sait qu'on leur en demande !

C'est dans la généralité de son fonctionnement, dans sa banalité, que se juge une institution, pour voir si elle remplit efficacement le rôle que lui assignent les lois. « Réinsertion sociale », disent donc ces lois qui font la trame des enseignements et des disciplines. Ne serait-il pas plus réaliste et plus honnête — d'accepter l'idée que la prison, en tant que fonction sociale, porte en soi son propre échec ? Le paradoxe de la prison.

Parler de « réinsertion », d'abord, est-il sérieux ? À travers colloques, séminaires et congrès, sociologues, psychologues ou pénologues emploient encore, entre eux, ce terme sans ressentir plus qu'un peu de mauvaise conscience. Ne serait-il pas plus honnête de parler d'« insertion » pour des gens qui, jusqu'alors, dans leur immense majorité, ont vécu ailleurs que dans la société ? D'autant que 65 % des prisonniers ont moins de trente ans.

Pour rebattre qu'ils deviennent, deux chiffres doivent être rappelés qui concernent la composition sociale de la population pénitentiaire (les détenus) et son niveau culturel. Chaque année, il passe en prison plus de 100 000 personnes (condamnées et prévenues, ces derniers pour une proportion qui atteint certaines années 50 %), le chiffre des détenus présents étant généralement voisin de 30 000.

(Lire la suite page 11.)

## Tension entre le Japon et ses partenaires commerciaux

Rien ne va plus entre le Japon et ses partenaires commerciaux. Les sidérurgistes américains accusent leurs concurrents de vendre des tubes d'acier inoxydable 30 % en dessous de leur prix de production. L'O.C.D.E. s'alarme de la lente disparition de la construction navale dans le monde, ruinée par les chantiers nippons. La commission du Marché commun s'inquiète du déficit commercial grandissant des pays de la C.E.E. vis-à-vis du Japon, déficit qui pourrait atteindre 4 milliards de dollars cette année. La France elle-même, dont les échanges commerciaux avec l'île lointaine sont pourtant très faibles (1,5 milliard de francs d'exportation en 1975), proteste parce qu'elle ne couvre plus par ses ventes que 38 % de ses achats. Le colloque entre patrons français et japonais vient d'être l'objet d'un affrontement particulièrement vigoureux.

Le dynamisme et la formidable efficacité des Japonais soulèvent un peu partout dans le monde de telles protestations que le Kaidanren — équivalent du C.N.F.P. français — parcourt actuellement l'Europe pour écouter les doléances, y répondre, essayer d'apaiser les crises et à la rigueur faire quelques promesses. Que reproche-t-on au Japon ? Essentiellement deux choses : vendre à tout prix — c'est-à-dire souvent à l'import — quel que soit le prix — pour évaluer des marchés dans le monde ; freiner par tous les moyens les entrées de marchandises étrangères au Japon.

Après le « choc pétrolier » — comme on appelle à Tokyo la formidable hausse des prix des produits pétroliers en 1973-1974 — le Japon, très gros importateur d'énergie, avait vu sa balance commerciale se détériorer brutalement. Il a réalisé depuis lors un rétablissement tenant plus du miracle que de l'économie ; sa balance des paiements courants, excédentaire de 6,1 milliards de dollars en 1972, était devenue déficitaire de 138 millions en 1973 et de 4,7 milliards de dollars en 1974. En 1975, l'équilibre était quasiment rétabli et cette année la balance des paiements courants devrait à nouveau être excédentaire de quelque 3 ou 4 milliards de dollars.

Ce résultat spectaculaire s'explique par le fait que l'ensemble de l'économie japonaise s'est mobilisée dans un formidable effort pour vendre davantage. 15 % en dix ans, l'augmentation annuelle de la production de biens de consommation a permis d'exploiter des ressources locales arrivées à freiner les importations (+14 % seulement l'an en valeur, ce qui correspond en volume à une quasi-stagnation).

ALAIN VERNHOLLES.  
(Lire la suite page 39.)

## AU JOUR LE JOUR RECONQUÊTE

Les porteurs d'espoir sont toujours les bienvenus. C'est pourquoi ceux qui ont pour l'Espagne un peu plus que de l'amour voudront voir en Juan Carlos l'ambassadeur d'un peuple qui marche à la reconquête de son printemps.

Le trajet est long, parfois pénible, dramatique même, mais chacun retient son souffle devant la résurrection qui s'accomplit. Il y faut une extraordinaire patience, mais le pays qui a mis jadis plus d'un siècle à se reconquérir lui-même ne sera jamais celui du désespoir.

ROBERT ESCARPIT.

## A L'ORANGERIE DES TUILERIES

### Le romantisme allemand

C'est un continent, un archipel inconnu que nous invite à découvrir l'exposition de « la peinture allemande à l'époque du romantisme » qui vient de s'ouvrir à l'Orangerie. Pour la plupart d'entre nous, en effet, l'Allemagne du début du dix-neuvième siècle est le pays de la musique, de la philosophie (très complétement), de la rigueur de la poésie, en principe de Goethe (qu'on ne lit jamais), et parfois de l'architecture depuis que les expositions consacrées au néo-classicisme ont révélé son étonnante vitalité. Mais pour la peinture, nous en sommes restés à la plus oisive indifférence et c'est seulement l'an dernier qu'est entrée au Louvre une œuvre majeure de cette époque, « L'Arbre aux corbeaux », de Caspar David Friedrich.

Un continent, un archipel, il faudrait mieux dire un jardin, qui est déjà un peu celui des préraphaélites, un jardin peuplé de

vierges ou buisson de roses, de sujets mystiques, de cortèges de cavaliers ou de moines, avec Faust et Marguerite au premier plan et au loin, en contrepoint aux pâles sinistres de la Baltique, un horizon de montagnes et de rivières d'Italie.

Certains de ces peintres (Runge, Friedrich, Ferdinand Olivier, Peter von Cornelius, Adolf von Menzel) sont des artistes de premier plan mais la plupart d'entre eux, même s'ils sont moins « embaumés » dans leur candeur provinciale que ne l'écrit Facillon, feraient plutôt penser à des âmes captives et malchanceuses au destin bref, à des excentriques de la solitude et du secret, à ceux que Nerval nommait les « illuminés » et c'est sous le signe de Nerval, qui était l'ami de Cornelius et aurait aimé cette exposition, qu'il faut entreprendre ce voyage de découverte.

(Lire page 17 l'article d'ANDRÉ FERMIGIER.)

**Le duo sauvage.**  
Parure Safari: bracclet et bague en poil d'éléphant, ivoire et or.



**FRED JOAILLER**  
4, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. 260.30.65. Boutique FRED, 84, Champs-Élysées, Hôtel Byblos, Saint-Tropez. Hôtel Lope, Monte-Carlo. Aéroport d'Orly.



# LA VISITE EN FRANCE

## LES ATOUTS DU ROI

## RETROUVER L'ESPAGNE

(Suite de la première page.)

Les républicains qui renitent d'exil, comme la tendance majoritaire de l'ETA basque qui a renoncé à la lutte armée, ont bien saisi, sans pour autant bien sûr se satisfaire des résultats obtenus, la portée des transformations intervenues en quelques mois.

Il va de soi que de telles transformations n'auraient pas eu lieu si l'Espagne n'y avait pas été préparée par un développement économique dont la vigueur soulignait l'anachronisme du régime politique qui lui était imposé comme à un peuple encore mineur. Et si, à la faveur des immenses migrations de travailleurs et de touristes se croisant aux deux extrémités des Pyrénées, elle n'avait pas pris de plus en plus conscience de son appartenance à l'Europe. Il faut bien, cependant, mesurer la nature et les limites de l'eurospisme espagnol. Les Français devraient y parvenir d'autant plus aisément qu'à bien des égards elles ne contiennent leur propre conception de l'Europe.

« L'Espagnol », dit Unamuno, n'a jamais eu de pire ennemi que son gouvernement. Il aurait pu ajouter, paraphrasant le mot célèbre de Churchill sur la démocratie : « L'exception du gouvernement des autres ». Car, s'il a aimé jusqu'à la passion, des Pays-Bas aux Amériques, dominer d'autres peuples, l'Espagnol a toujours mal supporté que les autres le dominent. La France s'y étant, jusqu'à Louis XVIII, plus d'une fois essayée, rien d'étonnant à ce qu'elle ait été si longtemps considérée à Madrid comme l'ennemie héréditaire. La francisation — *afancesamiento* — amenée par l'installation sur le trône d'Espagne, après la mort sans descendance de Charles II, de Habsbourg, de Philippe V de Bourbon, petit-fils de Louis XIV, n'eut qu'un temps, le pauvre roi, malgré son caractère faible, ayant vite fait de se rebeller contre les pressions et les intrigues de son illustre grand-père. Napoléon eut encore moins de succès quand il voulut donner la couronne d'Espagne à son frère Joseph. Le dos

de Mayo, le soulèvement populaire du 2 mai 1808, dont Goya a immortalisé la sauvage répression par les troupes de Murat, demeure aux yeux des Espagnols une grande page de l'histoire nationale.

Mais ce que repoussent les peuples espagnols, ce n'est pas seulement la domination politique ou militaire des autres, c'est aussi leur domination intellectuelle. En un mot, ils n'aiment pas non plus qu'on leur donne des conseils. D'être un peu de la même espèce n'empêche pas les Français d'en donner, à l'occasion. Ainsi s'explique que tant de fois des manifestations qui, vues de Paris, n'étaient dirigées contre le franquisme ont été ressenties, *trousses montes*, comme visant l'Espagne elle-même : jusqu'à ses derniers moments, le Caudillo sut tirer habilement parti de la carte qui lui était fournie de la sorte par la gauche française. Si l'Espagne entre dans l'Europe, ce ne peut donc être que par la grande porte, que si on la traite comme la grande nation qu'elle est, non pas repliée dans la contemplation nostalgique de son passé impérial et de son siècle d'or, mais légitimement fière d'être aujourd'hui la dixième puissance industrielle de la planète et la métropole culturelle de la *Hispanidad*, d'une communauté hispanophone de plus de deux cents millions d'hommes et de femmes, vivant des deux côtes de l'Atlantique et jusque dans les lointaines Philippines.

On ne mesure pas assez en France la force de cet attachement à la race, à la race espagnole qui transcende les frontières idéologiques : l'Espagne franquiste n'a jamais rompu avec Cuba marxiste. Et si le Mexique n'a toujours pas d'ambassadeur à Madrid, c'est que, ayant vécu la guerre civile de 1936 comme si elle était sienne, il porte encore le deuil de la République espagnole. En tout cas le fait est là : un lien puissant unit l'Espagne à ses cousins d'Amérique, et cette raison s'ajoute aux autres pour l'empêcher d'envisager son absorption par une Europe qui voudrait être bien plus qu'une confédération

de nations, un super-Etat qui attendra bien longtemps de toute façon pour avoir une âme. Mais n'est-ce pas là aussi le point de vue de la France ? Et n'est-ce pas pour cette raison que, surmontant une méfiance séculaire et la jalousie qu'on voue facilement à une cour plus riche et plus libre, l'Espagne demande à un quelconque sorte à la France de parrainer son entrée dans l'Europe ? Si la visite du roi Juan Carlos a un sens, c'est bien celui-là.

Les Français, qui avaient acclamé Alphonse XIII et chez qui celui-ci choisit de s'exiler après la proclamation de la République en 1871, ne sont pas fixés, visiblement, sur l'attitude à tenir vis-à-vis de son petit-fils, qu'ils ne connaissent pas et dont la photographie réussit mal à rendre la détermination. Il est certes tentant de ne retenir chez lui, au-delà d'un titre passablement anachronique, que ce qu'il doit au passé, et qui est bien lourd, puis-que après tout il a été chosé par Franco et par lui seul, de préférence à un père jugé trop libéral, trop anglophile, et qu'il a été formé dans les écoles civiles et militaires du régime. De ne retenir dans le tableau de l'Espagne d'aujourd'hui que ce qui ne va pas, du séparatisme basque au chômage, à l'inflation galopante, à une répression qui n'a pas encore dit son dernier mot. Comment cependant ne pas voir que notre voisine est achèvement pleinement engagée dans un processus de transformation dont nul probablement, et plus récemment par Juan Carlos, n'est en mesure de prédire l'aboutissement, monarchiste ou républicain, capitaliste ou socialiste ? Comment repousser la main tendue à la France par celui qui a pris à ses risques et périls le parti d'encourager cette transformation et à réussi, jusqu'à présent, à faire en sorte qu'elle s'opère par des voies pacifiques ? Comment ignorer que, à défaut, ce sont les Etats-Unis, vers lesquels, notamment dans l'armée, tant de regards se tournent à Madrid, qui ont toutes chances d'y établir leur prépondérance exclusive ?

ANDRÉ FONTAINE.

(Suite de la première page.)

C'est que l'opinion occidentale incline à croire que la transition du régime franquiste à un système aussi proche que possible de celui des démocraties européennes est déjà faite. Les signes positifs et prometteurs se sont, certes, multipliés ces derniers mois, mais la réalité profonde est bien plus complexe et rien encore n'est vraiment joué. Il y a pourtant déjà un abîme entre l'Espagne de Franco et celle de Juan Carlos. Et d'abord dans le style du gouvernement et la manière du chef de l'Etat. L'ouverture d'esprit, la tolérance, le dialogue ont succédé à la volonté de secret, au machisme, aux exclusives maintenues depuis la guerre civile.

Des fidèles aux postes-clés

Jeune, sympathique, sportif, chef d'une famille qui ressemble à la famille type des nouvelles classes moyennes installées dans la société de consommation, Juan Carlos a conquis en peu de temps une réelle popularité. Franco vieillissant et se montrant plus qu'un homme public, vivant retiré au Pardo, entouré de ses courtisans, délaissant volontiers les affaires de l'Etat pour une partie de chasse ou de pêche ainsi que le révèle ordinairement le plus grand succès de librairie espagnole depuis un an (J. Juan Carlos continue de résider à la Zarzuela, conduit sa voiture, par week-end fait de la voile ou du ski, prend la file d'attente au restaurant, affectation ? peut-être, mais payante. Il a réduit ses gardes du corps au strict minimum, multiplie les audiences, les entretiens discrets ou publics, assiste régulièrement aux manœuvres de l'armée. Il a accompli plusieurs voyages officiels en province, en Catalogne, en Andalousie, en Galice, dans les Asturies. Il utilise fréquemment l'hélicoptère pour des déplacements aux quatre coins de la péninsule, prenant des bains de foule, sans protocole. C'est ainsi qu'à Séville quel'un lui a subtilisé sa montre dans une bousculade : un épisode qui, semble-t-il, l'enchante.

Pendant les quatre premiers mois de son règne il a médité, décidant de ne pas présider les conseils des ministres alors que Franco s'était imposé cette règle jusqu'à la fin. Puis il a commencé d'avancer ses pas, plaçant des hommes à lui, d'une fidélité certaine, à des postes-clés, remaniant d'autre part son groupe de conseillers à la Zarzuela. La nomination de M. Torcuato Fernández Miranda, son ancien professeur, à la présidence des Cortes et du Conseil du royaume avait, en décembre, suscité des réactions mitigées. M. Fernández Miranda était un homme du régime. Il a prouvé qu'il faisait passer son dévouement à la couronne avant ses éventuelles sympathies politiques. Il vient de laisser entendre aux « *procuradores* » (députés) que les Cortes pourraient bien être dissoutes prématurément si le projet de réforme politique du gouvernement n'est pas adopté d'ici à la fin novembre.

La promotion de M. Adolfo Suárez, ami personnel du roi, comme chef de gouvernement en juillet, a également été accueillie d'abord avec réserve dans les rangs des franquistes orthodoxes comme dans ceux de l'opposition démocratique. Représentant les plans de réforme de son prédécesseur, M. Arias Navarro, et les défendant avec plus de conviction, M. Suárez a, lui aussi, montré que son passé de phalangiste comptait bien peu au regard de sa volonté de servir le roi. Dernier choix, en octobre, encore plus significatif : celui du général Gutiérrez Mellado au poste de premier vice-président du gouvernement. Une indication que l'armée restera neutre bien que la grande majorité des généraux et des colonels rechignent à l'idée d'abandonner leurs « *lides* » franquistes.

A la veille du premier anniversaire de la mort de Franco, Juan Carlos régit et gouverne. Il a mis le poids de sa jeune autorité dans la balance pour accélérer et assurer la lente marche à la démocratie qui pourrait bien être la meilleure garantie du maintien d'une monarchie, tolérée par les uns comme héritière du franquisme, acceptée par les autres dans la mesure où elle favorise une transition pacifique d'un système autoritaire et personnel à un régime libéral et pluraliste. C'est bien ainsi que l'entendent les manifestants de gauche : « Juan Carlos, écoute, le peuple est en lutte... » et ceux de droite : « Juan Carlos, écoute, l'Espagne n'est pas à vendre... »

Description au sommet, bouleversement dans la rue, malgré les lois, dont les modifications encore timides ou insuffisantes, ne sont pas en accord avec ce vent de liberté qui souffle sur l'Espagne. Mais, enfin, les progrès sont évidents et plus rapides que certains ne le pensaient il y a un an.

Manifestations de rue spectaculaires, défilés, pèlerinages, congrès des formations de gauche toujours liées au regard de la loi, meetings, enterrements de victimes de la garde

civile se transformant en défis ouverts au régime, conférences de presse où apparaissent tous les dirigeants de la gauche, y compris ceux du parti communiste et des formations gauchistes révolutionnaires : l'apparence de la vie publique est celle d'un furieux débat d'idées. Les nouveaux blocs politiques de demain s'ébauchent, annonçant déjà leurs programmes, présentant leurs leaders. La campagne électorale est lancée alors que le plan de réforme du gouvernement n'est pas adopté et que les conditions du scrutin — chapitre essentiel aux yeux de l'opposition démocratique — ne sont même pas définies.

La presse, d'une exceptionnelle qualité, illustre parfaitement cette effervescence. De nouveaux quotidiens, sérieux, courageux, bien faits, comme *El País*, et une douzaine d'excellentes revues politiques ont trouvé des lecteurs, atteignant des tirages impressionnants dans un marché qui était, il y a quelques années encore, d'une affligeante médiocrité. L'édition, le théâtre, le cinéma se sont libérés, bravant une censure débordée et impuissante à colmater toutes les brèches.

« Nous disions hier... »

Les professeurs Tierno Galván et José Luis Aranguren, symboles de l'honnêteté et du courage politique, ont, enfin, après douze ans d'interdiction, retrouvé leurs chaires à l'université, acclamés par leurs étudiants. « Nous disions hier... » Les exiliés, quand ils le peuvent, rentrent attendus à Chamartin par des poings levés, des roses rouges et l'Internationale. La famille de M. Santiago Carrillo vient de s'installer à Madrid. Le prix Planeta, le Goncourt espagnol, a été attribué cette année à un roman qui imagine que Franco a perdu la guerre civile et se réfugie à Cuba, chez Batista.

La bonne volonté d'un seul homme, fort monarchique, ne suffit évidemment pas à expliquer une situation où la force des choses, les pressions d'une société déjà démocratique, l'intérêt même des dirigeants et de la monarchie, favorisent et encouragent l'exercice d'une tolérance officielle, dosée et subtile.

Et le décalage demeure considérable entre une réalité vécue, imposée souvent, admise parfois, et des institutions qui, pour l'essentiel, n'ont guère changé. Le fameux article 2 de la loi de presse n'a pas été abrogé ; s'il était appliqué, la moitié des journaux actuels seraient suspendus ou poursuivis. La législation anti-terroriste exceptionnelle, promulguée en août 1975, n'a pas été totalement rapportée malgré la réforme du code pénal. Elle continue d'accorder des pouvoirs exorbitants aux forces de police, qui en usent et en abusent, par exemple au Pays Basque, où les commandos d'« *incontrables* » d'extrême droite font le loi depuis deux mois.

Las structures du franquisme sont toujours en place. Les innovations, les retouches apportées aux droits de réunion ou de manifestation sont assorties de réserves qui laissent les autorités maîtresses, en définitive, de toute décision. D'où l'apparente incohérence des permissions accordées ici, refusées ailleurs. Le congrès du parti socialiste ouvrier espagnol (historique) a été autorisé. Celui du parti socialiste ouvrier espagnol (rénové) de M. Felipe González ne l'a pas été. Les arrestations arbitraires se poursuivent, particulièrement dans les rangs des commissions ouvrières. L'amnistie partielle n'a pas, et de loin, vidé toutes les prisons de leurs prisonniers politiques.

La légalisation des formations politiques est admise, et même encouragée, à l'exception pourtant du parti communiste, victime des phobias et des terreurs des derniers « vainqueurs » de la guerre civile. Mais les conditions d'inscription fixées par le gouvernement sont telles qu'elles sont réduites par les grandes formations de la gauche non communiste : socialistes et démocrates chrétiens. La mise à l'écart dédaignée d'un parti communiste, pourtant disposé à bien des concessions, et le refus du gouvernement de négocier pour le moment avec l'opposition démocratique — « pacte constitutionnel » — peuvent bloquer cette mise en place pacifique de nouvelles institutions.

D'autant que des périls redoutables demeurent. La situation au Pays Basque est préoccupante. La crise économique est très sérieuse mais le gouvernement ne peut, pour des raisons politiques, adopter un indigne plan de stabilisation. Ses récentes mesures d'austérité frappent la classe ouvrière alors que les prochaines négociations de conventions collectives laissent entrevoir un automne chaud. « Avec Franco, on vivait mieux... » — il n'est sur les murs de Madrid. Des mails anonymes ont ajouté : « quelques-uns vivent mieux... » mais c'est un fait que la situation économique encourage et nourrit une grogne grandissante.

Le gouvernement du roi se bat sur plusieurs fronts à la fois. C'est sur cette raison que les leaders les plus modérés de l'opposition de gauche sont, pour le moment encore, disposés à lui faciliter les choses. C'est un atout qui n'est pas négligeable parmi tous ceux, et ils sont nombreux, dont dispose Juan Carlos. Mais quarante-cinq ans après des élections municipales sans grande importance, en avril 1971, assurément pour le retour de la République, le petit-fils d'Alphonse XII doit sans doute se dire qu'il joue aussi son trône dans cette marche en zigzag mais inéluctable vers la démocratie.

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Mes conversations avec Franco, par Francisco Franco Salgado. Arango, Editorial Planeta, Barcelone.

## Le premier client de Madrid

A la chasse aux marchés lointains, on risque de perdre sa place sur les plus proches. D'excitantes jusqu'ici, la balance commerciale de la France avec l'Espagne est devenue déficitaire en 1976. Pour les huit premiers mois de cette année, ce déficit s'est élevé à 169 millions de francs, contre un excédent de 949 millions de francs durant la même période de 1975. D'un an à l'autre, les importations françaises ont augmenté de 35,2 % pour se situer à 4 388 millions de francs, alors que les exportations ne progressaient que de 12,2 %, s'établissant à 4 219 millions de francs. Le taux de couverture des achats par les ventes est revenu de 118,5 % à 96,5 %.

Ce renversement, qui préoccupe les responsables français, s'inscrit dans la tendance des statistiques de 1975. L'excédent enregistré cette année avait été près de trois fois moins élevé qu'en 1974 (531 millions de francs contre 1 423 millions de francs) et de plus de moitié inférieur à celui de 1973 (994 millions de francs). Les ventes françaises en direction de Madrid avaient diminué en 1975 de 5,7 % pour s'inscrire à 5 813 millions de francs, alors que les achats augmentaient de 5,2 % pour s'établir à 5 382 millions de francs.

La France est le premier client de l'Espagne, ayant absorbé, l'an dernier, 13,7 % des exportations espagnoles, devant l'Allemagne fédérale (10,7 %), les Etats-Unis (10,5 %), la Grande-Bretagne (7,6 %) et les Pays-Bas (5 %). Elle en a été le quatrième fournisseur, assurant 8,4 % des importations espagnoles, après les Etats-Unis (18,1 %), l'Arabie Saoudite (10,6 %), la R.P.A. (10,4 %) et devant la Grande-Bretagne (5,4 %). Dans l'autre sens, l'Espagne est le neuvième client (2,6 % du total des ventes françaises) et le dixième fournisseur (2,3 % des importations) de la France.

La concurrence espagnole se fait de plus en plus sentir, non seulement dans le secteur des produits agricoles alimentaires, mais également dans celui des biens de consommation. Ainsi, l'an dernier, la balance commerciale française a été déficitaire de 1 milliard de francs dans le premier cas (fruits et légumes), et de 600 millions de francs dans le second (textiles et cuir, automobiles). Cette année, en juin, les frontières ont même été fermées aux importations de tomates espagnoles et ont fait l'objet pour celles de pêches. Il est vraisemblable que la dévaluation de la peseta, intervenue en février, n'a pas été étrangère à l'accroissement des ventes espagnoles et a favorisé l'agressivité des producteurs d'olive, d'orange (le Monde du 11 février).

En sens inverse, la décision espagnole a certainement gêné les exportations françaises, d'autant qu'elle a été suivie par l'instauration au printemps et à l'automne de textes sur les importations. Cet obstacle n'a fait que s'ajouter à la difficulté de pénétrer un marché traditionnellement très protégé par des barrières douanières et d'autres procédures contraignantes. Pour les franchir, de nombreuses entreprises françaises ont dû aller chercher ailleurs des clients, et à l'installation sur place, renouant ainsi une présence déjà ancienne. Depuis longtemps, en effet, des groupes français sont implantés en Espagne et ont joué un rôle important dans le développement de l'industrie du pays.

Le deuxième investisseur

Il existe actuellement dans la péninsule ibérique environ huit cents sociétés à capitaux français, et plusieurs dizaines d'autres elles sont parmi les premières dans leur branche. Ainsi le groupe Saint-Gobain contrôle plus de la moitié du marché du verre. Dans l'aluminium, la filiale de Pechiney-Alugasa occupe une place prédominante. Parmi les constructeurs de véhicules de tourisme, Renault se classe au deuxième rang et Citroën au troisième. Michel, arrive nettement en tête des entreprises du caoutchouc. Tiennent également une place importante Rhône-Poulenc, la C.G.E. Thomson, sans compter les sociétés qui ont su occuper un créneau d'activité précis. Au total, le montant des investissements français en Espagne s'est élevé à environ 2 milliards de francs, dont 40 % ont été réalisés au cours de la dernière décennie.

La France est ainsi la deuxième place parmi les investisseurs étrangers derrière les Etats-Unis (plus de 7 milliards de francs). Résultat : les marchandises espagnoles concurrentielles sur les marchés extérieurs sont souvent produites par des entreprises dépendant financièrement et technologiquement de l'étranger. Les multinationales mènent leur propre jeu.

Toutefois l'Espagne, qui, à partir des années 60, s'est ouverte largement aux capitaux étrangers pour assurer son décollage, souhaite acquiescer davantage d'indépendance industrielle, tout en développant une coopération lui permettant de continuer à recevoir l'apport technologique indispensable. Cette volonté marque les relations franco-espagnoles dans trois domaines : l'aéronautique (Iberia a annulé en octobre 1974 la commande de quatre Airbus), l'électronique et le nucléaire.

MICHEL BOYER.

## LES CONTRATS D'ARMES EN DISCUSSION


En juillet dernier, l'Espagne a conclu l'achat de neuf intercepteurs Mirage F-1 supplémentaires et elle a acquis quatre hélicoptères de manœuvre Puma ainsi qu'un hélicoptère Gazelle à usage civil produits par la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA). Cette double manifestation de l'attachement que portent les Espagnols à l'armement de conception française donne à penser que les pays de l'Europe du Sud sont totalement exclus des entreprises qu'auraient les délégations des deux pays lors de la visite officielle du roi Juan Carlos.

D'autant que des négociations pour d'autres types d'armements sont en cours entre la France et l'Espagne. Il s'agit, notamment, de la contribution que la France a accepté d'apporter à la modernisation de la flotte sous-marine espagnole, puisque l'Espagne construira sous licence quatre sous-marins d'attaque à propulsion classique d'après des plans français. Ces sous-marins, placés chaque année 200 tonnes et sont armés de vingt torpilles. Il s'agit, d'autre part, de l'éventualité pour l'Espagne de construire sous licence comme le fait déjà le Portugal — des hélicoptères de manœuvre Puma conçus par la SNIA.

L'Espagne est un client de longue date des industries françaises de l'armement, qui sont souvent en concurrence, sur certains marchés, avec des sociétés américaines. La collaboration au début de cette année d'un traité de coopération militaire entre Madrid et Washington implique du reste la livraison accrue de fournitures militaires américaines à l'Espagne, en contrepartie du renouvellement de l'accord qui permet à la marine et à l'aviation américaines d'utiliser, pour un temps limité, des bases militaires en Espagne.

Quant à la construction sous licence, par un arsenal près de Séville, de chars de combat AMX-30, l'Espagne a obtenu de la livraison, précédemment, de 4 sous-marins de 1 000 tonnes assemblés à Carthagène, de roquettes de lutte anti-sous-marine, de 18 hélicoptères Alouette II et Alouette III, d'automitrailleurs légers Panhard dotés de canons de 60 ou de 84 millimètres et de 38 chasseurs-bombardiers Mirage III-E. Plus récemment, l'armée de l'air espagnole a commandé quinze intercepteurs Mirage F-1, auxquels viendront se joindre les 9 supplémentaires acquis en juillet dernier.

JACQUES ISNARD.



# ALAIN DECAUX

## BLANQUI l'insurgé

"Je suis en politique de la passion la plus violente"

AUGUSTE BLANQUI

BLANQUI : 76 ans de vie 33 ans de prison

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN

1000 de 1950



IN FRAN  
DU ROI

1976-10-28

# DE JUAN CARLOS

## LE PROGRAMME DU VOYAGE

**MERCREDI 27 OCTOBRE**  
15 h. — Le roi Juan Carlos et la reine Sophie sont accueillis à l'aéroport par le président de la République et Mme Giscard d'Estaing. Ils gagnent Paris par hélicoptère. Les chefs d'Etat se rendent ensuite, en cortège officiel, de l'aéroport de Mantes-la-Jolie à l'hôtel d'Alsace, résidence du souverain.  
16 h. 15-18 h. — Premier entretien Juan Carlos-Giscard d'Estaing.  
20 h. — Dîner à l'Élysée, suivi d'une réception.  
**JEUDI 28 OCTOBRE**  
9 h. 30. — Visite d'une usine de la Thomson-C.S.F. dans la région parisienne.  
11 h. 45. — Réception à l'hôtel de ville de Paris, suivie d'un déjeuner.  
12 h. 30. — Visite de l'école militaire (à la place de la visite prévue à l'école polytechnique).  
17 h. — Le roi reçoit M. Van Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E.  
20 h. — Dîner officiel à l'ambassade d'Espagne.  
**VENDREDI 29 OCTOBRE**  
9 h. 45. — Juan Carlos inaugure la nouvelle maison d'Espagne.  
10 h. 30. — Le roi reçoit, à l'ambassade, la colonie espagnole de France.  
L'après-midi, accompagné de Mme Bourges, ministre de la défense, et d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, le roi visite le site du plateau d'Albion puis les installations nucléaires du Tricastin.  
18 h. 15. — Dernier entretien avec M. Giscard d'Estaing à Paris.  
21 h. 45. — Le roi et la reine, salués par M. Raymond Barre, quittent la France.  
● Le roi Juan Carlos et son épouse se rendront en visite officielle en Allemagne fédérale au cours du premier trimestre de l'année prochaine, annonce le quotidien espagnol Pueblo du 27 octobre.

## LES RÉACTIONS AUX MESURES DE « DÉPLACEMENT TEMPORAIRE »

DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

### « Personne ici ne songe à faire du mal au roi »

De notre correspondant

Bayonne. — « Personne ici ne songe à faire du mal au roi. » C'est ce que nous a dit un réfugié politique basque espagnol, résident à Saint-Jean-de-Luz. On ne comprend pas, au Pays basque, dans les milieux nationalistes, que de nouvelles mesures d'éloignement du département frontalier aient été prises à l'encontre des membres de cette colonie, à l'occasion de la visite officielle en France de Juan Carlos. Au total, on parle de cent trente mesures d'éloignement temporaire frappant sur l'ensemble du territoire

### TROIS MILLE POLICIERS

Trois mille policiers en civil et en uniforme sont mobilisés pour assurer la sécurité du roi d'Espagne durant son séjour en France. Ils protégeront ses déplacements dans Paris et sa région, ainsi qu'à Orange et sur le plateau d'Albion lorsque le souverain ira visiter la base de lancement d'engins balistiques des forces de dissuasion. Juan Carlos bénéficiera de plus, comme tous les chefs d'Etat, d'une « protection rapprochée », assurée par une dizaine de policiers en civil du service central des voyages officiels. Ceux-ci travailleront en liaison avec les gardes personnels du roi.

### A Belle-Ile

#### Onze hommes et une femme en colère

De notre correspondant

Lorient. — L'hôtel-manoir de Goulphar, à Bangor, en Belle-Ile, domine la petite plage de Goulphar. La vue est magnifique. Trois étages. Un confort exceptionnel. Une table excellente. Un service parfait.  
En face, l'hôtel Castelnau, où fut tourné l'acte de choc. Rien à voir, bien sûr. Mardi soir, nous passons la soirée avec onze hommes et une femme, qui ne peuvent cacher leur colère. La veille encore, avant 6 heures le matin, ils étaient libres. Ils ont passé vingt-quatre heures, transférés de commissariats en dépôts, de casernes de gendarmerie en cantonnements de C.R.S.  
Ils ont un point commun : tous sont basques. Cinq sont réfugiés ou ex-réfugiés politiques ; mais en tout cas opposés au régime espagnol actuel. Tous demandent de faire l'objet de mesures exceptionnelles d'éloignement. Ils sont assignés à résidence dans le département du Morbihan.  
Dans l'île, cent vingt C.R.S. avec command-car, camions bâchés et grilles, motos, qui ont débarqué mardi à 15 h.  
Le service d'ordre est bon. Dans l'hôtel, douze personnes qui ne cachent pas leur colère. C'est la situation est non seulement arbitraire, disent-ils, mais nous sommes dans notre dignité d'hommes. Un point de vue de la sécurité, c'est absurde, pour ne pas dire ridicule : aucun d'entre nous ne représente un danger pour personne. D'ailleurs, la plupart d'entre nous possédons des passeports. Nous venons et nous allons librement en Espagne. Nous ne nous pas. Nous sommes des militants engagés de longue date, mais nous militons dans la limite de ce que est permis.  
Octavio a quarante-sept ans et quatre enfants à charge. C'est pour moi, cela ne change rien. Je suis déjà assigné à résidence à Paris.

## EUROPE

### Grande-Bretagne

#### La menace de retirer des troupes d'Allemagne suscite de vives réactions

De notre correspondant

Londres. — M. Callaghan a renouvelé mardi 26 octobre aux Communes, en termes plus clairs que la veille, sa menace de réduire ou même de rappeler l'armée du Rhin, si les alliés de la Grande-Bretagne ne lui accordent pas le soutien financier dont elle a besoin. Rappelant que les États-Unis disposent d'énormes réserves monétaires, et que celles de la République fédérale d'Allemagne s'élèvent à 35 ou 40 milliards de dollars, le premier ministre a précisé que, si ces pays attachaient du prix à la contribution militaire de la Grande-Bretagne sur le front européen, ils devraient « prendre en considération ses problèmes relatifs au poids des balances sterling ».  
Cette prise de position du premier ministre a été vigoureusement dénoncée par Mme Thatcher. Le leader de l'opposition conservatrice a accusé M. Callaghan d'avoir « corrompu » la monnaie nationale, et d'« ouvrir » la Grande-Bretagne. Selon Mme Thatcher, le gouvernement travailliste ne cesse ainsi d'aggraver « les dettes et la décadence » du pays ; la seule conduite honorable pour le premier ministre consiste donc à s'en aller. Cette invitation a été repoussée par M. Callaghan, qui affirmait une grande confiance en lui-même et en son gouvernement, à répliquer qu'il entend encore rester au pouvoir « pendant un bon bout de temps ».  
L'argumentation du premier ministre suscite des réactions très vives et pas seulement dans l'opposition. En dépit de tous les problèmes économiques et financiers que connaît le pays, beaucoup de citoyens n'apprécient guère la menace formulée par le gouvernement de rompre ses engagements envers les alliés. D'autant que les Britanniques se sont toujours entendus dire que la présence de leur armée au-delà du Rhin répond aux exigences élémentaires de la sécurité du pays.

### Diminution du chômage

Jusqu'ici, la nouvelle stratégie diplomatique de M. Callaghan ne paraît pas avoir contribué à rétablir la situation du sterling. Même les bonnes nouvelles sur la situation de l'emploi n'ont pas eu d'effet sur le cours de la livre. Pour la première fois depuis le mois de mai, le nombre des chômeurs a pourtant diminué. Le total des sans-travail (en excluant les jeunes qui viennent de quitter l'école) est tombé de 11 900 dans les cinq dernières semaines, pour atteindre 1 233 000, c'est-à-dire 5,4 % de la population active (5,5 % en septembre). Le nombre des jeunes chômeurs a diminué de 64 000, ne laissant que 74 000 d'entre eux sans emploi.  
En fin de journée, il est vrai, la livre sterling avait regagné 50 cents sur le cours désastreux enregistré la veille. Mais l'évolution du marché des changes a montré que le sort de la devise britannique reste tellement précaire que la moindre rumeur l'affecte dangereusement.  
Après le Sunday Times, c'est le Washington Post qui déclenche un nouvel assaut contre la livre. Ce journal croit savoir que les experts du Fonds monétaire international souligneraient que la Banque d'Angleterre devra le taux minimum d'intérêt jusqu'à 18 %. Une fois encore, les démentis n'ont pas été pris au sérieux par les spéculateurs.  
M. Bryan Gould, député travailliste, secrétaire parlementaire du ministre de l'environnement, a déclaré une nouvelle vague de spéculations en vantant que le Fonds monétaire international avait raison d'exiger que la livre se déprécie jusqu'à 1,50 dollar. Alors que le sterling venait de regagner un peu de terrain, les propos pour le moins inattendus de M. Gould ont fait perdre 2 cents à la livre dans l'heure qui a suivi.

Le sentiment se confirme, dans les milieux financiers et politiques, que le gouvernement sera amené très bientôt à prendre de nouvelles mesures, qu'il s'agisse d'économies budgétaires ou d'un autre « tour de vis » fiscal. Il semble que le chancelier de l'Échiquier préfère ajourner toute décision jusqu'à la visite de la mission du Fonds monétaire international, qui est attendue à Londres la semaine prochaine. Il reste cependant à voir si la pression croissante sur le front des changes ne contraindra pas le gouvernement à agir plus vite qu'il ne le souhaite.

JEAN WETZ.

● M. Jurek Sedlak, ambassadeur de Tchécoslovaquie, va prochainement quitter Paris où il avait été accrédité en 1972.

### Ayant obtenu gain de cause devant le Tribunal suprême

#### M. Calvo Serer entend relancer le journal « Madrid »

De notre correspondant

Madrid. — Le quotidien indépendant Madrid va repartir. Une sentence du Tribunal suprême du 26 octobre annule la décision du conseil des ministres du 7 janvier 1972 qui supprimait l'inscription de la société éditrice du journal au registre des entreprises de presse. Contre cette décision, M. Rafael Calvo Serer (aujourd'hui membre du groupe des démocrates indépendants), président du conseil d'administration du journal depuis 1968, avait présenté une série de recours, dont le dernier vient d'aboutir en sa faveur.  
Madrid, très conservateur pen-

dant ses vingt-cinq premières années d'existence, devint, lorsque M. Calvo Serer en prit le contrôle, le journal le plus contestataire d'Espagne. À un moment où la politique du ministère de l'Information était spécialement dure, M. Calvo Serer fut suspendu pendant quatre mois, de fin mai à fin septembre 1968, en raison d'un article intitulé « Se retirer à temps », où l'auteur, par la plume de Calvo Serer, insinuait que le général Franco devait abandonner le pouvoir.  
M. Calvo Serer et l'équipe d'excellents journalistes réunis autour du directeur de Madrid, M. Antonio Fontan, ne s'inclinèrent pas. Après la suspension, ils reprirent leur campagne. Le 25 novembre 1971, M. Alfredo Sanchez-Bella, un homme d'extrême droite qui avait succédé à M. Fraga comme ministre de l'Information, décida la fermeture définitive de Madrid, décision ratifiée en conseil des ministres. M. Calvo Serer, ancien membre du conseil privé du comte de Barcelone (père du roi Juan Carlos), se trouva alors en France et publia dans le Monde un violent article intitulé « Moi aussi j'accuse », pour lequel il fut inculpé d'atteinte à l'autorité de l'Etat et qui l'obligea à rester en exil. En juin dernier, il retourna en Espagne et fut arrêté à la descente d'avion. Après avoir été incarcéré pendant quelques jours à la prison de Carabanchel, il fut remis en liberté.  
La sentence du Tribunal suprême condamne d'autre part l'administration à indemniser la société éditrice de Madrid pour le tort économique qu'a pu causer la fermeture du journal.  
On estime que cette indemnisation, qui devra être fixée par le même tribunal, s'élèvera à plusieurs centaines de millions de pesetas. M. Calvo Serer, qui pense faire repartir Madrid au début de l'année prochaine, a déclaré : « Justice est faite, tout simplement, car la fermeture avait été un acte arbitraire de M. Sanchez-Bella, alors ministre de l'Information, qui fut l'auteur matériel de la disparition du journal. Moralement et économiquement, cela a été pour moi un préjudice énorme. Je suis disposé à présenter au Tribunal suprême toutes les factures que j'ai accumulées depuis. De toute façon, c'est un cas sans précédent ».

D'autre part, M. José Vicente de Juan, qui était président de la Société des rédacteurs de Madrid (la seule qui ait existé jusqu'à maintenant en Espagne et est actuellement réducteur en chef du quotidien Diario 16, nous a déclaré : « Pour la plupart, aussi bien journalistes que travailleurs de l'imprimerie, nous sommes restés fidèles à la société éditrice du journal au moyen d'un apport économique symbolique que chacun d'entre nous effectuera après la fermeture du quotidien. Mais nous allons demander que soient respectés les engagements qui furent pris alors en ce qui concerne notre participation à la propriété du titre et notre représentation au sein du conseil d'administration ».

JOSE-ANTONIO NOVAIS.

### Proposant un « réarmement idéologique »

#### LE MINISTRE DE L'ARMÉE RÉCLAME UNE « ACTION THÉRAPEUTIQUE » URGENTE CONTRE LA « SUBVERSION »

Séville (A.F.P.). — Le ministre espagnol de l'Armée, le général Félix Alvarez Arenas, a réclamé mardi 26 octobre une « action thérapeutique » urgente contre la « subversion », car la « subversion » a déjà marqué la société espagnole.  
Le général, qui prenait la parole à l'occasion de la séance inaugurale d'une série de conférences réunissant des militaires et des civils, a précisé que cette action « sera d'urgence », car la « subversion » a déjà marqué la société espagnole.  
Selon le ministre, ceux pour ses idées conservatrices, « et trois grandes pressions idéologiques influent principalement sur l'esprit national : la « subversion », le « terrorisme », le « socialisme marxiste » et le « mouvement de contre-culture ». Il a surtout insisté sur le « danger communiste ».  
Contre cet état de choses, le général propose un « réarmement idéologique de la société espagnole » qui permettra la « défense de la communauté nationale ». Il implique la « nécessité d'un idéal d'indépendance, un idéal d'unité et le clair soutien du sentiment national » qui oppose le « spiritualisme au matérialisme et la vérité au mensonge ».  
Ce « réarmement », que le général conçoit « total, permanent, coordonné, populaire, centralisé, mais souple », est, selon lui, la tâche des forces armées.

● Un général et un colonel de l'armée de l'air espagnole ont été suspendus de leur fonction pour des raisons de leur implication « présumée » dans l'affaire des pots-de-vin de la compagnie aéronautique américaine Lockheed, indiquent-on officiellement à Madrid, le mardi 26 octobre.  
Il s'agit du général de division Luis Rey Rodríguez et du colonel Carlos Granda Segado, précise un communiqué du ministère de l'Air. — (A.F.P.)

● Le gouvernement s'apprête, pour la première fois depuis la fin de la guerre civile, à faire passer en jugement cinq policiers accusés de brutalités. Cette décision fait suite à la démission de vingt maires qui entendaient protester contre les violences policières, et à la parution dans la presse d'accusations contre des policiers soupçonnés d'avoir collaboré avec des groupes terroristes d'extrême droite. Le procès, qui fait suite à une enquête de plusieurs semaines, doit s'ouvrir mardi 28 octobre, à Barcelone. — (A.F.P.)

● Onze personnes accusées d'appartenir au parti du travail d'Espagne (P.T.E.) et à la Jeune garde rouge, de tendances marxistes, ont été arrêtées à Santander, annonce-t-on le 27 octobre. Parmi les détenus figure le professeur Isabel Tejerino Lobo, responsable du P.T.E. au niveau provincial. — (A.F.P.)

### M. DE VILLALONGA DÉMENT AVOIR ÉTÉ ASSIGNÉ À RÉSIDENCE

M. de Villalonga nous a adressé le communiqué suivant : « L'écritain José Luis de Villalonga dément avoir été assigné à résidence à l'île d'Yeu pendant la visite du roi Juan-Carlos à Paris. Ancien chargé de relations avec la presse de la junte démocratique, M. de Villalonga rappelle que, dans les deux ou trois ans qui ont précédé la chute de Franco, par le professeur Calvo Serer, monarchiste, et autrefois conseiller du Comité de Barcelone. « M. de Villalonga tient également à dissocier dans l'esprit du public l'opposition espagnole à laquelle il appartient, des groupes terroristes qui ont revendiqué les trois attentats commis à Paris dans la nuit du 24 au 25 octobre ».

● Le parti communiste français, la fédération du parti socialiste de la Gironde, le comité de soutien aux Basques, condamnent « les arrestations arbitraires et les assignations à résidence » décrétées par le gouvernement français à l'occasion du voyage du roi Juan Carlos. D'autre part, plusieurs organisations d'extrême gauche s'élèvent contre l'interdiction de la manifestation qu'elles avaient projetée. La Fédération anarchiste, de son côté, estime que la répression se poursuit en Espagne particulièrement contre les militants anarchistes, « dont l'action est passée sous silence à l'étranger ».

**Michel Jobert**

**L'autre regard**

« La chronique aigüe des dernières années »

**Grasset**

IN DECAU  
ANQU  
insurgé



## EUROPE

## Union soviétique

## A LA SESSION DU COMITÉ CENTRAL

## M. Brejnev a encore renforcé ses positions

Le Soviet suprême de l'Union soviétique a ouvert ses travaux ce mercredi 27 octobre, à 10 heures du matin (heure de Moscou). Le Parlement doit discuter et approuver le projet de plan quinquennal (1976-1980) ainsi que le projet de plan pour l'année 1977, qui a été approuvé à l'unanimité par le plénum du comité central qui s'est réuni lundi et mardi à Moscou.

Les membres du bureau politique étaient présents à l'ouverture de la session du Soviet suprême, y compris M. Kossyguine, qui aurait été victime d'un incident cardiaque au mois d'août dernier. Le premier orateur à prendre la parole a été M. Balbakov, président du Gosplan (commission du plan d'Etat).

## De notre correspondant

Moscou. — Pas de changement significatif dans la hiérarchie soviétique, mais la tendance au renforcement des positions de M. Leonid Brejnev se confirme. Telles sont les conclusions qu'on peut tirer du plénum du comité central qui s'est tenu, mardi 26 octobre, à Moscou. Cette session n'a procédé, en dépit des prévisions de la grande majorité des observateurs — y compris des Soviétiques — à aucun remaniement du bureau politique, dont la moyenne d'âge est maintenant d'environ soixante-dix ans. Il est vrai que M. Kirilenko, alors qu'on était son sixième-dixième anniversaire, faisait remarquer, voilé peu, qu'il était heureux que, en Union soviétique, « soixante-dix ans soit considéré comme un âge moyen ». Il est vrai aussi que M. Brejnev va bientôt fêter, à son tour, le même anniversaire, le 19 décembre prochain très exactement.

Cette incapacité à rajouter et à renouveler la haute hiérarchie soviétique intrigue les observateurs. Il serait étonnant, en effet, que le système actuel de gerontocratie soit unanimement approuvé. Ne serait-ce qu'en se plaçant du point de vue de la stricte efficacité, on peut s'interroger sur les raisons du maintien, à

leur poste, de dirigeants qui sont souvent immobilisés plusieurs mois de suite par la maladie. La réponse la plus souvent avancée, et la plus plausible, invoque l'équilibre politique particulièrement délicat qui existerait au sein du bureau politique et qui risquerait d'être rompu par des changements significatifs. Des hommes comme M. Kossyguine et surtout M. Soudzov veilleraient tout particulièrement au maintien d'un système collégial de direction. Il n'en demeure pas moins que le principe collégial a subi un certain nombre d'entorses ces derniers temps, y compris durant le plénum qui vient de se terminer. Cette réunion a été, en effet, entièrement dominée par M. Brejnev, dont le discours du lundi, contrairement à la règle, a été publié in extenso dès mardi dans la presse. Ce document, d'autre part, est présenté dans la résolution adoptée par le comité central comme un texte normal. On peut s'en étonner dans la mesure où M. Brejnev n'a pas vraiment présenté un rapport des activités du bureau politique, mais a plutôt rendu compte de ses activités personnelles. C'est ainsi que le secrétaire général n'a

pas cessé de s'exprimer à la première personne. Cette mise en avant de la personne de M. Brejnev a été précédée au cours des derniers mois par un nombre croissant de manifestations du culte de la personnalité du secrétaire général.

Cette accentuation du culte s'est accompagnée depuis plusieurs mois de la promotion ou de la désignation de plusieurs hommes qui passent pour des fidèles du secrétaire général. La promotion la plus significative a été sans doute, au début du mois de septembre, celle de M. Tikhonov, au poste de premier vice-président du conseil. Il est remarquable, toutefois, que M. Tikhonov n'ait pas fait l'objet d'une promotion à l'intérieur du parti. Ce premier adjoint de M. Kossyguine n'est toujours même pas, en effet, membre suppléant du bureau politique.

La seule promotion d'importance intervenue à l'issue du plénum ne contredit pas cette tendance, bien au contraire. M. Rjabov, qui a été nommé secrétaire du comité central, fait, en effet, partie des hommes qui doivent leur carrière, soit personnellement à M. Brejnev, soit à ses plus proches amis.

M. Yakov Rjabov, qui est né en 1928, est le plus jeune secrétaire du comité central, après M. Katouchev, responsable des rapports avec les partis frères au pouvoir et qui est âgé d'un an de plus. M. Rjabov, dont on sait peu de chose, a fait pratiquement toute sa carrière dans l'Oural : tourneur polytechnique de l'Oural, dont il sort quelques années plus tard avec le titre d'ingénieur. Il devient « permanent », du parti en 1958 pour la région de Sverdlovsk, où il est nommé secrétaire du comité central de la région, un certain... André Kirilenko, aujourd'hui membre du bureau politique, en principe numéro deux dans la hiérarchie du parti et homme de confiance de M. Brejnev.

C'est sous le « règne » de M. Kirilenko à Sverdlovsk que commence la carrière de M. Rjabov. Secrétaire de la ville, il devient premier secrétaire en 1963. Il est deuxième secrétaire de la région, en 1968, et en janvier 1971, premier secrétaire. A l'issue du vingt-quatrième congrès, il fait son entrée au comité central. M. Rjabov, qui est spécialiste de l'industrie lourde, est sorti de l'anonymat en février dernier, lors du vingt-cinquième congrès. Il avait été un des délégués à monter à la tribune pour prononcer un discours. Il y a peu de chose à retenir de son intervention consacrée au développement industriel, sinon de très vives attaques contre la Chine et un vibrant éloge de M. Honecker, le chef du parti est-allemand.

Le communiqué publié mardi après-midi à Moscou ne précise pas quels seront les nouvelles attributions de M. Rjabov. En raison des capacités qu'on lui prête, il pourrait être appelé à remplacer M. Oustinov, qui ne peut plus remplir ses fonctions de secrétaire du comité central responsable pour les questions d'armement et les questions spatiales depuis qu'il a été nommé ministre de la défense à la mort du maréchal Gueïko. L'abandon par M. Oustinov de ses responsabilités au secrétariat n'a cependant pas été annoncé. La nomination de M. Rjabov porte donc à onze le nombre des secrétaires du comité central. Le secrétaire du parti, qui emploie plusieurs milliers de collaborateurs, double, contrôle et supervise tous les branches de l'exécution, qu'il s'agisse des ministères ou des comités d'Etat.

Le plénum a également coopté en tant que membres à part entière du comité central trois suppléants. Il s'agit de M. V.A. Karlov, premier chef adjoint de la section agricole au secrétariat du comité central, un homme qui travaille donc sous les ordres de M. Koulakov, membre du bureau politique et secrétaire chargé des questions agricoles. Le deuxième promu est M. K.N. Belik, ministre des constructions mécaniques pour l'énergie et la production de fourrage. M. Belik avait fait parler de lui en 1964, alors secrétaire de région. Il avait été le premier à mettre en cause à cette époque la politique agricole de Khrouchchev.

La promotion du troisième homme, M. F.T. Morgoun, premier secrétaire de la région de Poltava, renforce, à coup sûr, les rangs des partisans de M. Brejnev. M. Morgoun, un Ukrainien, a commencé sa carrière à Dniepropetrovsk. Le fil politique de l'actuel secrétaire général. Etre passé par Dniepropetrovsk semble décidément constituer aujourd'hui la garantie d'un bel avenir.

JACQUES AMALRIC.

## Une excellente récolte de céréales

## De notre correspondant

Moscou. — La première chose que racontent les Soviétiques du discours de M. Brejnev au comité central est l'annonce d'une excellente récolte de céréales pour l'année en cours. « A ce jour, a déclaré le secrétaire général, plus de 216 millions de tonnes de céréales ont été récoltées. La moisson continue. On peut dire, soit que nous approchons de la fin de l'année record 1973, soit que nous battons de record. C'est une victoire prestigieuse ».

La récolte record de 1973 s'était élevée à plus de 222 millions de tonnes. On peut donc penser que l'U.R.S.S. récoltera, cette année, environ 220 millions de tonnes au minimum, soit 80 millions de plus que l'année dernière. La catastrophe de la fin de 1975 n'a pas eu de conséquences néfastes que pour l'industrie alimentaire (les stocks pour les neuf premiers mois de 1976 ont enregistré une diminution de 20 % de la production de viande par rapport à la même période de 1975), mais pour toute l'industrie. Le plan de 1976 avait dû être révisé en baisse. Il ne prévoit une progression industrielle que de

4,3 %. Ce taux, il est vrai, ne cesse de diminuer depuis plusieurs années.

M. Brejnev n'a pas dit que le succès de la récolte de 1976 permettrait à l'U.R.S.S. de résoudre ses problèmes agricoles. L'essentiel maintenant, a-t-il dit, est de stabiliser notre acquis de production du grain, puis de passer le cap des 225 millions de tonnes d'il à la fin du quinquennat. L'agriculture, comme cela avait été annoncé en février dernier au vingt-cinquième congrès du parti communiste soviétique, va donc continuer à drainer une part appréciable des investissements : environ 170 milliards de roubles sur un total de 620 milliards. C'est une somme énorme, a fait remarquer le secrétaire général, de la fin du franchissement qu'il n'a pas été facile de trouver. Il a fallu faire des coupes dans certains autres secteurs de l'économie nationale, mais nous l'avons fait consciemment, car il n'y a pas actuellement de tâche plus pressante que celle de hausser le secteur agricole de notre économie au niveau le plus moderne. — J. A.

## Le « Literaturnaya Gazeta » critique le P.C.F. pour sa participation au meeting de la Mutualité

## De notre correspondant

Moscou. — La « Literaturnaya Gazeta », organe de l'Union des écrivains soviétiques, a publié ce mercredi 27 octobre, au parti communiste français pour sa participation au meeting organisé le 21 octobre à la Mutualité en faveur de plusieurs prisonniers politiques latino-américains, soviétiques et tchécoslovaques (1). C'est la première fois que la presse soviétique fait état de ces critiques. La participation du P.C.F. avait été vivement attaquée, vendredi dernier, dans un commentaire de l'agence Tass, mais ce commentaire n'a pas été repris à ce jour dans les journaux de Moscou.

Selon la « Literaturnaya Gazeta », le meeting de la Mutualité constitue « une tentative pour soutenir une nouvelle vague d'antisoviétisme balnéaire dans le but de compromettre la détente. (...) Il est difficile de comprendre, poursuit l'hebdomadaire, la présence à ce meeting de représentants du parti communiste français. (...) L'intervention d'un représentant du P.C.F. du haut de la tribune de la Mutualité a rendu service aux forces réactionnaires qui ont organisé ce meeting. (...) La « Literaturnaya Gazeta » ajoute : « Si les démocrates chiliens

détenus dans les geôles de la junte chilienne avaient pu entendre (ce qui s'est dit à la Mutualité), ils auraient cru que ce rassemblement avait été organisé spécialement pour réhabiliter le fascisme sanglant et compromettre le mouvement de solidarité internationale à l'égard-garde duquel se trouve l'Union soviétique ».

Le même journal publie une longue interview de M. Soukharev, premier vice-ministre de la justice, dans laquelle sont exposées les thèses de l'U.R.S.S. selon lesquelles il n'y a pas de prisonniers politiques en Union soviétique, mais seulement des criminels (2). M. Soukharev traite en particulier du cas de Vladimir Boukovski, l'un des prisonniers dont la libération a été réclamée à la Mutualité. Selon lui, Boukovski a été condamné en 1972 non pas pour ses idées, mais pour avoir « diffusé des documents visant à détruire le pouvoir soviétique ».

(1) L'hebdomadaire du 21 octobre réagit à cette critique en publiant à Prague par le « Rudé Právo » et rappelle sa propre réaction au premier commentaire de l'agence Tass, et selon laquelle la participation du P.C.F. au meeting de la Mutualité « témoigne de sa volonté d'être pour la liberté. Une liberté qui, pour lui, est une inséparable du socialisme ».

(2) Le même thème est soutenu par le « Rudé Právo » à propos de la démission de M. Soukharev, premier vice-ministre de la justice, condamné « pour avoir formé des assassinats (...) en participant à l'élaboration d'un plan visant à renverser le régime socialiste qui s'achève par la possibilité d'un putsch armé ».

## AFRIQUE

## Transkei

## M. Botha Sigcau devient chef du nouvel État

## De notre envoyée spéciale

Umtata. — Très ému et fier, M. Botha Sigcau, président de l'Etat né le mardi 26 octobre, pénètre en grande pompe dans le stade de la capitale, où l'attendent trente mille spectateurs. Huit avions, des avions de l'armée sud-africaine, traversent alors le ciel, laissant derrière eux des traînées de fumée aux couleurs du Transkei, noir, blanc et vert. « Assis », « debout », « silence », au milieu, un organisateur donne des ordres au public, inhibant ainsi toute spontanéité. Parfois, cependant, la joie africaine prend le dessus et des « oye » éclatent, surtout lors de l'arrivée solennelle du président ou pendant la parade militaire.

Tôt, mardi, les cérémonies ont commencé par l'ouverture du Parlement. Là, sans délai, les députés ont adopté la nouvelle Constitution, dont la section 57 impose la nationalité transkésienne aux choses qui habitent en zone blanche. Cette adoption a surpris ceux qui conservaient quelque espoir après l'adoption de la nouvelle Constitution, première ministre, à une nation de « deux millions » d'habitants, ce qui ne tenait pas compte des 150 000 Afrikaners qui vivent dans et vivent en Afrique du Sud.

Les parlementaires ont ensuite procédé à l'élection du président de la République, qui a lui-même présenté le nouveau cabinet. Un nouveau gouvernement composé d'un ancien dirigeant du Congrès panafricain (PAC), interdit en Afrique du Sud, M. Tsopo Letlaka, et un ancien leader du Democratic

Party, formation d'opposition au Transkei, M. Ramsay Madikizela. M. Tsopo Letlaka, ancien exilé politique, rappelle par M. Matanzima, fait partie de ces diplomates

transkésiens qui, pendant plusieurs mois, ont suivi une formation intensive dans les ambassades sud-africaines de différentes capitales, en Europe et aux Etats-Unis. Le gouvernement compte un autre ancien diplomate, M. Digby Koyana.

Le frère du premier ministre, M. Georges Matanzima, conserve ses fonctions, et la fille du président de la République, Mme Stella Sigcau, devient ministre de l'Intérieur. Le premier ministre s'est octroyé le portefeuille de la défense et celui des services publics.

Parmi les membres du gouvernement qui disparaissent se trouve l'unique représentant de l'ethnie Sotho, rattachée au Transkei. Tandis que les six cent cinquante policiers sud-africains arrivés pour renforcer l'armée et la police transkésienne patrouillent jour et nuit, le poste-frontière est déjà installé sur la rivière Kea. Un fonctionnaire consensuel examine les passeports et dispense des avertissements courts aux étrangers qui ont oublié que depuis le 26 octobre le Transkei n'est plus un pays d'apartheid, mais un nouveau Etat. — C. C.

## LES MEMBRES DU CABINET

Premier ministre, ministre de la défense et des services publics : M. Botha Sigcau ; ministre des affaires étrangères : M. Digby Koyana ; ministre de la justice, de la police et des prisons : M. Georges Matanzima ; ministre des finances : M. Tsopo Letlaka ; ministre de la planification et du commerce : M. Ramsay Madikizela ; ministre de l'Intérieur : Mme Stella Sigcau ; ministre du gouvernement local et de l'habitat : M. Georges Matanzima ; ministre des postes et télécommunications et des transports : M. Armstrong Jonas ; ministre de l'éducation : M. Sibus Mhlanga ; ministre de la santé et du bien-être : M. Zibhebhe Mkhanyini ; ministre de l'Agriculture et des forêts : M. Basil Nzama.

## LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LA RHODÉSIE

## Les nationalistes africains ne posent pas de conditions préalables à la négociation

## De notre envoyé spécial

Genève. — Quelques heures avant l'ouverture solennelle des travaux de la conférence sur la Rhodésie, le jeudi 28 octobre, à 15 heures, M. Ivor Richard, chef de la délégation britannique et président de la réunion, ne ménage aucun effort pour convaincre les représentants des différentes délégations de s'asseoir ensemble.

Apparaissant à cet effet de ses avocats, les nationalistes africains ont obtenu de M. Richard, en échange de leur présence, qu'il leur soit permis de s'asseoir à la table de la conférence sans avoir à poser de conditions préalables à la négociation. M. Richard a répondu que la table de la conférence était ouverte à tous, mais qu'il ne pouvait pas garantir que les nationalistes africains ne seraient pas écartés de la table de la conférence.

Volé, en effet, qui tendait à montrer qu'en dépit d'une escarmouche verbale, les nationalistes africains ne posent pas de conditions préalables à la négociation. Les représentants des combattants du Zimbabwe consentaient enfin à admettre que le gouvernement de Salisbury constituait un partenaire de fait.

Il semble, par ailleurs, que l'ambassadeur britannique à l'ONU ait été beaucoup aidé dans sa tâche par Sir Harold Walker, ministre des affaires étrangères britannique, président en exercice du conseil ministériel de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), auquel le statut d'observateur a été accordé. Les nationalistes africains ont été écartés de la table de la conférence, mais ils ont pu participer à la conférence de la Rhodésie.

Des lundi soir, au moment même où M. Richard se rendait à l'hôtel de ville, il a rendu public, au nom du Front patriotique, un communiqué formulant six exigences, en tête desquelles figurait la libération immédiate de tous les prisonniers politiques.

Le colon français Gérard-Léon Farge, tué lundi 25 octobre (le Monde du 27 octobre), a été victime d'un engin installé par les services de sécurité rhodésiens, a reconnu mardi un porte-parole du gouvernement : cet engin avait été dissimulé dans un bâtiment inoccupé en prévision d'une incursion de maoïstes.

Quelques deux cents personnes, répondant à l'appel de vingt-six organisations, ont manifesté mardi 26 octobre devant le ministère français des affaires étrangères pour protester contre « la politique française de collaboration politique et économique avec le régime de Pretoria ».

## PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé  
Aucune limite d'âge  
Demandes de renseignements gratuites  
Ecole préparatoire  
D'ADMINISTRATION  
Ecole privée fondée en 1873  
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat  
4, rue des Fêtes-Champs  
75008 PARIS - CEDEX 02

sonniers politiques encore détenus au Zimbabwe, il apparaît que les « durs » eux-mêmes n'entendaient pas poser de véritables conditions préalables. De même, tout en formulant leur volonté expresse de voir le gouvernement de Londres désigner un membre du cabinet comme président de la conférence, les deux dirigeants nationalistes paraissent avoir admis que l'envoi, ici, d'un ministre venu de Londres rehausserait le statut de M. Smith.

Rien n'exclut, dans une phase ultérieure des discussions, M. Croxland, ou tout autre ministre britannique, prenne le relais de M. Ivor Richard. Il est en effet de plus en plus question que la conférence se déroule en deux temps, une phase brève, puis une autre beaucoup plus longue. On parle de plus en plus ouvertement, dit le règlement de la conférence, de la tenue d'une conférence par la chute de la table et la belle tenue du franc suisse.

PHILIPPE DECAENE.

## Algérie

## Après la fin de la mission française au Sahara

## La coopération médicale se poursuit dans divers domaines

## De notre correspondant

Alger. — Si un terme a été mis à la mission française au Sahara, la coopération médicale se poursuit dans d'autres domaines, dans de bonnes conditions.

Des médecins militaires continuent à travailler à l'hôpital de l'A.L.N. (ex-Mallou) à Alger. Quelques vingt-cinq médecins de conférences agrégées assurent la formation dans les trois instituts des sciences médicales d'Alger, d'Oran et de Constantine. Le jumelage des universités de cette ville et de Strasbourg, en avril 1974, a contribué à intensifier les échanges. En outre, une quarantaine de médecins et de para-médicaux forment des « adjoints de santé » — corps intermédiaire entre l'infirmier et le praticien — à l'Institut de technologie médicale d'El Mena (ex-Jean-Bar), tandis que cent cinquante Algériens de haut niveau se spécialisent, en France, dans les domaines de la rééducation, de la rééducation fonctionnelle, de la chirurgie, de la radiologie, etc.

Sur le plan de la recherche, des études entamées en commun en 1972 sur les anomalies sanguines ont été particulièrement fructueuses : elles ont permis de dresser un inventaire des anomalies en Algérie et de découvrir quelques hémoglobines de structure chimique rare. Les résultats devaient faire l'objet de communications dans des congrès internationaux.

C'est en septembre dernier qu'a pris fin la mission médicale française au Sahara. Créée en 1963, elle était composée de quatre-vingts médecins militaires et V.S.N.A. (Volontaires du ser-

vice national actif) qui assuraient les soins à près d'un million d'Algériens répartis sur 2 millions de kilomètres carrés. Faisant preuve d'un grand dévouement, se passionnant pour leur tâche (nombre d'entre eux ex-médicaux), ils étaient très appréciés de la population.

Au début de l'année, au moment où la bataille d'Angela au Sahara occidental faisait craindre une guerre entre Rabat et Alger, la mission avait reçu l'ordre des autorités algériennes de piler bagages dans les plus brèves délais, le sud étant zone de non-détention. L'annonce de Béchir avait les lieux rassurés, sans entendre un mot de remerciement pour le travail accompli. Les responsables de la mission obtenaient cependant que le personnel des autres secteurs fut rapatrié progressivement, pour éviter de bouleverser la vie des familles ayant des enfants scolarisés et permettre à des médecins algériens astreints au service civil ou à l'acquisition de leur service national de prendre la relève.

A l'époque, les autorités algériennes avaient invoqué la sécurité et le secret militaire pour expliquer leur décision, mais l'arrière-plan avait été tout aussi déterminant. Alger reprochait à Paris de « s'être engagé à la légère » dans la crise du Sahara occidental, en soutenant les thèses marocaines au lieu de s'en tenir à une position de neutralité, comme l'avait suggéré le président Boumedienne à M. Giscard d'Estaing, lorsque ce dernier lui avait rendu visite en avril 1975.

PAUL BALTA.

10 machi  
krine en  
chez D



150

## PROCHE-ORIENT

### Maroc

#### LE ROI HASSAN II FERAIT FIN NOVEMBRE UNE VISITE EN FRANCE

Le roi du Maroc est en principe attendu en visite à Paris dans la dernière semaine de novembre. Cette visite devait initialement avoir lieu en avril dernier. Elle avait été ajournée par le souverain marocain « en accord avec les autorités françaises ». En fait, celles-ci avaient souhaité à l'époque ce report afin de ne pas évenmeler davantage les relations franco-algériennes au sujet du Sahara occidental.

De nombreux échanges de visites ministérielles ont eu lieu ces derniers mois. Tout récemment encore, M. Ghilissani, ministre du commerce et de l'industrie, a séjourné à Paris pour présenter aux responsables de l'industrie française un projet de construction d'une aciérie de 1 million de tonnes à Nador.

### Le problème de l'émigration

D'autre part, une délégation de vingt-cinq hauts fonctionnaires français relevant des différents ministères concernés par les problèmes des travailleurs immigrés termine à la fin de cette semaine un voyage de quinze jours au Maroc.

La venue de cette mission s'inscrit dans le cadre de l'accord sur la main-d'œuvre conclu le 30 janvier 1976 entre les deux pays. Lors de la visite de M. Giscard d'Estaing au Maroc, au printemps de 1975, il avait été décidé de mieux coordonner les efforts afin d'améliorer les conditions de vie des quelque trois cent mille ressortissants marocains qui travaillent en France. Les autorités françaises avaient souhaité que des actions soient menées par Paris dans le domaine de la formation professionnelle.

Le gouvernement de Rabat est d'autant plus sensibilisé aux problèmes de l'émigration que celle-ci a augmenté dans de notables proportions ces dernières années. Ce qui a eu pour effet d'atténuer le chômage et de procurer au pays des ressources non négligeables en devises. Les émigrés ont rapatrié environ 2,5 milliards de dinars (1) en 1976. La visite de la délégation française suit de près la publication dans la presse d'opposition de reportages très critiques sur la situation faite en France aux travailleurs marocains. — D. J.

(1) 1 dirham : 1,14 F.

### Tunisie

#### LE PRÉSIDENT BOURGUIBA LANÇE UN APPEL A L'UNITÉ NATIONALE

(De notre correspondant.)

Tunis. — M. Hédi Nour, premier ministre, a lu, mardi 26 octobre, devant l'Assemblée nationale tunisienne, en le présentant comme un « document de base », un long discours du président Bourguiba adressé de Genève, où il se trouve pour raison de santé, au peuple et aux responsables tunisiens. Le « Combattant suprême » réaffirme la nécessité de l'unité nationale. Il demande que la lutte contre le sous-développement se voit accorder la priorité et passe avant les enthousiasmes idéologiques et ce qu'il appelle « les pièges et les mirages des théories politiques et révolutionnaires ».

Une grande partie de ce discours a été consacrée aux problèmes du Proche-Orient. « Si j'étais Yasser Arafat, déclare le chef de l'Etat, si j'avais son âge et occupais son poste de responsabilité, je m'adresserais aux Nations unies, et je prononcerais du haut de la tribune une déclaration à l'effet d'une résolution cruciale et inique qui a déchiré la Palestine, pour en donner une partie aux juifs stériles émigrés des divers pays européens, où ils avaient connu les maux de la ségrégation raciale, de l'oppression et de l'humiliation... » — M. P.

(Publié.)

## 800 machines à écrire en dis- count chez Duriez

### 200 électriques portables

TOUTES les marques, les meilleures, les plus durables, les moins chères : Olivetti, Olympia, Herma, Adler, Brother, Erika, Smith, etc. Simples (Royal 300, 250 F.), à encre ou à piles, ou à piles et à encre, de toutes formes, de tous styles de caractères, signes spéciaux.

Duriez vend en discount et en direct sans représentant. Certaines machines sont surstockées, d'autres sont supérieures à leur réputation. Duriez vous dit la vérité sur toutes et rembourse dans dix jours si non satisfait. Quantités limitées, 120, bd Saint-Germain, 326-32-31. Calculatrices électroniques, matériel de bureau et de classement.

### Liban

#### LA FIN DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT ARABES

#### Le communiqué du Caire ne précise pas les modalités d'application de l'accord de Ryad

De notre correspondant

Le Caire. — « Sommet » de la modération, du réalisme, de la conférence de la réconciliation, de l'unité (d'octobre 1973) retrouvée. Triomphe des Syriens, des pétrodollars, du plan américain. Défaite des Palestiniens et du Front arabe du refus : chacun y allait de son appréciation, le mardi 26 octobre au soir, à l'issue de la huitième assemblée plénière des souverains et présidents arabes, qui s'était ouverte la veille au siège de la Ligue arabe au Caire.

Aux yeux de M. Mahmoud Riad, secrétaire général de l'Organisation panarabe, qui a été reconduit pour cinq ans dans ses fonctions, « le huitième « sommet » arabe est un succès ».

Mais le communiqué et les différentes déclarations qui ont suivi la fin de la conférence n'ont guère apporté de précisions — aussi parle-t-on de clauses secrètes — sur les décisions prises par les participants quant aux modalités d'application de l'accord de Ryad du 18 octobre, relatif au rétablissement de la paix au Liban.

Tout au plus est-il confirmé que les quatre principales monarchies pétrolières arabes (Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Abou-Dhabi) ont bien voulu, dans un premier temps, verser 50 millions de dollars, sur les 90 millions que constitueront l'entretien et le fonctionnement de la force arabe de dissuasion au cours du prochain semestre. D'autres gouvernements arabes ont accepté, jusqu'à présent, de contribuer pour un montant de 4 millions de dollars aux frais du corps de sécurité.

Quant à la composition de celui-ci, ni le communiqué de Ryad, ni le communiqué du Caire n'en ont soufflé mot, mais on croyait savoir depuis plusieurs jours qu'elle serait à dominante syrienne et que les autres États arabes sollicités n'enverraient que de faibles détachements. Un peu plus de deux mille militaires saoudiens, soudanais et libyens sont déjà sur place.

De source libanaise, on affirme que « l'offre palestinienne de fournir cinq mille hommes n'a pas été prise en considération ». La force arabe comprendrait, dit-on, « environ trente mille soldats ». Les effectifs syriens présents au Liban sont estimés à quelque vingt mille hommes.

Afin d'apaiser M. Rachid Karame, qui agitait des arguments juridiques pour que la direction suprême de la « force de la paix arabe » ne soit pas confiée exclusivement au président Sarkis, le roi d'Arabie Saoudite aurait été obligé de rappeler au premier ministre libanais, présent au Caire, que si l'on prenait la loi libanaise à la lettre c'est sous les ordres de M. Chamoun, ministre de la défense, que l'on devrait placer le contingent interarabe.

Au sujet de la situation en Cisjordanie et dans le sud du

Liban, les vingt et un chefs de délégation arabes se sont bornés à exprimer « leur profonde inquiétude face aux agressions israéliennes ». La question de l'aide pour la reconstruction au Liban a été évasivement renvoyée devant le Conseil économique arabe.

Quant aux accords libano-palestiniens conclus au Caire en 1969 pour réglementer le séjour des réfugiés au Liban, les chefs d'Etat et le président de l'Organisation de libération de la Palestine leur ont apporté une fois de plus « leur adhésion totale ». Créé à Ryad le 18 octobre dernier, un comité syro-saoudi-koweït-égyptien « s'occupera de l'application de ces textes au cours du trimestre à venir ».

La conférence au « sommet » a pris acte de l'engagement de l'O.L.P. « de intervenir dans les affaires d'aucun pays arabe ». En contrepartie, les chefs d'Etat ont réaffirmé leur attachement aux résolutions du « sommet » arabe de Ryad, en 1974, qui stipulent que « l'O.L.P. est l'unique et légitime représentant du peuple palestinien ».

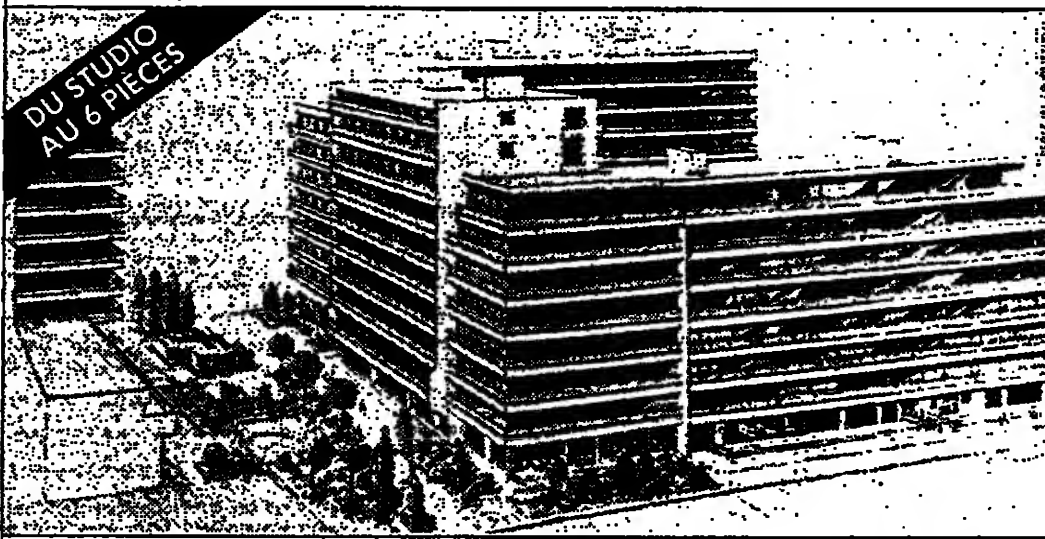
À la conférence de Ryad, il y a deux ans, l'O.L.P. était à son apogée. L'Organisation palestinienne est maintenant rentrée dans le rang et a même accepté, selon une source de l'Etat syrien, le rôle de médiateur entre les Palestiniens et la protection des arabes ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

## la Belle Epoque

PARIS XI<sup>e</sup>

Le vrai calme dans le vrai Paris.



Visite sur place,  
tous les jours sauf  
le mardi de 14 h à 19 h,  
samedi et dimanche  
de 10 h à 19 h  
ou tél. : 357.33.56

### Prix fermes et définitifs

- Studette de 16 m<sup>2</sup> + 3 m<sup>2</sup> de balcon ..... 97.700 F
- 3 pièces de 75 m<sup>2</sup> + 12 m<sup>2</sup> de balcon ..... 343.900 F
- 5 pièces de 110 m<sup>2</sup> + 19 m<sup>2</sup> de balcon ..... 516.000 F

**NOVM**  
2, avenue Montaigne  
75008 Paris  
**225.98.31**

Appartement modèle  
avenue Jean-Aicard, Paris 75011

REALISATION

**GROUPE MEUNIER**  
FIALE BANQUE BNP

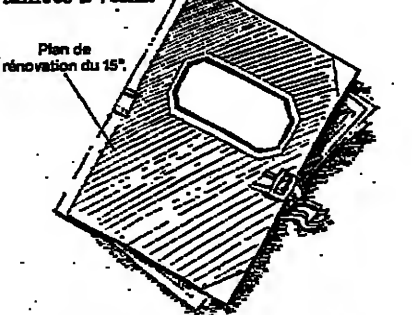
## 500F DE PLUS LE M<sup>2</sup>?

15<sup>e</sup> Avenue : un programme qui n'est pas plus cher par hasard.

QUAND on parle de « bonnes affaires » en immobilier, la plupart des gens restent perplexes.

Pourtant, elles existent encore, car en dehors du rendement locatif immédiat, le capital constitué peut augmenter de façon très importante dans certains quartiers.

C'était le cas de Neuilly vers les années cinquante, du Marais plus récemment, du XV<sup>e</sup> aujourd'hui. Il suffit d'aller consulter les plans d'aménagement à l'Hôtel-de-Ville pour constater que cet arrondissement, privilégié entre tous, sera considérablement rénové dans les années à venir.



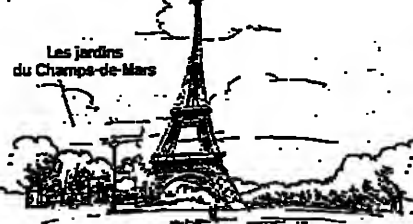
Des lors, le meilleur placement consiste à investir dans une construction de très haute qualité, à l'abri du temps, afin de ne pas perdre en entretien et réparations ce que l'on gagne en plus-value.

Ce genre de programme, dont les appartements par définition coûtent cher, est assez rare dans le XV<sup>e</sup> arr. Il en existe toutefois un au 46/62 de la rue Cambronne dont le prix de vente, un peu supérieur à celui de ses voisins est, tous comptes faits, son meilleur argument de vente.

Le raisonnement financier tout autant que l'originalité de la construction méritent qu'on s'y attarde.

POUR qui arrive à pied, venant des jardins du Champ de Mars ou de l'Ecole Militaire, il est difficile au premier coup d'oeil de se faire une idée précise de ces quatre immeubles qui composeront le programme.

Côté rue, c'est moderne et même assez original, mais sans agressivité.



Avec des façades habillées de cette fameuse pierre de l'Yonne aux teintes feutrées, à laquelle se mêle le vert profond de la quartzite de Norvège, c'est plutôt du genre cosy. Rien de surprenant en cela, il faut l'admettre, quand on songe à la proximité immédiate du VII<sup>e</sup>.

Le choc, le coup de foudre si vous préférez, se produit à l'intérieur, au fur et à mesure que l'on découvre ce luxe et cette qualité qui dominent partout... jusqu'à cette vue qui s'ouvre devant les terrasses de l'autre façade sur un espace dégagé de plus de cent mètres de profondeur — sans la moindre rue.

Ce n'est pas tous les jours que l'on découvre dans un immeuble un tel souci de perfection ; aussi présent dans la conception même des appartements que dans chaque détail de construction.

La partie réception, entrée, séjour et salle à manger, avec un équipement sanitaire indépendant et un vestiaire pour les invités, est bien séparée de la partie privée des chambres. Dans ces immeubles, personne ne dérange personne... silence.

L'isolation phonique est particulièrement soignée. Entre votre plafond et la moquette de l'appartement supérieur, 18 cm de béton, une chape flottante en ciment épaisse de 4 cm posée sur 2 cm d'un isolant laineux.

La voisine du dessus peut faire tomber ses casseroles sur les tomates de sa cuisine, le choc sera absorbé. Pas plus que vous ne serez dérangés par les robinetteries ou les ascenseurs. Des doubles vitrages, du molleton sous les tissus, des portes palières fermant sur des joints de caoutchouc... la paix règne en ces murs.

Conséquence et complément de cette isolation phonique :

## 15<sup>e</sup> AVENUE.

Renseignements et ventes GEFIC ALM 98.98 ou 567.68.73  
Réalisation Lamare-Uffic

l'équilibre thermique. Chaque appartement, isolé aussi bien de l'extérieur que des voisins, est équipé d'un chauffage électrique individuel modulable d'une pièce à l'autre.

C'est là encore un exemple parmi d'autres illustrant l'esprit dans lequel a été conçu ce programme : des installations onéreuses au niveau de la construction, mais économiques à l'usage et à l'entretien, et qui restent à l'abri des dégradations courantes.

QUE dire de la partie décoration, du choix des moquettes, des tentures, des carrelages qui remplacent sur les vastes terrasses privées le traditionnel béton ; que penser de ces mille détails qui flattent le regard ? Ils sont sans doute mieux étudiés qu'ailleurs. Mais ne vaut-il pas mieux les juger sur place.

Investir dans les immeubles de ce programme un peu plus chers que ceux qui se rangent parmi leurs concurrents, c'est finalement investir dans l'avenir.

Les années pourront passer, ici rien ne s'altère, rien ne changera. Rien si ce n'est le prix du mètre carré dans le quartier en raison de tous les aménagements projetés par la ville de Paris.

A commencer par l'élargissement de la rue Cambronne qui, avec ses rangées d'arbres pourrait s'appeler, pourquoi pas, l'Avenue Cambronne. Parfois, il est bon d'avoir du flair.

Bureau de vente et appartement modèle ouvert tous les jours de 14 à 19 h. Samedi et dimanche de 10 à 18 h. 46, 62 rue Cambronne





# LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AUX ÉTATS-UNIS

## Le silence des Noirs américains

Le sud des États-Unis a connu depuis la seconde guerre mondiale un développement économique exceptionnel qui s'est accompagné d'une mutation dans les relations entre Blancs et Noirs. Le « bus », ce système de transports scolaires qui permet de faire venir des élèves noirs dans les écoles blanches et réciproquement, pose peut-être en définitive moins de problèmes dans le Sud, traditionnellement ségrégationniste, que dans le Nord (« 10 Monde » du 27 octobre).

Chicago. — L'assassinat du pasteur Martin Luther King, au début d'avril 1968, alors qu'il s'apprêtait à diriger une manifestation à Memphis (Tennessee), fit craindre, durant quelques jours, à l'Amérique blanche que ne se lève un vent d'apocalypse. À Chicago, la mort de King provoqua une semaine d'émeutes et de pillages, qui se soldèrent par des destructions massives dans les quartiers ouest de la ville, habités par des Noirs.

La tempête retombée, la peur s'effaça vite. Cependant, quelques hommes d'affaires de Chicago, parmi les plus influents, en conclurent que le mécontentement de la communauté noire constituait une menace permanente contre le capitalisme en général, et leurs affaires en particulier. Considérant que les politiciens avaient surabondamment échoué, ils résolurent d'agir dans leur domaine et se lancèrent alors dans une expérience de dialogue avec les businessmen noirs qui restaient aujourd'hui encore l'une des plus originales aux États-Unis.

Des entreprises géantes, comme Sears and Roebuck ou la First National Bank of Chicago, confièrent le soin de prospecter cette voie à des cadres supérieurs qui pour la plupart s'étaient déjà distingués par leur participation à des œuvres charitables ou sociales. L'un d'eux était M. Norman Ross, entré à la First National Bank of Chicago avec le titre de vice-président après avoir été un des hommes de radio les plus célèbres du Midwest. Un jour de 1969, il vit arriver dans son bureau deux membres influents de la communauté noire, passablement mécontents. Ils lui expliquèrent qu'ils avaient été méprisés, humiliés depuis des mois à la nécessité de nouer des liens avec les milieux d'affaires blancs et qu'ils ne comprenaient pas très bien pourquoi on ne leur avait pas encore informés du projet en cours et ce que l'on attendait pour commencer. En outre, ils ne voulaient pas avoir affaire à des

vice-présidents, mais aux P.-D.-G. eux-mêmes.

C'est ainsi qu'en juin 1969 une demi-douzaine d'hommes pour qui chaque minute représentait non seulement de l'argent mais plus précisément des millions de dollars, qui pour la plupart n'avaient jamais connu un Noir de leur vie, se trouvaient à déjeuner avec des leaders noirs comme M. C.T. Vivian et le Révérend Jesse Jackson, qui était devenu une figure nationale en organisant avec succès le boycott de certains magasins d'alimentation. Les Noirs avaient un plan tout prêt : la création d'un « centre stratégique noir », qui fournirait à leur communauté des idées et des experts, le tout financé par les Blancs, qui devaient s'engager à n'exercer aucune forme de contrôle. Ceux-ci n'étaient guère enthousiasmés par la perspective de voir se créer un nouveau « réservoir à idées » sans avoir le moindre contrôle sur l'utilisation de leur argent.

Venus pour manifester leur bonne volonté, ils se rallièrent finalement au projet. Plus de 600 000 dollars furent collectés en peu de temps, et permirent l'ouverture du centre. L'expérience fut un désastre, des hommes influents, tel le Révérend Jesse Jackson, restèrent très vite leur appui, et elle cessa au bout d'un an, victime de ses propres erreurs de gestion et de ses luttes politiques intestines.

### Un seul capitalisme

Obstinés, les représentants de la communauté blanche recommencèrent à se réunir régulièrement avec des Noirs, mais surtout avec ceux qui leur paraissaient avoir davantage le sens des affaires. En 1973, fut créé « Chicago United », organisation à but non lucratif qui rassembla aujourd'hui vingt grandes sociétés « blanches », et vingt sociétés « noires » ou « latines ». La société travaille par groupes d'études qui doivent proposer aux deux communautés à la fois des orientations générales et des programmes concrets d'action dans des domaines comme l'agrandissement des entreprises, la construction et le logement, l'emploi. Le directeur de « Chicago United », M. Robert McGregor, nous a montré un « Guide pratique pour commencer ou améliorer un programme d'action auprès des minorités » qui explique à toute entreprise commerciale intéressée comment elle peut se fournir d'avantage auprès des industriels noirs ou d'origine latino-américaine. Ce programme, selon M. McGregor, a fait école et est

## II. — Ceux qui « s'en sortent »

De notre envoyé spécial ALAIN-MARIE CARRON

diffusé dans tous les États-Unis. Nous avons demandé à un cadre supérieur noir, M. Alvin Robinson, dont l'entreprise fabrique des pièces détachées d'automobile (Chicago est un peu la Mecque du « capitalisme noir » aux États-Unis : on y compte huit banques « noires »), ce qu'il pensait de l'initiative d'une telle initiative. « C'est certainement, déclare-t-il, un bon point de départ. Mais le moins que l'on puisse dire est qu'il y a encore beaucoup de choses à faire. On a reconnu l'existence d'un « capitalisme noir », mais l'idée même est fautive. Dans une société comme celle-ci on est capitaliste entièrement ou pas. Dire que notre capitalisme est « noir » montre bien que nous sommes encore en marge du courant principal. L'industriel ne tend à produire pour la communauté qu'il entoure. Mais percer sur le marché général lui demande un effort exceptionnel d'investissement, de formation et de savoir-faire. En outre, vous savez bien que la société noire américaine est sous-capitalisée, que nous concentrons dans les grandes villes la majorité des pauvres et des jeunes sans emplois ».

M. Robinson ne considère pas pour autant qu'il y a là un échec du système économique, il fait confiance « aux efforts combinés » d'associations comme Chicago United et des administrations fédérales ou locales. Au cours de ces dernières années, le nombre des entreprises capitalistes individuelles « noires » a sensiblement augmenté.

« Depuis vingt ans, ajoute M. Robinson, notre communauté ethnique a progressé plus rapidement que toutes les autres. Notre problème devient chaque jour un peu plus un problème de classes sociales : l'écart s'accroît entre les Noirs qui « s'en sortent » et ceux qui stagnent. La promotion dans le monde des affaires, nous le savons, est encore dans une phase précoce. Ce sont ceux qui étaient déjà au-dessus d'eux, à l'époque, qui ont avancé d'un cran ».

Les espoirs de M. Robinson sont confortés par les données de la dernière enquête de M. Robinson sur la situation des Noirs qui a été publiée récemment par les plus récentes statistiques. Selon la Black Business Association, de Los Angeles, les deux cent mille businessmen noirs américains auraient fait un chiffre d'affaires de 7 millions de dollars en 1975, contre 10,6 millions en 1969. Il est vrai que leur produc-

tion, qui s'adresse généralement à une clientèle au pouvoir d'achat réduit, a dû être directement touchée par la récession.

La situation de l'ensemble de la communauté noire semble stabilisée après avoir rapidement progressé dans les années 60. Les Noirs, qui constituaient 12 % de la population, représentent encore 31 % des personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le revenu moyen d'une famille noire représentait 61 % de celui d'une famille blanche, soit à peu près le même pourcentage qu'en 1969. Un phénomène particulier à la communauté noire : le nombre des familles abandonnées par le père est dramatiquement en hausse. Il représentait 28 % de l'ensemble des familles il y a cinq ans, et 35 % en 1975.

Les chiffres sont plus encourageants dans d'autres domaines : 44 % des Noirs sont aujourd'hui propriétaires de leur maison, contre 38 % en 1960. Les Noirs fournissent pour 10 % la population des écoles secondaires, deux fois plus qu'en 1960.

### Panique à Détroit

Non loin de Chicago, Détroit est une ville noire où une image beaucoup plus préoccupante. La ville est encore mal remise de sa panique de 1967. À la mi-août, des bandes de jeunes Noirs ont ébranlé un concert de rock, dans un quartier chic de la ville. C'était la première fois qu'ils quittaient leur ghetto : ce raid, ainsi que des violences commises contre des automobilistes tombés en panne sur les autoroutes traversant les quartiers noirs, ont été suivis par des centaines de jeunes qui vivent dans les couches les plus pauvres de leur communauté.

On découvre à cette occasion que l'existence d'une culture de ghetto dont les représentants sont pratiquement incapables, quand bien même ils le voudraient, est une situation désastreuse. L'augmentation massive du chômage chez les jeunes, en accroissant indirectement le nombre des gangs de rue, a entraîné la dégradation de la situation. L'augmentation massive du chômage chez les jeunes, en accroissant indirectement le nombre des gangs de rue, a entraîné la dégradation de la situation.

Le chômage chez les jeunes Noirs américains est passé de 16 % en 1968 à 28,5 % en 1975. Il est de 7,8 % pour l'ensemble de la population active. Une des causes déterminantes est sans doute l'augmentation du nombre des jeunes sans qualification professionnelle. L'administration Nixon a mis fin à la plupart des programmes d'emploi lancés à l'époque de Johnson. Les compagnies industrielles de cette capitale de l'automobile et l'administration municipale ont dû faire face à une situation de chômage insupportable.

La dégradation du niveau de l'enseignement dans les écoles du ghetto noir entraîne donc des conséquences désastreuses. On en arrive, déclarait récemment un syndicaliste noir à l'hebdomadaire U.S. News and World Report, à l'augmentation de l'absentéisme des élèves de l'école secondaire sachant à peine lire.

### Demain, la politique ?

Le retour à la rue aggrave tout. Les conditions de logement sont déplorables, et l'enfant ne trouve souvent dans sa famille aucun élément de sécurité. Il comprend que le monde est dominé par les Blancs et qu'il est donc, a priori, un citoyen de seconde zone. Il apprend donc à se battre. C'est la seule façon de se prouver à lui-même et à ses amis qu'il est quelqu'un et de répondre au défi fascinant de la télévision et du cinéma, où l'homme le plus violent est toujours le plus beau et le plus heureux (il existe un cinéma très médiocre exaltant la violence des Noirs). Le jeune Noir peut ainsi parvenir à l'âge adulte sans avoir travaillé un seul jour, sans que personne l'ait jamais aidé à trouver un travail à l'heure et d'obtenir un contremaître.

En 1969, quittant M. Robinson nous avons affirmé que « l'élite » des Noirs aujourd'hui et demain passerait de plus en plus par l'action politique. Cette opinion est peut-être la seule qu'il partage avec M. Ed Vaughn, propriétaire d'une librairie dans un quartier noir de Détroit. M. Vaughn est un homme qui semble avoir tout vu et tout retenu de l'histoire du « mouvement » noir. Il ne conteste pas qu'il existe aujourd'hui une bourgeoisie noire. Mais il estime que tous ces gens se sont sou-

vent détournés de leurs trop occupés à essayer de « réussir » à la façon des Blancs. Il est sensible au piège que renferme le slogan « Black is beautiful » (le Noir est beau). Celui-ci a bien permis aux Noirs de retrouver confiance en eux-mêmes, mais il a aussi durablement démo-

un grand nombre d'entre eux qui consacraient toute leur énergie à leur garde-robe ou à leur coiffure. La vision de M. Vaughn est politique, mais pour lui le mot est chargé de drame. Il affirme catégoriquement que « le pouvoir a sciemment démantelé et brisé le mouvement. Depuis la mort de King, et surtout avec la chasse aux Panthers noirs... Ce mouvement ne s'est pas éteint de lui-même, il a été détruit ». Pour lui, il n'y a pas de silence des Noirs, il y a le repli.

Tous les leaders, dit-il, moins ceux qui sont encore vivants, continuent à travailler : les professeurs, les médecins, les travailleurs à Oakland, mais se sont mis plus consciemment encore qu'avant au service de la communauté. Ils ont appliqué, un temps, des programmes de contrôle et de containment (1) des Noirs américains.

Sa réflexion est ténace. Quand nous sommes arrivés, il discutait avec un ami du livre d'un écrivain noir, Alex Haley, intitulé Roots (Racines), qui fait depuis un mois l'objet d'une très vaste campagne publicitaire. Il lui paraissait impossible que des revues comme le Reader's Digest et

d'autres grands magazines aient décidé de promouvoir ce livre sans avoir, à l'insu de l'auteur, un dessin politique. Roots retrace l'histoire d'une famille noire depuis ses origines africaines.

« Peut-être », dit Ed Vaughn en souriant, cherche-t-on à ancrer dans l'esprit des gens que nous ne sommes pas vraiment des Américains ».

Que la confrontation entre Noirs et Blancs soit sans merci ou aille, au contraire, en s'humanisant, il est presque certain qu'aux élections de novembre, le Noir américain sera encore l'homme invisible qu'il est redevenu depuis la fin des années soixante. En 1974, alors que les élections étaient seulement législatives, la participation des Noirs au scrutin était tombée à 55 % contre 61 % en 1970. À l'élection présidentielle de 1972, le chiffre était de 65 % contre 60 % en 1968. En 1974, 7,8 millions de Noirs, soit 55 % de l'électorat potentiel, s'étaient fait inscrire sur les listes électorales : 2,5 millions d'entre eux n'ont pas voté. Le nombre des Noirs parvenus à un poste électif est passé de quatre cents à près de quatre mille au cours des dix dernières années. Au dixième des spécialistes, novembre n'apportera pas beaucoup de changements sur ce point. Les dix-sept démocrates noirs à la Chambre des représentants pourraient bien n'être que des seigneurs. Le républicain Edward Brooke, du Massachusetts, restera le seul sénateur noir.

L'Amérique attend encore le réveil d'une seconde Amérique, aujourd'hui dormante et inaccessible.

FIN

(1) Endiguement : expression empruntée au vocabulaire de la guerre froide.

## M. Ford accuse M. Carter de souhaiter un « changement fondamental » de la politique étrangère américaine

De notre correspondant

Washington. — M. Gerald Ford a accusé, mardi 26 octobre, à Pittsburgh (Pennsylvanie), M. Jimmy Carter de vouloir précipiter la mise en œuvre d'un « changement fondamental » qui pourrait mener à de « graves crises internationales ». Le candidat démocrate, à en croire M. Ford, souhaite réduire de plusieurs milliards de dollars les crédits militaires, est hostile à la politique d'aide aux États arabes, et veut freiner, s'il était élu, les négociations de SALT II. Le président estime, en outre, que la tolérance recommandée par M. Carter envers les partis communistes de France, d'Italie et de Portugal au cas où ils parviendraient au pouvoir, sape le moral des partis démocratiques qui luttent dans ces pays contre la « tyrannie communiste ».

### La position sur la Yougoslavie

M. Ford a mis l'accent sur le refus de M. Carter d'envoyer des troupes américaines au secours de la Yougoslavie, et celle-ci était envahie par l'Union soviétique. Les remarques de M. Carter sur la Yougoslavie ont sans doute pas provoqué les mêmes réactions que celles du président sur l'absence de domination soviétique en Europe orientale parce que les minorités ethniques serbes, croates ou slovaques, sont relativement peu nombreuses comparées aux minorités polonaises ou hongroises. Mais M. Ford a dénoncé la « naïveté » de l'expérience de la « légèreté » de son adversaire et affirmé qu'en annonçant à l'avance ses intentions le candidat démocrate encourage l'ennemi potentiel et prive l'action diplomatique américaine de la souplesse nécessaire pour prévenir un acte d'agression.

M. Carter reste cependant sur ses positions. « Le temps du bluff et des rotations n'est plus de saison », a-t-il déclaré, en réaffirmant son refus d'intervenir dans la « situation instable » d'une invasion soviétique de la Yougoslavie. Mais il a ajouté qu'il indiquerait aux Soviétiques qu'une initiative militaire signifierait la fin de la politique de détente et même des relations d'amitié américano-soviétiques. M. Carter a souligné qu'à plusieurs reprises le président Ford lui-même avait déclaré qu'il n'envoyait jamais des troupes américaines en Rhodésie, en Europe orientale. « Laisser entendre qu'on enverra des soldats américains alors qu'on sait pertinemment que l'opinion publique ne le permettra pas est un bluff. L'Amérique est fatiguée », a affirmé le candidat démocrate.

M. Carter est sur un terrain solide, car ses remarques sur la Yougoslavie répondent bien aux tendances profondes de l'opinion américaine, dont l'isolementisme spontané a été renforcé par les échecs des États-Unis au Vietnam et en Afrique. M. Doole, l'agressif conseiller du président Ford, s'élève aussi qu'il était lui aussi hostile à l'envoi éventuel de troupes en Yougoslavie. Il a

ajouté seulement qu'il était dangereux de réviser ses intentions à l'agresseur potentiel.

Cette controverse sur la politique étrangère américaine touche vraiment l'électorat qui, d'après tous les sondages, est beaucoup plus préoccupé par les incertitudes de la situation économique et par le haut niveau du chômage. La reprise économique ne s'est pas concrétisée pour la masse des électeurs même si, selon les économistes officiels, elle se développe plus rapidement que prévu. La conjoncture économique devrait favoriser M. Carter, notamment dans les États-désindustriels du Nord. Mais l'apathie de l'opinion, qui est le phénomène le plus frappant de cette campagne, préoccupe sérieusement le candidat démocrate, les experts estiment que la participation électorale se situera autour de 55 %. Si, comme l'indique le magazine Time, soixante-dix millions des 150 millions d'électeurs potentiels se désistent des urnes, les chances du président Ford sont renforcées, dans la mesure où les électeurs républicains, plus âgés et économiquement plus à l'aise, accomplissent plus scrupuleusement leur devoir électoral.

HENRI PIERRE

● Dix prix Nobel américains ont accusé mardi 26 octobre M. Gerald Ford d'avoir exploité politiquement l'attribution de tous les prix Nobel cette année à des Américains. Ils estiment que le président n'a rien fait pour encourager le développement de la science aux États-Unis. — (A.P.P.)

### Argentine

Mme PERON EST RECONNU COUPABLE DE DETOURNEMENTS DE FONDS PUBLICS

Buenos-Aires (A.P.P.). — Le juge fédéral García Morán a déclaré mardi 26 octobre la mise en prison préventive de Mme María Estela Peron, dans le cadre de l'inculpation de l'ancienne présidente pour détournement de fonds et ingérence dans les affaires publiques de la solidarité, organisme civil de bienfaisance qui fonctionnait avec des fonds publics.

D'autres personnalités de l'ancien gouvernement de la veuve de Juan Domingo Peron sont également impliquées dans cette affaire, et le juge a notamment demandé la mise en prison préventive de l'ancien ministre du bien-être social et secrétaire privé de Mme Peron, M. José Lopez Rega.

D'autre part, le juge a également demandé contre M. José Lopez Rega, comme pour Mme Peron, la mise sous séquestre de 100 millions de pesos (450 000 dollars) appartenant à l'inculpé. En ce qui concerne l'ex-ministre du bien-être social, le juge a demandé en outre au gouvernement espagnol d'extrader José Lopez Rega.

Mme Peron était en résidence surveillée depuis le 24 mars dernier.

**NOUVEL ARRIVAGE**

# PRIX CHOIX STOCK

## MONDIAL MOQUETTE

DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

6 COLORIS EXTRAS

**29** M<sup>2</sup>

UNE TRÈS BELLE MOQUETTE A LA PORTEE DE TOUS

EN MOQUETTE BOUCLEE

**15** M<sup>2</sup>

100 rouleaux fin de série, grande largeur décorée

DEPECHEZ-VOUS

ICI EN OFFRE UNE QUALITE EXCEPTIONNELLE A UN PRIX TRES BAS

**22,50** M<sup>2</sup>

FIN DE SERIE

APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSUREES

OUVERT : Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h-21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h-20 h.

PARIS 13 <sup>e</sup> : 40, quai d'Austerlitz. Face gare d'Orléans. Tél. : 584-72-38	BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 m. Porte des Lilas. Tél. : 858-16-46	FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Pris gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44
PARIS 14 <sup>e</sup> : 90, bd Jourdan 50 m. Porte d'Orléans. Tél. : 539-38-62	COIGNIERES (N 10) : près Trappes, route du Pont d'Aulneau Tél. : 461-70-12	MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean-Jaures, RN 5. Tél. : 368-44-70
PARIS 18 <sup>e</sup> : 114, rue Damrémont. Tél. : 806-05-73	BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605-45-12	SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820-92-93
PARIS 19 <sup>e</sup> : 144, bd de La Villette. M. Colonel-Fabien et J.-Jaures. Tél. : 203-00-79	11 CENTRES A VOTRE SERVICE	

SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 15, route de Chantilly. Tél. : 990-00-77

100 rouleaux fin de série, grande largeur décorée



## LA SITUATION EN CHINE ET LES RÉACTIONS EN EUROPE DE L'EST

A PÉKIN

Plusieurs responsables de l'université Peita sont « jugés » par les étudiants et les professeurs

Pékin (A.F.P.). — Des centaines de professeurs, d'étudiants et d'employés de l'université Peita de Pékin, connue pour ses positions d'avant-garde pendant la révolution culturelle, soumettent leurs dirigeants à des procès publics au cours desquels leurs « crimes », notamment leurs liens avec les « quatre » du « groupe anti-parti », sont dénoncés.

Les reproches adressés au premier secrétaire du comité du parti et président du comité révolutionnaire de l'université, M. Wang Lian-lung, et à trois autres dirigeants sont apparus sur des dizaines d'affiches. Les griefs sont divers : on accuse M. Wang Lian-lung d'avoir organisé des séances privées de théâtre classique, d'avoir incité les étudiants à ne pas observer le deuil après la mort de Chou En-lai et de ne pas porter de brassard noir en signe de tristesse. Les dirigeants de l'université sont accusés pour avoir organisé la propagande de la veuve de Mao,

qui ne voulait rien de moins, selon l'auteur d'une affiche, que devenir « la nouvelle impératrice » en voulant accéder à la présidence du parti.

Une personnalité semble échapper à ces « meetings de lutte » et aux attaques massives adressées à ses principaux collègues : il s'agit d'un physicien, M. Chou Pei-yuan, de renommée mondiale, et qui est vice-président du comité révolutionnaire de Pékin. Un étudiant lui présente malgré tout ses doléances et souhaite qu'il « apparaisse en public pour expliquer l'attitude du comité révolutionnaire », tout en admettant qu'il est respectable parce que son ami de Chou En-lai.

Meeting de masse à Changhaï

A Changhaï, d'autre part, l'un des dirigeants, qui avaient été impliqués dans l'affaire du « complot », un secrétaire du parti, M. Ma Tien-shui, s'est apparemment suicidé et est resté en prison. Il aurait été appréhendé avec quelques-uns de ses collègues à la mi-octobre. Or il était présent lors d'un meeting de masse, dimanche, à Changhaï.

Ce meeting était destiné à célébrer l'accession de M. Hua Kuo-feng à la présidence. M. Ma Tien-shui y participait, aux côtés de M. Chou Chun-lin, lui aussi secrétaire du parti et commandant de la garnison de Changhaï, qui le présidait. Deux autres secrétaires du comité municipal du parti, M. Hsu Ching-hsien et Mme Wang Hsiao-chen, n'étaient pas présents. Ils avaient été appréhendés, mais n'ont apparemment pas fait amende honorable.

Les organes d'information albanais n'ont pas mentionné l'élimination du « groupe de Changhaï »

De notre correspondant

Vienne. — Les organes d'information albanais ont rompu, mardi 26 octobre, leur silence au sujet des événements en Chine. L'agence ATA et Radio-Tirana ont diffusé le télégramme de « salutations » envoyé la veille par M. Hodja, premier secrétaire du Parti du travail (P.T.A.), à M. Hua Kuo-feng.

Ce texte, assez court, souligne qu'il existe entre les deux pays et les deux peuples une grande amitié militante et une collaboration étroite, fraternelle, fondée sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Soulignant que ces relations se développent, M. Hodja exprime le vœu qu'elles se raffermissent toujours plus dans « la lutte commune contre l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique, le révisionnisme moderne et la réaction ».

Cette proclamation d'amitié, réaffirmée en termes particulièrement forts, témoigne du désir de Tirana d'entretenir avec la direction chinoise les mêmes rapports privilégiés que dans le passé, en dépit sans doute de certaines difficultés passagères ou de quelques différences de vues en matière internationale. Deux autres points relient tout autant l'attention. On note tout d'abord que M. Hodja ne félicite pas M. Hua Kuo-feng, mais le « salue », pour ce qu'il appelle son « arrivée » au poste de président du P.C. Est-ce volontairement que M. Hodja a évité de parler d'une nomination ou d'une élection ? On remarque, ensuite, que M. Hodja a estimé nécessaire de faire, dans son bref télégramme, une référence au « président Mao Tse-toung » dont il rappelle, comme il le fait, qu'il fut un « marxiste-léniniste éminent » et le fondateur du P.C. Ce nouvel hommage à Mao est certes nettement moins appuyé que celui que les dirigeants albanais lui avaient rendu dans leur télégramme de condoléances du 10 septembre. Ce fait est-il le début d'une adaptation à la nouvelle situation qui règne à Pékin et aux réévaluations en cours ou à venir ? D'un autre côté, M. Hodja n'était pas obligé de faire un tel rappel, que M. Ceausescu, dans le message qu'il a envoyé lundi, ne peut-on avancer que le premier secrétaire albanais, en invoquant la figure du « père » de la révolution chi-

noise, a voulu souligner son espoir de la continuité dans la politique de Pékin ?

Le rapport que présentera, le 1<sup>er</sup> novembre, M. Hodja, au septième congrès du P.T.A., contiendra peut-être des éléments qui apporteront un début de réponse à ces questions. Pour le moment, il faut se contenter de constater que Radio-Tirana, qui a évoqué, mardi, pour la première fois, les manifestations de foule, n'a pas parlé de l'élimination du « groupe de Changhaï » (1).

La presse roumaine qui avait, elle aussi, gardé le silence depuis le début de la crise la rompu samedi. *Rude Pravo*, organe du P.C. tchécoslovaque, avait fait de même la veille, le jour où, à Moscou, la presse avait publié une information sur ce point. En revanche, à la fin de la semaine dernière, *Neues Deutschland*, organe du parti est-allemand, qui avait pourtant été le premier en Europe de l'Est avec le journal du parti polonais à annoncer dès le 11 octobre la nomination de M. Hua Kuo-feng, s'est abstenue depuis lors de publier toute autre information.

Il semble que l'élimination des éléments les plus gauchistes de la direction chinoise ait été accueillie dans les capitales est-européennes sans trop de plaisir. Les dirigeants des pays communistes ont souvent veillé à distinguer entre le « bon maoïsme » et l'ensemble du P.C. chinois. Moscou et ses alliés s'en sont aperçus et ont tenté un rapprochement en direction de Pékin, peut-être faire valoir que les personnalités éliminées du pouvoir par M. Hua Kuo-feng étaient précisément ceux qu'ils considéraient comme les chefs de cette « clique ». Une clarification des rapports entre les partis du bloc socialiste et le P.C. chinois ne doit certes pas être attendue dans l'immédiat. Mais, exclure a priori tout mouvement vers une normalisation ou une réévaluation des relations d'Etat à Etat serait sans doute tout aussi irréaliste.

MANUEL LUCBERT.

(1) Le message de M. Hodja a été diffusé mercredi seulement à Pékin. Le quotidien du peuple avait publié, mardi, en première page, les télégrammes venus de Corée du Nord, de Roumanie, du Vietnam, du Cambodge et du Laos.

Moscou tente à nouveau de rassurer Pékin

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique vient une nouvelle fois de manifester sa volonté de rassurer sur ses intentions les dirigeants de Pékin. La *Pravda* de mercredi 27 octobre publie, en effet, un commentaire anonyme pour s'en prendre à M. Kissinger, coupable d'avoir déclaré qu'une attaque massive de la Chine ne laisserait pas les Etats-Unis « indifférents ».

Ces déclarations ne désignent pas nommément l'U.R.S.S., fait remarquer la *Pravda*, « mais tout le monde sait que c'est elle qui est notre pays, et le secrétaire d'Etat lui-même, ne laisse planer aucun doute sur le fait qu'il s'agit de la menace qui émanerait de l'U.R.S.S. Quel est le but de ces déclarations ?

La presse américaine est unanime : elles sont destinées à impressionner Pékin. Comment s'explique-t-elle plus clairement le désir de voir se maintenir de mauvais rapports entre l'U.R.S.S. et la Chine, mieux encore de voir s'installer un état de tension, avec toutes les conséquences qui en découlent ? (...) Le calcul est simple : peut-être y a-t-il une chance pour qu'à Pékin on prête l'oreille à de pareilles déclarations

et qu'il en reste quelque chose. »

Sous prétexte de faire la leçon au secrétaire d'Etat, mais s'adressant en fait à Pékin, la *Pravda* définit ensuite la position soviétique : « Il est de notoriété mondiale que l'U.R.S.S. n'a jamais menacé ni ne menace personne. Elle n'a jamais rien projeté et ne projette rien contre la Chine. Et Washington le sait parfaitement bien. L'Etat soviétique met systématiquement en œuvre la politique léniniste de paix et de coopération entre tous les pays et les peuples, ce qui a été confirmé d'une manière éclatante dans le discours prononcé par le secrétaire général Leonid Brejnev devant le plénum du comité central, discours qui vient d'être rendu public. »

Ce n'est pas la première fois que la presse soviétique manifeste son inquiétude devant un éventuel rapprochement entre Pékin et Washington. La *Pravda* du 24 octobre avait déjà fait une vague allusion aux déclarations de M. Kissinger, les qualifiant de « bulles de savon » et d'« intention totale ». La *Pravda* avait cependant évité ce jour-là de rapporter la teneur des déclarations du secrétaire d'Etat. — J.A.

Thaïlande

UNE ÉTRANGE RENCONTRE  
SUR LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI

De notre correspondant

Bangkok. — Qui imaginerait une réunion d'anciens gardes et de rescapés de camps de concentration nazis, sur les lieux mêmes du crime, entourés d'une nuée de photographes, tandis qu'un ancien chanteur de locomotive d'un « train de la mort » racontait une fois encore son trajet habituel ? C'est pourtant ce qui s'est passé lundi près du pont sur la rivière Kwai, rendu célèbre par le roman de Pierre Boulle (1).

A l'initiative d'un ancien interprète nippon, M. Nagata Takashi, aujourd'hui homme d'affaires respectable, quarante-deux gardiens et dix détenus — sept Australiens, deux Américains et un Britannique — ont traversé ensemble le fameux pont. Ils sont allés se recueillir devant les douze mille tombes d'allemands morts à la tâche dans des condi-

tions de travail et d'alimentation effroyables, et devant le monument aux morts japonais. Ensuite, ils ont dîné dans un restaurant thaïlandais. « Mon rêve est devenu réalité », s'est écrié M. Nagata.

Si les dix anciens prisonniers étaient prêts à se réconcilier avec leurs anciens tortionnaires et à pardonner, nombre de leurs camarades étaient loin de partager ce point de vue. Les associations d'anciens combattants ont boycotté la cérémonie.

P. de B.

(1) Ce pont était le principal ouvrage d'art du chemin de fer de la mort, construit pendant la guerre au prix de terribles souffrances — il y eut plus de quarante mille décès et qui fut inauguré le 25 octobre 1942.

La Yougoslavie pour le week-end  
645 F TOUT COMPRIS

Renseignements :  
République Tours  
61 rue de Malte  
75541 Paris  
Cedex 11  
Tél. 355.39.30  
ou votre agent de voyages  
LCA 504

ARTHROSE, RHUMATISMES, LUMBAGOS, CELLULITE, TROUBLES DE LA SENESECE, READAPTATION FONCTIONNELLE, THALASSOPUNCTURE

### CURES MARINES DE TROUVILLE

Etablissement agréé par la Sécurité Sociale

Une thérapeutique efficace sous surveillance médicale constante...

Personne ne nie plus aujourd'hui l'efficacité de la thalassothérapie, traitement qui utilise les propriétés curatives de l'eau de mer. La mer en effet est un trésor qui regroupe plus de 50 éléments fondamentaux la composition. C'est le plus riche des milieux naturels.

C'est cette même eau qui baigne nos cellules et nos organes. Il existe donc une harmonie fondamentale entre le milieu marin et notre milieu interne.

Un retour aux sources de la Santé et de la Forme

La cure marine représente une halte bienfaisante contre l'insécurité perpétuelle provoquée par l'existence moderne. Elle s'adresse aussi bien aux personnes qui en ressentent un réel besoin qu'à ceux, encore bien portants qui se sentent fatigués.

Les Installations

L'établissement est situé en bordure de mer, dans un cadre large et aéré et des plus reposants. Disposant des installations les plus modernes et d'un personnel hautement qualifié les Cures Marines de Trouville vous aideront à retrouver sous surveillance médicale constante, votre santé et votre forme.

Passer une journée ou un Week-end à TROUVILLE et visitez les CURES MARINES ouvertes même le dimanche. Si vous ne pouvez vous y rendre nous vous enverrons gratuitement une brochure de 32 pages en couleurs sur simple demande aux : CURES MARINES DE TROUVILLE 14360 TROUVILLE S/MER

Consultez votre Médecin Traitant

Alfasud 2, 4 portes et break - Giulia Nuova Super 1.3 et 1.6.  
Alfetta Berlina 1.6 et 1.8 - Spider 1.6 et 2000 - Alfetta Coupé GT 1.6 et GTV 2000.

## Et un nouveau coupé dans la lignée d'Alfa Romeo



34,6 sec/km départ arrêté, vitesse maximale 165 km/heure.  
4 cylindres, 1286 cm<sup>3</sup>, 76 CV DIN à 6000 tr/mn, 1 carburateur double corps inversé, 4 freins à disques assistés, pare-brise stratifié de sécurité, 6 positions du volant, 4 phares à iode, coffre de 325 litres. 34.990 F clés en main (carif N° 87 du 1<sup>er</sup> septembre 1976).

Spacieuse, sobre. Et sûre comme toutes les Alfa.

4 places, 7cv, 5 vitesses, 6,6 l/100 km à 90 km/heure\*, un vrai coupé pour la famille.

(vitesse stabilisée, 8,7 l à 120 km/heure (vitesse stabilisée), 10,0 l en essai-type urbain (normes UTAC).

JEUDI 28, VENDREDI 29, SAMEDI 30 OCTOBRE

## INAUGURATION DU NOUVEAU SOUS-SOL

des centaines d'articles de porcelaine, faïence, verrerie, d'orfèvrerie et d'arts ménagers à des PRIX INAUGURATION et le nouveau Service LISTE de CADEAUX (Mariages, Baptêmes, Cérémonies)

## AUX TROIS QUARTIERS

Pour venir AUX TROIS QUARTIERS place de la Madeleine, en métro station CONCORDE-MADELEINE en autobus (52-42-94-94-24) en R.E.R. (station AUBER) et pour les automobilistes : 4 passages GRATUITS (CONCORDE-MADELEINE-MALESHERBES-GARAGES DE PARIS)



## POLITIQUE

## L'ASSEMBLÉE ADOPTE LA PREMIÈRE PARTIE DE LA LOI DE FINANCES POUR 1977

- **Prélèvement conjoncturel : suppression du paiement automatique**
- **Rentes viagères : les députés repoussent les propositions du gouvernement**

Mardi matin 26 octobre, l'Assemblée nationale pour l'examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 1977.

Après avoir adopté l'article 9 (allègements concernant les petites et moyennes entreprises industrielles et commerciales), l'Assemblée examine l'article 10 relatif aux allègements concernant les sociétés nouvelles.

M. XAVIER DENIAU (app. U.D.R.) évoque le cas des sociétés qui ne déclarent pas de bénéfices pour échapper à l'impôt. Il souhaite que le gouvernement s'intéresse davantage à cette "fuite en avant" que celle des bénéfices. M. LAMPS (P.C.) propose de supprimer cet article « qui accorde de nouveaux avantages fiscaux aux sociétés ». Pour M. DURAFOR, ministre délégué à l'économie et aux finances, « il ne faut pas se laisser abuser par le nombre important de sociétés déficitaires, car elles recourent des situations très diverses et souvent prometteuses ». Le prochain rapport du conseil des impôts, précise le ministre, sera consacré à cette question. L'amendement communiste combattu par le gouvernement et la commission des finances, est rejeté par l'Assemblée.

M. GINOUX (réf.) dénonce « les sociétés souterraines artificiellement et abusivement par des fonds publics ». Il estime justifié d'exonérer de l'impôt forfaitaire annuel de 1 000 F les sociétés nouvelles qui pendant leurs trois premières années d'exercice n'ont pas déclaré de bénéfices. M. SALLÉ (U.D.R.) propose sans succès de supprimer cette exonération.

M. PANTON (U.D.R.) se déclare étonné du « nombre de choses que le ministère des finances nous dit ne pas savoir » : par exemple, combien de sociétés ont-elles acquiescé cette imposition forfaitaire ? Après l'adoption de l'article 10, l'Assemblée examine l'article 11, qui fixe le nouveau barème des droits indirects sur l'alcool. M. BIZET (app. U.D.R. Manche) estime qu'il n'est pas raisonnable d'augmenter une nouvelle fois ces droits. M. JOANNIN (R.L., Charente-Maritime) plaide en faveur des producteurs de cognac. M. SALLÉ (app. R.L. Martinique) justifie la fiscalité spécifique dont bénéficie le rhum. M. COMBES (NAY (app. réf. Landes) estime qu'il convient de soutenir nos viticulteurs.

Des amendements de M. HARDY (U.D.R., Charente) tendent à modifier la nouvelle augmentation des droits, « afin de tenir compte des difficultés économiques de certaines régions productrices et d'en atténuer les effets sur les vins de liqueur et ceux de vie d'appellation d'origine ». Cet objectif est visé également par un amendement socialiste.

M. PAPON (U.D.R.), rapporteur appelle « solennellement » l'attention du gouvernement sur la nécessité d'un réexamen de la structure et des modalités d'assiette des droits spécifiques sur l'alcool. M. DURAFOR comprend les raisons qui amènent les auteurs d'amendements, partage leurs inquiétudes, mais exprime sa ferme opposition aux modifications de droits, car elles auraient de graves conséquences à Bruxelles et pourraient entraîner des mesures de rétorsion et la condamnation de la France.

Après avoir rappelé les actions menées en faveur du cognac, le ministre souhaite le retrait des amendements.

M. HARDY observe que la seule objection avancée par le ministre est d'ordre communautaire. Il estime qu'on ne peut pas comparer des produits qui ne sont pas semblables : alcools industriels d'une part, ceux de vie d'appellation d'origine d'autre part.

M. BALMIGÈRE défend des amendements qui précisent que les nouveaux tarifs ne s'appliquent

raient ni aux alcools produits sous appellation contrôlée ni aux vins doux naturels. Le ministre s'y oppose. L'Assemblée également.

Finalement l'Assemblée adopte, contre l'avis du gouvernement, un amendement de repli de M. Hardy qui maintient le tarif du droit de consommation pour les vins de liqueur et les eaux-de-vie d'appellation d'origine contrôlée et réglementée, produits sur le territoire de la Communauté européenne à partir de vin de marc, de pommes et cidre ou de mirabelles.

M. GRUSSENMEYER (U.D.R., Bas-Rhin) plaide sans succès pour que les nouveaux tarifs ne concernent pas les bouilleurs de cru ne distillant que 10 litres d'alcool pur par an, provenant de la distillation des résidus de vin. M. DURAFOR s'engage à examiner les propositions de loi relatives au privilège des bouilleurs de cru « de façon à voir ce que l'on pourrait faire pour l'avenir ». L'article 11 ainsi modifié est adopté par l'Assemblée.

### M. MARETTE (U.D.R.) : pénaliser sévèrement les pavillons de complaisance

M. PANTON (U.D.R.) propose ensuite de soumettre les personnes résidant en France, utilisant ou possédant des navires de plaisance battant pavillon étranger autre que celui d'un pays de la Communauté européenne, à un versement d'un droit annuel de 5 000 F. M. DURAFOR propose pour sa part d'astreindre ces navires à un droit annuel de passeport au moins égal au droit de francisation, cette disposition concernant tous les navires appartenant ou mis à la disposition de personnes résidant en France. M. AUBERT (U.D.R.) évoque la pratique de complaisance, pratique que légaliserait, à son avis, l'amendement du gouvernement. Opinion partagée par M. MARETTE (U.D.R.), pour qui « ce scandale est plus un problème moral que fiscal ». L'amendement du gouvernement ne lui paraît pas suffisant car, estime-t-il, « il faut pénaliser très sévèrement les pavillons de complaisance ». Tel est l'objet d'un amendement présenté par M. Aubert. M. DURAFOR rappelle la législation en vigueur et se déclare favorable à une utilisation rigoureuse de l'arsenal administratif actuel contre les pavillons de complaisance. Pour M. MARETTE, « le ministre semble vouloir minimiser ce problème ». M. COT (P.S.) se déclare, pour sa part, favorable à l'amendement de M. Panton.

L'examen de l'article 13 est repris au cours de la séance de l'après-midi, après l'éloge funèbre de Pierre de Montesquiou, député du Gers, prononcé par M. Edgar Faure, à laquelle s'associe le gouvernement.

M. DURAFOR complète sa première proposition en précisant que pour les navires battant pavillon d'un pays ou territoire n'ayant pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre l'évasion et la fraude fiscales et douanières, le droit de passeport est perçu à un taux triple (pour les navires de moins de 20 tonnes de jauge brute et quintuple (au-delà de 20 tonnes) du droit de francisation et de navigation.

L'article 13 ainsi modifié est adopté par l'Assemblée. Les députés repoussent ensuite l'examen de l'article 14 (reconduction du prélèvement conjoncturel contre l'inflation), dont le vote avait été réservé à la séance du 24-25 octobre.

Compte tenu des observations formulées par les députés, M. DURAFOR propose la rédaction suivante :

« Le prélèvement conjoncturel contre l'inflation institué par la loi du 30 décembre 1974 s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977.

« En 1977, l'acompte exigible à l'expiration du premier trimestre civil est supprimé. Le paiement du deuxième acompte sera exigible seulement si l'augmentation de l'indice des prix à la consommation du groupe « produits manufacturés privés », dépassé 1,7 % pendant une période de cinq mois consécutifs à compter du 1<sup>er</sup> janvier. Il intervient, sur décision du ministre de l'économie et des finances, au taux et à la date prévus par l'article 15 de la loi précitée.

« Lorsque l'augmentation de l'indice des prix des produits manufacturés n'a pas été supérieure à 2,5 % pendant une période de six mois consécutifs, le prélèvement est supprimé le premier jour du septième mois. Le ministre précise que les sommes restituées aux entreprises seront majorées de l'intérêt légal si la commission de prélèvement n'a pas rendu son avis dans un délai de quatre mois. Quant au seuil d'encadrement de 1,7 %, il s'entend taxes comprises. Enfin, le pourcentage à partir duquel la marge est jugée inflationniste est fixé à 13 %.

M. PAPON (U.D.R.) observe que le prélèvement ne pourra être appliqué que si les prix sont libérés au 1<sup>er</sup> janvier. Par ailleurs,

semblait, qui adopte également, après l'intervention de M. FREDERIC-DUPONT (R.L.), l'article 12 relatif à l'allègement des droits de mutation à titre gratuit.

Elle accepte enfin, sur proposition du gouvernement, de porter les tarifs du droit de timbre de dimension de 750 F, 15 F et 30 F à 850 F, 17 F et 34 F. Cette augmentation, indique M. DURAFOR, permettra de compenser les divers aménagements acceptés par le gouvernement lors de la discussion, notamment la modification de l'article relatif à la taxation de certains éléments du train de vie.

A l'article 13 (nouveau barème du droit annuel de francisation et de navigation sur les navires de plaisance ou de sport), M. FREDERIC-DUPONT (P.C.) propose d'exonérer les navires de moins de 3 tonnes. M. DURAFOR précise que les écoles de voile sont exemptées et s'oppose à l'amendement, qui est rejeté par l'Assemblée.

### M. MARETTE (U.D.R.) : pénaliser sévèrement les pavillons de complaisance

Le Parlement se prononcera chaque année sur son application. Ces deux points sont confirmés par le ministre. Le rapporteur général précise également que quatorze mille entreprises sont passibles de ce prélèvement, dont la marge sera diminuée en 1977. M. DURAFOR rappelle que les sommes prélevées seront remboursées aux entreprises et devront être affectées dans un délai de deux ans au financement de leurs investissements.

M. GINOUX (réf.) aurait souhaité que l'on maintienne le seuil de déclenchement à 2,5 %. M. CHARLES BIGNON (U.D.R.) insiste sur le fait de ne pas voter « des textes aussi étonnants ».

M. GAUTIER (R.L.) annonce que son groupe votera l'amendement du gouvernement.

M. LAMPS (P.C.) votera, pour sa part, ainsi que son groupe, contre une disposition « qui renforce la police des salaires ». L'Assemblée adopte l'article 14 ainsi modifié (188 pour, 161 contre, 345 votants).

En séance de nuit, l'Assemblée adopte l'article 15 (dispositions relatives aux affectations), puis examine l'article 16 relatif au Fonds spécial d'investissement routier. M. RIEUBON (P.C.) propose de fixer à 25 % le prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers attribués à ce Fonds. M. BOULAY (P.S.) propose, quant à lui, de fixer le taux à 18 %. M. DURAFOR, pour sa part, se déclare public. L'amendement communiste est repoussé par 281 voix contre 182 et en va de même de l'amendement socialiste.

A l'article 16, qui institue une taxe sur les manifestations dont le produit serait affecté au Centre national de la musique et de la danse, interviennent MM. RALLET (P.C.), contre « cet expédient injuste », JOSEPHIN (R.L.), contre « cette mauvaise proposition », GABRIEL (app. R.L.), contre les enregistrements pirates et saupages préjudiciables aux auteurs, et M. PAPON se déclare hostile à la multiplication des taxes diverses dont le produit est affecté. Il propose donc la suppression de cet article. M. DURAFOR accepte l'indication que le gouvernement majorera de 20 millions de francs le budget des affaires culturelles. Il reconnaît, par ailleurs, la nécessité de compenser le préjudice subi par les musiciens du fait des enregistrements par magnétophone. L'article 16 est donc supprimé.

A l'article 17 (prélèvement au profit de la Sécurité sociale sur le produit de la majoration de la vignette auto), M. LEGRAND (P.C.) estime que « si le régime général a perdu son équilibre, la responsabilité en incombe au gouvernement ». M. PAPON propose de supprimer cet article afin de revenir à plus de clarté budgétaire. Opinion partagée par M. COT (P.S.), qui y voit une disposition « incohérente ». Le ministre accepte la suppression, mais propose d'ouvrir un crédit de même montant (12 milliards) au budget des charges communes. Il rassure M. DE ROCCA-SERRA (U.D.R.) sur le versement de la fraction du produit de la vignette destinée au Fonds d'expansion économique de la Corse. L'Assemblée supprime l'article 17.

A l'article 18 (détaxation des carburants agricoles), M. MARIO BENARD (U.D.R.) souhaite des aides accrues en faveur du fuel utilisé pour le chauffage. M. PRANCHÈRE (P.C.) propose de ramener au taux zéro la T.V.A. perçue sur les fuels à usage agricole. MM. PAPON et DURAFOR s'y opposent. L'Assemblée adopte, par 280 voix contre 181,

M. BOULOCHE (P.S.) propose un nouvel article invitant le gouvernement à proposer les mesures nécessaires pour étaler, sur une période maximum de cinq années, l'entrée en vigueur des dispositions modifiant les modalités de calcul des taux appliqués à chacune des quatre taxes directes locales par chacune des catégories

de collectivités et établissements publics habilités à les percevoir. M. PAPON exprime l'accord de la commission. M. DURAFOR indique que ses services utiliseront largement leur pouvoir de dégrèvement gracieux au profit des contribuables modestes. Il souhaite par conséquent que l'amendement soit retiré. M. CHAUVET (U.D.R.) souhaite une réforme d'ensemble de la fiscalité locale. Pour M. FREDERIC-DUPONT (P.C.), si des dégrèvements sont accordés « c'est l'état qui devra en faire les frais ».

L'Assemblée adopte finalement l'amendement socialiste.

Après l'adoption de l'article 19 (confirmation des dispositions législatives antérieures), M. CLAUDE WEBER (P.C.) intervient sur l'article 20 (majoration des rentes viagères) pour souhaiter la revalorisation et l'indexation des rentes viagères privées.

Pour M. FREDERIC-DUPONT (R.L.), cet article, qui aggrave le sort « déjà pitoyable » des rentiers-viagers, est « une véritable provocation ». MM. PAPON et DUFFAUT (P.S.) proposent la suppression de l'article, estimant notamment la revalorisation des rentes insuffisante et critiquant l'exclusion des rentes de moins de cinquante-cinq ans.

Sensible à ces observations, le ministre propose notamment de porter le taux de la majoration générale de 6 % à 8,5 %. Mais il maintient la condition d'âge. M. GINOUX (réf.), M. PAPON (P.C.), FREDERIC-DUPONT (R.L.), PAPON (U.D.R.) et COT (P.S.) expriment leur déception. Au scrutin public, l'Assemblée adopte les amendements de suppression de l'article par 237 voix contre 65, sur 305 votants.

A l'article 21 (formation professionnelle, participation des employeurs), l'Assemblée rejette un amendement de suppression communiste. Il en est de même d'un article additionnel proposé par ce groupe et qui intégrait le montant des indemnités de chômage total ou partiel dans le calcul du V.T.S.

A l'article 22 (équilibre général du budget), M. FRELAUT (P.C.) regrette le rejet de tous les amendements déposés par son groupe en faveur d'une plus grande justice fiscale. M. PANTON (U.D.R.) souhaite une « réforme profonde » du système fiscal. M. DURAFOR reconnaît qu'il est « défendable et sage » de mettre à la disposition des collectivités des finances « tous les moyens qu'elles pourront utiliser ».

Après le rejet d'un amendement communiste demandant le remboursement aux communes de la T.V.A. sur leurs travaux d'équipement, l'Assemblée adopte un amendement du gouvernement tirant les conséquences financières des votes intervenus.

L'article d'équilibre est adopté par 288 voix contre 182. La séance est levée mercredi à 2 h 8.

F.F.

## LE VOTE DU COLLECTIF BUDGÉTAIRE POUR 1976

### Le gouvernement refuse d'instituer une vignette sur les motos

Mardi soir 26 octobre, sous la présidence de M. CLAUDE FRETTE (réf.), l'Assemblée nationale examine les conclusions de la commission mixte paritaire (senateurs et députés), présentées par M. PAPON (U.D.R.), rapporteur, sur les douze articles restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976.

En ce qui concerne les mesures fiscales, la contribution exceptionnelle demandée à un certain nombre d'exploitants agricoles pourrait être acquittée dans sa totalité sous forme de souscription à un emprunt. Les agriculteurs passibles de cette contribution seront ceux dont les recettes ont excédé 800 000 F pour le total des années 1974 et 1975. Seront exonérés les exploitants agricoles qui trois années consécutives, ont été reconnus sinistrés. Un versement sera délivré par l'administration aux contribuables concernés.

Après un débat fort difficile et en dépit de l'opposition de la majorité des représentants de l'Assemblée, la commission a maintenu le texte du Sénat appliquant une vignette aux motos d'une cylindrée égale ou supérieure à 500 cm<sup>3</sup>. Elle a exonéré de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur les revenus des contribuables dont le revenu a diminué d'au moins un tiers en raison de leur départ à la retraite, ainsi que les personnes morales dont l'impôt est inférieur ou égal à 20 000 F. Elle n'a pas retenu la disposition du Sénat faisant bénéficier les agriculteurs du dégrèvement pour les parcelles n'ayant pas donné lieu à aide publique, ni l'article introduisant le rattachement à un réseau de distribution d'eau chaude.

En ce qui concerne les mesures fiscales, l'article 5 sur le blocage et le plafonnement des loyers a été adopté dans le texte du Sénat, plus précis. L'article 9 (prix de l'eau), la commission a mis au point un nouveau texte à partir des dispositions

votes par le Sénat. Elle a rétabli les sanctions prévues par le gouvernement.

M. RAYMOND BARRE accepte la plupart des propositions de la commission mixte paritaire. Le gouvernement dépose toutefois deux amendements : le premier précise que la contribution exceptionnelle demandée aux agriculteurs les plus importants ne pourra être acquittée qu'à hauteur de 50 % par souscription à l'emprunt. Le second supprime la taxe applicable aux motos de plus de 500 cm<sup>3</sup>.

Au scrutin public, l'Assemblée adopte le premier amendement du gouvernement par 279 voix contre 6 sur 487 votants. Puis elle adopte à main levée le second amendement.

M. BOULOCHE (P.S.) explique le vote final négatif de son groupe à l'égard d'un texte « qui n'a subi aucune amélioration ». Au scrutin public, l'ensemble du collectif budgétaire ainsi modifié est adopté par 281 voix contre 180 sur 472 votants.

### AU SÉNAT

An Sénat, le collectif budgétaire a été voté, en séance de nuit, par 159 voix contre 86 (P.C., P.S., rad. de g.). Avant le scrutin, M. MONORY (Un. centr.), rapporteur général, a regretté que le gouvernement modifie par deux amendements, les décisions de la commission mixte paritaire. « Il est normal », a répondu le premier ministre, « que ceux qui ont voté le gouvernement modifient par deux amendements, les décisions de la commission mixte paritaire. « Il est normal », a répondu le premier ministre, « que ceux qui ont voté le gouvernement modifient par deux amendements, les décisions de la commission mixte paritaire. « Il est normal », a répondu le premier ministre, « que ceux qui ont voté le gouvernement modifient par deux amendements, les décisions de la commission mixte paritaire. »

De son côté, M. CHAUVET, président du groupe de l'Union centriste, déclarait : « Nous nous demandons si nous n'avons pas perdu notre temps et si nous n'aurions pas mieux que le gouvernement légifère à l'avenir par ordonnances. Votre attitude est lourde de conséquences pour l'avenir. »

## QUESTIONS ORALES AU SÉNAT

Le Sénat a discuté, le 26 octobre, plusieurs « questions orales ».

### PROTECTION DES CONSOMMATEURS

M. JAGER (union centr.) demandait des précisions sur la politique gouvernementale en matière de consommateurs. Mme SCRIVENER, secrétaire d'Etat à la consommation, lui a répondu : « Une politique de la consommation ne peut avoir pour objet d'imposer, mais seulement de protéger et d'éduquer. »

« Sécurité, d'abord : le public y est de plus en plus attaché, on le voit à la réaction devant certaines campagnes... par exemple, dénonçant tel ou tel additif. »

« La solution n'est pas de multiplier les textes, mais de veiller à les maintenir à jour en évitant les lacunes. J'ai ainsi interdit neuf colorants et limité l'usage de l'amarante. (...) »

### L'ACTIVITÉ DE LA SOUFFRIÈRE

A une question de M. GARGAR (app. P.C.), sur la situation créée à la Guadeloupe par l'activité éruptive de la Souffrière, M. SIEFF, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a répondu en annonçant notamment la réunion d'une commission d'experts internationaux en géophysique.

A côté des personnalités scientifiques françaises qui ont été amenées à suivre l'évolution du volcan depuis plusieurs mois, cette conférence internationale comprendra des chercheurs japonais. M. Franck Press, qui préside, est membre de l'Académie des sciences des Etats-Unis et président du Département des sciences de la Terre du Massachusetts Institute of Technology (MIT). M. Sigvaldason, chef du Nordic Volcanological Institute de Reykjavik (Islande).

Le professeur Paolo Gasparini, directeur de l'Istituto Fisica Terrestre de Naples. Le docteur Aramaki, japonais, du Earth Quake Research Institute de Tokyo.

La commission se réunira à Paris du 15 au 18 novembre prochain. Elle disposera, d'une part, d'un dossier établi par l'I.P.C. de Paris, responsable opérationnel de la surveillance volcanologique aux Antilles, dossier qui réunit l'ensemble des observations effectuées à ce jour sur le volcan et leur interprétation, d'autre part, de rapports établis par les différentes personnalités françaises (notamment Claude Allegre, R. Broutin, M. Fenillard, Haroun Tazieff...) et étrangères (J. Tomblin) qui, à des titres divers, ont joué ou jouent encore un rôle actif dans la surveillance du volcan.

La commission déposera un rapport auprès de la direction générale du C.N.R.S.

Au cours de la séance de la matinée, le ministre de l'Éducation avait indiqué à M. MAURICE SOUMMAN (app. U.D.R.), sénateur du Nord, qu'il était disposé à poursuivre les discussions avec les autorités belges, en vue de trouver une solution au problème de la scolarisation en Belgique des élèves et étudiants des familles frontalières.

## lettre ouverte à roche-bobois

Messieurs,  
Votre catalogue 1977 vient de paraître. C'est certainement un événement dans le monde du mobilier contemporain. J'ai bien noté qu'il me serait remis gracieusement dans les magasins ROCHE-BOBOIS. Cependant, je souhaite que vous me le fassiez parvenir ci-joint 7 francs en timbres (ou en chèque postal ou bancaire) que vous me rembourserez en cas d'achat.

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_



### VIENT DE PARAÎTRE LE CATALOGUE

## ROCHE-BOBOIS

Le catalogue R-B 77 (148 pages couleurs - 416 photos couleurs - 2979 articles référencés - 144 croquis) est le reflet le plus actuel de tout ce qui concerne les meubles, les sièges et leur environnement.

Demande à adresser à ROCHE-BOBOIS S.P.A. 275-09 75424 PARIS CEDEX 09.

Le catalogue vous sera envoyé par votre magasin régional.

### L'ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE

L'ordre du jour de l'Assemblée nationale a été établi comme suit, mardi 26 octobre, par la conférence des présidents :

— Mercredi 27 octobre, deuxième partie de la loi de finances pour 1977 (équipement et urbanisme, logement). Au début de la séance de l'après-midi, il devrait être débattu du rapport de la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la prévention des accidents du travail.

— Jeudi 28 octobre, budgets des transports terrestres, de l'aviation civile, de la marine marchande.

— Vendredi 29 octobre, santé.

Mardi 2 novembre, Légion d'honneur et ordre de la Libération, justice, anciens combattants.

— Mercredi 3 novembre, environnement, jeunesse et sports, tourisme.

— Jeudi 4 novembre, agriculture.

— Vendredi 5 novembre, matin et après-midi, suite du budget de l'agriculture, culture.

100-11-61520



150

## POLITIQUE

### POINT DE VUE

## La forme et le fond

NOUS savions M. Giscard d'Estaing passé maître dans l'art des formes. Son dernier ouvrage confirme cette réputation, mais son dessin habile ne suffit pas à dissimuler de graves contradictions de fond. Trois au moins peuvent être relevées et brièvement analysées.

La première tient au contraste entre la justesse de la description de certains maux de notre société et la minceur des remèdes qui leur sont appliqués. Les pages consacrées à l'excessive centralisation et hiérarchisation de notre structure sociale, au caractère inacceptable des privilèges d'argent, à l'inégalité des chances, aux brigands qui prélèvent rentes et avantages exorbitants sur le travail d'autrui, sont fort bien venues (encore que l'évocation des réalisations de la V<sup>e</sup> République et des progrès accomplis donne lieu à une avalanche de chiffres, tandis que l'on se borne au qualificatif pour dépeindre l'injustice). Mais dès lors qu'il faut corriger et non plus seulement raconter, la plume perd brusquement de son élanc. La transmission automatique, d'une génération à l'autre, des différences de situation, est explicitement condamnée. Le lecteur conséquent s'attend alors qu'on lui parle de réforme des droits de succession ou d'impôt sur les grandes fortunes. Rien de tel. Étrange silence.

L'exemple pourrait être répété à propos de l'école et du système éducatif. Des conditions de travail et de logement. M. Giscard d'Estaing aurait-il cherché dans un exercice de style un peu abstrait une compensation à ses échecs, à ses timidités, à ses frustrations dans le domaine de l'action ? Non sans raisons politiques, le verbe cherchant à créer l'illusion. Pour l'heure, le président de la République est dans une situation curieuse : le seul fait de lever la voile sur quelques abus criants lui aliène le soutien des couches sociales qui préféreraient éviter de telles révélations (défection dont M. Chirac va faire son profit), alors même que l'absence de propositions concrètes pour réduire l'iniquité démontre qu'il est prisonnier de ceux à qui elle bénéficie.

Je laisserai aux spécialistes en sciences humaines le soin de porter un jugement sur l'affirmation que nos divisions sont désormais plus idéologiques que sociologiques, que les frontières de classes sont en train de s'effacer. Cet unanimisme me paraît naïf, sinon suspect, et la thèse pour le moins contestable. Elle me fournit pour l'instant l'occasion de décaler la deuxième contradiction forte du discours. Car si la société est en marche spontanée vers son unification, comment se fait-il que M. Giscard d'Estaing, se prononçant pour un pluralisme total des structures de pouvoir, dans le même temps limite étroitement le champ de la « démocratie française » ? Deux domaines importants, décalés, échappent complètement à son esprit de réforme, à sa volonté de justice : celui des patrimoines constitués, dont cha-

que un sait qu'ils sont porteurs de plus d'inégalités encore que la structure des revenus. Celui de l'entreprise enfin, où s'oppose à une condamnation sommaire de l'autogestion un appel à l'autodiscipline des travailleurs.

Oh, certes, une page (page 175) est consacrée à des propositions positives en matière de réforme de l'entreprise, ce rouage essentiel de nos sociétés. Mais quel vide affligeant ! Qui nous expliquera, en termes concrets, ce que recouvre une phrase telle que « la participation des travailleurs à la vie de l'entreprise, dès lors qu'elle n'entraîne pas l'exercice des responsabilités, répond à l'exigence des travailleurs à ne pas être tenus à l'écart des décisions qui les concernent » (p. 89) ? La lourdeur du style, peu fréquente, traduit bien un embarras de pensée.

Hors du champ proprement politique, la démocratie qui nous est proposée est au mieux une démocratie réduite. Entreprise et patrimoine en sont exclus. Un marxiste consciencieux ne manquera pas de noter qu'il s'agit du lieu principal de l'accumulation, et de l'accumulation elle-même. Ce n'est sans doute pas un hasard.

La troisième contradiction est à mes yeux la plus grave, car je la crois volontaire et relevant de l'habileté politicienne. Elle repose sur une condamnation, d'apparence équilibrée, des « idéologies traditionnelles », marxisme et libéralisme (ch. II). Mais cette fausse symétrie est bien vite rompue. Le libéralisme trouve vite grâce, moyennant quelques aménagements, aux yeux indulgents de l'auteur. De marxisme, il ne sera plus question dans la suite du livre. « Le socialisme », il ne sera « jamais » question. Seul apparaît à longueur de page le « collectivisme », ce mal absolu.

Il est trop facile de se tromper soiemment d'adversaire. Une telle caricature des solutions proposées par la gauche, et notamment le parti socialiste, est parfaitement inacceptable. Le président de la République a beau plaider avec insistance pour l'alternance, condamner l'exode, l'outrage et la démesure, affirmer sa volonté de décentralisation. Dès lors qu'il définit le programme politique des forces d'opposition, il ne peut plus prétendre à l'objectivité, et ses pétitions de principe perdent toute valeur. « J'écris pour la France », affirme-t-il dès la première page. Le slogan trop apparent qu'a trouvé la droite pour les prochaines campagnes électorales (« la gauche, c'est le collectivisme et la bureaucratie ») montre qu'il écrit déjà pour une partie de la France contre l'autre, contribuant à approfondir la coupure qu'il prétend supprimer. En ce sens, de manière plus subtile, plus indigne mais tout aussi certaine, il rejoint M. Chirac sur des positions de combat.

Car c'est bien de la caricature que participent les développe-

ments consacrés à l'autogestion (qui n'est pour nous ni un système ni même une méthode, mais une volonté d'extension de la démocratie), à la planification ou aux nationalisations. A qui fera-t-on croire que la nationalisation de Renault a porté atteinte à la démocratie, que celle de Dassault la mettrait en danger ? Pourquoi nous opposer une planification autoritaire et centralisée que nous avons toujours récusée, une bureaucratisation de l'économie que nous avons toujours condamnée ? Jouer trop malin celui qui fait le vrai combat et tente par avance de disqualifier un adversaire justement redouté.

Le libéralisme, par principe, confie la solution des problèmes de société à des mécanismes anonymes : le jeu du marché, tempéré, lorsque les bavures en deviennent trop évidentes, par l'intervention technocratique, arbitraire, de l'État central. Comment s'étonner, conséquence logique d'une absence de planification consentie, que l'économie parte à l'aveugle, que l'on souffre ici d'exodés, là de pénuries criantes, que le droit à l'emploi ne soit plus reconnu, que les équipements collectifs soient sacrifiés à une industrialisation mal conduite, que l'inflation persiste, que les équilibres sociaux soient rompus, que la spéculation foncière envahisse nos villes ? Le monde moderne est trop complexe, les interdépendances commerciales entre les nations trop fortes, l'instabilité monétaire trop durablement installée au niveau international pour que l'on puisse désormais prendre le risque de gérer sans prévoir, de diriger sans planifier.

Mais planifier, n'en déplaise à M. Giscard d'Estaing, ce n'est pas réunir à intervalles plus ou moins réguliers un « conseil supérieur » supplémentaire qui délibère à huis clos sur des rapports confidentiels rédigés par quelques hauts fonctionnaires discrets. Planifier, c'est affirmer la volonté d'engager devant le pays un débat de nature politique, de faire se prononcer sur les choix fondamentaux les forces économiques et sociales directement concernées. Planifier, c'est chercher de manière permanente, par la discussion politique organisée au niveau d'instances représentatives et convenablement décentralisées, à assurer la cohérence d'une société que de dérisoires gadgets techniques ne suffisent plus à faire évoluer. La planification qui, prise en ce sens, est le contraire même de la bureaucratie, apparaît comme la seule arme qui nous reste contre la généralisation du désordre.

Nous voulons que l'économie soit conduite (d'où notre volonté de nationaliser un petit nombre de grands groupes industriels et financiers). Nous savons aussi que l'effort, la rigueur financière, l'efficacité de l'appareil productif, la liberté d'entreprise, la création de nouvelles unités de production (à laquelle est aujourd'hui trop souvent préféré le charme vain des placements spéculatifs), la liberté de gestion et la sanction du marché une fois arrêtés les grands axes de la politique d'investissement, sont des conditions sans quoi non de son dynamisme et de sa croissance.

Nous avons la centralisation sans planification. Nous voulons la planification avec une réelle décentralisation. Nous avons le désordre, nous voulons la cohérence. Nous voulons la bureaucratie, nous voulons la responsabilité. Cela mérite-t-il une excommunication majeure ?

(\*) Député du Nord, membre du secrétariat national du parti socialiste.

### Les secrétaires généraux des villes de France accueillent favorablement le rapport Guichard

M. Philippe Antoine, président du Syndicat national des secrétaires généraux des villes de France, secrétaire général de la ville de Dijon, a exposé mardi 26 octobre, au cours d'une conférence de presse, les conclusions du congrès que ce syndicat a récemment tenu à Mâcon (le Monde du 19 octobre).

Il a notamment déclaré : « Malgré les efforts des élus, l'institution communale ne s'est pas renouvelée, soit que les textes n'aient pas été appliqués pour des raisons de conjoncture électorale, soit qu'ils aient été mis en sommeil, soit qu'ils aient été appliqués avec des retards considérables, soit enfin qu'une fois les nouvelles institutions mises en place leur fonctionnement se soit révélé plus difficile que prévu. (...) »

M. Antoine a estimé que le rapport de M. Olivier Guichard sur la réforme des collectivités locales « présente de nombreux points positifs », car le ministre d'Etat « a très bien su analyser un certain nombre des insuffisances et des blocages de notre système actuel, notamment le morcellement paralysant de nos communes rurales ». M. Antoine a toutefois souligné que les délais prévus par M. Guichard pour la mise en œuvre de sa réforme, si elle était adoptée, « soient considérablement raccourcis, car le temps presse, plus qu'on ne semble le croire à Paris ».

Les secrétaires généraux des villes de France comptent poursuivre leur action, « en liaison avec les élus », et particulièrement avec l'Association des maires de France.

Votre costume  
en pure laine peignée,  
3 pièces : 649 F

mac  
orley

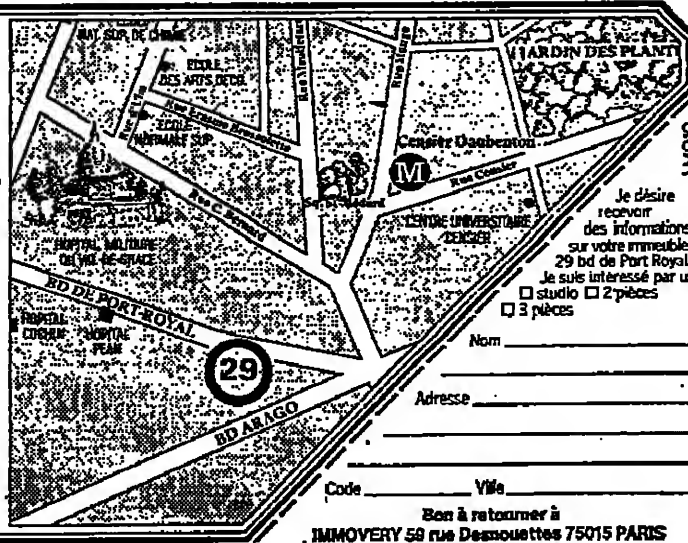
80, RUE SAINT LAZARE  
au N°107, le parking "lambel" gratuit pendant 1 heure.

### 29 boulevard de Port Royal UN PETIT IMMEUBLE DE STANDING STUDIOS 2 ET 3 PIECES EQUIPES parkings et boxes

Prix fermes et définitifs. Livraison 4<sup>e</sup> trimestre 1977.  
Ligne téléphonique assurée à la remise des clés.  
(Préfinancée par le promoteur)

Pour tous renseignements :

immoverly  
59 rue Desnouettes, 75015 PARIS  
tél. : 533.68.81



### S'ébahir à New York? Ou rêver à Bali?



PAGODES ET SARONGS. CIRCUIT DE  
16 JOURS EN ASIE DU SUD-EST : 6990 F.

Un fabuleux périple où alternent tourisme et détente. Après la découverte de Bangkok, de ses environs, les splendeurs des ruines d'Ayutthaya, la plage de Pataya, etc., Hong-Kong où l'on veut tout acheter, Bali, Singapour, des noms qui dansent comme dansent les filles aux ongles d'or...

UNE SEMAINE A NEW YORK,  
HOTEL COMPRIS : 2220 F.

Ce prix comprend : le voyage aller-retour, départ Paris, votre chambre double avec salle de bains à l'hôtel Century Paramount, en plein Broadway, à deux pas de tout ce qu'il faut voir et acheter, la visite de la ville, une journée de location de voiture. Prodigieux. Pour l'hôtel Waldorf Astoria 2750 F.  
G.I.T. minimum 10 personnes.

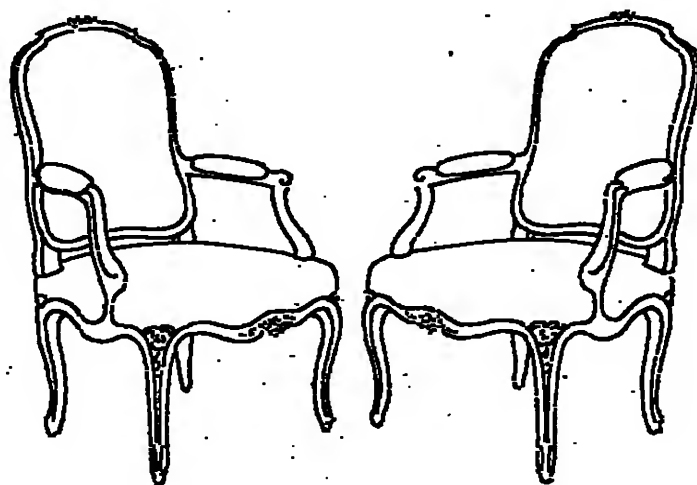


Pour vous décider, un agent de voyages  
et la brochure Vacances Fabuleuses



PAN AM

Pan Am Paris, 1 rue Scribe, tél. 266.45.45.



## Vrai ou Faux? Chiche!

Sauriez-vous reconnaître le vrai du faux?  
Un meuble d'époque d'un meuble de style?  
Un original d'une reproduction?

C'est un jeu instructif et révélateur que vous propose

Mailfert-Amos

Ouverture des Salons de Présentation

chez Barroux mercredi 20 octobre 1976

6, avenue d'Eylau Paris 16<sup>e</sup> Tél. 504.70.80.

Ouverts du lundi au vendredi.



## POLITIQUE

## M. Servan-Schreiber : le chef du complot contre M. Giscard d'Estaing est M. Mitterrand

Interrogé mardi soir 26 octobre au micro d'Europe 1 sur ce qu'il pensait d'un éventuel « complot » contre Giscard, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député réformateur de Meurthe-et-Moselle, a répondu en ces termes : « Je crois au complot contre le président de la République, c'est-à-dire à une entreprise de démolition de sa personne, de sa politique, de son poste. Et le chef du complot vient de se révéler : c'est M. François Mitterrand. (...) Que M. Mitterrand soit le chef de l'opposition, rien de plus naturel. Mais, à deux reprises, il vient de perdre son sang-froid. Dans une interview à Paris-Match, il a déclaré, en parlant de M. Giscard d'Estaing, je le cite : « l'intérêt national est qu'il s'en aille ». Il a répété ces propos irresponsables, lundi, à vers. Je le cite : « que le professeur Giscard d'Estaing, a-t-il dit, parle de littérature, parle de salarié, voire de football ou d'un cordon, soit. Mais qu'il ne nous parle surtout pas d'économie ». M. Mitterrand parle comme les journaux, et je passe mes mots, soit humoristiques, soit consacrés aux attaques contre la vie privée des gens. C'est plutôt drôle et sans importance quand il s'agit de ces journaux. Mais lorsqu'il s'agit — je dirai de l'ex-chef de l'opposition, car il vient de disqualifier — c'est une atteinte grave à l'intérêt général. »

« Ce qui m'inquiète dans cette affaire, ce n'est pas seulement qu'à deux reprises, de sang-froid, M. Mitterrand ait perdu son contrôle et le sens des mots, mais c'est que ce ne soit pas la première fois. Cela lui est arrivé en 1954 au moment de la guerre d'Algérie : dès que les événements sont devenus difficiles et tendus, il a dit : « L'Algérie, c'est la France, et nous ferons la guerre ». On a vu ce qui en est sorti. Cela lui est arrivé en 1963, lorsqu'il a déclaré, sous la pres-

« Des élus communistes de Paris, se sont rendus mardi 26 octobre à l'hôtel Matignon, à la tête de trois délégations de leur parti, pour transmettre au premier ministre des pétitions — signées, assurent-ils, par plus de deux cent mille personnes — contre son plan d'austérité.

sion de la rue, que le général de Gaulle et M. Pompidou devaient s'en aller et qu'il était prêt à prendre le pouvoir. On a vu ce qui en est sorti. Et cela lui arrive de nouveau en 1976. Alors, je dis que si un homme — dont on voit très bien la capacité, et l'intelligence, dans les périodes calmes — perd son contrôle si souvent dès que les événements deviennent importants, on ne peut pas lui faire confiance, même comme chef de l'opposition. M. Mitterrand vient d'apporter le crédit qu'il avait à ce que vous appelez le « complot » contre M. Giscard d'Estaing. En effet, c'est un complot qui consiste, puisqu'on ne veut pas attaquer de face les problèmes sérieux, à essayer des attaques ad hominem, des attaques sans fondements, des attaques en dessous de la ceinture, qui sont le cancer de la vie politique dans de nombreux pays et, de fréquentes reprises, dans l'histoire politique de notre pays. »

M. François Mitterrand, qui se trouve actuellement en visite en Israël, à la tête d'une délégation du parti socialiste, a été interrogé par Europe 1 sur la réponse qu'il entendait donner à cette attaque. Il a fait répondre, par M. Fontanille, membre du secrétariat national, que, d'une part, il ne fait pas de déclaration relative à la politique intérieure française quand il se trouve à l'étranger, et que, d'autre part, il ne souhaitait pas donner aux déclarations de M. Servan-Schreiber plus d'importance qu'elles en ont.

(N.D.R. — La Larousse définit le complot comme une « détermination menée en commun et secrètement contre quelqu'un » : le Robert, comme un « projet concerté secrètement contre la vie, la sûreté de quelqu'un, contre une institution ». Personne ne menace évidemment la vie du président de la République. Mais, « résolution menée en commun » ou « projet concerté », c'est la définition même de toute opposition politique. Il n'y a cependant rien de « secret » dans l'attitude de M. Mitterrand ; il y en a plutôt dans celle d'une bonne partie de l'U.D.R. contre M. Giscard d'Estaing. Bref, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber s'est trompé ou de mot ou de cible.)

## La vie commune

(Suite de la première page.)

Cela est particulièrement vrai du mouvement gaulliste dont l'assise populaire a toujours été la caractéristique : c'est une assise qui ne se remplace pas aisément.

Ainsi, quand l'U.D.R. cherche les moyens de sa rénovation et de son expansion, c'est une bonne nouvelle pour la majorité. Diverses circonstances ont bloqué pendant deux ans cette réflexion, mais il n'est pas trop tard pour bien faire. Du reste, même dans le fluide de ces deux années, l'U.D.R. a montré sa solidité et sa vitalité.

Il ne s'agit que d'aller plus loin, de retrouver des confiances perdues, d'en éveiller de nouvelles. Comment ? Par une voie claire et simple : pour se développer, l'U.D.R. n'a besoin que d'être mieux elle-même. C'est-à-dire un peu plus un rassemblement et un peu moins un parti : un mouvement présent dans la société autant qu'une organisation tournée vers les élections. Je ne pense pas qu'elle doive changer de nom pour autant.

Pour rassembler, il faut des thèmes, des méthodes d'action (qui peuvent se traduire en structures), et surtout un état d'esprit.

Les thèmes doivent aller au-delà des grands principes, et rester en deçà du catalogue. J'en proposerai volontiers trois, sur lesquels l'U.D.R. pourrait mobiliser les Français dans leurs préoccupations d'aujourd'hui, et montrer que son inspiration propre peut trouver son point d'application dans l'action du gouvernement qu'elle soutient — sans en avoir ni plus ni moins la « responsabilité » qu'il lui faut.

Le premier thème pourrait être celui de l'unité sociale, approfondissement et enrichissement de l'unité nationale. Il revient aux gaullistes de montrer que, comme l'unité nationale, l'unité sociale n'est pas un conte bien, mais une conquête permanente sur les forces d'égoïsme, sur les féodalités

de tout ordre, sur la mythologie de la lutte des classes.

Le second serait celui de l'indépendance par la solidarité économique. C'est la grande leçon de 1958 : l'une ne va pas sans l'autre. Ce fut l'enseignement de Georges Pompidou : sans industrie forte et concurrentielle, l'indépendance est littérale. C'est enfin le moyen de donner un souffle à la lutte contre l'inflation : elle ne mobilisera ses combattants que si elle est, mieux qu'un devoir de circonstances, l'élément d'un projet national ; et les gaullistes sont bien placés pour le faire comprendre.

Le troisième serait la participation par la décentralisation. La décentralisation, c'est la vraie réponse au collectivisme dont on nous menace pour demain, comme à la bureaucratie qui nous envahit aujourd'hui. C'est la voie praticable de la participation et de la responsabilité sociale — celle que nous cherchons depuis 1968.

Ces trois thèmes auraient aussi l'avantage d'être en harmonie avec des méthodes à renouveler.

Rassembler les Français, ce n'est pas leur proposer des enthousiasmes de meeting, c'est leur proposer de faire ensemble quelque chose. Et là se trouve, presque toujours, la grande pauvreté de tous les partis politiques : ils ne savent guère proposer que de gagner les élections.

« Rassemblement », l'U.D.R. pourrait proposer, en plus de cela, mieux que cela : un mouvement qui répondrait au besoin de tant de Français de chercher leur unité sociale, au-delà de leurs catégories, de bâtir, là où ils sont, une société de responsabilité.

On rencontre là les questions de structures et de méthodes. Rassembler : c'est dans les profondeurs du peuple que doit se passer ce phénomène mystérieux et vital. Il ne s'agit pas de fabriquer un assemblage d'états-majors, ni de se serrer dans une conjonction partielle au sein de la majorité. Il s'agit de diversifier l'organisation du mouvement gaulliste à la base. Pédagogue de l'unité, le gaullisme ne le sera qu'en allant parler aux Français,

« Le Centre indépendant estime, dans une déclaration qu'il a rendue publique mardi 26 octobre, que M. Jacques Chirac,

doivent, tous les premiers, veiller à cette image. Ils sont au reste assez riches d'hommes pour tirer une véritable force de cette action communautaire.

Etre soi : être forts ; participer à une majorité ; soutenir une action gouvernementale ; ce n'est pas la quadrature du cercle, dès que l'on a en tête ces évidences : l'expansion de chaque formation renforce l'ensemble de la majorité.

Le terrain privilégié de l'expansion est celui, immense, de la société, non celui, étroit, des places dans l'Etat.

L'élection impose cependant sa logique : personne n'est assez fort pour gagner seul, et, face à une échéance électorale précise, gouvernement et majorité ont des destinées liées.

Est-ce si difficile ? On a pu observer que, depuis l'été, le gouvernement donnait aux Français une meilleure image de cohérence ; que les responsables des formations politiques s'occupaient chacun de la sienne plutôt que de braconner chez les voisins ou d'irriter sur eux. Faire en sorte que ces bonnes mœurs deviennent instinctives, c'est un peu responsable que j'ai acceptée.

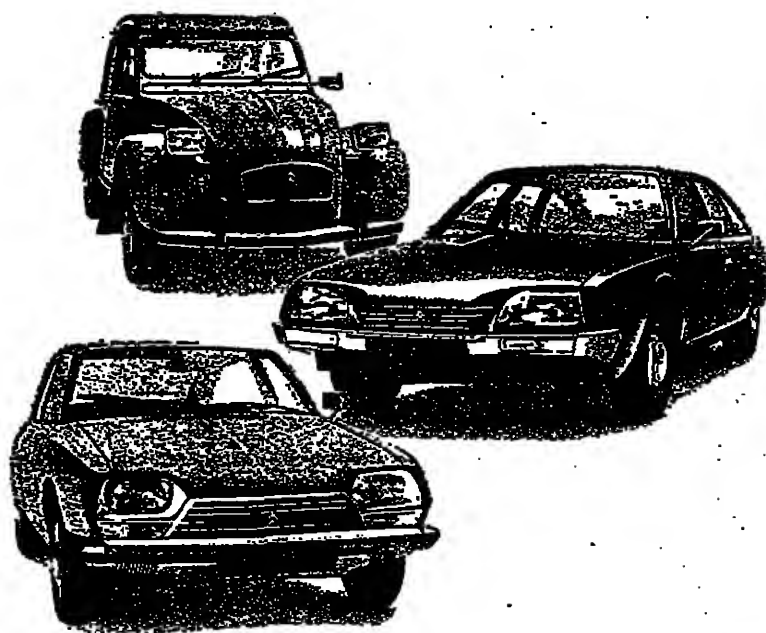
OLIVIER GUICHARD.

« soudainement devenu travailliste », vient de prendre la tête d'une opposition gaulliste contre le chef de l'Etat, gardien des institutions de la V<sup>e</sup> République (...), et d'engager l'U.D.R. sur la voie des « feux stériles et des querelles partiales de la IV<sup>e</sup> République ».

M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, a annoncé mardi 26 octobre, dans les locaux de la revue, 89, rue de Lille, à Paris, des transformations du mouvement gaulliste que propose M. Chirac. Les députés seront ainsi interrogés avant le 5 décembre sur le changement de sigle et sur la plate-forme politique présentée par l'ancien premier ministre. M. Labbé a indiqué que certaines réserves avaient été exprimées par les députés quant à un abandon du sigle U.D.R. Le groupe a demandé que l'audition de M. Barre prévue le 28 octobre sur le problème de l'élection du Parlement européen au suffrage universel soit repoussée, en raison de l'absence de M. Couve de Murville.

# ILYA DES OCCASIONS A NE PAS LAISSER PASSER

## 3 EXEMPLES:



2 CV 4 1976 : 10 750 F  
Garantie 3 mois pièces  
et main-d'œuvre dans toute  
la France.

GS Spécial 1976 : 18 900 F  
Garantie 6 mois pièces  
et main-d'œuvre dans toute  
la France.

CX 2000 1976 : 29 500 F  
Garantie 6 mois pièces  
et main-d'œuvre dans toute  
la France.

### DEPARTEMENT OCCASION CITROËN

10, place Etienne-Pernet,  
75015 PARIS - Tél. 532.70.00

59 bis, avenue Jean-Jaurès,  
75019 PARIS - Tél. 208.86.60

50 à 64, bd Jourdan,  
75014 PARIS - Tél. 589.49.89

CITROËN TOTAL

CITROËN

# Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

## New York sans escale.

Le premier 747 de la journée. Départ: 12 h - Arrivée: 14 h 45

## Boston sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 25

## Chicago

Le seul vol direct quotidien. Départ: 12 h 45 - Arrivée: 19 h 05

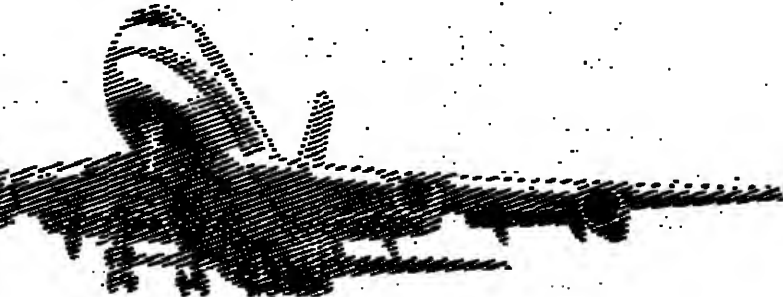
## Washington sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ: 11 h 45 - Arrivée: 15 h 30

## Los Angeles San Francisco

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pô.  
Départ: 10 h 40 - Arrivée Los Angeles: 18 h 10  
Arrivée San Francisco: 18 h 45

(Horaires du 8 au 31 octobre)



## N°1 sur l'Atlantique.

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

150-66-1300



L'AFFAIRE DASSAULT

# Le gouvernement procédera à toutes les vérifications dans le respect du secret fiscal, indique M. Barre

La commission des lois de l'Assemblée nationale devrait se prononcer mercredi matin sur les cinq demandes de commission d'enquête concernant plus ou moins directement la Société Dassault. La majorité et l'opposition

étant d'accord sur ce point et M. Dassault, député U.D.R., ayant même demandé à ses amis de s'associer à la proposition socialiste, la décision était acquise d'avance.

Plusieurs groupes se sont préoccupés de cette affaire, mardi 26 octobre, au Palais-Bourbon. Ainsi, après avoir consulté ses amis, M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R., a indiqué : « Nous sommes désireux de mettre sur pied la commission d'enquête : nous pensons qu'il s'agit-là de l'élément le plus important dans le respect politique de cette affaire. C'est autour de cette commission qu'on peut démontrer le mécanisme politique de cette affaire. »

M. Labbé a tenu ces propos à l'issue de la réunion de son groupe qui avait entendu M. Jean Royer, président de la commission des lois, et M. Jacques Linnovsky, rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués à la société Marcel Dassault, M. Jean-Pierre Cot (P.S.) a déclaré :

« Que l'on prenne pour base la proposition de mon groupe, celle du groupe réformateur ou celle du groupe communiste, toute désignation d'une commission d'enquête ne serait ni mieux qu'un faux-semblant ni pire qu'un alibi, et elle se heurterait au secret fiscal. Nous en avons eu l'expérience avec la commission d'enquête sur les problèmes des sociétés pétrolières. (...) Malheureusement, c'est au gouvernement de répondre et de déclarer si la commission d'enquête aura les moyens de faire son travail. J'ajoute en toute franchise, monsieur le premier ministre, qu'il s'agit pour nous d'un test de sincérité et de volonté. Toutes les

assurances que vous pourrez donner ne pourront rien contre les faits. Si vous n'acceptez pas notre proposition, notre adhésion à cette procédure nous apparaîtra au mieux comme une adhésion au bout des lèvres et au pire comme une opération de camouflage. »

Répondant au député socialiste, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré : « La loi du secret fiscal est un acte grave qui porte atteinte à une garantie essentielle pour les citoyens. C'est ce qui explique qu'il n'y ait pas eu de précédent en la matière. (...) La commission des lois va examiner une proposition visant à la création d'une commission d'enquête. Le gouvernement n'a pas à intervenir : l'Assemblée est souveraine. M. Cot a parlé de test de sincérité. Qu'il sache que le gouvernement a mis sur pied le dispositif nécessaire pour qu'il soit procédé à l'examen exhaustif de la situation fiscale des sociétés en cause. (...) Je vous donne l'assurance que le gouvernement procédera à toutes les vérifications, qu'il tirera toutes les conséquences et qu'il fera son devoir dans le respect du secret fiscal. »

De son côté, le groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux, a engagé, à l'initiative de l'un de ses membres, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, un débat à huis clos sur une éventuelle nationalisation de la société aéronautique Dassault-Breguet.

Un cours de cet échange de vues auquel ont pris part MM. Edouard Ollivier, Robert Parrot et Jacques Soustelle, M. Max Lejeune, président du groupe, a souligné qu'un contrôle de l'Etat, sous forme d'une participation au capital de la société Dassault, et correspondant aux fonds apportés par l'Etat, soit mis en place. Cette proposition reprend en des termes le projet réformateur établi notamment par le Centre démocrate et le parti radical à la veille des élections législatives de mars 1973, qui, dans son chapitre « L'option d'avenir », est exposé ainsi : « Il faut libérer les secteurs vitaux de l'économie à la fois de la pression des intérêts privés dominants et des contraintes bureaucratiques. Les interventions publiques jugées indispensables pour satisfaire aux objectifs du plan prendront alors la forme de participations publiques au capital et aux décisions de certaines entreprises assurant des tâches d'intérêt national. »

Le débat devant se poursuivre mercredi, et les députés réformateurs essaieront de déposer une proposition de loi à ce sujet.

M. Guy Ducloux (P.C.), vice-président de l'Assemblée nationale, a adressé mardi 26 octobre une lettre à M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, dans laquelle il lui demande d'inscrire à la prochaine réunion du bureau de l'Assemblée « la question de l'incompatibilité entre les affaires de M. Dassault et sa fonction de député. »

M. Ducloux rappelle que M. Robert Ballanger, président du groupe communiste, avait demandé dans une lettre datée du 20 octobre que le cas de M. Dassault soit examiné au regard de la loi sur les incompatibilités (le Monde du 22 octobre). M. Ducloux précise qu'« au cours de la réunion du bureau de l'Assemblée, il (lui) a été indiqué qu'au vu de la déclaration sur l'honneur faite par M. Dassault, au début de la législature, rien n'apparaissait comme contraire à la loi sur les incompatibilités ». M. Ducloux ajoute, dans sa lettre que les postes occupés comme la place prise dans les diverses entreprises (tendues) à prouver amplement que M. Marcel Dassault « exerce de fait la direction » de ces établissements. »

## Un faux-semblant ou un alibi ?

A l'Assemblée nationale, on indique qu'une délégation du bureau de l'Assemblée doit se réunir mercredi après-midi, pour examiner s'il y a ou non incompatibilité entre les fonctions de M. Dassault, député U.D.R. de l'Oise, et son mandat de parlementaire, et qu'elle établira éventuellement un rapport qui pourrait être examiné, jeudi matin 28 octobre, par l'ensemble du bureau.

Enfin, le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche a



(Dessin de PLANTU.)

LA CONDITION PÉNITENTIAIRE

## NEUF POUR CENT D'ILLETTRÉS

COMPOSITION. — C'est une population jeune et peu instruite : 2,14 % ont moins de dix-huit ans, 19,34 entre dix-huit et vingt et un ans, 25,61 entre vingt et un et vingt-cinq ans, 23,80 entre vingt-cinq et trente ans, 30,71 entre trente et quarante ans, 10,36 entre quarante et cinquante ans, 3,80 ont plus de cinquante ans ; sur l'ensemble, 9,07 % sont classés illettrés, 61,69 % ont un niveau d'instruction primaire, 9,02 un niveau secondaire ou supérieur. 90 % sont des ouvriers ou des manœuvres, 11 % des employés de commerce, 10 % des ouvriers agricoles, 2,5 % sont techniciens supérieurs, cadres ou relèvent des professions libérales, 10 % sont déclarés sans profession.

SCOLARISATION. — En 1975, 23 216 détenus ont été, à tous niveaux, scolarisés : 16 754 en milieu carcéral, 3 662 par correspondance ; ces chiffres étant respectivement de 18 039 et 3 129 en 1974, de 18 587 et 4 778 en 1973.

SALAIRES. — La masse salariale a été en 1975 de 61 millions de francs, dont 43 ont été effectivement versés aux détenus. De ces 43 millions sont retraités les « déductions » (entrées, amendes, pénalités, etc.). Si le gain journalier moyen est de 7,11 F (avant déduction des « déductions ») il varie beaucoup selon les établissements et l'activité. Les détenus du service général (30 %) ne gagnent pratiquement rien ; ceux des grandes maisons d'arrêt, 10, 34 F par jour ; ceux qui sont employés par des concessionnaires (46 %) de 20 à 32 F par jour ; ceux qui relèvent de la Régie (5,5 %), 38,59 F par jour.

PERSONNEL. — Les détenus sont — en dehors des éducateurs et des assistants sociaux — encadrés par des surveillants. On compte 8 247 simples surveillants, 972 premiers surveillants, 312 surveillants-chefs et 106 chefs de maison d'arrêt. Le salaire mensuel d'un élève surveillant est de 1 978 F. Les traitements mensuels de fin de carrière sont, pour les premiers surveillants (toutes les carrières finissent au moins à ce grade), de 3 781 F, pour les surveillants-chefs de 4 532 F, pour les chefs de maison d'arrêt de 4 888 F.

## Le paradoxe des prisons

(Suite de la première page.)

Sur ces 100 000 personnes, 80 % ou peu s'en faut (données officielles du compte général de la justice) sont manœuvres, O.S. ou ouvriers qualifiés, professions qui, dans les circonstances économiques présentes, compte tenu aussi du surcroissement personnel que peut s'octroyer le détenu, cachent nombre de chômeurs anciens ou virtuels. Sur l'ensemble de la population pénale, 6,07 % sont officiellement illettrés (soit plus que les appelés du contingent : 2 %) ; 81,69 % ont le niveau de l'instruction primaire. En 1975, 1 796 détenus ont présenté le certificat d'études primaires, et 1 320 avec succès. En 1975, 23 216 étaient scolarisés. Cela en dit assez long sur le degré, non pas de culture mais d'alphabétisation du détenu moyen.

Quelles activités peuvent être organisées en prison pour assurer la fameuse « réinsertion », réserve étant faite de la promiscuité, de la contagion de délinquants « endurcis » — adjectif qui ne signifie pas grand-chose, — dont les effets sont impossibles à connaître ?

Le taux de chômage y est naturellement d'autant plus élevé (il peut atteindre 25 % de ceux qui demandent à travailler) que la conjoncture est mauvaise à l'extérieur. En avril 1976, M. Jacques Mergat, directeur de l'administration pénitentiaire, depuis lors décédé, citait dans son rapport annuel un chiffre de 50 %. Le niveau de rémunération n'a aucune commune mesure avec les salaires du secteur libre, même si le produit fourni ne comporte aucune marque qui permette de le distinguer aux yeux des acheteurs. Le salaire moyen en 1975 a été de 2 855 F l'heure, soit 17 110 F par journée de cinq à six heures, compte tenu des règlements pénitentiaires. De ces sommes il faut déduire les retenues pour la Sécurité sociale, l'entretien, le paiement des amendes, des dommages et intérêts, etc. C'est donc que les possibilités d'épargne des détenus sont médiocres.

Ajoutons à cela que, bien souvent issus de familles dissociées, les détenus perdent tout aussi fréquemment et rapidement celles qu'ils avaient fondées avant d'entrer en prison.

Il faut encore rappeler que la formation professionnelle accélérée en milieu pénitentiaire connaît tous les obstacles que l'on devine : 0,4 % des prisonniers sont présentés à des certificats d'aptitude professionnelle, ce qui n'implique pas qu'ils les obtiennent. En 1975, 366 professeurs et instituteurs dispensaient un enseignement en milieu carcéral. Mais 48 instructeurs techniques seulement étaient mis à la disposition de l'administration pénitentiaire.

L'ensemble de ces données économiques, objectivement défavorables, ne doit pas faire oublier l'effet profondément désocialisant qui résulte du contact carcéral. Car le prisonnier, même s'il souhaitait le contraire, n'a le souci

ni de sa nourriture, ni de son chauffage, ni de ses impôts, pas plus que de son logement (1), de l'électricité, de l'eau, etc. C'est un homme (1) qui ne sait plus téléphoner, emprunter les transports en commun, traverser une rue.

Bref, la prison libère, au terme de sa peine, un homme qui devrait être doublement fort — comme les autres et comme ancien détenu — pour affronter, qui l'ignore ? un monde rude. Il est en fait un mineur social. Ce n'est pas vouloir faire pleurer Margot que d'observer le danger — pour ce qui concerne la récidive — où se trouve un homme familiallement isolé, économiquement démun, culturellement en friche et socialement marqué au fer du casier judiciaire. Ce casier judiciaire que l'Etat recommande aux employeurs privés d'oublier, mais qui exige pour lui-même, s'agissant d'une place d'emploi de voirie. Les mésaventures que connaît M. Jacques Lesage de La Haye avec le secrétariat d'Etat aux universités (lire ci-dessous) en sont un exemple de plus.

D'autant que les structures d'accueil aux libérés sont pratiquement nulles. Il existe quelques très rares centres d'accueil. Mais les libérés les fuient, à la fois pour échapper à une discipline qui y reste rigoureuse et pour éviter pas le sentiment d'être des assistés. La commission n'est pas toujours facile à accepter.

Le comité d'action des prisonniers aurait dans ce domaine, pu faire beaucoup. Il a préféré rechercher une hypothétique solidarité carcérale, dont les résultats sont minces. Le rôle, non exclusif d'ailleurs, qu'il aurait pu assumer d'un accueil au détenu par ses « pairs » a été rejeté pour des motifs prétendument idéologiques.

Il reste que vouloir enrayer la délinquance — c'est-à-dire la contenir, puisque sa suppression est précisément utopique — implique un regard nouveau sur ce qui prétend l'empêcher : la prison. La poignée de main du président de la République, en juillet 1974, pouvait signifier sa compréhension que la prison est une affaire d'Etat. Cela devient moins sûr.

Ce regard, pourtant, on l'a tenté, c'est vrai, dans les textes, en multipliant les recours possibles à des sanctions qui ne font pas appel à la prison. Mais bien peu sur la prison en elle-même. Rien n'est radicalement fait pour un examen critique et novateur d'un bastion d'autant plus contestable du conservatisme qu'il est un échec. Etant observé que la majorité de ce qui a été dit à propos de ce monde clos pourrait être étendu aux surveillants. Ils sont, autant que leur « ouailles », rejetés.

Comme si la prison — inacceptable au regard de l'éthique — était un défi : à l'imagination, à l'intelligence. Comme si l'on s'en tenait au pari que délinquance et damnation vont de pair.

PHILIPPE BOUCHER.

(1) Les femmes ne représentent jamais qu'un faible pourcentage de l'effectif pénitentiaire : 2,5 sur un total de 31 513 au 1<sup>er</sup> juillet 1976.

## Le secrétariat d'Etat aux universités face à un cas de réinsertion sociale

Chargé de cours de psychologie à Paris-VIII (Vincennes) depuis novembre 1972, collaborateur (à plein temps) de l'hôpital psychiatrique de Ville-Evrard, travaillant deux après-midi par semaine dans les dispensaires de Stains et de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), M. Jacques Lesage de la Haye est, actuellement, visé par une procédure dont le résultat pourrait être de l'exclusion de toutes les fonctions qu'il occupe. Cette procédure fut lancée le 15 juin par M. Jean-Louis Quermonne, alors directeur des enseignements supérieurs et de la recherche, après avoir été informé, par le procureur de la République de Paris, à l'époque M. Paul André Sadon, que M. Lesage de la Haye avait été condamné, le 21 janvier précédent, à trois mois d'emprisonnement pour violation de domicile. Cette condamnation, on l'ignorait d'abord, fut suivie de l'occupation par une douzaine de manifestants d'un local parisien appartenant à l'ambassade d'Union soviétique (le Monde du 23 janvier).

Dans la lettre où il demandait au président de Paris-VIII, M. P. Merle, d'exclure de l'université M. Lesage de la Haye, M. Quermonne rappelait que le chargé de cours, âgé aujourd'hui de trente-huit ans, était rendu complice d'un meurtre vingt ans et demi plus tôt, compléte pour laquelle il avait été condamné le 13 juin 1958 à vingt de travaux forcés. On peut observer à ce propos que le secrétaire d'Etat était alors une condamnation — en fait comme des employeurs de M. de la Haye — qui ne figurait

ni sur le bulletin n° 3, ni sur le bulletin n° 2 de son casier judiciaire.

A cette demande d'exclusion, M. Merle opposa, le 19 juillet, un refus, en observant : « M. Lesage de la Haye a, dans les deux cas, purgé sa peine (dans le second cas, la violation de domicile étant en fait une participation, pour motif politique très honorable, d'une ambassade étrangère). A l'heure où les pouvoirs publics déclarent, à juste titre, que les personnes qui ont été emprisonnées doivent être admises à se réinsérer, notamment sur le plan professionnel, il serait absurde que les services publics ne donnent pas l'exemple (...). Enfin, après enquête auprès du département où il exerce, j'ajoute que M. Lesage de la Haye est un enseignant très apprécié de ses collègues et de ses étudiants. »

Le secrétaire d'Etat ne s'avoua pas vaincu et, le 15 septembre, déposa au tribunal administratif de Paris une « requête en annulation » de la décision du président de Paris-VIII.

On observera encore que le dossier a été « bâclé ». Il y est dit — à la date du 15 septembre — que le jugement condamnant M. Lesage de la Haye est « actuellement frappé d'appel ». Or cet appel a été jugé... le 9 mars, la cour d'appel d'Orléans a huit mois pas vaincu et, le 15 septembre, dépose au tribunal administratif de Paris une « requête en annulation » de la décision du président de Paris-VIII.

On observera encore que le dossier a été « bâclé ». Il y est dit — à la date du 15 septembre — que le jugement condamnant M. Lesage de la Haye est « actuellement frappé d'appel ». Or cet appel a été jugé... le 9 mars, la cour d'appel d'Orléans a huit mois pas vaincu et, le 15 septembre, dépose au tribunal administratif de Paris une « requête en annulation » de la décision du président de Paris-VIII.

On observera encore que le dossier a été « bâclé ». Il y est dit — à la date du 15 septembre — que le jugement condamnant M. Lesage de la Haye est « actuellement frappé d'appel ». Or cet appel a été jugé... le 9 mars, la cour d'appel d'Orléans a huit mois pas vaincu et, le 15 septembre, dépose au tribunal administratif de Paris une « requête en annulation » de la décision du président de Paris-VIII.

## RESPONSABLE EXPORTATION

180/200.000 F. +  
Installations générales d'usines

## RESPONSABLE DE CHANTIER

Grosse Chaudronnerie  
ETAS-UNIS

## DIRECTEUR DES VENTES

Systèmes architecturaux  
en aluminium  
MONTPELLIER


Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quelconque sans autorisation expresse des candidats donnée au cours d'un entretien personnel avec le consultant.

AUSTRALIE - IRLANDE - ETATS-UNIS - AMERIQUE DU SUD - GRANDE-BRETAGNE - ALLEMAGNE - FRANCE - HOLLANDE - ITALIE - SUISSE - BELGIQUE - SUÈDE - AFRIQUE DU SUD - CANADA - SINGAPOUR

73, Bd HAUSMANN 75008 PARIS Tél. 265-37-00  
11, P.L.A. BRIAND 69003 LYON Tél. (78) 62-08-33



S. 9. - Objets d'art et de bel ameublement des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup>.  
S. 12. - Arts primitifs. Documentat.

 <p><b>Cap sur la Suisse</b></p> <p>cap sur la détente</p>	<p>Renseignements auprès de votre agent de voyages ou Office National Suisse du Tourisme, 11bis, rue Scriba, 75009 Paris, Tél. 073 59 92</p> <p>Je désire passer mes prochaines vacances d'hiver en Suisse et souhaite des informations sur la région de:</p>
	<p>Adressez:</p> <p>_____</p> <p>_____</p> <p>_____</p>

June 15, 1950



1501

## RELIGION

A L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE LOURDES

### L'épiscopat entend exercer une vigilance accrue sur la catéchèse des enfants

Lourdes. — Après la lecture par Mgr Etcheberry, président de la conférence épiscopale, de la lettre des évêques aux catholiques de France, (Le Monde du 27 octobre), l'assemblée plénière de Lourdes a commencé à étudier son ordre du jour. Les évêques ont réélu au pro-

De notre envoyé spécial

bième de la catéchèse des enfants. Par 105 voix contre 7 et 4 bulletins blancs, ils ont décidé de prendre en considération un document préparé par Mgr Onghena, évêque d'Angers, et par Mgr Boffet,

évêque de Montpellier. Il sera particulièrement fondé sur la base de divers amendements, mais ses grandes lignes demeurent. On y lit notamment :

« Nous insistons sur le rôle de la mémoire. Nous soulignons l'importance des formules de prière que l'Eglise conserve comme un précieux héritage. Il est indispensable que les catéchistes initient à la prière personnelle, mais aussi qu'ils transmettent les formules traditionnelles. »

A propos de « lien plus ou moins distendu », qui est constaté entre le catéchisme et la préparation aux sacrements et de la multiplicité incohérente des interprétations qui ont cours, le document dénonce une « situation faite d'arbitraire où les fidèles ont du mal à se retrouver. Nous ne pouvons approuver une telle confusion. La vie sacramentelle est une donnée essentielle de toute vie chrétienne. Nous tenons à ce que l'initiation aux sacrements soit faite sérieusement en fonction de l'évolution spirituelle de chacun et de la diversité des situations. »

#### Une prolifération abusive

Le même texte laisse entendre que certains prêtres ont tendance à se désintéresser de la mission catéchétique, et à négliger la catéchèse. Devant la prolifération des catéchismes dus à des initiatives plus ou moins privées et dont le statut doctrinal ou pédagogique ne peut pas toujours être épiscopalement reconnu, l'épiscopat réclame l'établissement d'un texte de référence.

Enfin, l'assemblée s'est montrée inquiète des difficultés posées par certains horaires de classes tels que, en dépit de la loi, les diocèses ne peuvent pas toujours disposer du temps requis pour aller au catéchisme. « La liberté religieuse, on l'a dit est un droit et elle n'a pas le moyen de s'exercer si elle n'est libre de faire que dans de meilleures conditions. »

Mgr Marty, archevêque de Paris, qui, pour la première fois, n'est plus sur l'estrade de président, mais parmi les rangs des évêques, est intervenu pour signaler l'importance, à ses yeux, du changement culturel de notre société. Celui-ci ne doit pas entraîner seulement un déplacement du vocabulaire catéchétique. Il faut savoir « se dégager d'une vision de chrétienté ».

Sur ce point de la catéchèse, qui est névralgique et l'objet de multiples contestations, l'assemblée semble donc avoir fait preuve d'une vigilance accrue, conforme aux désirs qui se sont exprimés au début de la session.

HENRI FESQUET.

## DÉFENSE

### La mort de l'amiral Cabanier ancien chef d'état-major de la marine

L'amiral Georges Cabanier, ancien chef d'état-major de la marine, est mort subitement à son domicile parisien, le mardi 26 octobre.

Un homme court, spirituel, d'une amicale simplicité et sachant naviguer dans les courants de la vie. Il était l'amiral Cabanier. Gaulois de toujours, d'une marine qui ne l'était guère, à quelques exceptions près, il sut se faire admirer et obéir et réussit à lui faire traverser sans trop de casse les années de décolonisation.

Né le 21 novembre 1906 à Grasse-sur-Garonne (Haute-Garonne), Georges Cabanier fit une carrière de sous-marinier. A bord de l'Acheron, puis du Saphir, puis du géant de l'époque, le Surcouf, il devint un des meilleurs sous-mariniers du monde. En 1940, il commande le sous-marin mouilleur de mines Rubis, pendant la campagne de Norvège, intégré dans une flotille britannique. Rentré en Angleterre, il rallie le général de Gaulle et l'amiral Muselier dès juin 1940 avec son bâtiment et son équipage.

Aussitôt réintégré dans la guerre, il prend part à la campagne de l'Atlantique. En 1941, capitaine de corvette, il reçoit le commandement des sous-marins français dans le Pacifique. Fonction qui n'était pas de tout repos, étant données les violentes dissensions entre les partisans du régime de Vichy et ceux de la France libre, qu'ils fussent marins ou civils. Aux côtés d'un haut commissaire, l'amiral Thierry d'Armenville, dont la souplesse ne fut jamais la qualité dominante, le commandant Cabanier dut faire preuve de diplomatie.

Il commandera en 1944 le croiseur auxiliaire Cap-de-Palmes dans la Pacifique, et sera, en 1945, partie de la délégation française à la conférence de San-Francisco. A son retour, il reçoit le commandement de l'Ecole navale, puis, en 1947, celui du croiseur-école Jeanne-d'Arc. Attaché naval aux Etats-Unis de 1949 à 1953, puis, brièvement, secrétaire général adjoint de la défense nationale.

Le 9 juin 1955, il est nommé chef d'état-major de la défense nationale, commandant de l'école en février 1959. En 1960, il est chef d'état-major de la marine. Il occupera ces fonctions jusqu'au 1er janvier 1968, assurant notamment le passage de la marine à l'âge nucléaire.

L'amiral Cabanier succédera, en janvier 1969, au général Catroux comme grand chancelier de la Légion d'honneur. Le général de Gaulle prendra sa suite en janvier 1975. Grand officier de la Légion d'honneur, l'amiral Cabanier était compagnon de la Libération.



Opel City

Es BISTEAU S.A.  
41, rue des Etats-Généralux  
VERSAILLES  
Tél. 01.30.45.38 et 01.31.33.31.



## L'Amérique du Sud. Plus vite. Plus souvent.

Air France va en Amérique du Sud deux fois plus vite avec Concorde. Et assure, au départ de Paris, le plus de vols vers les 11 grandes places économiques du continent.

● Le Brésil et le Venezuela en Concorde. Chaque mercredi et dimanche, Air France gagne Rio en Concorde. Plus vite que le soleil. En 6 h 10. 5 h de moins que les subsoniques. De Rio, les correspondances sont immédiates pour São Paulo. Et chaque vendredi, Concorde rejoint Caracas en 5 h 10.

● Et Caracas, Bogota, Quito, Guayaquil, Lima, Santiago, Cayenne, São Paulo, Rio, Buenos Aires et Montevideo.

Du Venezuela au Pérou et du Brésil au Chili, Air France exploite un réseau dense et bien structuré, assurant, en Boeing, 32 liaisons hebdomadaires avec les principales villes d'Amérique du Sud.

Pour être les premiers sur les marchés d'Amérique du Sud, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

La sanction prise contre un curé de Besançon mobilise tout un village contre l'évêque

### Les deux « messes » de Busy

De notre envoyé spécial

est inopposable avec votre rôle de prêtre. »

« Vous savez — et les représentants que vous avez élus au conseil de paroisse l'ont dit librement et clairement — que la présence de Gaspé à mes côtés n'a jamais été nuisible à mon ministère parmi vous : que la communauté paroissiale n'a été ni secouée, ni divisée, ni ébranlée, à cause de ma « vie privée » (1) ; que le témoignage d'un amour plus utile à notre monde, et plus évangélique, que celui d'un célibat obligatoire, plus ou moins bien supporté ou plus ou moins hypocritement respecté. (...) »

« Vous avez gardé votre confiance à l'homme que j'étais et que je suis ; vous l'avez gardée au grès de sa retraite ? Pourquoi jusqu'à ce jour. C'est là un fait que personne ne peut mettre en doute. Comment se fait-il donc que l'autorité ecclésiastique, qui a toléré cette situation, bien connue, pendant plus de vingt ans, ne la tolère plus aujourd'hui ? »

#### D'une hypothèse à l'autre

Voilà la vraie question. Pourquoi l'archevêque s'est-il décidé de limoger le curé de Busy à deux ans de sa retraite ? Pourquoi, selon les termes de la lettre envoyée à Mgr Lallier par le conseil paroissial de Busy-Vorges-Larnod, avoir « mis à la porte brutale-ment sans un mot, sans ressources (2), sans avertissement, dans des conditions qu'aucun patron, même le plus tyrannique, ne pourrait imposer sans enfreindre la loi, qui protège le plus humble travailleur, un homme qui a consacré trente-cinq ans de sa vie à faire connaître l'évangile ? »

Les hypothèses abondent. Pour les uns, c'est une retombée de l'affaire Lefebvre. Un coup à droite, un coup à gauche. Avant leur assemblée plénière à Lourdes, les évêques ont voulu mettre de l'ordre, régulariser les situations non canoniques, pour parer les attaques des traditionalistes. Pour les autres, seraient les prises de position progressistes de Paul Boiteux dans l'assemblée de Busy — communion sous les deux espèces, ratés des honoraires de messes baptêmes le dimanche, quatre fois, seulement, par an, admission à la communion des divorcés, etc. — seraient à l'origine de cette décision. Les manœuvres louches, enfin, n'ont pas à faire le rapprochement entre celle-ci, prise au mois de juin, et la vente par l'archevêché de l'imprimerie qui produisait l'Annuaire de la paroisse de Busy.

D'autres encore pensent que les innovations liturgiques pratiquées à Busy — communion sous les deux espèces, ratés des honoraires de messes baptêmes le dimanche, quatre fois, seulement, par an, admission à la communion des divorcés, etc. — seraient à l'origine de cette décision. Les manœuvres louches, enfin, n'ont pas à faire le rapprochement entre celle-ci, prise au mois de juin, et la vente par l'archevêché de l'imprimerie qui produisait l'Annuaire de la paroisse de Busy.

Mgr Lallier participe actuellement à l'assemblée de Lourdes, et en son absence toutes les instances de l'archevêché — notamment les vicaires épiscopaux, Mgr Princet, chargé de l'affaire de Busy, Mgr Fries et Mgr Margelin, non-votants de Busy — ont refusé de nous recevoir. La position de l'archevêque est connue, toutefois.

Dans sa réponse à la lettre du conseil paroissial, il écrit : « Les renseignements généraux » n'exis-

tent pas dans l'Eglise. C'est là y a trois ans seulement que j'ai pris la mesure de la situation dont il s'agit. J'ai voulu attendre, encore réfléchir, consulter tel ou tel évêque. (...) Sur un point précis, je vous dois une information : il n'y a eu, en cette affaire, aucune pression : je porte seul, avec les membres de mon conseil, la responsabilité de cette décision. (...) »

« Paul Boiteux m'a écrit, comme vous, que l'Annuaire de la paroisse de Busy n'était pas étranger. Je lui ai répondu : « Je n'approuve pas l'Annuaire de la paroisse de Busy, mais je n'approuve pas la lettre des évêques. (...) » Mais le positif, l'important de beaucoup sur le négatif, c'est l'absence de pression, c'est l'absence de pression et principale, étant donné la demande formelle de rencontre de l'Annuaire, vous la connaissez. Depuis des siècles, l'Eglise latine demande à ses prêtres de renoncer à l'amour humain pour que celui de Dieu et des hommes « entasse » tout entier leur cœur et leur vie, à l'exemple du Christ lui-même. »

Ce que Mgr Lallier qualifie pudiquement de « la situation dont il s'agit » dans un secret de polichinelle. Peut-on vraiment penser que c'est le seul motif du renvoi de Paul Boiteux ? Dans ce cas, l'archevêque aurait discuté avec le conseil paroissial de Busy avant de lui imposer un nouveau curé sans aucune consultation.

« Cela ressemble fort à une reprise en main disciplinaire, déclare M. Maurice Fessy, responsable du conseil paroissial, comme on envoie un colonel mater les fortes têtes dans un bataillon qui ne peut plus obéir. Lorsque le nouveau curé ou le vicaire épiscopal viennent à Busy, ils rendent visite au maire. L'autorité traitée avec l'autorité. Cela témoigne d'un grand mépris vis-à-vis de la communauté chrétienne et de ses représentants élus mandataires qui auraient dû être consultés. Dans cette affaire, c'est l'existence de notre conseil qui est en cause. »

#### Le cœur du problème

Voilà en effet le cœur du problème. A travers son inspirateur et animateur — très vulnérable à cause de sa situation canonique irrégulière — l'archevêque de Besançon a voulu frapper une communauté qui représente une menace pour son autorité. Comme nous le confiait un prêtre diocésain : « L'évêque, c'est un P.D.G., un technocrate éclairé qui gère son entreprise selon les règles. Le conseil paroissial, pour la première fois à une grève du personnel, qui réclame l'autogestion, et il est désemparé. »

Le conseil paroissial de Busy, il faut le reconnaître, témoigne d'une maturité exceptionnelle et dépasse la lettre, sinon l'esprit, de Vatican II. Les membres, élus tous les trois ans parmi tous les habitants du village, qu'ils soient ou non, aînés, ou non, détiennent le pouvoir de décision pour tout ce qui touche la vie de leur paroisse. Le prêtre, qui ne vote pas, puisqu'il n'est pas membre élu, est là comme « représentant de l'Evangile », domo de Jésus-Christ et n'a de poids de veto que si une décision « va à l'encontre de l'Evangile ». Peu de prêtres, et encore moins d'évêques, accepteraient une telle autonomie chez les laïcs.

Après avoir enfin consenti de rencontrer le conseil paroissial, le 2 octobre, — où il fut durement contesté, — Mgr Lallier avait promis de reconsidérer la nomination de Mgr Margelin comme nouveau curé — qui est surtout récusé parce qu'il faisait partie du conseil responsable, avec l'archevêque, du départ de Paul Boiteux, et de donner sa réponse dans les quinze jours.

Le 19 octobre, il envoie une lettre au conseil, dans laquelle il explique longuement, textes du concile à l'appui, pourquoi « cette conception du conseil de paroisse n'est pas fidèle à la pensée et au comportement de l'Eglise depuis l'origine ». « Quelqu'un m'en a conclu, je ne puis donc accepter que le conseil de Busy subsiste demain tel qu'il était hier. »

Pas un mot sur la nomination de Mgr Margelin, mais celui-ci est venu célébrer la messe, le 24 octobre, devant vingt-deux fidèles. La communauté a perdu tout espoir dans une solution à l'amiable. « Nous avons enfin compris que c'est l'existence même de notre communauté chrétienne qui est en jeu », disent ses membres, mais nous sommes décidés à ne pas céder ! Nous voulons rester fidèles à l'Eglise, mais sans renier notre dignité d'homme et de chrétien — dignité que nous devons à Paul Boiteux. »

Combien de temps tiendront-ils ?

ALAIN WOODROW.

(1) Il y a trois ans, lors d'une consultation par vote secret, proposée par Paul Boiteux, pour savoir si le conseil paroissial voulait que celui-ci continue dans ses fonctions, 83 % ont voté pour qu'il reste curé. (2) Actuellement, Paul Boiteux, qui ne perçoit rien, ni de l'archevêché ni de l'imprimerie dont il était salarié, fait la tournée de pain, nuit heures par jour, six jours par semaine, tandis que Gisèle fabrique des bracelets de montre, à domicile. Elle doit en faire deux cents par heure pendant huit heures par jour pour obtenir le SMIC.



## Le Monde de l'éducation

numéro de novembre

### LES ÉTUDIANTS SONT-ILS DE FUTURS CHOMEURS ?

Des études scientifiques réalisées par différentes universités permettent, pour la première fois, d'apporter des réponses précises à cette question. On constate qu'il est très excessif de dire que « l'Université fabrique des chômeurs ». Le taux de chômage est nettement plus faible pour les anciens étudiants que pour l'ensemble des jeunes, et le fait d'avoir suivi des études supérieures constitue un atout important sur le plan professionnel. Cette plus grande sécurité se paie, il est vrai, par une relative « déqualification » : les premiers emplois occupés par les étudiants sont plutôt de cadres moyens que de cadres supérieurs.

Entretiens avec Bruno Bettelheim et le docteur Spock

Dans le même numéro

Le réveil des langues régionales : les lecteurs ont la parole. Algérie : l'école au service de l'industrialisation. Reportage dans une école maternelle de Moscou. La rentrée dans une école catholique. La réforme de l'école des arts et métiers. Le nouveau droit du congé-formation, par Jean-Jacques DUPEYROUX. Les métiers de la mécanique.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)  
France : 50 F - Étranger : 68 F

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

## ÉDUCATION

### AU RECTORAT DE RENNES

### Un appartement contesté

La section d'Ille-et-Vilaine de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) a adressé, le 13 octobre, à M. Yves Martin, recteur de l'académie de Rennes, une lettre dans laquelle elle s'élève d'un projet d'installation du logement de fonction de M. Martin dans une partie des bureaux actuels de l'inspection académique.

« La recteur, nous a déclaré le secrétaire départemental de la FEN, dispose déjà d'un logement de fonction de douze pièces. Pourquoi un nouvel appartement de plusieurs centaines de mètres carrés, projet qui aggraverait lourdement les conditions de vie des personnels qui travaillent déjà dans des locaux trop exigus et sous-équipés ? »

« Tout est faux dans cette histoire-là, nous a affirmé, de son côté, M. Martin. Le projet est, en réalité, de donner 50 m<sup>2</sup> de superficie supplémentaire à l'inspection académique qui va être transférée et regroupée ses services dans les anciens locaux de la faculté des sciences de Rennes. » Cette opération devrait, selon le recteur, améliorer les conditions de travail des employés de l'inspection, dont certains travaillent aujourd'hui sous les combles. Une fois le

transfert réalisé, M. Martin s'installera effectivement sur 200 à 300 mètres carrés de l'inspection désaffectée, le reste accueillant un institut de gestion.

« Ces opérations ont porté d'une vaste réorganisation des locaux administratifs et universitaires d'un montant total de 4 millions de francs, qui réglera tous les problèmes universitaires dans les dix années à venir », explique le recteur.

A l'issue d'une entrevue avec l'inspecteur d'académie, la section départementale de la FEN a « pris acte » des promesses énoncées par lesquelles aucune « déperdition des services ni dégradation des conditions de travail des personnels » ne résulteraient de ces aménagements. Mais la FEN conclut : « Les dépenses très lourdes engagées pour l'aménagement d'un logement de fonction destiné à M. le recteur, qui dispose déjà d'un vaste logement neuf au rectorat, constitueraient un véritable scandale en cette période où le pouvoir en place impose à tous les travailleurs un plan d'austérité. » La FEN rappelle, enfin, qu'il manque soixante-dix postes d'inspecteurs dans les dix années à venir le département d'Ille-et-Vilaine.

### FIN DE LA GRÈVE DU PERSONNEL DES RESTAURANTS UNIVERSITAIRES DE RENNES

(De notre correspondant.)

Bennes. — Le personnel des cinq restaurants universitaires de Rennes, en grève depuis vingt-deux jours, a repris le travail vendredi 22 octobre. Sur les cent soixante-quatre personnes réunies en assemblée générale jeudi 21, soixante-trois étaient cependant favorables à la poursuite de l'action. Les participants ont décidé de poursuivre leur mouvement par d'autres moyens, sans préciser lesquels.

En fait, le personnel semble avoir été déjà par le peu d'écho rencontré au plan national, par leur grève (« Le Monde » du 16 octobre). Mercredi 20, M. Chausse, inspecteur général de l'administration chargée du contrôle de la gestion des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, a eu un entretien avec des délégués. Il a décidé de faire une enquête sur les méthodes de travail de ces établissements. Les employés des restaurants universitaires brennais, en grève depuis onze jours, ont aussi repris le travail vendredi. — D. M.

● Des crédits pour les établissements scolaires de la région Rhône-Alpes. — Le conseil régional de Rhône-Alpes, dont une délégation conduite par son président, M. Paul Ribeyre, avait été reçue le 22 octobre par M. René Haby, ministre de l'éducation, a obtenu que l'enveloppe budgétaire 1977 soit reconstruite en ce qui concerne les équipements scolaires du second degré dans la région. Le conseil régional avait adopté un plan de rattrapage représentant une dépense supplémentaire de 210 millions de francs, alors que les crédits prévus ne sont que de 178 millions (« Le Monde » du 21 octobre). M. Haby a fait part à la délégation d'un « projet d'actions spécifiques dans les zones rurales par la mise en place d'établissements plus limités quant aux effectifs » et a indiqué que ce plan « pourrait par la suite répondre à certains besoins de la région ». — (Corresp.)

### En cas de victoire de la gauche

### LE P.C. ESTIME QUE « LES LIBERTÉS DEVRAIENT ÊTRE POUSSÉES JUSQU'AU BOUT » DANS L'ENSEIGNEMENT

MM. Jacques Chambaz, membre du bureau politique du parti communiste, et Michel Duffour, membre du comité central, responsable des questions de l'enseignement, ont critiqué lundi 25 octobre, au cours d'une conférence de presse, « une politique gouvernementale pour l'éducation », qui, selon eux, « ne répond pas aux besoins de la nation ».

« Alors que l'éducation nationale a besoin de moyens nouveaux, l'autorité s'en prive ; alors qu'elle a besoin de perspectives audacieuses, les récentes réformes l'abaissent ; alors qu'elle a besoin d'ouverture, l'autoritarisme ministériel l'étouffe », a déclaré M. Duffour.

Le parti communiste oppose à ce « gâchis de l'enseignement », les perspectives d'un « gouvernement démocratique ». Faisant une réponse globale à un certain nombre de problèmes actuels qui le touchent (le projet d'éducation que prépare actuellement la Fédération de l'éducation nationale, la position critique du P.S. sur l'enseignement catholique), le P.C. estime également que ces « libertés » devront être « poussées jusqu'au bout » dans l'éducation, en cas de victoire de la gauche.

MM. Chambaz et Duffour ont révisé à plusieurs reprises sur ce thème. « L'éducation nationale n'enseignera pas de philosophie officielle. Aucun parti ou mouvement ne pourra se servir de l'école pour faire prévaloir ses conceptions », a encore déclaré M. Duffour.

Cette position, qui peut être interprétée comme un avertissement au parti socialiste ou à la FEN, s'appliquerait également aux autres courants de pensée, et notamment à l'enseignement confessionnel. M. Chambaz a expliqué à ce propos qu'« aucune opinion ne serait rejetée ». « Nous ne voulons pas, a-t-il conclu, raviver une sorte de guerre scolaire. »

## SOCIÉTÉ

### Mme Pasquier invite les femmes à « s'engager dans la vie publique »

De notre correspondant régional

Lyon. — Mme Nicole Pasquier, déléguée nationale à la condition féminine, a réuni mardi 26 octobre à Lyon, une conférence de presse, au terme d'une première journée de travail avec les déléguées régionales. La désinvolture de la condition féminine, après la suppression du secrétariat d'Etat, n'a pas constitué un handicap pour un grand nombre d'organes d'information nationale ou régionale étaient représentés.

Comme elle l'avait déclaré après sa nomination le 15 octobre dernier, Mme Pasquier a confirmé qu'elle marcherait sur les traces de Mme Françoise Giroud. Toutefois, par « modestie », et dans le but d'être efficace, elle a choisi d'établir des priorités parmi les cent propositions de l'ex-secrétaire d'Etat. Les trois axes de l'action qu'elle va engager et qui sera déployée volontairement de « tout caractère spectaculaire » sont l'orientation des jeunes filles, le travail féminin, et la qualité de l'habitat et de l'urbanisme.

Les mesures proposées sont surtout du domaine de l'information : sensibilisation des auteurs et éditeurs de manuels scolaires pour qu'ils suppriment les stéréotypes de leurs ouvrages ; interventions auprès des organismes de la formation professionnelle et de l'emploi ; étude de « l'implantation de centres fonctionnels d'organisation des modes de garde des enfants ».

Déléguée sans crédits autres que ceux destinés au fonctionnement de ses services, Mme Pasquier aura donc pour mission essentielle de persuader les différents ministères de la nécessité —

de l'intérêt — de prendre en considération les propositions féminines.

En direction des femmes, Mme Pasquier a lancé un appel pour que « la plus grande nombre possible s'engagent dans la vie publique ». Elle a écrit aux responsables des principales formations politiques pour leur demander de prendre publiquement l'engagement de présenter aux élections municipales et législatives un nombre plus significatif de candidates. « Les municipales peuvent fournir une excellente raison à toutes les femmes (...) de prouver qu'elles sont capables de participer à la gestion des affaires de la cité », écrit-elle notamment. Mme Pasquier a précisé qu'aucun critère numérique de participation n'avait été retenu.

BERNARD ELIE

### AUDIO-VISUEL ET FORMATION

La Formation Permanente organise les stages suivants :

— Initiation aux pratiques audiovisuelles. 24 heures. Les 7, 8, 9, et 10 décembre 1976

— L'apport de la vidéo en formation. 24 heures. Les 8, 9, 10 et 11 février 1977.

Recherchements et inscriptions : Université de Paris VIII, Service de la Formation Permanente, Bte de Touraine, 75571 PARIS Cedex 12. Tél. 274-12-31, p. 389, et 374-92-31.



**Q** Ce contrat va vous amener à des va-et-vient réguliers avec le Canada et les Etats-Unis. Comment éviter la fatigue et l'ennui de changer d'avion en arrivant en Amérique du Nord ?

**R** Prenez British Airways. Pour aller directement de Londres à :

Anchorage New York  
Montréal Philadelphie  
Toronto Los Angeles  
Boston Miami  
Déroit Washington  
Chicago (Concorde ou Jumbo)

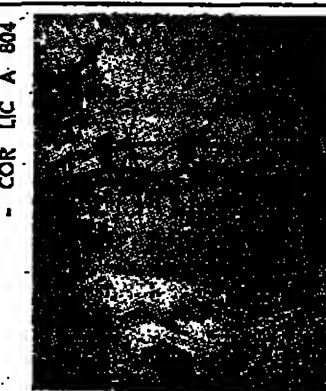
Allez à Roissy. Et une fois à Londres, encore frais et dispos, vous prenez un Jumbo direct pour l'une de ces destinations. Et vous, peut-on vous aider ?



Renseignements au 91 Champs Elysées et 38 avenue de l'Opéra Tél. : 260 38 40, ou consultez votre agent de voyages.

## terres d'aventure

5, rue St-Victor 75005 PARIS — Tél. 033.63.51 et 326.50.98



● TREKKINGS  
Népal/Mustang  
Kilimandjaro  
Villages Dogons  
● EXPEDITIONS :  
Niger en Pirogue  
Descente de la Rivière  
Ewai  
● Les Sporades du Nord  
en volier  
● Méharées dans l'Air  
Expérience de solitude  
au cœur du Sahara  
● Ski de Fond et Raquette  
France-Laponie-Canada  
CATALOGUE détaillé sur  
simple demande.

Toutes les formules réunies dans ce programme laissent une très large place à la participation physique, sportive de chacun

1501-66-11-11



150

## UNESCO

### A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

## Un projet de déclaration sur l'information suscite l'inquiétude des Occidentaux

La dix-neuvième conférence générale de l'UNESCO a pris, dès son ouverture, mardi 26 octobre, à Nairobi (Kenya), un tour politique. Le directeur général de l'Organisation, M. M'bow, a plaidé pour l'« unité » et la coopération. Mais il a évoqué « le sort de millions d'Africains victimes de la discrimination raciale, de la domination coloniale et de l'apartheid ». « La mort des enfants de Soweto », a-t-il dit, rappelle douloureusement les attaques constantes portées quoti-

diennement en Afrique et ailleurs aux droits élémentaires de l'homme. La liste ne cesse de s'allonger des intellectuels, des artistes, des écrivains et d'humbles gens du peuple jetés en prison, contraints à l'exil ou dispersés dans un monde où ils ne peuvent exercer leurs droits. Il est intolérable qu'un peuple soit le dominé d'un autre, où que ce soit et quels que soient les prétextes allégués. » D'autre part, on a retrouvé au cours de la vérification des pouvoirs, des contesta-

tions habituelles dans les réunions de l'UNESCO : celle des Soviétiques et de cinq autres pays contre la participation du Chili en raison des « violations des droits de l'homme » dans ce pays et celle des États-Unis contre le Vietnam. Mais ce qui crée le plus d'émotion pour l'instant dans les couloirs est un projet de déclaration sur les moyens de communication, ainsi que les débats d'une conférence interaméricaine réunie en juillet dernier à Costa-Rica.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La crise qui couve dans les couloirs de la dix-neuvième conférence générale de l'UNESCO semble avant tout concerner les échanges d'informations entre riches et pauvres. Reflétant les préoccupations des États du tiers-monde, la direction générale de l'UNESCO a pensé soumettre à la conférence de Nairobi un « programme de la politique des communications » afin d'établir un équilibre plus juste du flux d'informations entre pays développés et ceux en voie de développement. Le sujet est si sensible en Occident où il a déjà provoqué une levée de bouilliers, notamment aux États-Unis où l'on a parlé d'une « menace contre la liberté de la presse », que la direction générale de l'UNESCO tente maintenant d'obtenir soit un report du débat, soit un compromis dont les pays scandinaves ont pris l'initiative.

A l'origine, un projet de déclaration établi en décembre 1975 par des délégués de pays socialistes et du tiers-monde lors d'une réunion intergouvernementale d'experts. Les représentants des États-Unis et des neuf pays de la Communauté européenne s'étaient retirés de cette réunion pour protester contre la référence dans ce texte à une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies assimilant le racisme à une forme de racisme (le Monde du 19 décembre 1975). Le projet avait été adopté par 35 voix contre 22 et 7 abstentions.

Dans son article 10, ce projet dit que « les États, institutions ou grou-

pements qui considèrent que la diffusion de nouvelles erronées leur porte un préjudice grave dans leur action en vue du renforcement de la paix et de la compréhension internationale et dans leurs efforts pour combattre la propagande belléiste, le racisme et l'apartheid, doivent avoir la possibilité de rectifier ces nouvelles par l'intermédiaire des moyens de grande information ».

Il précise, dans l'article 12, que « les États sont responsables des activités qu'exercent sur le plan international tous les moyens de grande information relevant de leur autorité ». Enfin, dans son préambule, il se réfère à la résolution 3379 de l'Assemblée générale des Nations unies assimilant le racisme au racisme.

Ce projet de déclaration d'experts socialistes et du tiers-monde a déjà soulevé un tollé aux États-Unis et dans d'autres pays occidentaux dont l'inquiétude n'a sûrement pas été calmée par l'approbation, l'été dernier au « sommet », des non-alignés réunis à Colombo, de la création d'un pool des agences de presse. Voilà deux semaines, l'Association inter-américaine de presse a été invitée, à l'occasion de son congrès annuel, à « sauver l'UNESCO de son flirt avec une politique qui servirait plutôt les objectifs des tyrans que ceux de la liberté ».

Les pays occidentaux seraient prêts à présenter en dernier recours un projet de résolution qui en dit long sur leur inquiétude. Ce texte, qu'il n'est question de soumettre à la conférence que dans l'hypothèse où aucun compromis ne se dégagerait, déclare dans son article 6 que « les États devraient respecter les droits des individus (...) à la liberté d'opinion, et d'expression, laquelle comprend la liberté d'exprimer des opinions sans interférence, ainsi que de rechercher, recevoir et importer des informations et des idées par n'importe quel moyen et indépendamment de l'existence de frontières ».

Ce projet de résolution occidental rappelle au chapitre des considérants que « la liberté d'expression,

d'information et d'opinion est un droit humain fondamental et que le libre échange des informations et des opinions sur les plans national et international est essentiel à la cause de la paix et à la réalisation de progrès politiques, sociaux, culturels et économiques ».

### Tentatives de compromis

La direction générale de l'UNESCO juge, pour sa part, qu'il n'est pas question de contrôler l'information, mais de tenter de corriger des structures qui font que le flux d'informations est actuellement à sens unique en faveur de l'Occident et que le tiers-monde devrait être doté des moyens de remédier à une situation qui lui est défavorable. Bref, que l'établissement d'un « nouvel ordre international » ne doit pas éliminer la question des communications et des mass media.

Le débat a une telle portée émotionnelle que la direction générale de l'UNESCO compte sur un « groupe de négociation » pour s'entendre soit sur un report soit sur un compromis. En général favorables aux thèses du tiers-monde mais gênés par le projet de déclaration des experts, les Scandinaves ont proposé un compromis sous forme d'une aide qui permettrait au tiers-

monde de créer ses propres moyens d'information tout en n'affectant pas ceux des pays occidentaux.

L'initiative scandinave se rapproche de celle de la Tunisie, dont le projet de résolution invite l'UNESCO à collaborer étroitement avec les non-alignés pour appliquer à ce propos les décisions prises à Colombo. Les Tunisiens estiment que la priorité devrait aller au dégellement de fonds « pour encourager la création d'infrastructures et d'institutions conçues pour développer et intensifier les échanges de nouvelles entre les pays en voie de développement ».

La crise souligne, une nouvelle fois, que l'UNESCO n'est plus, comme autrefois, le simple reflet de conceptions avant tout occidentales en matière d'éducation, de sciences et de culture. Mais porté sur la place publique, le débat risquerait de provoquer des réactions sans rapport avec le propos de la direction générale. Deux délégations occidentales auraient déjà fait comprendre que si le projet de déclaration des experts était adopté à Nairobi, elles envisageraient alors de se retirer de la conférence, une extrémité à laquelle elles ne s'étaient pas résolues lorsque l'impression s'était manifestée à la quatrième réunion du Conseil des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la précédente négociation à s'être déroulée dans la capitale kényane.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## Aux Terrasses de Rueil

Vous n'avez plus besoin de partir pour être en vacances.

Aux Terrasses de Rueil, vous passerez les week-ends chez vous pour profiter du tennis, du parc, de la piscine ou simplement de votre terrasse comme en vacances.

Et pendant la semaine, certaines belles fins de journées valent bien un week-end!

Venez visiter l'appartement témoin des Terrasses de Rueil (tous les jours sauf jeudi de 13 h 30 à 19 h).

Vous verrez comment un appartement très confortable à 20 minutes de Paris peut se convertir en appartement de week-end.

Rue des Maris  
Rueil-Malmaison  
tél. : 977.26.98-977.26.85

Garantie BNP  
**CICA**  
227.04.30.

1<sup>re</sup> tranche livrable  
2<sup>e</sup> tranche : début gros œuvre

Je suis intéressé(e) par :  
S ☐ D ☐ P ☐ 3 p ☐ 4 p ☐ 5 p ☐  
Envoyez-moi la brochure complète ainsi que les cahiers de plans des Terrasses de Rueil.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

à retourner à CICA : 45, rue de Courcelles 75008 PARIS.

## Pacer



American Motors  
Jean-Charles  
24, rue de la Terrasse Paris 15<sup>e</sup> 75115 288-23-46

## L'anglais chez vous en 3 mois.

(ou une autre langue)

Une nouvelle méthode audiovisuelle basée sur le dialogue. Grâce aux disques ou aux cassettes, des étrangers viennent chez vous, pour parler avec vous et vous faire parler. En effet, les dialogues enregistrés comportent des pauses pendant lesquelles vous répérez une phrase ou vous répondez à une question. Immédiatement après votre intervention, vous entendrez la réponse correcte, telle que vous auriez dû la formuler : vous pourrez donc comparer, et si nécessaire, recommencer.

L'équivalent d'un séjour à l'étranger. De cette manière, vous enrichirez votre vocabulaire et vous perfectionnerez votre accent en participant aux principaux événements de la vie quotidienne en Angleterre. Et dans 3 mois, vous commencerez, déjà, à parler couramment...

Sur le même principe 28 langues à votre disposition : allemand • anglais • anglais/américain • espagnol italien • russe, etc.

## GRATUIT

un disque ou une cassette de démonstration



En échange de ce bon, vous recevrez gratuitement une brochure illustrée et un disque ou une cassette de démonstration. (Cochez la case de votre choix.)

☐ Langue choisie \_\_\_\_\_  
Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Age \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
☐ Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_ 11/2434

**LINGUAPHONE** 12, rue Lincoln - 75008 Paris  
(pour la Belgique, voir 64-64-64-64) (pour la Suisse, voir 725-725-725-725) (pour le Canada, voir 1-800-367-367)

## A quoi peut-on comparer une 604 de série?

Voici le prix clés en main d'une 604 SL V6 de série: 46.000 F. Et voici la liste des principaux équipements compris dans ce prix: direction assistée (sans l'être trop) - glaces teintées - pare-brise feuilleté haute sécurité - lunette arrière chauffante - vitres latérales électriques (4 commandes à l'avant et 2 commandes à l'arrière) - puissant essuie-glace à double balayage.

Citons aussi pour mémoire: une climatisation renouvelant l'air

de l'habitacle toutes les trente secondes, quatre projecteurs à fonction spécialisée, des feux de signalisation à retour latéral, pour être vu de toutes les directions.

Avec la 604 SL V6, les meilleures berlines européennes deviennent abordables.

A certaines autres grandes voitures si on leur ajoute certaines options.

## PEUGEOT

Peugeot 604 SL V6. Une grande voiture.

Prix clés en main\* au 12.7.76: 46.000 F.

Peugeot fait confiance à







150

# Le Monde

## DES ARTS ET DES SPECTACLES

### A L'ORANGERIE DES TUILERIES

## Le paysage allemand sous le signe de Nerval

AUTOUR de 1900, l'Allemagne, comme la plupart des pays européens, vit à l'heure du néo-classicisme. On nous le rappelle dans les premières salles de l'Orangerie à travers des dessins d'Asmus Jacob Carstens, une figure féminine assez épurée de Gottlieb Schick, de beaux paysages de Hackert et de Johann Martin Rohden. Moins génial que celui des peintres de la Révolution et de l'Empire, le néo-classicisme allemand est aussi plus libre, moins doctrinaire et par là plus divers : il n'y a pas alors en Allemagne de personnalité dont l'envergure et l'autorité puissent se comparer à celles de David, le pouvoir des académies y est moins fort qu'à Paris, et il n'y a pas non plus de capitale. Pendant toute la période qui nous intéresse, la peinture allemande se fait aussi bien à Dresde et à Rome qu'à Berlin, l'émiettement politique contribuant ici à la floraison (et parfois au retrait) des tempéraments individuels et des solitudes fécondes.

La plus féconde de ces solitudes, c'est évidemment celle de Caspar David Friedrich (1774-1840), un des artistes les plus singuliers et les plus irréductibles à toute influence de l'art du dix-neuvième siècle. Certes Friedrich n'est pas à lui seul tout le paysage allemand, et il serait injuste d'oublier aussi bien les œuvres souvent si poétiques de certains de ses amis (Carus, Dahl) que l'effort de son contemporain Joseph Anton Koch pour enflammer, dramatiser le paysage classique, effort d'ailleurs plus sensible dans des œuvres assez tardives comme *Maebath* et les *Sorcières* que dans la profusion un peu anecdotique de ses vues de haute montagne. Mais de même qu'il y a un *Requiem* allemand il y a un paysage allemand dont Friedrich a été le créateur et le plus génial interprète.

**L'âme semble retenir son souffle**

Le paysage de Friedrich est un paysage religieux et métaphysique

où l'âme-humaine semble retenir son souffle et mesurer son néant devant l'immensité d'un cosmos muet, glacial, irrémédiablement lointain et inaccessible à l'esprit. Alors que dans le paysage traditionnel, optimiste et solaire, l'homme circule joyeusement et contribue à l'ordre architectural et lyrique de la création, les personnages de Friedrich, toujours immobiles, se sont arrêtés au terme d'un long « voyage d'hiver » devant des forêts impénétrables, des rivières mouillées de brume où apparaissent des bateaux qui ne prendront plus jamais le large. Ils regardent la mer, la clarté sinistre de la lune, la tristesse donne ici le main au silence et, si Friedrich ne nous les montre jamais que de dos, c'est que la question que nous pourrions lire sur leur visage est par définition sans réponse. Alors que Courbet, à Palavas, rugit devant les froids sa joie de vivre et sa volonté de s'approprier leur puissance, le *Voyageur au-dessus de la mer de nuages*, cet *Edipe germanique*, semble nous dire qu'au terme du plus héroïque effort il n'y a d'autre rencontre possible que celle de la solitude et du néant.

Qui a jamais mieux exprimé la puissance du négatif, le thème si cher à la sensibilité nordique du dialogue de la jeunesse et de la mort ? Même Friedrich est parfois capable d'acents dramatiques d'une incroyable puissance, ainsi dans cette *Mer de glace* qui est un chef-d'œuvre.

Friedrich ne s'est pas toujours gardé d'une certaine complaisance anecdotique, par exemple dans ses tableaux « gothiques », et il n'est jamais si grand que lorsqu'il ne dit rien, ainsi dans la *Grande Réserve* et dans les vues de Rügenberg, où ses dons de coloriste, la méticuleuse finesse de son œil, se manifestent de façon étonnante moderne. Cette sensibilité, ce don d'exprimer la lumière, nous les retrouverons dans les œuvres, de ses amis et disciples : Carus (*Promenade en barque sur l'Elbe*), Dahl, moins intérieur, mais dont les études de nuages

ne sont pas indignes de Constable, Kertling avec ses « poèmes domestiques », qui, disait Pöchlmann, « apparemment moins au particulier moral d'une race qu'aux grands sérénités de la vie humaine ».

**Lumière et lumière**

Sombre et méditative, la lumière de Carus et de Kertling est encore celle de Friedrich, mais l'exposition montre très bien que, dans la foisonnante histoire du paysage allemand des premières décennies du siècle, il y a une autre lumière, une autre façon, moins sauvagement prêtre, d'appréhender le monde. Cette lumière est celle de l'Italie que les peintres allemands n'ont d'ailleurs pas assimilée sans peine, comme le montrent certains essais assez malheureux de Koch, de Karl Philipp Fohr (*Paysage dans les monts Sabins*) ou de l'inénarrable Johann Erdmann Hummel (*Jeunes gens jouant à la balanoire dans un jardin des environs de Naples*).

Mais les noms de Valenciennes et de Corot viennent spontanément à l'esprit devant les délicieux paysages d'Oleovano, de Franz Herry, la Sicile de Karl Rottmann, ou la vue de Saint-Pierre, de Georg Dillis, et les peintres allemands ont été de remarquables interprètes du paysage urbain, ainsi Eduard Gartner et Georg Wilhelm Isenl (*Saint-Elonne-du-Mont*). Quant à Karl Blechen, nous laisserons aux visiteurs le soin de conclure à son propos : excellent dans l'esquisse, très éloquent et moderne dans telle vue des faubourgs de Berlin, il nous a paru un peu gêné aux entournures lorsqu'il aborde en termes symphoniques le grand paysage italien.

Il y a le paysage et il y a la figure, c'est-à-dire Runge et les nazars. Quelle étrange personnalité que celle de Philipp Otto Runge (1777-1810), grand lecteur de Goethe, auteur d'une théorie des couleurs dont Goethe fut très impressionné, artiste très de mystique et de symbole, aspirant à une œuvre totale, sublimant le sensible et abouissant

à des hiéroglyphes décoratifs dont il n'exécute que les projets (*Le Matin*) ! On a fait de lui un précurseur du Jugendstil, même si l'architecture de ses dessins paraît plutôt dériver (ce n'est pas contradictoire) des illustrateurs du dix-huitième siècle, mais on peut tout simplement admirer le mélange de crispation et de suavité, la minutie passionnée, le curieux détachement contemplatif, qui font du *Repos pendant la fuite en Égypte* une des œuvres les plus significatives et abouties du romantisme allemand.

**Le dessin des nazars**

Et les nazars ? On n'entreprendra pas de raconter l'histoire de ces jeunes peintres qui s'installèrent à Rome en 1810 dans un monastère délaissé pour y travailler ensemble, avant à la fois de retrouver la fraternité des anciennes guildes et d'élaborer un « primitivisme pieux » inspiré du Quattrocento et de la fin du Moyen Âge allemand. On ne peut juger de l'entreprise qu'après avoir vu les très nombreuses décorations d'édifices publics qu'ils exécutèrent en Allemagne, et si certaines de leurs compositions (*La Vierge Caldoni*, *Gertrude et Italia*, d'Overbeck) sont affectées de cette sorte de frigidité, qui est aussi la limite des préraphaélites, on peut trouver beaucoup de charme à la naïveté de Franz Ploß (*Entrée de Rudolf de Habsbourg à Biele*), un rapport sincère et vigoureux avec le passé dans le *Thorvaldsen*, de Karl Joseph Begas, et l'on s'imagine ces « archéologues » plus savants, distingués et cordiaux que celui dont est animée la *Famille de saint Jean rendant visite à la famille de Jésus*, de Julius Schnorr von Carolsfeld, représenté aussi par de très beaux dessins illustrant tantôt des scènes pastorales tantôt des épisodes des Nibelungen.

Le dessin, voilà la force des nazars et de la plupart des Allemands de cette époque, obsédés, bien sûr, par le souvenir de Dürer et des maîtres de la Renaissance. Deux artistes sont ici à mettre hors de pair : Peter von Cornelius, dont

on n'a pu transporter les célèbres *Cavaliers de l'Apocalypse*, mais dont la vitalité était dans le monument *Quadrige du Soleil* et sa complice de la plus séduisante perversité dans l'extraordinaire dessin de *Faust et Marguerite dans le jardin de Martha*. Peter Cornelius et Ferdinand Olivier : rien de plus prenant que ces vues de Salzbourg, ce *Colin de ferme à Médina*, où le fantasme du détail crée ce sentiment de fantastique, cette impression d'image intemporelle dans le cristal de la mémoire qui nous ramène aux plus beaux jours de l'art allemand.

Voilà pour le premier niveau. On dit adieu au romantisme, sinon dans ses aspects un peu farceurs (Morris von Schwind), assez lourdement folkloriques (*La Traversée de l'Elbe*, de Ludwig Richter) ou irrémédiablement gnangnans (Wilhelm von Kobell). Les salles du rez-de-chaussée nous montrent des peintres de qualité inégale, mais abordant avec prudence ou bonheur les thèmes de la modernité. Le paysage connaît ces accents que l'on peut qualifier de pré-impressionnistes, si gauchement que soit le terme, le portrait, avec Ferdinand von Rayski, se défait de ses pesanteurs provinciales, et, si les tensions psychologiques paraissent plus fortes, plus liées aux misères de l'ego avec le remarquable autoportrait de Victor Emil Janssen, l'irruption du monde industriel dans le paysage et la légende (*Usine Harkort dans le château de Weller*, d'Alfred Rethel) fait naître les préoccupations sociales, comme le montrent les *Détenu dans la chapelle de la prison*, de Wilhelm Joseph Heins, ou les *Ouvriers devant le conseil municipal*, de J.-P. Hasenclever.

**La beauté imperceptible du quotidien**

Mais la vedette des dernières salles, c'est assurément Adolf von Menzel, le plus grand peintre allemand du siècle avec Friedrich et Wilhelm Leibl, le contemporain et l'ami de Courbet, si peu connu en France et dont nous aimerions qu'une autre exposition nous donne l'occasion de célébrer les mérites. Ce que nous voyons ici de Menzel, ce sont ses débuts, les études antérieures à 1850, qu'on ne sait pourquoi il ne voulait jamais publier et qui sont pourtant aujourd'hui la raison même de sa gloire.

Quel talent, en effet, et quel triomphe de la sensibilité bourgeoise découvrant le bonheur, la beauté imperceptible, essentielle du quotidien : un rideau qui bouge dans une pièce vide où la lumière pénètre à longs traits, un salon où un homme fume à la lueur d'une bougie, l'éclairage nocturne d'un escalier et cet extraordinaire dessin de la *Salle des dépôts des papiers de l'Altes Museum*, qui avec trois rehauts de blanc en dit plus que les plus longs discours sur le caractère inexorable des ruptures culturelles Michel Lacroix, dans la préface du catalogue, rapproche très justement le *Lit défait* des dessins de Wolfgang Gengen, des gouaches de Schöner, et nous-mêmes devant la *Palisse* (le simple manteau de l'artiste jeté sur un divan rouge), nous avons cru voir une des œuvres récentes d'Avigdor Aron. Quant à l'admirable *Emilie Menzel endormie*, si nous écrivions un jour un livre sur « la vie intérieure au dix-neuvième siècle », c'est peut-être ce tableau, si proche de Degas et de Proust, que nous choisirions pour en illustrer la couverture.

ANDRÉ FERMIGIER.

\* Orangerie des Tuileries. Jusqu'au 28 février.



France et dont nous aimerions qu'une autre exposition nous donne l'occasion de célébrer les mérites. Ce que nous voyons ici de Menzel, ce sont ses débuts, les études antérieures à 1850, qu'on ne sait pourquoi il ne voulait jamais publier et qui sont pourtant aujourd'hui la raison même de sa gloire.

Quel talent, en effet, et quel triomphe de la sensibilité bourgeoise découvrant le bonheur, la beauté imperceptible, essentielle du quotidien : un rideau qui bouge dans une pièce vide où la lumière pénètre à longs traits, un salon où un homme fume à la lueur d'une bougie, l'éclairage nocturne d'un escalier et cet extraordinaire dessin de la *Salle des dépôts des papiers de l'Altes Museum*, qui avec trois rehauts de blanc en dit plus que les plus longs discours sur le caractère inexorable des ruptures culturelles Michel Lacroix, dans la préface du catalogue, rapproche très justement le *Lit défait* des dessins de Wolfgang Gengen, des gouaches de Schöner, et nous-mêmes devant la *Palisse* (le simple manteau de l'artiste jeté sur un divan rouge), nous avons cru voir une des œuvres récentes d'Avigdor Aron. Quant à l'admirable *Emilie Menzel endormie*, si nous écrivions un jour un livre sur « la vie intérieure au dix-neuvième siècle », c'est peut-être ce tableau, si proche de Degas et de Proust, que nous choisirions pour en illustrer la couverture.

ANDRÉ FERMIGIER.

\* Orangerie des Tuileries. Jusqu'au 28 février.

### A PROPOS DE « CHEFS-D'ŒUVRE DES MUSÉES AMÉRICAINS »

## La vie remarquable du collectionneur Armand Hammer

BIEN avant d'achever ses études de médecine à l'université Columbia, Armand Hammer était un homme d'affaires enrichi. À l'âge de vingt-trois ans, il réalisait, pour 2 millions de dollars, l'entreprise familiale de produits pharmaceutiques qu'il avait en quelques années sauvée de la faillite : « Je voulais faire de la médecine, dit-il, et me rendre utile... » C'est ainsi que ce fils d'un militant socialiste de Brooklyn et petit-fils d'un émigré russe se rendit dans le Moscou de 1921, alors que la ville émergeait à peine de la révolution.

En fait, Armand Hammer fit des affaires. Des affaires microbolantes (sur la base du troc) qui ont marqué les relations commerciales américano-soviétiques. Aujourd'hui encore, Armand Hammer revient de Moscou, où il a réalisé d'importants contrats. Mais à côté du marché des biens d'équipement, il y a toujours les chars, ces entrepreneurs d'affaires qui nous aident à faire démarquer les échanges industriels et commerciaux avec l'étranger. Mais nous ne sommes pas encore reconnus. L'outsider Armand Hammer propose de financer l'achat du blé. Justement son prix était au plus bas à New-York. En échange, il prendrait divers biens : des fourrures, du caviar, du cuir, etc. etc.

Jusqu'à sa mort Lénine a protégé cet homme d'affaires qui servait sa politique d'équipement, il était même pris de sympathie pour lui, comme en témoignent des lettres publiées dans la récente biographie du magnat (1). Il semble qu'il voulait faire de sa réussite un exemple pour prouver qu'il était possible d'avoir des relations commerciales normales avec un Etat socialiste, et même d'y trouver son profit.

Cinq années plus tard, vers 1930, à la montée de Staline, c'est la phase de la reprise en main. Toute l'activité tend à devenir strictement soviétique. Armand Hammer n'a pas de contact avec ce dernier et déjà on attaque le « capitalisme américain » dans les journaux. Il comprend qu'il doit partir.

**La chasse au « trésor des Romanov »**

C'est dans le palais d'un marchand de l'ancien régime dépossédé par la révolution, où il vivait depuis neuf ans grâce à la protection de Lénine, qu'Armand Hammer avait amassé sa fabuleuse collection d'objets d'art russe : meubles, argenterie, tapisseries, icônes, tableaux... La maison était devenue un musée habité.

« My God ! » s'était écrié un marchand d'art américain en visite. « Si vous pouvez emporter tout cela avec vous... ! »

À l'époque, l'administration des musées n'était pas si regardante et le pays était dans le besoin. N'avait-elle pas accepté de vendre pour quelques millions de dollars, aussitôt transformés en blé, plus de trente chefs-

d'œuvre de l'Ermitage, parmi lesquels des peintures de Raphaël et de Botticelli au banquier Mellon, qui les donna ensuite à la National Gallery de Washington ?

Avec ce fonds rapporté sur le Nouveau Continent, Armand Hammer ouvrit ses galeries d'art, qui depuis alimentent musées et collections privées américaines. Il a fait de l'art un domaine où se manifestent la chaleur et la sympathie qui lui ont si bien servi dans sa vie d'homme d'affaires. Aux musées soviétiques, il a récemment offert un Goya évalué 1 million de dollars. Et les musées américains lui permettent de jouer les mécènes à bon compte. C'est à lui que le Country Museum de Los Angeles doit, après la donation d'une importante collection de peintures anciennes, d'être passé d'un statut de musée provincial à celui de grand musée. Armand Hammer vient d'acquiescer, à grand bruit publicitaire, un Rembrandt, *Junon*. Ce chef-d'œuvre est appelé à grossir une seconde collection de tableaux qu'il destine au musée de Los Angeles pour les peintures (2). Ainsi Armand Hammer dispose-t-il de son propre musée à l'intérieur d'un musée, par la grâce du système américain des « tax advantages » en faveur du mécénat. Car ce qu'il donne en œuvres d'art il ne le paie pas en impôts.

« Aujourd'hui, les Soviétiques ne veulent plus d'œuvres d'art », dit-il. Après avoir laissé disperser une part du patrimoine artistique, ils achètent, au contraire, les œuvres des grands artistes russes lorsqu'ils en trouvent sur le marché. Ils traquent à leur tour les œuvres du réaliste Répine et, dit-on, même les Malévitch (que les musées occidentaux recherchent aussi en ce moment). L'art russe d'après 1917 doit sortir des caves pour être réuni dans un vaste musée neuf, dont la construction vient de commencer sur le part des arts au bord de la Moskva et l'art pré-révolutionnaire au musée Trétiakov.

Armand Hammer a aujourd'hui un objectif qui est un espoir : montrer aux États-Unis les Chagall mis à la cave du musée Trétiakov.

JACQUES MICHEL.

\* *Chefs-d'œuvre des musées des États-Unis*, dont une série de tableaux de l'école de l'Ouest américain du dix-neuvième siècle, prêts par le Centre d'Art de la Columbia University, 2, rue Louis-Bouilly. Jusqu'au 5 décembre.

(1) *The remarkable life of Dr Armand Hammer*, par Bob Conditine, chez Harper et Row, New-York, 287 pages.

(2) Cette collection sera l'objet d'une double exposition, en mars prochain, à Paris, au musée Jacquemart-André et au Cabinet des dessins du Louvre.

feuilleton  
**PARNASSE**

**OUVERTURE**  
Vendredi 29 Octobre  
**3 CINEMAS**

**salle 1**  
**SARTRE** par lui-même  
un film de Alexandre Astruc et Michel Contat

**salle 2**  
**LE GRAND SOIR** un film de Francis Reusser

**salle 3**  
**CRIA CUERVOS** un film de Carlos Saura

11 rue Jules-Chaplain  
Tél 326 58.00 M° Vavin/Parking



## EN BREF

### Deux magazines pour choisir

Les Parisiens de la capitale et des alentours n'ont que trop l'embarras du choix quand ils veulent sortir. Théâtre, cinémas, danse, expositions, opéras, concerts, restaurants... Comment, dans ce bouillonnement fébrile qui veut répondre à tous les goûts, trouver ce qui convient au sien ? Deux magazines viennent de naître : *Sorir*, hebdomadaire (tous les mercredis, 3,80 F), propose un guide pratique assez complet, des interviews de vedettes, des articles pour être au courant de ce qui se dit, au point d'encourager la satire ; *Théâtre* (dimanche, 4,50 F) opère une sélection, se consacre uniquement au théâtre en mouvement, en « dit plus » sur les mouvements du théâtre.

### Drapiers jacobins et terreur linguistique

Sur la scène de l'Opéra-Théâtre municipal d'Avignon, André Benedetto va présenter sa dernière pièce créée en avril à Montauban, les *Drapiers jacobins* : traduction critique des drames qui, entre 1793 et 1794, jalonnent la mise en place par la bourgeoisie de son appareil d'Etat, aboutissant, entre autres, à la « terreur linguistique ».

Il a préféré la scène du Théâtre municipal en raison du grand espace requis par la mise en scène. Néanmoins, ce n'est pas l'entrée d'André Benedetto dans les circuits intégrés du spectacle : pour l'unique représentation d'Avignon des *Drapiers jacobins*, des places à tarif réduit sont offertes aux syndicats, aux comités d'entreprise, aux associations culturelles. — (Corresp.)

### Dracula-Travel

L'agence d'un chef d'Etat en direct et en exclusivité, la visite de la vieille dame dévorée par son surin, la vente des enfants (qui n'a pas son petit Vietnamien ?) : l'agence Dracula-Travel propose des excursions variées. Guy Folsy (dont c'est la trentième pièce) a imaginé pour le théâtre d'Arlette Thomas et Pierre Peyrou, cette firme spécialisée dans la satisfaction de tous les vices. Midinettes masées, voyageurs sacrés, c'est à qui s'achèverait repartir son pesant d'atrocité, et pourvu qu'il y ait du sang, il y a de la joie.

Parfois c'est de la gaîté corrosive, des gags monstrueusement drôles. Les dents grincent, malgré tout, devant les vraies photos de vrais cadavres, devant les horreurs réelles. « Vous aussi, vous aimez, vous aussi vous en êtes, alors expliquez le succès de la presse à sensation... ». Là, les comédiens font participer le public : là est sans doute le message. Le spectacle aurait alors une portée philosophique. Mais, sans fil conducteur solide, il disperse rire et malaise dans un enchevêtrement de sketches et de chansons assez mal rythmés — même si le dynamisme des acteurs (Rosine Cadoret, notamment) est entraînant.

★ Théâtre Présent, 20 h. 30.

### « Aida »

par Sophia Loren  
Près de trente films d'opéra, soit la production de la télévision italienne entre les années 50 et 60, composent le programme du premier Festival du film d'opéra de Paris, qui aura lieu du 2 au 21 novembre, dans la salle du Palais des Congrès. Séances : 20 heures et 22 heures ; surprises garanties (Sophia Loren en Aida, par exemple) ; décors naturels imposés ; bel canto de rigueur ; distributions marquantes (R. Tebaldi, F. Barbieri, etc.).

### Golem à la Renaissance Chansons de femmes au Mouffetard

L'association Golem prend en charge la programmation du Théâtre de la Renaissance, du 23 octobre au 13 novembre. Sont prévus : Francesca Solleville (le 3 novembre), Tré Yann (le 7 novembre), Ricat Barlier (le 10 novembre), etc.  
D'autre part, l'association « Chansons de femmes » présente son premier festival au Théâtre Mouffetard, les dimanches de novembre et le 5 et 12 décembre, en matinée ; en tout dix-huit heures de récitals par trente auteurs-compositeurs. Une crèche gratuite est prévue pour les enfants. Féministes, mais pas sectaires. A la première séance : Colette Magny.

★ Golem : tél. 218-47-11 et 218-36-01.  
★ Mouffetard : tél. 567-26-77.

## GÉOGRAPHIES CULTURELLES A LIRE ET A VISITER

### Leningrad, Ispahan, le Maroc...

Il y a une histoire de l'art. Il y a une géographie de l'art qui, notre goût de plus en plus vif du voyage lointain, exotique, rapide, trop rapide, aidant, peut donner lieu à d'assez insipides albums de cartes postales mais aussi à des publications sérieuses où la photographie, cherchant à fixer, à rendre sensible plutôt qu'à éblouir, permet au texte d'évoquer parfaitement le passé d'une ville, d'un ensemble de lieux ou d'objets où s'est exprimée, acrochée une culture.

Et voici deux exemples récents : *Ispahan*, d'Henri Siderlin, qui, à la fois auteur et photographe, on lui doit déjà de beaux ouvrages sur Angkor et le Mexique, bénéficie, en outre, d'une très subtile préface d'Alwy Corbin, le plus savant des iranologues ; et les *Palais de Leningrad*, où l'accord entre l'écrit et l'image est d'autant mieux assuré que les deux responsables de la publication, André et Victor Kennet, sont mari et femme (préface de John Russell).

Une documentation très soignée, qui analyse le détail des commandes, la personnalité des souverains et des constructeurs (dont on nous montre les portraits), fait des *Palais de Leningrad* une des meilleures introductions que l'on puisse lire à la prodigieuse décoration, aux folles ambitions architecturales de la Russie des tsars depuis le début du dix-huitième siècle jusqu'à l'époque d'Alexandre I<sup>er</sup>. Seul dans le cas de Camenen, interprète très discipliné du néo-classicisme à ses débuts, auteur de chefs-d'œuvre comme le corps central et les pavillons de Pavlovsk, les galeries du palais de Lektorskiï, où il succède au terrible Rastrelli, la volonté d'éblouir, d'écraser, de surpasser l'Europe, à tout prix l'emporte bien souvent sur la rigueur du parti et l'authenticité de l'architecture.

La ville devient ainsi une sorte de chant, rythmé par des nœuds, des anneaux de silence qui suggèrent eux-mêmes une autre musique. L'essentiel, en effet, dans l'enclos sacré de la mosquée, dit Henri Corbin, c'est peut-être le bassin, le miroir d'eau qui, « réfléchissant à la fois la coupole céleste, qui est le vrai dôme du temple, et les falaises recouvrant les surfaces, donne la dimension verticale, polarise le symbole au centre, opère la rencontre du ciel et de la terre ». Et, ajoute Corbin, « ce phénomène au miroir au centre de la structure du temple est également au centre de la métaphysique profane par toute une lignée de philosophes français, dont les plus illustres vécurent, à un moment ou à un autre, à Ispahan ».

Du côté de l'Islam, voici encore deux ouvrages qui retiendront l'attention : *L'Art calligraphique arabe*, d'Abdelkader Khattabi et Mohammed Sijelmassi ; les *Arts traditionnels du Maroc*, du même Mohammed Sijelmassi. Le premier est une analyse, à la fois savante et poétique de la calligraphie, « respiration du texte arabe » pour une main dansante et musulmane, code secret, dérivé de la langue, mais la jouant, la doublant par un transport visible.

Si la calligraphie, en effet, copie un texte qui a un sens, et qui lui

est « accordé d'avance », « à partir de ce lieu où se dévide le sens ; s'inaugure un simulacre qui enchante la langue dans le sens originel : il la transforme en une formule divine ». L'analyse des divers types d'écriture est d'une telle subtilité que l'on donnerait presque raison à ce calligraphe qui « dans un délire passionné a déclaré que les cultures diffèrent par la pointe de leur calame » et si nous avons moins aimé le rapprochement devenu banal entre la calligraphie et la peinture abstraite (il n'y a pas ici de texte, de code premier), la qualité de l'illustration nous a permis de retrouver l'enthousiasme qu'éprouvait l'exposition des manuscrits coraniques présentés le printemps dernier au British Museum dans le cadre du Festival de l'Islam.

Mohammed Sijelmassi a fait encore œuvre pie en consacrant une étude aussi fournie aux arts traditionnels du Maroc : nous les connaissons, en effet, assez mal, peut-être parce que l'histoire a été particulièrement incertaine à leur égard (les objets reproduits ne remontent pas au-delà du dix-huitième siècle des souverains alouites), ou parce que les collectionneurs, habitués au raffinement des productions fatimides ou persanes ont été découragés par ce qu'il y a de charge expressive dans l'art marocain, ou encore parce que nous apercevons celui-ci à travers les productions assez déprimantes de l'artisanat d'aujourd'hui.

Toujours est-il qu'il existe un art marocain, qui s'exprime aussi bien dans les tapis, les bijoux, les armes que dans les bois sculptés, la mosaïque, les céramiques (celles de Fes sont particulièrement belles) et même dans ces étonnantes poupées, dites « Taghoulas », qui sont réalisées à partir de louches ou de cuillères en bois. L'auteur analyse avec soin les caractères de l'art urbain et de l'art rural, nous donne tous les renseignements désirables sur les techniques, les matériaux, la lecture des symboles et des signes (souvent dérivés du tatouage), conclut par un appel à la renaissance des arts traditionnels à laquelle personnellement nous ne croyons pas (ni au Maroc ni ailleurs). Ce qui n'empêche pas son livre d'être une étude fort utile, d'esprit tout scientifique, écrite et pensée avec la plus loyale modestie.

A. Fr.

★ Les Palais de Leningrad, par André et Victor Kennet. Office du livre, 228 F.

★ Ispahan, image du paradis, par Henri Siderlin. Bibliothèque des Arts, 198 F.

★ L'Art calligraphique arabe, par Abdelkader Khattabi et Mohammed Sijelmassi. Chéris, 210 F.

★ Les Arts traditionnels du Maroc, par Mohammed Sijelmassi (préface de Jean Duviols). Flammarion, 172 F.

### Cyclades sur le Rhin

Un voyage rhénan au long du fleuve qui écoule lentement sa masse liquide imperturbable, sans aucun obstacle fasse barrière à sa course de Bâle vers la mer, ne devrait-il pas faire surgir encore aujourd'hui aux yeux du spectateur la vision éocycladique, à tout le moins fantomatique, des dieux et des déesses du Walhalla germanique, surtout en son « cours moyen », où les falaises vives de vignes antiques n'admettent pas l'insertion de la fabrique industrielle, obligeant le Rhin à un cours sinueux où son impétuosité est désormais domptée ?

De fait, il semble que la mythologie des bords du fleuve, sa poésie médiévale et romantique, aient sombré dans les temps modernes avec l'or du Rhin englouti par les Nibelungen et transsubstantiés en chemises d'acier, « cruching », réservoirs, silos et hauts fourneaux crachant la fumée et le feu où se consumait jadis Brunhild sur le Walhalla en flammes. Du moins l'enclos souterrain des nains est-il ainsi devenu visible, et les Walkyries ne lancent plus de cris de guerre dans leurs charroux, mais méthodiquement des hurlements de stérnes. Le romantisme des bords rhénans s'est tu, et pas plus Hans Hugo, ni Schumann, ni Wagner, ne trouveraient leur compte d'inspiration amoureuse ou visionnaire à travers ce mouvement continu en sensant ou en aval du Rhin, qui n'a pris un nouveau sens qu'en devenant les Champs-Élysées de l'industrie européenne.

Internationalité, le Rhin a noyé les légendes et les burlesques. Et, voyageur, si tu préfères conserver une vision dantesque ou élyséenne du roulement profond de l'eau devenue boursée, il vaut mieux se pencher sur les dessins noirs et blancs conservés au musée de la place des Vosges ou lire la plainte sonore de la Lorelei, écouter la vague mélodieuse de Schumann ou le grondement des accords de la Tétralogie. Ici le lyrisme est mort, la puissance est tout autre.

### Modes égéennes

Alors on s'étonne à bon droit de voir s'épanouir en ce lieu d'industrie qu'est Karlsruhe, à 34 kilomètres au nord de Strasbourg, un foyer lumineux venu d'ailleurs, d'une civilisation qui porte nos regards sur les restes de marbre ensablés datant de deux à trois mille ans avant notre ère. Que les Cyclades et leur art se soient retrouvés sur les bords du Rhin, c'est l'abord de quoi s'étonner. Mais on sait les Allemands friands, parmi d'autres, peut-être plus méthodiquement que d'autres, d'antiquité et avant tout d'hellénisme : dès le dix-huitième siècle témoignent de cet intérêt et de cette curiosité un Winckelmann, un peintre comme Mengs, dont le néo-classicisme dérive précisément de cette curiosité, et au dix-neuvième siècle, un Schelling, inventeur de Mycènes et de la tombe dite d'Agamemnon.

Cependant l'art cycladique n'est pas l'art hellénique. Non seulement il le précède dans le temps, mais encore il semble qu'à un moment donné de l'histoire du « continent » égéen, aujourd'hui éparpillé en une ronde de vingt-quatre îles, se soit produit un phénomène géologique (tectonique sans doute) de rupture brutale, violent dans le temps et dans l'espace l'effondrement d'une civilisation, d'un culte et d'une expression artistique à lui attaché, de telle sorte que la coupure est d'évidence et que la solution de continuité pratique à un véritable abîme. Toutefois, les bribes de ce qui est demeuré, inhumé ou immergé, ont avec les millénaires bien pu servir de chaînons avec les débuts de l'art géométrique du neuvième ou huitième siècle. Le Karos archaïque trouve peut-être sa genèse dans les idoles cycladiques que le visiteur a admirées cet été jusqu'à ces jours derniers au Badisches Landesmuseum de Karlsruhe, logé dans le Schloss détruit durant la dernière guerre et reconstruit suivant les plans du dix-septième siècle.

Idoles dont le caractère religieux n'échappe pas à la vision matérialiste de nos jours, quand bien même leur figuration est « adorée » présentement en raison de la qualité essentielle de leur forme plastique. Si l'homme d'aujourd'hui considère avec tant de bonheur ces formes poussées à l'extrême schématisation — les idoles dites « en forme de violon » sont, à cet égard, l'abstraction presque absolue du sculpteur qui va les suivre, — c'est que les préoccupations de l'art contemporain rejoignent dans bien des cas les modes sculpturaux des Egéens.

On aurait tort de rapprocher de façon primaire des créations de notre temps de cette formation cycladique qui ne vise qu'à l'essentiel au moyen d'une intuition de l'abstrait. Alors que le créateur d'art présente part de la figuration et aboutit au stade de la synthèse (cf. les « dos » de Matisse), les sculpteurs égéens, dès la première taille, suivent l'idée abstraite qu'ils se font d'eux-mêmes, idole-miroir élevée au rang de dieu — et ils s'y tiennent. Aussi, la tapisserie d'après Picasso (Pommes dansant sur une place malgré l'environnement, confondant l'esprit de ceux qui lient trop vite la « modernité » à un primitivisme.

Cependant, l'artiste contemporain peut être « touché » par la plénitude de ces formes réduites jusqu'en Anatolie, en de nombreuses variantes. Rarement une telle diversité est apparue dans un art dont on aurait pu croire le type figé.

### « Sainte famille »

La figure est féminine ou masculine, dressée le plus souvent agenouillée incidemment, la tête de proportion agrandie et rejetée hasardeusement en arrière, le visage en métrique marqué par la seule arête du nez (cf. la belle tête prêtée par le Louvre) ou, sur certains types, gravé d'un seul œil. Les scènes, d'après « de genre », sont exemplaires de charme et de plastique balnéaire de courbes : merveilles toujours de harpe (cinq spectateurs connus). Joueurs de flûte de Pan, et le prodigieux Groupe de trois figures que l'on tend à interpréter comme père et mère s'élevant l'enfant entre eux deux plutôt que des acrobates. Déjà la glorification de l'enfant, en quelque sorte « Sainte famille » civile, réalisée de nos jours par Max Ernst.

Même variété parmi les vases, où l'on reconnaît les fruits indigènes, grenade, melon, coupes transpercées courtes d'une lèvre fine comme un sein en creux. Réceptacles de marbre que le soleil a marqués en leur accordant une patine de miel, matière toujours en vie, grain qui intriguait encore, blanc de Perse ou de l'Inde, jaune rare et blanc qui virent le ciel. De toutes dimensions, de l'Idole schématisée (Cambridge) à l'Idole féminine monoculaire (Karlsruhe), c'est une réunion plénière cycladique, brus croisés à angle droit, dans un système volontaire, assemblée d'un bonheur lointain due à la parité d'opposition de vingt-neuf musées, celle de collections occidentales et des Etats-Unis. On aura regreté l'absence de la Grèce, dont le gouvernement interdit la sortie des musées et même des collections privées (Onassis). Naturelle est la fierté d'un patrimoine hellénique auquel notre culture est redevable. De là à refuser le prêt.

Les cinq cent quatre-vingt-un numéros récoltés dans un remarquable catalogue sont le fruit d'un labeur de trois ans que l'on doit au Dr Jürgen Thimme. Grâce lui soient rendues pour une présentation de premier ordre. Sous les auspices de l'ICOM, l'exposition outre-Rhin de l'art des Cyclades, vue sur fond de couleurs variées où le céramiste d'origine, a combié le témoin du poids intemporel de millénaires marqués : l'homme s'y retrouve perpétué à travers une leçon de grande humilité et dans l'éclat filtré d'une lumière qui n'a rien de matériellement révélateur.

PIERRE GRANVILLE

### THEATRE D'ORSAY

GRENAUD-BARRAULT  
DERNIÈRES  
jusqu'au 31 octobre

L'amante anglaise  
Marguerite Duras  
RENTOURNAVE  
jusqu'au 4 novembre

Chrysothémis  
Yannis Ritsos  
jusqu'au 7 novembre

Portrait de Dora  
Hélène Cixous

7, quai Anatole France - 549.38.53

T.B.B.  
THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT  
JUSQU'AU 14 NOVEMBRE  
SEULEMENT.

SIGNÉ : *Orning*  
BORIS VIAN  
MOULOU DJI

### CENTRE CULTUREL DU MARAIS

Musique-Danse : 27 octobre - 25 novembre à 21 heures  
LES POST-MODERN AMÉRICAINS  
15 programmes différents

27 octobre : SAN ANDREAS FAULT - Chant-musique  
28 octobre : JOAN LA BARBARA - Chant-solo  
29-30 octobre : PHILIP GLASS - Musique-solo

26-28, rue des Francs-Bourgeois (3<sup>e</sup>), 278-66-65

ELYSEE - MONTMARTRE  
72 boulevard de la Chapelle, Paris 18<sup>e</sup>, m<sup>et</sup> anvers, tél. 606.38.79

COLUCHE

et myriam mezières  
dans  
Ginette Lacaze

Soirées 20h15 Matinées samedi et dimanche 17h  
(Relâche dimanche soir et lundi)



Soirées 20h15 Matinées samedi et dimanche 17h  
(Relâche dimanche soir et lundi)

Jp 11-66-150



**« Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère »**

Dessin de BONNAFFE.

Tout cela est relaté par René Allio avec un réalisme presque effrayant. On pense à Balzac, bien sûr, mais également,

**JEAN DE BARONCELLI.**

★ à Mol, Pierre Rivière... 3, sortie ce mercredi 27 octobre aux cinémas Gît-le-Cœur et aux trois LUXEMBOURG.

## «Le meurtre, un grand moment historique pour des vies obscures»

« Ils savent que le cinéma et la province, ça fonctionne comme une armée d'occupation. Ça repart en laissant l'herbe couchée et des papiers gras. Là, ils ont compris que l'enjeu, c'était la représentation du monde paysan. Finalement, le film a joué le rôle d'une animation culturelle, avec tous ses prolongements. »

Propos recueillis par  
**CLAIRE DEVARRIEUX.**

## LUI, CLAUDE HÉBERT

tion, leur sautent aux yeux.

Claude Hébert espère « être payé plus par le travail ». Il ne veut donc pas « parler en leur nom » mais « les aider à parler », car, dit-il, il faut « parler de la vie, faire prendre connaissance des problèmes des gens sans les mettre en face contre les autres ». De nouveau, il est sévère pour la télévision, s'indigne contre la manière dont on a parlé de la sécheresse. « On a dit que la sécheresse était la faute de la nation, on leur a mis les gens à dos, à cause des impôts ». Sur l'information, il a beaucoup de choses à raconter. Et il espère que les journalistes sauront tirer l'expérience que les paysans ont vécue avec René Allio, l'occasion de travail et d'expression collective. Maintenant il est au chômage. Les conditions de paiement continueront-elles dans le même sens. En tout cas, il entend bien résister.

ter fils de paysans. Là, il rit :  
« Et, fils de paysans, je veux  
garder les pieds sur terre. »

CL. D.

**la pêniche**  
carré saint martin quat de vâlmy  
205 40 39  
du 1 au 20 nov  
à 20h30  
en attendant godot  
du 5 au 10 nov  
à 23h30  
au dela du rio



# LE PRIX

## DE

### LA CRÉATION

**L**e théâtre non commercial — c'est-à-dire les divers organismes subventionnés, quel que soit leur statut ou leur absence de statut — a dépassé l'âge artisanal, mais le budget du secrétariat d'Etat à la culture reste toujours largement au-dessous de ses besoins, qui ont augmenté en fonction de son développement et de son influence. Nous pourrions ici la série de témoignages (le Monde du 14 octobre) sur la situation de ce théâtre service public, par ceux qui le font.

Daniel Benoin a été nommé à Saint-Etienne en même temps que Bruno Bayen à Toulouse. Deux jeunes créateurs s'éloignant de la tradition. Bruno Bayen, pour des raisons financières, a été obligé de licencier des comédiens, de renoncer à la reprise de *Parcours impossible* (le Monde du 27 octobre) pour un spectacle moins coûteux, *Torquato Tasso de Goethe*, qui sera créé au Théâtre de Gennevilliers, que dirige Bernard Sobel.

Des Etats-Unis, où il présente le *Pavillon au bord de la rivière*, Bernard Sobel nous envoie ces « notes rédigées dans un aéroport, avec dans la tête l'Empédocle, lire Hölderlin de Klaus Grüber, par la Schaubühne de Berlin, et dans la bouche, toujours cet arrière-goût amer de discussions, comment dire, « pénibles », à propos de cachots avec celles et ceux sans qui je ne serais pas même en mesure de travailler ».



## Témoignages de deux animateurs

# Le contrat artistique est doublé d'un contrat social

par DANIEL BENOIN

**U**NE année d'expérience à la tête d'un centre dramatique national me conduit, en tant que directeur nouvellement installé, à un certain nombre de réflexions d'une évidence criante que l'on a, consciemment ou inconsciemment, pris soin de me cacher avant ma nomination. Etant animateur d'une jeune compagnie, l'Estrade, installée au théâtre Sorano à Vincennes depuis quatre ans, je n'étais pas préparé à la confrontation avec un organisme préexistant, des réalités locales, une situation juridique complexe.

Mais qu'importe ! Je pensais pourtant, avec les nouveaux moyens financiers et matériels qui nous étaient attribués, à Guy Luzzani et à moi-même, comme directeurs du centre, pouvoir pérenniser et élargir l'activité que nous avions menée auparavant, en bénéficiant de toutes les potentialités de ce type d'organisme et vivre une véritable expérience de symbiose avec des spectateurs ne subissant pas les effets du pacifisme, et aller ainsi à la recherche d'un élargissement du public populaire sur des bases esthétiques et politiques nouvelles. Je pensais pouvoir intégrer la troupe de l'Estrade à ces objectifs ; mais les charges financières du centre et notre volonté à Guy Luzzani et à moi-même de ne pas procéder à des licenciements ne m'ont pas permis de le faire. Ayant cependant reçu l'assurance que la troupe continuerait son travail à Vincennes, je partis pour Saint-Etienne un peu comme un fournisseur prend ses fonctions dans un nouveau lycée ou un curé dans une nouvelle paroisse.

J'ai compris très rapidement mon erreur : la réalité quotidienne de la décentralisation est aujourd'hui la résultante d'une série de contradictions majeures que l'on n'a pas toujours dénoncées. Cette problématique trouve son origine dans l'antinomie de base existant dans les contrats, entre l'aventure sociale et l'aventure artistique qui se proposent à nous. En effet, une lecture attentive des contrats de décentralisation permet de constater que l'Etat signe avec un ou plusieurs individus un contrat « institué personne » par lequel ceux-ci s'en-

gagent à créer X spectacles et à les faire jouer Y fois dans une région déterminée, en contrepartie de quoi celui-ci leur verse une subvention annuelle S. Il n'est fait aucune référence à une structure pré-existante. Or, dans la réalité, ce contrat artistique est doublé d'un contrat social : prendre la direction et la responsabilité d'une institution ayant, dans le cas de Saint-Etienne, près de trente ans d'âge.

Ainsi, au moment où nous obtenons les moyens financiers qui peuvent faire vivre une compagnie et lui permettent de créer, on nous demande de les utiliser pour perpétuer une institution, dont l'existence est indispensable, mais qui peut être fort éloignée de la fluidité nécessaire à toute action créatrice. Cette contradiction, qu'il faut absolument dépasser, se révèle fort logiquement sous les deux aspects de ses composantes.

## Le temps de la gestion

Puisqu'un directeur prend en charge une véritable entreprise, il est important de dire quelles sont les conséquences de cette responsabilité. En un an, j'ai passé environ 90 % de mon temps de travail à organiser, gérer, trouver des solutions à des problèmes d'emploi, de rémunérations, d'horaires, de contrôle budgétaire. Pendant cette même période, je n'ai monté aucun spectacle, alors que j'en créais sept en vingt-sept mois à Vincennes. Ces deux éléments sont significatifs, non seulement de la partition d'un emploi du temps de directeur, mais également des déséquilibres humains et financiers qui s'inscrivent dans la structure d'un centre dramatique national.

Un déséquilibre humain parce que l'équipe mise en place par Jean Dasté, avec ses extraordinaires qualités d'expérience et de professionnalisme, s'est souvent rigidifiée, structurée, hiérarchisée, comme dans n'importe quelle F.M.E. Cette situation n'a pas été provoquée par un quelconque vieillissement prématuré ou des particularités catégorielles, mais par l'insécurité totale dans laquelle se trouvent les diverses catégories professionnelles de l'action culturelle (comédiens,

techniciens, animateurs, etc.), par la méfiance née des incertitudes du passé, enfin, par la pénurie de fait dans laquelle le pouvoir a toujours laissé, malgré certains efforts ponctuels, les centres dramatiques. Face à ce problème, j'ai dû revoir ma position et tenter une approche plus progressive d'un schéma de travail responsable.

Un déséquilibre financier parce que les charges fixes (salaires des permanents, charges sociales et frais incompressibles) représentent près de 80 % de la totalité du budget. Cela signifie que les subventions nationales couvrent à peine cette masse qui, en 1976, est de l'ordre de 2 800 000 francs. Ce déséquilibre est accentué par le besoin bien légitime qu'a le public de voir des spectacles extérieurs aux créations du centre et que nous sommes les seuls à accueillir dans la région : coût, 500 000 francs de déficit en 1975-1976. Malgré l'aide souvent importante de la ville ou des collecti-

vités locales, il reste bien peu de moyens pour la création, qui est pourtant notre seule charge juridique stipulée par le contrat.

## L'aventure artistique

C'est dans le cadre de ces contraintes qu'il nous faut mener à bien notre aventure artistique en essayant de dialoguer constamment avec le public. Car le public existe tant quantitativement (huit mille spectateurs en moyenne par création pour une zone urbaine de quatre cent mille habitants) que qualitativement (par sa volonté constante de dialogue et de communication avec les objets créés). Certes, la recherche d'un nouveau théâtre populaire qui se concrétise par un théâtre populaire de recherche ne se fait pas sans heurt. Dès qu'un spectacle s'éloigne des normes théâtrales conçues au dix-neuvième siècle, dès que l'on propose un discours multidimensionnel à la place du mensonge de l'univoque, dès que l'on touche au sacré-sain réalisme au profit de l'imaginaire

ou au conscient au profit de l'inconscient, toute une série de barrières se dressent. Cependant, un véritable dialogue est possible et seule une véritable communication manque entre un public, souvent réconforté par des schémas traditionnels et simplificateurs, et des spectacles estimés difficiles et qui pourtant agissent comme les miroirs révélateurs d'une sensibilité souvent étouffée, d'une imagination frustrée.

C'est cet espoir véritable qui donne encore et malgré tout son sens à la décentralisation. C'est cet espoir qui nous a conduits à nous organiser entre centres dramatiques de la région Rhône-Alpes (Lyon, Grenoble, Saint-Etienne) pour rendre compte d'une situation et mettre en place les premiers éléments d'un véritable combat pour préserver le droit à la création. C'est cet espoir qui nous fait lutter pour la reconstruction des institutions existantes, pour la reconstitution d'équipes cohérentes, pour la régénérescence de l'esprit de la décentralisation dramatique.

## CE CENTIME QUI BRULE LES DOIGTS

par BERNARD SOBEL

**L**e quel de la gaffe du décor d'Empédocle avec l'écriture : « Attention, il est interdit de rester sur place », se superpose au Kennedy Airport. Quelle occasion de mesurer le décalage : l'Ensemble théâtral aux Etats-Unis pour le bicentenaire avec un mini-opéra chinois du treizième siècle, et dans les oreilles, la voix chaleureuse de Lucien Lantier, le maître de Gennevilliers, nous souhaitant bonne chance et bon travail, et cette sincèrement dépolée d'un haut fonctionnaire du secrétariat d'Etat à la culture ne pouvant m'assurer que nous toucherons les 20 000 F promis par le précédent secrétaire d'Etat, et le projet de travail sur les Paysans de Balzac où il nous faudra bien passer de telle scène ou de tel personnage : « Il y aura des victimes et nous le regrettons », s'est entendu dire Bruno Bayen. Combien d'acteurs à 3 500 F par mois, et le décor et les costumes avec quel argent ? Parions-en de la dignité « civique » de notre métier. Et Bruno Bayen, justement, qui se débat pour ne pas se taire, il n'aurait pas fait preuve, par là, de « beaucoup de raison ni de prudence ». Et si Chéreau avait fait preuve de raison et de prudence, de sens « des responsabilités » comme

on dit et bien ?... Le sens des responsabilités, de qui est-on en droit de l'attendre au juste ? De ceux qu'on force sans arrêt à danser sur la corde raide ? Bruno Bayen parlait par la voix de Goethe, il ne lui en coûtera que cinq comédiens, mais les autres, ceux du spectacle étriqué, ceux qui se trouvent sans travail, quand auront-ils la parole ? Le sens de la dignité, de qui est-on en droit de l'attendre au juste ? De ceux qu'on traite en saltimbanques ? Il faut s'accrocher pour y croire, pour ne pas perdre la tête, il faut serrer les dents pour ne pas se sentir coupable, coupable de quoi ? Mais d'être des parasites de luxe.

Je tends la main, nous tendons tous la main, qui peut exiger de nous de ne pas ressentir les miaulements qu'on nous accorde comme des aumônes. Pour qui tout cela ? Chaque humiliation, chaque abaissement pour recevoir un centime vous renvoient la question avec violence à la figure : Il nous brûle les doigts ce centime...

La rentabilité de notre travail, parions-en, oui, parions-en haut et fort, en ce temps du mépris. « Attention, il est interdit de rester sur place. »

**U.G.C. OPÉRA**

7 SALLES

à partir du 27 Octobre 1976

**MR. KLEIN**

**SI C'ÉTAIT A REFAIRE**  
(à partir du 29 Octobre)

**LE BAL DES VAMPIRES**

**GODZILLA 1980**

**COURS APRÈS MOI QUE JE T'ATTRAPE**

**LE LAURÉAT**

**L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE**

27, Boulevard des Capucines (angle rue Daunou)  
Téléphone Informations : 261-50-32

Yatagan

l'eau de toilette irrésistible  
des PARFUMS CARON

JPM 150



150

## DES SPECTACLES

LE MONDE — 28 octobre 1976 — Page 21

### CHORÉGRAPHIES ET MUSIQUES D'UN AUTOMNE STYRIEN

## Danser avec du quotidien, des cailloux, de l'espace

L'ÉVÈNEMENT de l'automne styrien qui se tient actuellement à Graz, pittoresque et ravissante capitale de la province de Styrie, ce sont cette année les spectacles de danse moderne. Cela fait sept ans que les Autrichiens n'ont pas eu l'occasion d'assister à un véritable festival de ballets. Il leur a fallu de l'audace, après cette longue attente, pour oser renouer avec cet art à travers la danse contemporaine d'avant-garde. L'entreprise n'a pas été vaine et l'on en juge par l'accueil chaleureux ou hostile, réducteur ou patient, mais rarement indifférent, que le public a réservé à cette manifestation.

L'épreuve était difficile, même pour un public qui, tous les ans, fréquente de plus en plus largement — soixante mille spectateurs en 1975 — l'Autisme styrien et sait ce qui l'attend : la confrontation, durant près de deux mois et demi, avec l'art contemporain. On l'avait habituée à découvrir des œuvres modernes, tant en cinéma, en peinture, en musique, en jazz, en littérature, en poésie, qu'en théâtre. Ne manquant à cette palette que l'art chorégraphique.

Six compagnies et danseurs individuels ont été invités à Graz, venus de New-York, d'Amsterdam, de Cologne et de Düsseldorf. Il fallait donc la difficulté. Aussi le programme équilibré et judicieux des genres en présentant des compagnies déjà connues sur le plan international comme la London Contemporary Dance Theatre et le Tanz Forum de Cologne, et des troupes de danseurs qui étaient moins, en tout cas en Autriche, comme le Kai Takel's Moving Earth (New-York). Klaus Rinke ou Douglas Dunn. Si les premières ont conquis sans peine le public, ce sont surtout les recherches présentées par les derniers qui ont retenu l'attention.

#### Les murs qui enserrant les individus

A Graz, la troupe de la Japonaise Kai Takel a interprété plusieurs parties de son cycle Light et une pièce plus illustrative intitulée Lunch. Un chat noir évolue au milieu des trois personnages, un homme et deux femmes enfermées dans la banalité des gestes quotidiens. Le résultat est peu convaincant, et surtout peu représentatif du style de Kai Takel. Un vrai moment de poésie toutefois :

lorsque les deux femmes, après s'être aidées l'une l'autre à se dévêtir pour apparaître en simple corset, se maquillent mutuellement le visage.

Dans les diverses séquences de Light, long cycle dont la représentation intégrale ne dure pas moins de sept heures, le rythme des évolutions est tour à tour le son des cailloux que les danseurs lancent l'un sur l'autre et frappent l'un contre l'autre. Dans Light 12, ceux-ci avancent en cercle en frappant du pied le sol (le sol) presque entièrement recouvert de pierres dans un cadencement monotone et répétitif jusqu'à l'exaspération. Les pierres, élément caractéristique par-là de l'expression japonaise, sont censées symboliser les murs qui enserrant les individus. Light veut représenter toute la vie de l'homme, les tourments du travail, de la lutte quotidienne pour la survie, l'espérance aussi.

#### Un bonnet de laine vert enfoncé

Née au Japon, Kai Takel y a appris dès l'enfance la danse classique japonaise, puis moderne avec Kenji Hiraki qui en est l'un des fondateurs. Remarquée par Anne Sokolov en 1967, elle part pour les États-Unis où elle fréquente l'école Juilliard du centre Lincoln. Très vite elle prend ses distances et crée son propre groupe. Son principe : choisir des danseurs, non pour leurs qualités de danseurs — la plupart n'en ont pas la formation — mais pour leur aptitude à savoir exprimer les gestes de la vie quotidienne. Chacun peut, doit même, signifier ce qu'il ressent personnellement. Kai Takel ne souhaite pas faire passer un message, affirme-t-elle, elle veut provoquer le spectateur. Elle y parvient. Son spectacle, que l'on ne peut qualifier ni d'illustratif ni d'abstrait, agace et oppresse à la fois. Les seuls moments de détente surviennent quand cette frêle petite femme se met à danser à son tour.

Face à la pesanteur du Kai Takel's Moving Earth, les enchaînements subtils, la légèreté, la richesse d'interprétation qu'offre Douglas Dunn (New-York) dans son solo Early and Late, tournaient un saisissant contraste.

Chez Douglas Dunn, tout est mouvement, impulsion, une impulsion qui semble ne jamais s'arrêter. Mais il ne faut pas s'y tromper, chaque geste est maîtrisé. Un bonnet de laine vert enfoncé sur ses cheveux blancs, un

visage algi où brillent des yeux féroces, tendres, malins. Long, mince, chemise rouge, baskets rouges, pantalon gris rayé de blanc, ceinture rouge, Douglas Dunn aime le rouge. Merveilleux danseur et chorégraphe, cherche l'espace, le happe, le libère. Qui s'enroule, se déroule à un rythme vertigineux. Qui s'arrête, puis brusquement tourne sur lui-même, s'envole, s'allonge sur le sol. On ne s'aperçoit pas tout de suite qu'aucune musique ne soutient sa danse. Elle est en lui, elle émane de lui. Tellement fort qu'un moment donné, le corps collé dans l'angle de deux panneaux blancs, les yeux fermés, les bras écartés, la bouche grande ouverte, on croit entendre un long cri de souffrance qui ne sortira jamais.

Pas de musique non plus avec Klaus Rinke (Düsseldorf). Il se produisait ici pour la première fois sur une scène. Cet artiste, peintre à l'origine, qui expose actuellement à Paris (la Monde du 21 octobre), était habillé jusqu'au bout en blanc, dans grands espaces au milieu de ses œuvres photographiques. Athlétique, épaisse ligneuse trépanée, jeans, tee-shirt, grosses chaussures noires, Klaus Rinke se met en fonction de l'espace et du temps. Il ne se déplace pas comme danseur : il est venu à l'expression corporelle, explique-t-il, directement de l'art visuel. Il réinvente la marche. Court devient même avec lui une aventure. Et c'est une aventure qui permet, affirme-t-il, de s'identifier, simplement en changeant de place. Parce que pour lui, se donner à soi-même la possibilité de se déplacer d'un point à un autre, c'est déjà prendre conscience de sa propre personnalité. C'est décider de briser un cercle. Avec un pouvoir de concentration étonnant, Klaus Rinke parvient à faire disparaître l'espace qui l'entoure.

Avec sa partenaire Monika Baumgartl, sous la pendule accrochée au mur blanc, ils forment, tête contre tête, lui penché vers elle, elle dressée vers lui, un carré parfait. Ils se nouent, se séparent, se retournent dos au mur : rencontre, amour, séparation.

Sur la place de la ville, Klaus Rinke s'est immergé pendant une demi-heure dans une cuve remplie d'eau, au grand émoi des badauds. Ce fut, jusqu'à présent, la seule « provocation » de ce festival, qui, malgré sa hardiesse, semble, cette année, s'être un peu assagi.

ANITA RIND.

## Le centre d'un oratorio

IL fallait faire le compte des premières auditions pour l'Autriche depuis neuf ans. On n'omettrait sans doute rien d'important en citant exclusivement les programmes de Musik Protokoll.

Créé à Graz en 1968, ce Festival de musique contemporaine s'insère dans un ensemble plus vaste : l'Autisme styrien dont les tendances et le succès devraient inquiéter les Vennolles. Mais à Vienne, où l'école de Schoenberg a laissé une odeur de soufre, on aime encore bien Strauss, Johann ou Richard, et même Brahms, Bruckner, Mahler certains jours.

A Graz, où le public et les organisateurs font preuve d'une ouverture d'esprit et d'une curiosité beaucoup plus évidentes, on ne néglige pas pour autant le passé : par exemple, on donnait cette fois Die ferne Klang, opéra de Franz Schreker ; la Sonatine pour violon et piano, de Schoenberg ; Sensation, extrait des Sette fogli, de Busoni, pour violon seul (interprété avec beaucoup de finesse et d'invention par Thomas Christen). Au fil des programmes, on relève également certaines pièces récentes qui font la tournée des festivals : Un jour comme un autre, de Vinko Globokar ; Black Angels, de George Crumb ; Perséphone, de Xenakis (par les Percussions de Strasbourg).

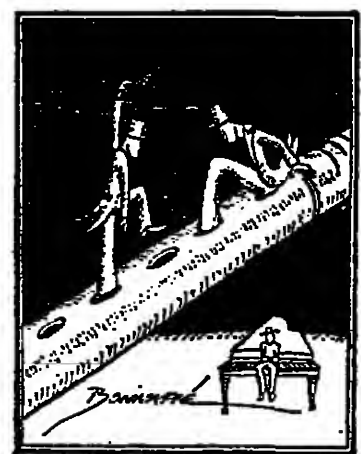
Mais le Festival passe également commande pour des créations : la plus spectaculaire, cette année, était celle d'un oratorio pour la cathédrale, confiée à Lorenzo Ferrero (1951) dont la Missa brevis avait rencontré, en 1975, un réel succès. Depuis, Lorenzo Ferrero (1951), dont la Missa (Sighed), à Argentin, (Die dreimalige Akkord), à la Biennale de Venise (Romanza senza parole), et Harry Halbreich lui avait demandé une œuvre nouvelle pour l'organe 1977. Actuellement, il travaille à un concerto pour synthétiseur et orchestre dont Munich aura la première au printemps prochain tandis qu'une pièce de théâtre musical attend dans ses cartons une scène pour l'acoustique.

Il est toujours inquiétant de voir un jeune artiste sortir du rang si rapidement et commencer

une carrière internationale avant d'avoir pu mûrir son style, faisant en pleine lumière l'expérience d'une technique, d'un langage, et livré à la critique qui ne peut pas toujours entrer dans ces considérations. Dans le cas de Lorenzo Ferrero, pourtant, il est remarquable de constater que les réserves qu'on peut formuler ne concernent jamais la forme générale, le fond ou les moyens mis en œuvre ; au contraire, l'idée initiale de la composition reste non seulement perceptible, mais s'impose avec une netteté convaincante.

« Le néant où l'on ne peut arriver », sa dernière œuvre créée à Graz, est, à cet égard, très significative. Elle repose sur deux textes de Pascal : le Mémoire, qui forme la partie centrale, et le chapitre des Pensées situant l'homme entre l'infiniment grand (« l'univers est une sphère dont le centre est partout ») et l'infiniment petit (« le néant où l'on ne peut arriver »), ces deux idées forment les parties extrêmes de l'oratorio. L'effectif vocal et instrumental comprend un ensemble de cuivres et de percussions, deux petits chœurs, six solistes (ce sont eux qui chantent, entre autres, le Mémoire), a capella l'orgue et un chœur d'enfants.

L'œuvre débute par des tenus graves de cuivres et de percussions pianissimo puis, dans l'algue, de trois psalteries ; sur cette trame changeante le glockenspiel, le xylophone et les crotales égrènent quelques notes rapides à plusieurs reprises. Entrée progressive des choristes, en commençant par les basses (à l'autre bout de l'église : une voix d'enfant doublée par l'orgue), auxquels se joignent les solistes, tandis que les figures rythmiques vont en s'accroissant et en se diversifiant jusqu'à ce que se forment des blocs de textures différentes qui se superposent jusqu'à un tutti fortissimo. C'est cet instant que Ferrero a choisi pour l'entrée du chœur d'enfants : placés sur la tribune, ceux-ci chantent tantôt à l'unisson, tantôt à deux ou trois parties ; on perçoit une tonalité, mais elle est chaque fois remise en question par le retour, l'espace d'un ou deux accords, de toute la masse vocale et ins-



trumentale. Cette première partie s'achève, andante religioso, sur un « la » tenu par les voix d'enfants, tandis que l'orgue module à l'infini : le centre est partout, la circonférence nulle part. L'effet est simple, direct, tout en restant discret.

Le chœur a capella commence sur l'accord final : d'abord parlé, homorythmique, il présente à plusieurs reprises des entrées en imitations de plus en plus déliées. Le style contrapuntique rappelle certains procédés de la musique répétitive, les longueurs en moins. Ce deuxième volet se clôt sur une brève section de caractère harmonique d'autant plus curieuse que son équilibre n'est ni celui des tensions de la musique atonale ni celui des attractions tonales : c'est que, sans jamais l'élever en système, Lorenzo Ferrero porte un soin tout particulier à la mise en œuvre des principes découlant des lois de la résonance des corps sonores.

La dernière partie n'est peut-être pas la plus intéressante : c'est un finale avec tutti obligés et diverses sections contrastées faciles à imaginer : petites touches pianissimo, tenus calmes, blocs harmoniques staccato comme les coups d'un marteau sur l'enclume. Tout cela d'ailleurs est d'un grand caractère, avec une fin émouvante (voix, cloches et psalteries), mais on attendait autre chose de plus nettement personnel.

L'exécution, confiée en majeure partie à des musiciens de Graz a été plus que satisfaisante ; la personnalité du chef, Wolfgang Bozza, n'y est certainement pas étrangère.

GÉRARD CONDÉ.

\* Diffusion ultérieure sur France-Musique des principales manifestations de Musik Protokoll.

ÉLYSÉES CINÉMA VO - QUINTETTE VO - DRAGON VO - UGC NORMANDIE VF  
HELDER VF - MAXEVILLE VF - LES 3 NATION VF - UGC Gobelins VF  
MONTMARNASSE PATHÉ VF - GAUMONT CONVENTION VF - CLICHY PATHÉ VF  
PARAMOUNT MAILLOT VF - CYRANO Versailles VF - ÉPICENTRE Épinay VF - ARTEL  
Rosny VF - CLUB Maisons-Alfort VF - ARTEL Nogent VF - GAMMA Argenteuil VF  
LES FLANADES Sarcelles VF

L'UN VOLE! L'UN TUE!... LES AUTRES MEURENT!



### MISSOURI BREAKS

ELLIOTT KASTNER présente MARLON BRANDO - JACK NICHOLSON  
avec Mary ARTHUR PENN MISSOURI BREAKS adapté par ARTHUR PENN  
Produit par ELLIOTT KASTNER et ROBERT M. KRAMER  
Monté par JOHN WILLIAMS  
Distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS

MAISON DES ARTS/CRÉTEIL  
Métro Créteil-Préfecture (ligne n° 8)

# ZAO

CONCERT POP

le 29 octobre à 20 h. 30

Renseignements, location : 839-94-68  
Prix des places : Abonnés, 20 F. Étudiants-Jeunes Travailleurs, 15 F.  
Scolaires-Troisième Art, 10 F. Non abonnés, 20 et 30 F.

SEUL À PARIS STUDIO DES URSULINES (V.O.) - Tél. 033-39-19

### Le nouveau film d'ERMANNO OLMI Un certain jour...

« Un certain jour » est une musique aussi parfaite que « Il Postò ». C'est un film qui est un enrichissement pour le cœur et pour l'esprit. Il est à recommander à tous.

R. CHAZAL (France-Bois).

« Un film original, attachant, intelligent. Un film à voir à tout prix pour l'immense richesse des thèmes qu'il propose. »

H. CHAPIER (Quotidien de Paris).

### AU STAATSOOPER DE VIENNE

#### « Les Troyens » dans la redondance

QUE le Staatsoper de Vienne ait choisi les Troyens pour sa première production de la saison n'a, en soi, rien d'étonnant. Il s'agit d'un ouvrage hors du commun, chef-d'œuvre dont tout le monde parle et qu'on ne voit presque jamais, et surtout pas à l'Opéra de Paris si curieux que cela puisse paraître. En effet, les Troyens ne font pas partie de ce qu'on appelle le « répertoire ». C'est tout naturel : le caractère exceptionnel de l'œuvre n'en est que mieux respecté. Conscient des obstacles qui surgissent une fois de plus au moment de la faire représenter, Berlioz semble d'ailleurs avoir accumulé à plaisir les difficultés de réalisation, proclamant haut les cieux que ces théâtres de prestige où les jeunes n'ont pas le droit de danser en brandissant des arbres enflammés, où la foudre ne tombe pas et qui n'offrent pas la possibilité d'inonder le plateau avec des autoroutes. Il n'existera donc probablement jamais de mise en scène à la hauteur des exigences du compositeur.

Celle du Staatsoper de Vienne, signée Tom O'Organ (le meilleur en scène de Hair et de Jésus-Christ super star) est assez affligeante. On y voit les choristes, déguisés tantôt en Troyens tantôt en Carthaginois, lever les bras au ciel dès qu'on évoque ou qu'il se produit quelque chose d'effrayant — quel contraste avec la musique si peu redondante ! Quant à Didon, elle marche le plus souvent les mains en avant, montrant à quel point la douleur l'aveugle. Si on peut reprocher leur caractère trop franchement tyrolien aux danses du peuple au lever du rideau, on admirera l'imagination de Wesley Fato, transformant la Chasse royale en un épisode chorégraphique très parisien : Didon et Enée veulent s'aimer, le vilain roi les en empêche. Heureusement tout cela s'achève par la victoire sur les Numides vêtus de peaux de bêtes : l'ennemi devenant gibier, on perçoit là une intéressante cri-

tique du colonialisme carthaginois. Il reste encore à comprendre pourquoi on nous sert les petits chanteurs de Vienne à la place des tendres esclaves capotés.

Faut-il pouvoir parler des décors insignifiants à force de gratuité esthétisante. Il reste l'essentiel : la musique, ou du moins ce qui subsiste d'une consciencieuse épurée réduisant d'un bon tiers les trois derniers actes.

Responsable peut-être d'une partie de ces « arrangements » (laissons à d'autres le soin d'affirmer qu'ils sont salutaires), Gerd Albrecht, le chef d'orchestre, se montre cependant très convaincant et résout l'ambiguïté fondamentale entre un sujet épique et la couleur essentiellement intime de la partition. Si l'orchestre n'en a pas encore vaincu toutes les difficultés, il méritait pourtant les applaudissements soulevés que le public lui a décernés à plusieurs reprises : dirigés par Norbert Balatsch, les chœurs n'étaient pas moins remarquables. De la distribution assez moyenne — mais les poils blancs de plusieurs artistes, avec un vibrato particulier, peuvent-elles convenir à l'écriture vocale si particulière de Berlioz ? — on retiendra surtout la Cassandra d'Helga Dernesch, avec une excellente prononciation et un style sobre. Venant après elle, dans le rôle parallèle de Didon, Christa Ludwig a beaucoup souffert de la comparaison : comparaison inutile d'ailleurs, mais inévitable, entre deux chanteuses qui se trouvent à des moments différents de leur carrière. Dans le rôle d'Enée, Guy Chauvet s'est montré parfois plus convaincant notamment à Genève, il y a deux ans. Dans des emplois plus secondaires, il faut signaler une jeune soprano : Sona Ghazarian (Assyrie) et le nor Hori Lawenthal (Iopas).

Il reste à l'Opéra de Vienne le mérite d'avoir eu l'idée de monter les Troyens, et au public celui de savoir manifester poitment le désir de voir une autre production. — G. C.



LE MONDE ÉPIQUE  
DE  
CHOSTAKOVITCH

La publication de l'intégrale des symphonies de Chostakovitch, dans l'interprétation somptueuse et rigoureuse de la Philharmonie de Moscou dirigée par Kirill Kondrachine, est l'événement discographique de cet automne, qui vient pallier, un an après la mort du grand compositeur soviétique, la carence des sociétés de concerts en France. Cette intégrale soutiendrait pourtant la comparaison avec celle des symphonies de Mahler, si longtemps négligées. Il n'est certainement pas « prudent » pour l'avenir de parler avec dédain de ce véritable continent musical (plus de dix heures d'audition) comparable aux romans-fleuves de la littérature russe avec ses visions cinématographiques et épiques, ses grandes méditations sur la destinée humaine.

Pour en prendre la mesure, on aura intérêt à l'écouter dans l'ordre inverse de la chronologie, en commençant par les chefs-d'œuvre de la fin qui éclairent la démarche et la personnalité complexes de Chostakovitch, puis à reprendre par le début : la Première Symphonie, d'une étincelante jeunesse; la Deuxième et la Troisième, avec choeurs, essais pour combiner un langage serré à l'occidentale avec l'humanisme révolutionnaire; la Quatrième, bouillonnante de vie, désordonnée et fantastique; la Cinquième, introspective, romantique; la Sixième, d'une violence abrupte; la Septième, célébration du siège de Leningrad; la Huitième, une des plus extraordinaires, puissant chef-d'œuvre tragique; la Neuvième, un peu courte et superficielle pour fêter dignement la victoire sur le nazisme; la Dixième, autre chef-d'œuvre purement lyrique; la Onzième, film à la manière d'Eisenstein sur les massacres de 1905; la Douzième, qui évoque de façon moins convaincante la révolution d'octobre; la Treizième sur des poèmes d'Evtouchenko, l'œuvre la plus ouvertement critique de Chostakovitch; la Quatorzième, poignante méditation sur la mort à travers des poèmes de Lorca, Apollinaire et Rilke, et la Quinzième Symphonie (1971), mystérieuse, inégale, dominée par le thème du Destin de la Tétralogie. En Chostakovitch, l'homme, qui domine de très haut le musicien officiel, n'a pas fini de grandir (quatorze disques Chant du Monde, LDX 7882/1634; en souscription : 483 F).

DISQUES  
CLASSIQUES● CLEMENCIC OU LE MOYEN  
ÂGE VIVANT.

La télévision française a récemment fait connaître la Clemencic Consort qui se consacre à la résurrection des musiques du Moyen Âge. On aura été séduit tant par la « nouveauté » de ces musiques et de ces textes arrachés à la poussière des bibliothèques que par la vitalité, la jeunesse, la spontanéité joyeuse de cette troupe puisant à pleines mains dans des trésors.

Leurs disques ont la même vertu explosive, en particulier les Carmina burana (quatre disques parus, Harmonia Mundi, 335/338), poèmes, chansons galantes, poèmes d'amour, recueillis dans un couvent bavarois, où l'on retrouvera la Messe des loueurs, truculente, blasphematoire, irrésistible (HMU 337), et le Roman de Fauvel, non moins savoureux et contestataire, qui malmenait durement les rois et le pape (HM 994). Mais la Clemencic Consort n'excellait pas moins dans les grandes œuvres religieuses, tels l'admirable Requiem mystique de Jean de Ockeghem (HM 989) ou la Messe sine nomine de Guillaume Dufay (HMU 939).

● MOZART PAR SES SYMPHONIES  
ET PAR L'IMAGE.

Que ce soit par souci de la culture des auditeurs ou par simple nécessité commerciale au milieu de la foire d'empoigne du disque, on ne peut que se réjouir de voir Philips joindre aux merveilleux enregistrements, rapides, allés, des vingt dernières symphonies de

Mozart par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam dirigé par Josef Krips, un très beau livre sur Mozart, l'homme, d'Arthur Hutchings. Doté d'une abondante et admirable iconographie (soixante-dix reproductions en noir et soixante-dix en couleurs), ce livre n'est pas moins remarquable par son texte. Au lieu d'une biographie comme il en existe beaucoup, c'est un essai original pour appréhender l'homme Mozart à travers les innombrables témoignages du temps. Et ce visage que nous connaissons si bien, trop bien, retrouve toute sa fraîcheur et un relief étonnant grâce à la curiosité, l'intelligence, l'originalité foncière de la pensée et des points de vue du musicien anglais. Disques, Philips, 6558, 702/703 et un livre, cent quatre-vingt pages 21 x 27; en souscription : 249 F.

● BEETHOVEN PAR MARIA  
PIRES.

On pourra toujours ergoter sur tel mouvement, tel détail, mais avec la jeune pianiste portugaise Maria Jose Pires on se trouve en présence d'un qu'on vit la musique de l'intérieur au lieu de donner des œuvres des exécutions chargées de références, bien « ripolinées » par la tradition. Ses interprétations de six sonates « célèbres » de Beethoven (Pathétique, Clair de lune, Tempête, Appassionata, op. 109 et 110) frappent et émeuvent par leur gravité, leur tension, leur phrasé porteur, leur richesse d'imaginaires. On est au plus près de Beethoven (deux disques Erato; en souscription : 90 F).

● FURTWÄNGLER ET LES MALTRES  
CHANTEURS.

Un enregistrement à bien des égards historique : les derniers Maîtres chanteurs d'époque nazie à Bayreuth (1942), peu avant que Nuremberg s'effondre dans les flammes, les premiers de Wieland Wagner, mais surtout le témoignage irremplaçable de Wilhelm Furtwängler. Capté sur bande, ce document brut, grossier comme à la loupe, est d'une extraordinaire « familiarité » : il n'avantage guère les chanteurs ni le merveilleux Maria Müller, Max Lorenz, J. Prohaska, mais plonge au cœur de l'interprétation de Furtwängler. Il manque malheureusement des pages essentielles, tel le quintette (cinq disques EMI, 181-0179/801).

● ROSTROPOVITCH - DON QUI-  
CHOTTE.

Aucun des assistants n'a oublié la sublime interprétation du

Don Quichotte de Strauss par Rostropovitch, avec l'Orchestre de Paris dirigé par Karajan (le Monde du 11 décembre 1970). Ce disque réalisé par les mêmes interprètes, avec la Philharmonie de Berlin n'est pas moins étonnant et riche de tendresse humaine. Rostropovitch, le chevaleresque, dont le jeu comme la vie s'identifient si bien avec le héros immortel de Cervantes (EMI, 089-02641).

## ● DANS L'INTIMITÉ DE BRAHMS.

Les Quatuors, Quintettes et Sextuors à cordes sont sept chefs-d'œuvre qui couvrent la plus grande partie de l'existence de Brahms; dans la tête et le cœur de cet homme au contact rugueux, que de trésors ! Qui le reconnaît dans l'idylle 2<sup>e</sup> Sextuor, le 2<sup>e</sup> Quintette d'une limpidité schubertienne, le 1<sup>er</sup> Quintette tripartite, le 3<sup>e</sup> Quatuor et le 1<sup>er</sup> Quatuor, plus austère, est d'une grandeur lyrique souveraine. L'interprétation fougueuse et rayonnante de ces pages par le jeune Quatuor Bartok, G. Konrad et E. Banda dissipe les bruyantes opes sans rien perdre de la densité et de la subtilité du discours. De belles heures d'intimité en perspective. (Cinq disques Hungaroton, SLFX 11581/585; en souscription : 175 F).

## ● UN ROMAN MUSICAL NATURALISTE : LOUISE.

Louise, qui fut l'oubli sans interruption à l'Opéra-Comique de 1900 à 1950, n'a guère été favorisée par le disque : une version intégrale en 1958, disparue depuis, et l'enregistrement historique abrégé de 1955 (Ninon Vallin, Georges Thill), toujours réédité depuis. La nouvelle intégrale de C.B.S. relève pour être d'un injuste dédain ce « roman musical » naturaliste dont le langage sentencieux, les considérations sociologiques, la mise en musique des paroles les plus banales peuvent faire sourire.

Mais il y a tant de naïveté dans cette tentative, tant de fraîcheur, de sensibilité, de poésie, dans cette peinture de la Butte Montmartre, tant d'amour vrai dans cette musique que l'on ne peut s'empêcher d'être ému et attendri même par ce qui a le plus vieilli dans ces cartes postales de la Belle Époque. Georges Prétre dirige à merveille cette œuvre dont on regrette seulement que la distribution soit en majeure partie étrangère, des médianes à l'acoustique anglaise à Plácido Domingo, superbe mais à la prononciation embarrassée; Jane

Barbié et Gabriel Bacquier ne sont guère avantagés par les rôles-clichés de la mère et du père; mais Iléana Cotrubas est une Louise ensorcelante, à la voix flexible et vibrante comme un violon de Crémone, au phrasé exquis toujours du naturel le plus juste. (Avec l'Ambrosiana Chorus et le New Philharmonia Orchestra; trois disques C.B.S., 79302; en souscription : 120 F).

## ● LA TOSCA DE ROSTROPOVITCH

Tous ceux qui ont assisté au concert de l'Orchestre national, en janvier dernier, se précipiteront sur cet enregistrement de la Tosca, d'une intensité fabuleuse et d'une beauté plastique non moins extraordinaire, avec Galina Vichnevskaia, tigrasse tragique aussi grandiose que la Callas, Franco Bonisolli, Mario Superti, et Matteo Manuguerra, Scarlatto bien plus frappant qu'à la scène, même s'il n'atteint pas à la stature d'un Gobbi, à travers l'ouragan de passion et de drame sans cesse attisé par un Rostropovitch survolté, arrachant à l'Orchestre national de France les plus beaux accents (2 disques DG, 2740.161; en souscription : 95 F).

## UNE SÉLECTION

● BACH, HANDEL, GLUCK : Transcriptions par W. Kempff (D.G., 2430.847). — La prière intérieure d'un grand pianiste.

● BRAHMS : Marienlieder, Môtet op. 74 et dix chansons, par le chœur Gulbenkian, dir. M. Corboz (Erato, STU 70957/583). — Un Brahms a capella quasi-inconnu, austère et souriant tout à la fois.

● BRAHMS : Ballades op. 4 et Fantaisies op. 116, par E. Gultels (D.G., 2520.050). — Un lyrisme grave et brillant.

● DE FALLA : La Tricorne et le Concerto pour clavier, par J. de Gaetano et l'Orchestre Philharmonique de New-York, dir. P. Boulet (C.B.S., 78.500). Pour célébrer dignement le centenaire de de Falla.

● DUFAY : Ballades et rondeaux, par Ars Antiqua de Paris (Arion, 38.334). — « Chants d'énervés », chants de mal, chants de l'asse ou de souci en l'honneur de la Dame.

● DUFAY-DUNSTABLE : Môtets, par Pro Cantione Antiqua (Archiv, 2533.291). — Deux maîtres du quinzième siècle dans l'éclat de leur génie.

● DVORAK-SMETANA : Trio avec piano, par le Yavaf Trio (D.G., 2530.594). — Un jeune trio israélien dans deux superbes œuvres lachrymes vivement contrastées.

● GLUCK : Aïrs d'opéras, par J. Baker et l'English Chamber Orchestra, dir. R. Leppard (Philips, 6500.023). — Une voix splendide, une direction flamboyante, rendent à Gluck sa grandeur et sa violence.

● HAYDN : Cinq Divertimenti pour hautbois, cors et bassons (Hungaroton, SLFX, 11719). — Des savoureuses musiques de plein-air.

● IVES : Songs, par D. Fischer-Dieskau et M. de la Pina (D.G., 2530.695). — Un canton inconnu et profond de l'âme américaine.

● LECLAIR : Sonates pour Hôte et clavier, par J.-P. Rampal et R. Veyron-Lacroix (2 d. Erato, STU 70957/583). — Une musique pleine de lumière et de richesse mélodique.

● L'HERITAGE DE DINU LIPATTI : Bach, Mozart, Chopin, Schumann, Grieg, Scarlatti, Schubert, Liszt, Brahms, Ravel, Enesco (six disques EMI). — Des interprétations intactes, qui ne se faneront jamais.

● SCHUBERT : sonate posthume en sol mineur, par R. Sarkin (C.B.S., 78591). — Une méditation très personnelle au pas de Schubert, très dramatique, un peu trop heurtée parfois en regard de la pureté plastique de la musique.

● SCHUMANN : Bunte Blätter et Chants de l'aube, par Jean Martin (Arion, 31906). — Des feuillets d'album peu connus et les dernières pages, transcendentes, au bord de la folie, dans une interprétation d'une simplicité poignante.

● SCHUMANN : Lieder op. 24 et 25, par D. Fischer-Dieskau et Ch. Schenker (D.G., 2530.453). Fischer-Dieskau reprend et approfondit Schumann.

● STRAVINSKY : Oedipus Rex, avec T. Traynor, R. Kollo et le Boston Symphony Orchestra, dir. L. Bernstein (C.B.S., 78590). — Tatiana Traynor et Bernstein portent une torche enflammée dans le chef-d'œuvre le plus pétrifié du Stravinsky néo-classique.

● VIVALDI : La Stravaganza, concertos op. 4, par les Solisti Veneti (2 d. Erato, STU 70955/556; en souscription : 80 F). — Un Vivaldi plein de nerf, de fougue et de passion.

**76**

**THEATRE**

3-8 novembre  
6 représentations  
seulement

**BOUFFES  
DU NORD**

location  
FRAC MONTFARNASSE  
et par téléphone  
280.23.04

*Spectacle d'Olivier Perrier*

La Chambre Syndicale des Directeurs de Théâtre de France a procédé, lors de son Assemblée Générale tenue à Saint-Etienne le 9 octobre 1976, au renouvellement de son Bureau, désormais constitué comme suit :

Président	Michel Leduc		
Vice-Présidents	Marcel Bocchi	Louis Duveroy	Alex Vanderdonck
Administrateur délégué-Trésor.	M. Paul Douai	Secrét.	André Cabourg
Administrateurs	Gérard Boireau	Secrét. adjoint	Guy Grinda
	Gabriel Couret		
	René Terrasson		
	Raymond Vogel		

**BARRY  
LYNDON**

Stanley Kubrick

Ryan O'Neal  
Maria Berekson

SAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO  
SAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPÉRIAL VF  
SAUMONT SUD VF  
14 h - 17 h 25 - 21 h  
HAUTEUILLE I VO  
12 h - 15 h 30 - 18 h - 22 h 30  
HAUTEUILLE II VO  
13 h 30 - 17 h 40 - 20 h 30

Le jeudi 28 octobre, à 21 h, second récital du pianiste Charles LULAMANT, dans le cadre de la série des 4 récitals qu'il donne au Théâtre Fontaine, 10, rue Fontaine.

Programme de la soirée :  
Fantaisie Chromatique et Fugue de J.S. Bach, Sonate K. 330 de Mozart, 3 Intermezzi de Brahms, Concerto de Schumann, op. 8.  
(Pour les 2 derniers récitals, les 18 novembre et 2 décembre, deux programmes différents.)

**THEATRE DES CHAMPS ÉLYSÉES**

**HARRY BELAFONTE**

11-13-14 NOVEMBRE

Location: Théâtre, Agences et par téléphone 225 44 36

France Inter présente

**GEORGE CHAKIRIS**  
et **JESSY GREEN**

Salle PLEYEL, les 10, 11 et 12 novembre, à 21 h 15

Location ouverte Pleyel - FNAC - Agence Durand

**DIONNE WARWICK**

2 galas exceptionnels à l'EMPIRE, le 12 novembre, à 20 h et 22 h

Location ouverte Empire (754.39.68) - FNAC - Agence Durand

**LA PAGODE - LA CLEF CENSIER**

PIERRE KALFON présente

**Carnet de notes  
pour une  
ORESTIE  
AFRICAINNE**

un film de  
**PIER PAOLO PASOLINI**

Une production de GIAN VITTORIO BALDI  
pour IN CINEMA GLOBALE  
une sélection COLINE  
distribuée par PLANFILM

100 000 150



سازمان تبلیغات

# MICHEL SARDOU

A L'OLYMPIA DU 26 OCTOBRE AU 28 NOVEMBRE



Illustration MARIE-CLAUDE CROIX GIL - POUQUET





## Une sélection



Brassens, vu par Chénès.

## Cinéma

**MOI, PIERRE RIVIÈRE  
AYANT ÉGORGÉ  
MA MÈRE, MA SŒUR  
ET MON FRÈRE...**  
de René Allio

— Lire nos articles page 19.

**SARTRE PAR LUI-MÊME**  
d'Alexandre Astruc  
et Michel Contat

« J'étais né écrivain, je suis devenu philosophe... » De sa voix rapide, saccadée, Sartre parle de son évolution, de sa confiance dans les valeurs et les chances de l'action politique. « La vraie liberté est un échappement à certaines conditions de l'histoire. » Simplicité, humour et simplicité. (Lire l'article de Bertrand Poirot-Delpech dans le Monde du 27 octobre.)

**LE GRAND SOIR**  
de Francis Reusser

Vingt ans après la Fureur de vivre, de Nicholas Ray, un autre « rebelle sans cause », lausannois et non plus californien, découvre confusément les chemins de la révolte et de la passion. Mais, pour Francis Reusser, qui règle ses comptes avec lausanne et un ordre bourgeois exemplaire, révolte et passion mènent nécessairement à la connaissance douloureuse de soi-même ; Reusser dépasse largement les frontières de sa patrie ; par-delà la jeunesse rageuse, il nous invite calmement à affronter les insupportables révolutions à venir. Une œuvre lyrique et glacée, qui témoigne sans slogans pour une génération retrouvée.

**LA DERNIÈRE FOLIE**  
de Mel Brooks

Mel Brooks plonge avec saupagerie dans le burlesque, la tarte à la crème, dans tous les stéréotypes de son ci-

néma bien-aimé, il exporte la légende hollywoodienne par la fureur de son rire ravageur et le public suit la tempête de sa folie.

**LES NAUFRAGÉS  
DE L'ÎLE DE LA TORTUE**  
de Jacques Rozier

Pierre Richard, Don Quichotte du voyage inorganisé, conduit à l'aventure, aux Antilles, une demi-douzaine de candidats aux vacances, Jagon Robinson, pour « trois mille francs, rien compris ».

Pierre Richard est irrésistible.

**LETTE PAYSANNE**  
de Sati Faye (Prix Sadoul)

Une jeune femme sénégalaise, après ses études en France, retourne au pays natal et retrouve le village de ses ancêtres. Elle adresse au spectateur curieux une lettre cinématographique. Lettre-confiance, lettre-portrait : d'un peuple, d'une culture, d'une économie. Hommage à la tradition, exigence d'un avenir différent, plus juste. Peut-être l'aube d'un autre cinéma africain.

— ET AUSSI : L'Amour blessé, de Jean-Pierre Lefebvre (l'autre viol : celui des médias nord-américains) ; Les Hommes du président, d'Alan J. Pakula (le Watergate de Dustin Hoffman et de Robert Redford) ; L'Empire des sens, de Nagisa Oshima (le nô d'Eros et Thanatos) ; Ici et ailleurs, de Jean-Luc Godard (une remise en question radicale de l'information) ; les 27, 28, 29 octobre, colloque Pasolini à la Pagode (19 h.).

## Théâtre

**LES CAPRICES  
DE MARIANNE**  
à Essalon

« Ils sont jeunes et farouches, pervertis et passionnés : ils défient les lois du monde. Ils se battent au nom de l'écouleur pour leur liberté d'être ; ils sont romantiques et durs. Octave et Marianne : aujourd'hui Stéphane Lotk et Alexis Danavanas.

**JE M'IMAGINE PAS  
MA VIE DEMAIN**  
au Coupé-Chou

Une île enchantée dans les marécages du théâtre. Une heure de plaisir accompli. Peu de bruit, rien qu'une actrice et un acteur qui parlent à mi-voix. Reine Barthe, un peu de sur les bords, François Nocher, alerte et songeur, dirigés par Andreas Voutsinas.

**COMME IL VOUS PLAIRA**  
au TEP

Une fausse comédie d'intrigues mise en scène par Beno Besson, une analyse pénétrante et inattendue d'arrière-pensées, actes manqués, décisions contraires, réussites involontaires dansent au milieu d'un tourbillon d'observations implacables.

**PORTRAIT DE DORA**  
au Petit Orsay

Reprise, avec Catherine Sellers et Inès de Longchamps, de ce portrait d'une jeune fille dépressive qui fut soignée par Freud. L'auteur, Hélène Cixous ; le metteur en scène, Simone Benmussa (en alternance avec Chrysothémis).

## IT FESTIVAL DE THEATRE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

À Paris, en banlieue et dans huit villes de province, des manifestations culturelles et militantes à travers lesquelles les travailleurs immigrés expriment leurs luttes et leurs aspirations, traduisent leur vie quotidienne. (Rens. : 506-08-94)

— ET AUSSI : Il Campiello, de Goldoni, à l'Odéon de perfection du Piccolo. Anton au Festival d'automne (dans le silence du vertige noir). Notes et Vierge par le Groupe T.S.E. à Essalon (dans la sublimation d'art saint-sulpicien, deux chapitres nouveaux à l'histoire du théâtre) Pour cent brèves au La Bruyère (Un après-midi de chien à la manière de Diderot Kamikaze). Lucienne et le bouquier au Saint-Georges (trois ans après, Marcel Aymé milite pour les femmes). Histoire d'amour au Marais (et, pourtant, ils s'aiment).

## Musique

**SCHWARZKOPF  
ET JANOWITZ**

Deux reines de la mélodie se succéderont à Paris cette semaine : l'émouvante, l'indéfectible Giedra Janowitz (Schubert-Liszt, aux Champs-Élysées, le 27), et son aînée, l'incomparable Elisabeth Schwarzkopf, qui a porté l'art du chant à un degré de perfection intangible (fac de droit, le 29).

**BERLIOZ-BERNSTEIN**

Après le Requiem de l'an passé (dont le disque vient de paraître), Leonard Bernstein revient diriger l'Orchestre national de France, toujours dans du Berlioz (Exordium en Italie et la Symphonie fantastique), musicien qui lui convient parfaitement, auquel, pourrait-on dire, il s'apparente. (Champs-Élysées, les 1<sup>er</sup> et 2 novembre.)

**UN NOUVEL ORGUE  
DE KERN**

Le jeune organiste américain Thomas Froehlich fera admirer, au cours d'un récital, le nouvel orgue construit par Alfred Kern pour la St-Michael's Church de Paris (5, rue d'Aguesseau) qui s'apparente aux instruments allemands des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. On se réjouira de ce nouvel orgue baroque à Paris (le 28 octobre).

**LES « POST-MODERN »  
AMÉRICAINS**

Sous ce titre futuriste, le Centre culturel du Marais, dans la lancée du Festival d'automne, présente une large confrontation des nouvelles tendances américaines dans le domaine de la danse et de la musique avec notamment Joan La Barbara (le 28), Philip Glass (les 29-30), Lucinda Childs, de la troupe de Bob Wilson (les 5 et 6 novembre), etc. (26, rue des Francs-Bourgeois, du 27 octobre au 23 novembre.)

— ET AUSSI : M. Caballe et Orchestre d'Avignon (Avignon, le 27) ; Orchestre national, dir. G. Chmura et C. Arrau (Playel, le 27) ; Ch. Lilla-mand (Th. Fontaine, le 28) ; D. Wayenberg (Playel, le 28) ; Suites de Bach, par P. Fournier (Lille, les 28 et 29) ; le Barbier de Séville, dir. M. Tabachnik (Th. de Metz, les 29 et 31) ; Carmen, dir. M. Plasson (Toulouse, les 29 et 31 octobre).

## Expositions

**LA PEINTURE  
ALLEMANDE A L'EPOQUE  
DU ROMANTISME**  
à l'Orangerie

— Lire notre article page 17.

**DESSINS FRANÇAIS  
DE L'ART INSTITUTE  
DE CHICAGO**  
au Louvre

Du Vieux Foyard de Watteau au Minotaure de Picasso, quatre-vingt-deux dessins choisis dans l'une des plus anciennes et des plus riches collections d'œuvres graphiques des États-Unis. Boucher, Fragonard, Lancret, pour le dix-huitième siècle. Ingres, Gérard, Delacroix, Corot, Millet, Rousseau, des impressionnistes, Seurat, Redon, pour le dix-neuvième siècle. Largement représenté dans cette suite française de grande qualité.

**CHEFS-D'ŒUVRE  
DES MUSÉES AMÉRICAINS**  
à Marmottan

Les œuvres et chefs-d'œuvre des musées américains qui avaient été exposés l'été dernier à Leningrad et à Moscou font, sur le chemin du retour, une halte au musée Marmottan. Les plus grands noms de Van der Weyden, Rembrandt et Goya à Cézanne et Renoir, mais pas toujours le meilleur. Un Poussin de premier ordre toutefois, et un rare Vermeer, la Jeune Fille écrivant une lettre. (Lire notre article page 17.)

**LES OISEAUX  
ET L'ŒUVRE  
DE SAINT-JOHN PERSE**  
au Musée Jacquemart-André

Le texte d'un poète, les Oiseaux de Brague, et la toile multicolore de ceux que les artistes « naturalistes » des siècles passés ont représentés avec autant de fidélité que de poésie constituent l'essentiel de l'exposition que les amis de la fondation Saint-John Perse envoient à Paris après l'avoir organisée à Aix-en-Provence (le Monde du 23-30 août 1976). Par-delà les quelques pages du poème Oiseaux est évoquée l'œuvre de Saint-John Perse, qui fut toujours passionné d'ornithologie.

**CINQUANTENAIRE  
DE L'EXPOSITION DE 1925**  
au Musée des arts décoratifs

Pour fêter le cinquantenaire de la grande Exposition des arts décoratifs et industriels, une vaste rétrospective où il n'est pas question de privilégier tel ou tel aspect de la production de l'époque. Quelques neuf cents numéros pour recréer le climat de ce qui furent ces « arts déco », en expliquant les sources, en montrant les conséquences, aussi.

**RAOUL DUFY**  
au Musée d'art moderne  
de la Ville de Paris

Une présentation d'ensemble de Dufy qui appartient aux collections de la Ville de Paris. Plus de cent peintures, aquarelles et dessins achetés ou offerts, exposés tout près de la grande « fête électrique » de 1937.

— ET AUSSI : La quinzième des musées d'Île-de-France, à la Contergerie et autour de Paris ; la Nouvelle Sub-félicité, à la Fondation Rothschild ;

Otero, au Musée Bourdelle ; Ettore Sottsass, au Centre de création industrielle ; l'Amérique vue par l'Europe, au Grand Palais ; Asian, terre des Asiatiques, à la Bibliothèque nationale ; Piranèse et les Français, à l'hôtel de Sully ; Alsace, jouilles et acquisitions récentes, au Musée des arts et traditions populaires. — ET PROVINCE : Le Paysage... Lourgoat (au par Almer, Buri, Delacour, Gertie, Iseli, Messagier, Richard), à la M.C. de Chalon-sur-Saône ; Collections d'art abstrait du Musée des beaux-arts de Nantes, au Musée du Havre ; Dodeigne, au Musée de Lille ; Georg Rouault, à la Fondation Proust, à Marcq-en-Baroeul ; Art nouveau-Jugendstil, au Musée de Nancy ; Trente peintres du dix-septième siècle français, au Musée de Rennes ; Christian Jaccard, au Musée de Saint-Étienne.

## Danse

**MARTHA GRAHAM**

aux Champs-Élysées  
Suite de la rétrospective sur un demi-siècle de modern dance américaine. Second programme : Seraphin dialogue, Lamentation, Médée et Lucifer un ballet récent, spécialement créé pour New York.

**LE THEATRE  
DU SILENCE**  
à La Rochelle

Création par Brigitte Lefebvre et Jacques Marier de Summerspace, un ballet de Merce Cunningham, qu'ils ont allés préparer à New-York. (Salle des Sports, 28-30 octobre.)

— ET AUSSI : La Compagnie « le Cercle » de Jane Honor, au théâtre de la Cité internationale. (La rencontre de quatre jeunes danseurs en son honneur de pensée, du 27 au 30 octobre.)

## Variétés

**GUY BEART**  
au Pavillon de Paris

Prolongation du récital de Guy Beart. Il a choisi depuis longtemps l'arc-en-ciel pour s'exprimer. Et sans doute l'époque qu'il vit et qu'il absorbe finit-elle un peu par lui rassembler.

**GEORGES BRASSENS**  
à Bobino

Chansons nouvelles, chansons anciennes, qui prennent parfois l'allure de fable.

**ALAN STIVELL**  
au Stadium

Stivell présente son nouveau groupe au Stadium. (Mardi 2 novembre.)

**AEROSMITH**  
au Pavillon de Paris

Premier concert en France d'un groupe rock américain originaire de Boston qui, en moins de trois ans, s'est forgé aux États-Unis une grande réputation. (Lundi 1<sup>er</sup> novembre, à 20 heures.)

**Dr. FEELGOOD**  
en tournée

Un rock dans la grande tradition, sans fioritures, carré, avec tous les plans des « rockers », mais mécanisés, replacés dans la violence, dans une gestuelle sexuelle, dans un certain détre. (Palais d'hiver de Lyon, le 3 novembre ; Grenoble, le 4 ; Besançon, le 5 ; Pavillon de Paris, le 6, à 20 heures.)

Le sommet de qualité

race  
charme  
musicalité

Le piano au superlatif

**Bösendorfer**

Vienne-Autriche

RESEAU FRANCE VENTE SERVICE LOCATION CONCERTS	DIJON: Parnot GRENOBLE: Alex Gonet LE MANS: Sinigaglia LILLE: Scallio LYON: Dupas MARSEILLE: Europe Musique Planck Goffard	MEIZ: Gouvier MONTPELLIER: Benavide NANTES: Deschodet NEVERS: Marlin TOULON: Argente Frères TOULOUSE: Beron
--	--	--

LUXEMBOURG - STUDIO GIT LE CŒUR

**"moi,  
pierre riviére,  
ayant égorgé  
ma mère,  
ma sœur  
et mon frère..."**

**un film de rené allio**

d'après le dossier publié par michel foucault

production "les films eric roose" / polim / s.f.p. / i.a. / distribué par planifilm

100 000 150



## Expositions

La plupart des musées nationaux seront fermés le lundi 1<sup>er</sup> novembre (voir page 25 les services ouverts ou fermés).

**LA PEINTURE ALLEMANDE A L'EPOQUE DU ROMANTISME.** — Orangerie des Tuileries (93-98-48). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 5 F ; le samedi : 5 F (gratuite le 22 novembre). Jusqu'au 28 janvier.

**L'AMERIQUE VUE PAR L'EUROPE.** — Grand Palais, entrée Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 5 F ; le samedi : 5 F (gratuite le 28 octobre). Jusqu'au 3 janvier 1977.

**SALON D'AUTOMNE.** — Toulouse-Lautrec. Le cinématographe messager du musée. — Grand Palais (porte E) (93-98-48). Tous les jours (7 heures à 11 heures) de 11 h. à 19 h. 30. Entrée : 5 F. Du 20 octobre au 2 novembre.

**LYLAN, TERRER DES ANTIQUES.** — Images d'un nouveau monde. — Bibliothèque nationale, 58 rue de Richelieu (93-64-50). Tous les jours de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 7 novembre.

**TECHNIQUE DE LA PEINTURE : VATELIER.** — Musée du Louvre, entrée porte d'Orléans (voir ci-dessus). Entrée : 5 F ; le dimanche : 5 F (gratuite le 7 novembre). Jusqu'au 17 janvier.

**DISQUES FRANÇAIS DE L'ART INSTITUTE DE CHICAGO, DE WATTEAU A PICASSO.** — Musée du Louvre, entrée porte d'Orléans (voir ci-dessus). Entrée : 5 F ; le dimanche : 5 F (gratuite le 7 novembre). Jusqu'au 17 janvier.

**ART PORTUGAIS CONTEMPORAIN.** — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'à fin octobre.

**ARNOLDO POMODORO.** Sculptures 1960-1974. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'à fin octobre.

**BAUDOUIN, DUFFY, DANS LES COLLECTIONS DE LA VILLE DE PARIS.** — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 janvier.

**LOUIS LE BROQUY.** Portraits imaginaires de Paris. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 novembre.

**ELIAS HINKE.** Rétrospective 1960-1974. — ARC 2 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 octobre.

**LES DESSINS ET TRAVAUX D'ART JOURNALIER DES ALBES DES COTES.** — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 novembre.

**CINQUANTAIRE DE L'EXPOSITION DE 1925.** — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 2 février.

**ERIK ROOS.** Dessins. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 2 février.

**IMAGES DE L'INFERNO DE STEINBERG.** Gravures, dessins, photographies de Birgitte Lundberg et Gunnar Söderström. — Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (93-64-50). Tous les jours de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 23 novembre.

**VIVE LE V.** L'histoire populaire d'un mouvement de Paris. — Maison pour tous, 76, rue Montfaucon (93-64-50). Jusqu'à fin novembre.

**GALERIES.** — VATELIER LACOURRIERE ET FRELAUT. Gravures anciennes et récentes. — Galerie LACOURRIERE ET FRELAUT, 14 novembre.

à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 3 janvier.

**CHIFFRE D'OUVERTE DE MUSEES DES ETATS-UNIS DE GEORGES A. PICASSO.** — Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boult (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 5 F ; le samedi : 5 F (gratuite le 22 novembre). Jusqu'au 28 janvier.

**CLAUDE MONET, VERNET (1714-1789).** — Musée de la marine, palais de Chaillot, Sauf mardi et jours fériés, de 10 h. à 17 h. Jusqu'au 15 novembre.

**FRANCOIS ET LES FRANÇAIS.** — Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (93-64-50). De 10 h. à 18 h. ; le mercredi jusqu'à 21 h. Jusqu'au 15 novembre.

**NOUVELLE SUBJECTIVITE.** — 11, rue Berryer (93-64-50). Sauf mardi, jusqu'à 22 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 15 novembre.

**CAMILLO OTTEO.** — Prix Boudrieux 1974. Musée Boudrieux, 16, rue Antoine Bourdelle (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Du 20 octobre au 12 décembre.

**SCULPTURES DU PAYS DES PRINCES.** du modernisme aux années 30. — Bibliothèque Marmottan, 19, rue Salomon-Bataillon à Boulogne-Billancourt. Sauf mardi, de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 20 novembre.

**LES ORFÈVRES DE SAINT-JOHN PERSE.** — Musée Jacquemart-André, 155, boulevard Haussmann (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 décembre.

**HOMMAGE A MAX JACOB (1874-1954).** — Musée de la Ville de Paris, 17, rue Saint-Vincent (93-64-50). Sauf mardi, de 14 h. 30 à 17 h. 30 ; dim. de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 5 F. Jusqu'au 15 janvier.

**ALASCE FOUILLES ET ACQUISITIONS RECENTES.** Musée national des arts et traditions populaires, 6, rue de Valenciennes (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 20 décembre. Jusqu'au 3 janvier.

**CERAMIQUE DE TCHANG-CHA.** Quelques pièces des HAN aux TANG de la collection MUSEE. — Centre culturel japonais, 7, avenue Velasquez (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 décembre.

**L'ANIMAL DE LASCAUX A PICASSO.** — Musée national d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire. Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

**ET XX<sup>e</sup> SIECLES.** — Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (93-64-50). De 10 h. à 17 h. 45. Prologue jusqu'en janvier.

**DESSINS ET TRAVAUX D'ART JOURNALIER DES ALBES DES COTES.** — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 novembre.

**WORKS FROM NY/PAPERWORKS.** — Blythe Bohman, Stephanie Brody, Legerman, Dottie Ayda. — ALBA BONNET. Autobiographie et a time landscape. — Centre culturel américain, 4, rue du Dragon (93-64-50). Jusqu'au 15 novembre.

**ERIK ROOS.** Dessins. — Institut néerlandais, 121, rue de Lille (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 novembre.

**IMAGES DE L'INFERNO DE STEINBERG.** Gravures, dessins, photographies de Birgitte Lundberg et Gunnar Söderström. — Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (93-64-50). Tous les jours de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 23 novembre.

**VIVE LE V.** L'histoire populaire d'un mouvement de Paris. — Maison pour tous, 76, rue Montfaucon (93-64-50). Jusqu'à fin novembre.

**GALERIES.** — VATELIER LACOURRIERE ET FRELAUT. Gravures anciennes et récentes. — Galerie LACOURRIERE ET FRELAUT, 14 novembre.

— Galerie de France, 2, rue du Faubourg-Saint-Honoré (93-64-50). Jusqu'au 7 novembre.

**LES NOUVEAUX REALISTES :** Gliman, Gliman, Gliman, Deschamps, Dufrenoy, etc. — Galerie Deschamps, 23, rue du Faubourg (93-64-50). Jusqu'au 15 novembre.

**RENAUD-BARBAULT ET LEONIS AMIS PEINTRES :** Acquart, Balitrus, Bayet, Branchon, etc. — Galerie Procrustes, 34, rue de Seine (93-64-50). Jusqu'au 15 novembre.

**4<sup>e</sup> EXPOSITION DU CERCLE DES COULEURS ET DES BEAUX-ARTS (Généraliste, Rallye-Couleur, S. Boudrieux, S. Boudrieux, S. Boudrieux, etc.)** — 1, place d'Italie (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**PUZZLE D'ART DE MICHELLE WILSON.** — Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**PEINTURES DE RICARDO VANNI.** — Théâtre de la Cité internationale (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**ADAMI.** Peintures récentes. — Galerie Marcel, 15, rue de Valenciennes (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**BAILLY-COULANGE.** — Centre Jacques et Lucie David, 24, rue David, jusqu'au 30 novembre.

**DOMELA.** — Galerie Marguerite Lamy, 4, rue Beaupré (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**BERTRAND DORNY.** Originaux sur papier, gravures originales, sculptures, etc. — Galerie Marguerite Lamy, 4, rue Beaupré (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**MONTEAU.** — Galerie Marguerite Lamy, 4, rue Beaupré (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**GOREZ.** Tout l'œuvre gravé. — Artforum, 6, rue de Valenciennes (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**HOSIASSON.** Gravures récentes. — L'abbaye, 22, place Dauphine (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**YVES KLEIN.** Peint. — Galerie Karl-Pinkler, 25, rue de Valenciennes (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**CLAUDE LEPOTTEVIN.** — Galerie Art Dauphine, 22, place Dauphine (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**ALAIN LOISELET.** Annales, 18, rue Orfila (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**LUSSON.** Gravures récentes. — Galerie Jacot, 23, rue Jacob (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**KENNETH NOLAN.** — Galerie Daniel-Tampon, 30, rue Beaupré (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**PANAMARENKO.** — Galerie Bama, 30, rue du Bac (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**PAOLI.** — Galerie Craven, 4, avenue de Messine (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**PAULI.** Toiles et bitumes incisés. — La Galerie, 67, rue Saint-André-des-Arts (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**JEAN-MARC PHILIPPE.** Gravures récentes. — Galerie Artall, 158, boulevard Saint-Germain (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**PICASSO.** Dessins, collages, découpages, essais lithographiques. — Galerie de Seine, 15, rue de Seine (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**MICHEL SALGÈ.** — La peinture Zen. — Galerie 93, rue du Faubourg-Saint-Honoré (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**LUDWIG SCHMIDTKE.** « Papiers trouvés », « Méditations », « Paysages nordiques ». — Galerie La Tanière, 40 bis, rue de la Glacière. Jusqu'au 9 novembre.

**LES TROIS TIERCELO :** tout l'œuvre gravé. — Galerie Marullo da Padova, 22, rue de Seine (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**VIDALENS.** Gravures récentes. — Galerie Coard, 12, rue Jacques-Cadot (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**ISABELLE WALDERBERG.** — Sculptures et gravures italiennes. — Galerie des Grands-Augustins, 15, rue des Grands-Augustins (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**GENEVILLIERS.** Maisons paysannes de France. — Galerie municipale Edouard-Manet, 9, rue Jean-Jaurès (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**SCHAUZ.** Ateliers d'été-de-France hier et aujourd'hui. — Orangerie du château (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**SAINT-DENIS.** Rétrospective Francis Jourdain, peintre, décorateur et homme public, à l'occasion du centenaire de sa naissance. — Musée d'art et d'histoire, 4, place de la Légion-d'Honneur (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.** Roger Chastel : centre graphique. — Musée municipal, place Maurice-Berthelot. Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**VERSAILLES.** Exposition Palladio. — Syndicat d'initiative, 7, rue des Réservoirs. Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**MARY FITTS ET MARCO DAVIS.** — Centre culturel américain, 3, rue de Valenciennes (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**CLAUDE-LE-AN ET LE GROUPE TSE.** — Théâtre Samson, 4, rue Pierre-au-Lard (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**WOLF VON DER BOSSCH.** — Galerie Agathe-Gallard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**HOMMAGE A DAGUERRE.** magicien de l'image. Musée Adrien-Ménestier, 2, Grande-Rue (93-64-50). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ; le dimanche : 3 F. Jusqu'au 15 novembre.

**CENTRES CULTURELS.** — CENTRE CULTUREL ALLEMAND. Centre d'Institut 17 rue de Valenciennes - 18<sup>e</sup>. Jendi 28 octobre.

**POÈTES.** — DU ROMANTISME ALLEMAND. Exposition de documents, manuscrits, gravures. 18 h : Ouverture de l'exposition 19 h : Colloque « Qu'est-ce que c'est le Romantisme ? » Michel Laclotte, Werner Hofmann, Johannes Eikel. Vendredi 28 octobre, 18 h. 30.

**DEBAT.** — LA POLITIQUE DU ROMANTISME ALLEMAND. LA POLITIQUE ROMANTIQUE. Raymond Aron, Hans Mayer.

**CENTRE CULTUREL CANADIEN.** 5 rue de Constantin - 7<sup>e</sup>. Lundi 8 novembre, 18 h. Rencontre avec MARIE-CLAIRE BLAIS.

**INSTITUT NÉERLANDAIS.** 121 rue de Lille - 7<sup>e</sup>. Du 27 octobre au 21 novembre EXPOSITION ERIK ROOS.

**CENTRE CULTUREL SUÉDOIS.** 11 rue Payenne - 3<sup>e</sup>. HERTHA HILLFON sculptures.

**THÉÂTRE.** — LA LUTTE DES CERVEAUX STRINDBERG.

**LA plus forte I, Paris. La plus forte II.** Tous les soirs à 20 h. 30, matinée dim. à 15 h. 30 (relâche lundi). Tél. 272-87-50.

**TSE PRESENTE.** Notes 2080. Théâtre Essai 278 48 42.

**THEATRE DE LA VILLE.** 20 h 30. places 16,50 F et 29 F. 5-6-12-13 novembre dimanche 14 à 14 h 30.

**la visite de la vieille dame.** DÜRRENMATT mise en scène JEAN MERCIURE avec dans le rôle de Claire Zahndoussan EDWIGE FEUILLEKE.

**9-10-11 novembre le succès de la saison 76-77.** l'échange CLAUDEL mise en scène ANNE DEBEE avec MARTINE CHEVALIER GENEVIEVE PAGE J.-C. DURAND - J.-C. DREYFUS.

**2 et 3 novembre enregistrement public FR 3.** ZOO VERCORS mise en scène JEAN MERCIURE toutes places 12,50 F.

**18 h 30.** une heure sans entr'acte 12,50 F jusqu'à samedi 30 Nicolas Peyrac à partir du mardi 2 le 1<sup>er</sup> album de ZOUZ 2, place du Châtelet tél. 887.35.39.

**STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1.** 30, rue Saint-André-des-Arts - 225-48-18. 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, 24 h.

**STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2.** 30, rue Saint-André-des-Arts - 225-48-18. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, 24 h.

**SARTRE PAR LUI-MÊME.** d'ALBERTO ASTRUC et Michel CONTAT. A 12 HEURES ET 24 HEURES : VERA CRUZ de Robert ALDRICH.

**LOUIS DE FUNES • COLUCHE**

CHRISTIAN FECHNER présente

**L'Aile ou la Cuisse**

un film de CLAUDE ZIDI

avec LOUIS DE FUNES COLUCHE

présenté par BERNARD ARTIGUES

**TSE PRESENTE**

Notes 2080

Théâtre Essai 278 48 42



## Théâtres

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

## Les salles subventionnées

OPERA, salle Favart (078-85-26). Les 27, 28, 30, 31 (Abb. B.) et 6 à 18 h. 30 : Ivan le Terrible ; les 23, 24 et 4 (Abb. A.) à 19 h. 30 : Samson et Dalila ; le 5 à 20 h. : Riktra ; le 7 à 18 h. 30 : Une heure de musique de chambre.

COMEDIE-FRANÇAISE : relâche jusqu'au 2. A partir du 4 à 20 h. 30 : Lorenzaccio (salle réservée les 4 et 5).  
ODON (023-70-32) D. soir. L. 20 h. 30, mat. dim. 18 h. : H. Camille (à partir du 29 octobre).  
PETIT-ODEON (L.), 18 h. 30 : La nuit... les cloches (jusqu'au 7).  
CHAILLOT (737-81-15) (D. L.). 20 h. 30 : Elizabetha Un... Salla. Gémier, 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : Solitude, la maîtresse.

## Les salles municipales

NOUVEAU CARRE (777-85-40) (D. L.). 21 h. : Parole de femme ; 31 h. : mat. dim. 18 h. : L'ère ou

la Résurrection ; 21 h. 30 : Henri Gougaud ; mer. dim. 15 h. 30 : Cirque à l'ancienne.  
THEATRE DE LA VILLE (067-35-38) (D. L.). 18 h. 30 : Nicolas Peyraz ; à partir du 2 novembre : Zouk ; les 2 et 3 à 20 h. 30 : Zoo ; les 5 et 6 à 20 h. 30 : la Visite de la vieille dame.

## Les théâtres de Paris

ATELIER (006-49-24) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. : Monsieur chasse.  
ATHENES (073-82-43) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. : le 50-quel.  
BIOTHEATRE (261-44-16) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : la Servante.  
CARTOUCHE DE VINCENTS, Atel. de l'Épée-de-Bois (314-99-36). mer. ven. et lun. à 21 h. : Ture. Théâtre de la Vampire (328-36-36) (D. soir.). 20 h. 30, mat. dim. à 18 h. (dernière le 31) : Mésure pour mesurer.  
CENTRE CULTUREL DU XVII<sup>e</sup> (227-88-41). mer. jeu. sam. et lun. à 21 h. : le 50-quel.  
CENTRE CULTUREL SUEDOIS (272-87-50) (L. Mar.). 20 h. 30, mat. dim. à 18 h. 30 : la Lettre des cerisiers.  
COMEDIE CAUMARTIN (073-41-41) (L. D. soir. L. soir.). 21 h. 10, mat. dim. et le 1<sup>er</sup>. à 15 h. 10 : Boeing-Boeing.

DAUNOU (371-52-13) (J. D. soir. L. soir.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30, le 1<sup>er</sup>. à 15 h. : le Portrait de Dorian Gray.  
EDOUARD-VII (073-87-80). 21 h. (dernière le 29) : Dis-moi Bismarck.  
ESSAION (278-46-42) (D. soir. L.). 20 h. 30, mat. dim. à 18 h. : Notes.  
FONTAINE (376-52-34) (J.). 20 h. 45 (dernière le 30) : Comme avant.  
GAITE-MONTMARTRE (333-16-16) (D. soir. L.). 20 h. 30, mat. dim. à 18 h. et 18 h. 30 : T'es un chic type, Charlie Brown.  
GALERIE 33 (256-03-51) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. 30 : Volpone.  
GERNAISE MARIE-RELLI (770-16-15) (L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. : Une aspirine pour deux.  
HUCHETTE (328-38-69) (D.). 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; le 1<sup>er</sup>.  
LA BRUYERE (374-78-99) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Pour 100 briques, j'ai plus rien maintenant.  
LA MICROTHEATRE (745-95-09) (D. soir. L.). 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Acaulpo, Madame.  
MADELEINE (285-07-06) (Mar. D. soir.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Peau de vache.  
MAXIM (236-04-11) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Nini la chance.  
MAXIM (236-04-11) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Nini la chance.  
MAXIM (236-04-11) (D. soir. L.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Nini la chance.

la Rampe (D. L.). 21 h. : Pasolini.  
THEATRE DU MARAIS (278-03-53) (D.). 21 h. : la Grèce opiniâtre ; 23 h. 30 : Histoire d'amour.  
THEATRE DU MANITOUT (323-40-13). mer. à 20 h. 30 : Dom Juan ; J. V. et S. à 20 h. 30 : Arlequin jouit par l'amour.  
THEATRE DE PARIS (374-20-44) (D. soir.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 17 h. 30 : le Procès de Jeanne d'Arc (relâche le 1<sup>er</sup> : dernière le 31).  
THEATRE PARIS-NORD (328-43-42) (D. soir. L.). 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : Antoine et Cléopâtre.  
THEATRE DE LA PLAINE (342-42-25) (D. soir. L. Mar.). 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. : Histoire d'une révolte.  
THEATRE PRESENT (363-02-55) (D. L.). 20 h. 30 : Drame Tivoli.  
THEATRE SAINT-GEORGES (378-63-47) (J. D. soir. L. soir.). 21 h. : mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30, le 1<sup>er</sup> à 15 h. : Lucienne et le Bouquet.  
THEATRE STUDIO 14 (373-00-02) (D. L.). 21 h. : le Mécène malgré lui.  
THEATRE 13 (389-05-09) (D. soir. Mar.). 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : l'Alchimiste.  
THEATRE 34 (374-28-54) (D. soir. L.). 20 h. 45, mat. dim. et dim. à 15 h. : la Veuve russe.  
VALENTIN (333-08-01) (D. soir. L.). 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : l'Autre Valse.

## Les théâtres de banlieue

ANTONY, Théâtre F-Gémier (237-31-19). le 29 et 30, à 20 h. 45 : l'Eternel mari.  
AUBERVILLIERS, Théâtre de la Commune (328-16-16). les 27, 28, 29, 30, 2 nov. à 20 h. 30, le 1<sup>er</sup> à 17 h. : Quatre à quatre.  
BOULOGNE-BILLANCOURT, T.R.S. (363-95-41). les 27, 28, 29, 30 oct. 2 nov. à 20 h. 30, le 31 oct. à 15 h. 30 : Signé Boris Vian.  
COLOMBES, M.J.C. (742-42-70). le 28, à 20 h. 30 : Pennsylvania Discret Chœur ; le 31, à 20 h. 30 : les ballets Pâtes Baskets ; le 2 nov. à 20 h. 30 : le ballet Théâtre J. Truval.  
CRETEIL, Maison des Arts (899-50-50). le 29, à 20 h. 30 : Zoo.  
NANTERRE, M.J.C. (304-18-51). le 27 à 21 h. : Disques ; le 28, à 21 h. : Thé Adam.  
SAINT-DENIS, Théâtre G-Philippe (363-01-30). le 27 à 20 h. 30 : Mère Courage ; les 28 oct. et 2 nov. à 14 h. 30 : la Princesse qui ne danse pas ; le 30 oct. : VILLEVAUX, Théâtre Romane-Roland (750-15-02). les 27, 30 oct. et 2 nov. à 21 h. : la Viande et les étoiles.

## Festivals

## Automne à Paris

CHATEAU DE VINCENTS (278-10-00) (J. D.). 20 h. 30 : Robert-Antony Théâtre.  
BOUFFES DU NORD (380-25-04). 20 h. 30 : Une bouteille à la mer (dernière le 30).  
THEATRE DES CHAMPELIERES (224-44-35) (Mar.). 30 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 (dernière le 31) : Martha Graham Dance Company.  
CENTRE CULTUREL AMERICAIN, du (L. 22 V.). Musée With Roots in the Space (dernière le 30).

MIRAMAR - LE HOLLYWOOD BOULEVARD - U.G.C. ERMITAGE - U.G.C. OPERA (angle Copucines rue Daunou)  
CLICHY PATHE - U.G.C. GOBELINS - LES 3 SECRETANS - LA CIGALE - PALAIS DES GLACES  
STUDIO/Party 2 - CARREFOUR/Pantin - GAMMA/Argenteuil - ARTEL/Nogent  
MELIES/Montreuil - ARTEL/Villeneuve - ULIS 2/Orsay

LE HOLLYWOOD BOULEVARD et RENÉ CHATEAU  
présentent



UN FILM DE JUN FUKUDA  
EN COULEURS • WIDESCREEN • UNE PRODUCTION TOHO INTERNATIONAL LIMITED • Distribué par **Snaf**

En 1<sup>re</sup> partie : **RAULY MONTE CARLO STORY**

LE HOLLYWOOD BOULEVARD  
4 Bd MONTMARTRE PARIS 9<sup>e</sup>



PETER DE BERLIN  
DANS

**NUITS  
EN  
CUIR NOIR**

UN FILM "X" DE  
IGNATIO RUTKOWSKI

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

UGC BIARRITZ - PUBLICIS MATIGNON - UGC OPERA (angle rue Daunou - Copucines) - CAPRI GRANDS BOULEVARDS - PARAMOUNT MONTMARTRE - UGC ODEON - BONAPARTE - STUDIO JEAN-COCTEAU - PARAMOUNT GALAXIE - LES 3 MURATS - VILLAGE Neuilly - C 2 L Versailles - ARTEL Nogent - CARREFOUR Pantin - FRANÇAIS Enghien - PARAMOUNT La Varenne - BUXY Boussy - PARAMOUNT ELYSEES 2 La Celle-Saint-Cloud - UGC Poissy



ALAIN DELON dans **Mr. Klein** un film de JOSEPH LOSEY

avec la participation de JEANNE MOREAU

avec FRANÇOISE JULIET-RETO - JEAN ROUSE - SUZANNE LON - MASSIMO GOTTI - MICHELLE SODALE

un film écrit par FRANCOIS SODALE

CINEMAS  
**SAINT-ANDRE DES ARTS**  
PROGRAMMATION 1976-1977

**L'EMPIRE DES SENS**

de Nagasi Oshima Japon

**SARTRE PAR LUI-MEME**

de Alexandre Astruc et Michel Contat France

**L'OMBRE DES ANGES**

de Daniel Schmidt Suisse

**IRENE, IRENE**

de Peter del Monte Italie

**ADOPTION**

de Marta Meszaros Hongrie

GRAND PRIX au 19<sup>ème</sup> FESTIVAL  
du FILM d'ENTREPRISE de BIARRITZ 1976

PREMIER PRIX de la catégorie  
GRAND PUBLIC au FESTIVAL de LONDRES  
1976

**ALLOSCOPIE**  
un film d'animation



SOCIETE FRANCAISE DE PRODUCTION  
ET DE CREATION AUDIOVISUELLES  
36 rue des Alouettes Paris 75019 tel 202-7600

1976-1977



Jeudi 26/10/76

DES SPECTACLES

... LE MONDE — 28 octobre 1976 — Page 27

Concerts — Variétés

**MERCREDI 27 OCTOBRE**  
Salle Pleyel (237-33-73), à 20 h. 30 :  
Orchestre national de France, dir. :  
G. Chabrier, sol. : G. Arrau (Bee-  
thoven).  
Théâtre des Champs-Élysées (235-  
44-50), à 20 h. 30 : Janowitz et  
I. Gage (Schubert, Liszt).  
Eglise Saint-Séverin, à 21 h. : Qua-  
stor Via Nova (Schumann, Schu-  
bert, Brahms).  
**JEUDI 28 OCTOBRE**  
Faculté de droit, à 21 h. : Elisabeth  
Schwartzkopf, avec G. Pearson  
(Liszt, Mahler, Debussy, Schu-  
bert, Strauss, Wolf, Loeu).  
Salle Pleyel, à 21 h. : G. Weyenberg  
(Bach, Beethoven, Liszt, Schumann).  
Théâtre Fontaine (874-42-34), à  
21 h. : C. Lalande (Bach, Mozart,  
Schumann).  
**VENDREDI 29 OCTOBRE**  
Salle Pleyel, à 20 h. 30 : Orchestre  
Froberg, dir. : R. Kohn, sol. : R.  
Hodel, sol. : A. Lagoya (Bach, Vi-  
vanti).  
**SAMEDI 30 OCTOBRE**  
Eglise Notre-Dame, à 17 h. 45 : Ma-  
rie-France Roncheval.  
Eglise des Billettes, à 20 h. 30 : Bach  
Collegium de Munich (Mozart :  
Requiem).  
**LUNDI 1<sup>er</sup> NOVEMBRE**  
Théâtre des Champs-Élysées, à  
20 h. 30 : Orchestre national de  
France, dir. : L. Bernstein, sol. :  
D. Mac Innis (Bach, Liszt).  
Eglise Notre-Dame de Paris, à  
17 h. 45 : Solange Chlaparlin.  
Eglise des Billettes, à 20 h. 30 : Bach  
Collegium de Munich (Bach :  
Messe).  
**MARDI 2 NOVEMBRE**  
Théâtre des Champs-Élysées, à  
20 h. 30 : Vol 1<sup>er</sup>.  
Théâtre de la Cité internationale, à  
21 h. : Les Menestriers (musique  
du Moyen-Âge à la Renaissance).

Le music-hall

**BORINO (233-30-49)** (D. sol. L.).  
20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 :  
18 h. 30 : G. Braccina.  
**CASINO DE PARIS (874-26-27)** (L.).  
20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 :  
Paris Line.  
**CENTRE CULTUREL DU MARAIS**  
(278-56-45), 20 h. 30 (jusqu'au  
30) : Jean-Claude Monnet.  
**COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
(339-37-07) (D. sol. L.), 20 h. 45.  
dim. à 14 h. 30 : Guy Béart.  
**COURS DES MIRACLES (594-55-00)**  
(D.), 20 h. 30 : Catherine Sauvage.  
**ELYSEES-MONTMARTRE (605-38-58)**  
(D. sol. L.), 20 h. 45, mat. sam.  
et dim. à 14 h. 30 : Ginette Lacaze.  
**FOIES-BERGUES (770-42-31)** (L.),  
20 h. 30 : J'aime à la folie.

Jazz

**PAVILLON DE PARIS, le 1<sup>er</sup> à 21 h. :**  
Aero Smith : le 30 à 20 h. : Poco.  
**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES,**  
le 2 à 20 h. 30 : Mc Coy Tyner (Fes-  
tival Jazz Newport à Paris).  
**RADIO-FRANCE, le 28 à 22 h. 30 :**  
Charly et Cie, Passions Noct.  
**AMERICAN CENTER, à 21 h. le 27 :**  
Boonemann (Rocke, Caruso, Mar-  
tha Contreras : le 28 : C. Lefebvre,  
A. Padygros : le 29 : A. Giroux.  
Connection : le 30 : M. Robine, P.  
Benureau : le 31 : Quartet et R.  
Guedin.  
**TURATTE DE LA RENAISSANCE**  
(208-18-50) (D. sol.) 20 h. 30, mat.  
dim. à 14 h. 30 : Magna (relâche  
exceptionnelle le 28).  
**THEATRE FONTAINE (874-42-34),**  
à partir du 2 à 18 h. : Albert  
Marceau.

**OLYMPIA (742-35-49)** (L.), 21 h. 30 :  
Michel Sardou (Gala de 1<sup>er</sup> le 27).  
**PALAIS DES SPORTS (230-70-00)**  
(D. sol.), 20 h. 45, mat. sam. à  
19 h. 30, dim. à 14 h. 30 : Johnny  
Hallyday (Général de la 3<sup>e</sup> (couplet)).  
**STADIUM, le 2 à 21 h. :** Alan Su-  
vill.  
**THEATRE ANTOINE (208-77-71)** (D.  
sol. L.), 20 h. 30, mat. dim. à  
17 h. : Les Frères Jacques.  
**THEATRE FONTAINE (874-42-34),**  
à partir du 2 à 21 h. : Brigitte Fon-  
taine et Araki.

Les chansonniers

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (771-  
44-45), 21 h. 30, mat. dim. et le 1<sup>er</sup> à  
15 h. 30 :** Scènes sans provision.  
**DEUX ANGES (606-07-48), 21 h. 30 :**  
Mat. dim. et le 1<sup>er</sup> à 15 h. 30 : Ma  
Hanne, ne vole-tu rien venir ?  
**DIX HEURES (606-07-48), 22 h. 15,**  
dim. et le 1<sup>er</sup> à 22 h. 15 : Tu crois  
que c'est mieux ailleurs ?

Les opérettes

**BOUFFES-PARISIENS (075-07-94)** (D.  
sol. L.), 20 h. 45, mat. sam. et dim.  
à 15 h. : La Belle Héloïse.  
**HENRI-VARNA-MOGADOR (235-  
28-50), mat. ven. et dim. à 20 h. 30 :**  
sam. à 15 h. et 20 h. 30 : dim. 31 à  
14 h. 30 et 20 h. 30 : Réve de val-  
s. **THEATRE DE LA PORTE SAINT-**  
**MARTIN (207-37-53)** (L.), 20 h. 30,  
mat. dim. à 15 h. : Mayflower.

Les cafés-théâtres

**AU BEC FIN (742-38-79)** (D. L.),  
20 h. 30 : Polichère, c'est le 1<sup>er</sup>.  
21 h. 30 : T'es comme moi.  
22 h. 30 : Nadine Mons : 0 h. 15 :  
Scènes cinémat.

**AU VRAI CHIC PARISIEN (242-  
77-45), lundi à 20 h. 45 :** Festival de  
la chanson inconnue : (L.) 21 h. :  
J.-P. Sèvres ; 22 h. 15 : Pendant  
les travaux, la fête continue.  
**LES BLANCS-MANTEAUX (777-  
42-51)** (D.), 20 h. 30 : J. Bois ;  
21 h. 45 : Les Jeunes.  
**CARTE D'IDENTITE (235-13-68)** (L.).  
20 h. 30 : Martine Détre ; 22 h. :  
Sylvie Joy ; H. : 22 h. (vend. et  
sam. à 22 h. 45 : Deux Suisses  
au-dessus de tout soupçon).  
**CAYE DE LA GARE (278-52-51)** (L.),  
22 h. : A nos chers disparus.  
**CHEZ FELIX (707-58-78)** (L.), 21 h. :  
Serge Llado.

**AU COUPE-CHOIX (272-01-73)** (D.  
L.), 20 h. 30 : de l'imagination pas  
ma vie demain : 21 h. 30 : Pour-  
quoi pas moi ? : 22 h. 30 : J'ai  
fait trois tours dans mon cer-  
veau.  
**LE FANAL (231-08-16)** (D.), 20 h. 30 :  
le Président ; 22 h. : la Mariée et  
le chasseur de papillons.

**LA COUR DES MIRACLES (548-  
55-00)** (D.), 20 h. 30 : Catherine  
Sauvage ; 21 h. : Suzanne Strélla.  
**LE PETIT CASINO (747-52-75)** (D.),  
21 h. 15 : Partez du pied gauche ;  
22 h. 30 : J.-C. Montella.  
**THEATRE DES DEUX HEURES (606-  
08-35)** (L.), 20 h. 15 : La démon-  
stration est avancée. Tous les jours  
à 22 h. 15 : Tu crois que c'est  
mieux ailleurs.

**LA VEUVE FICHARD (278-67-03)**  
(L.), 21 h. 15 : la Revanche de  
Louis XI.  
**LA VIEILLE GRILLE (707-50-93)**  
(L.), 20 h. 30 : I : Roger Mason ;  
II : Math. Sémel ; 22 h. 30 : Gar-  
votus que les arbres parlent ?  
**L'ECHELLE DE JACOB (233-53-53)**  
(D.), 20 h. 30 : Quand le soleil ne  
va pas, tout suit.

Cinéma

Les films marqués (\*) sont in-  
terdits aux moins de treize ans,  
(\*\*) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

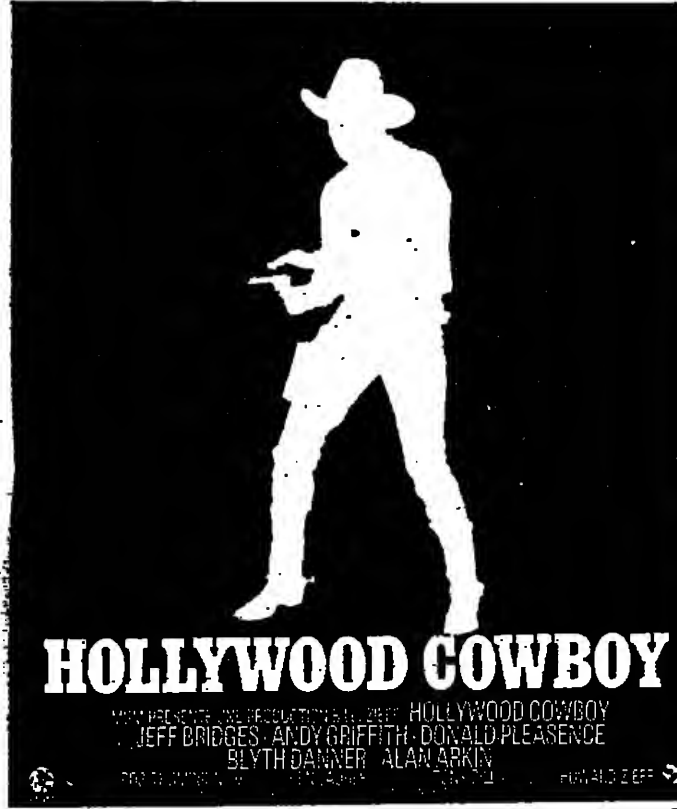
**MERCREDI 27 OCTOBRE** — 15 h.  
le Mécène de la Générale, de Bar-  
thelemy ; 18 h. 30 : le Film sur  
la balance, de R. Fleischer ;  
20 h. 30 : Mélodie en sous-sol,  
d'H. Varrault ; 22 h. 30 : le Profes-  
seur de V. Zurlind.  
**JEUDI 28** — 15 h. : le Monde  
d'Après, de S. Ray ; 18 h. 30 : Un-  
berto, de V. de Sica ; 20 h. 30 :  
Quelle joie de vivre, de R. Cien-  
ment ; 22 h. 30 : Chacal, de F. Zin-  
nemann.  
**VENDREDI 29** — 15 h. : la Terre,  
d'A. Dovjenko ; 18 h. 30 : le Diable  
au corps, de Cl. Autant-Lara ;  
20 h. 30 : L'Angeot du lac, de R.  
Bresson ; 22 h. 30 : Règlement de  
comptes, de F. Lang ; 0 h. 30 : le  
Crâne maléfique, de F. Francia.  
**SAMEDI 30** — 15 h. : Rocco et ses  
frères, de L. Visconti ; 18 h. 30 :  
Aloïse, de L. de Kermadec ; 20 h. 30 :  
Flein Solit, de R. Cienment ;

22 h. 30 : les Contes de la lune  
vague après la pluie, de K. Mi-  
guchi ; 0 h. 30 : Qui a tué tante  
Roo ? de C. Harrington.  
**DIMANCHE 31** — 15 h. : le Guepard,  
de L. Visconti ; 18 h. 30 : Partner,  
de R. Bertolucci ; 20 h. 30 : Sur  
les quais, d'E. Kazan ; 22 h. 30 :  
The Gelfing, de S. Peckinpah ;  
0 h. 30 : Two faces of Dr Jekyll,  
de T. Fisher.  
**LUNDI 1<sup>er</sup> NOVEMBRE** — Relâche.  
**MARDI 2** — 15 h. : De l'or en barbe,  
de C. Crichton ; 18 h. 30 : Troupes  
de dames, d'A. Mackendrick ;  
20 h. 30 : Othello, d'O. Welles ;  
22 h. 30 : Zorba le Grec, de M.  
Cacoyannis.

Danse

**PALAIS DES CONGRES (758-27-78)**  
101, sol. L., 20 h. 45, mat. sam. à  
18 h. 30 et dim. à 17 h. : les Bal-  
lets Moissier.  
**THEATRE DE LA CITE INTERNA-  
TIONALE, du 27 au 30 à 21 h. :**  
troupe c.le Cercle.

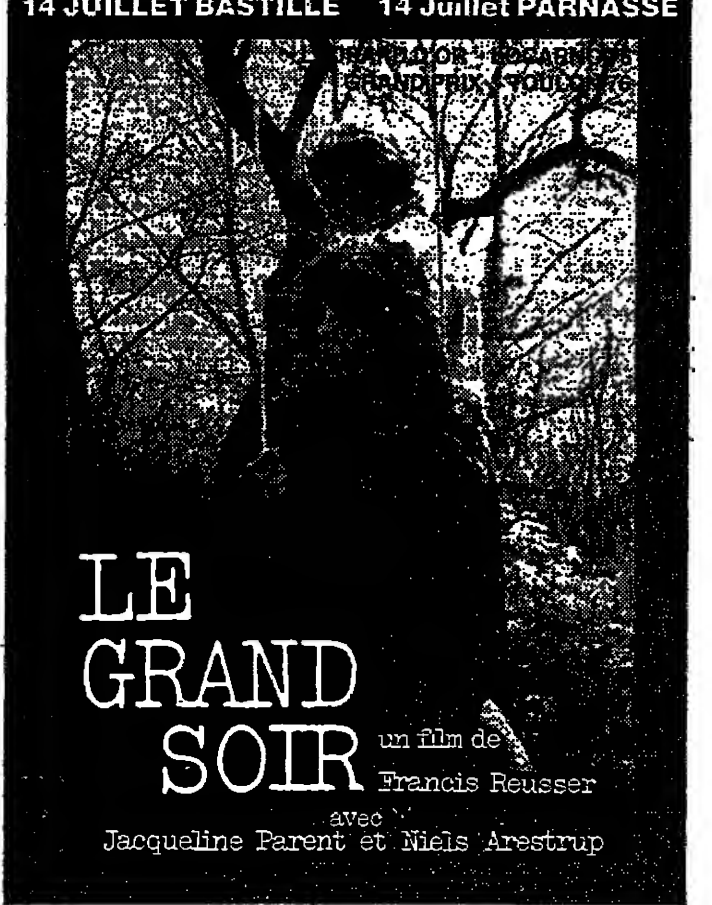
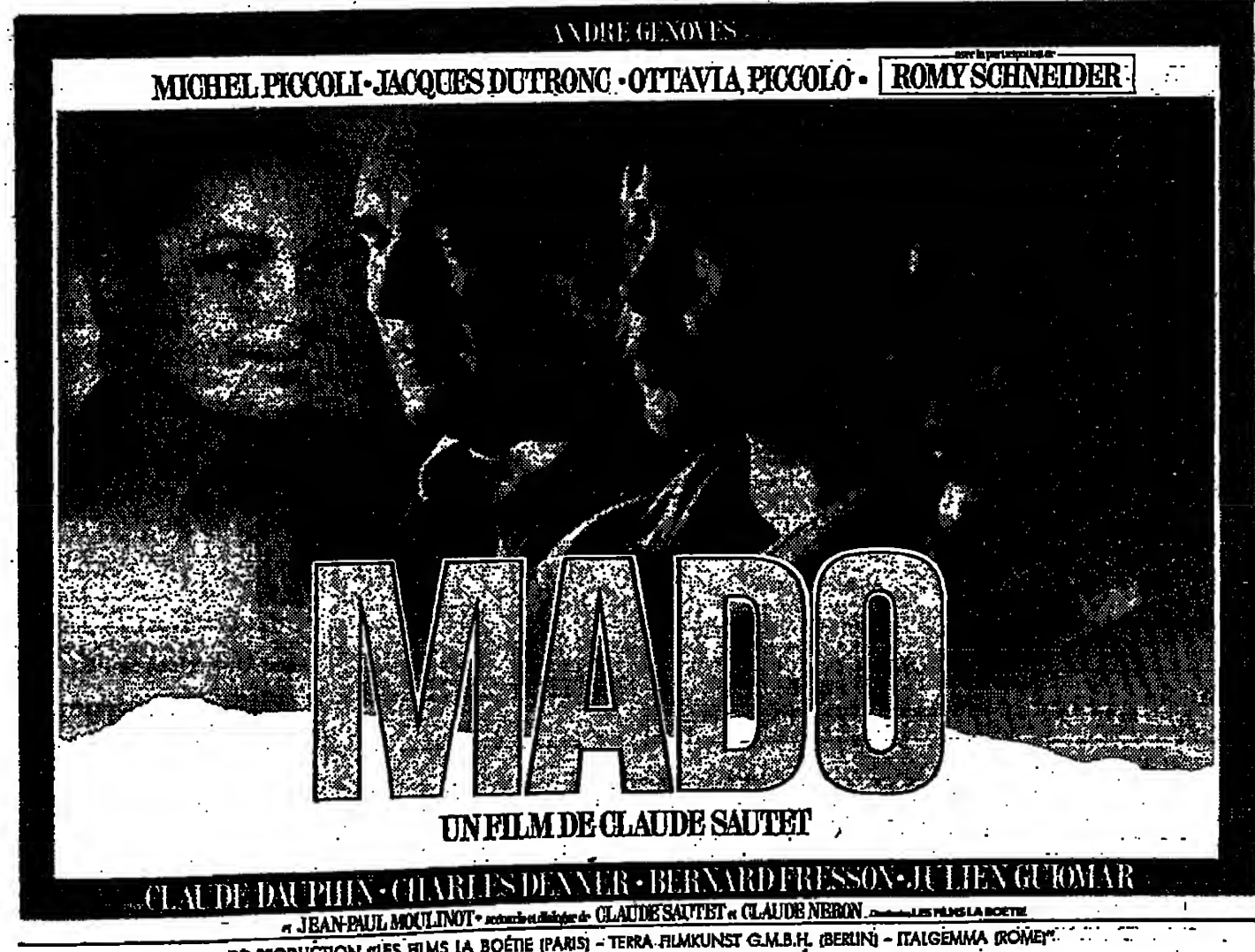
ELYSEES POINT SHOW VO LUXEMBOURG VO



U.G.C. MARBEUF VO - CLUNY ECOLES VO - U.G.C. OPERA VF



GEORGE V - CONCORDE - LES IMAGES - FRANÇAIS - MONT-PARNASSE PATHE - CONVENTION GAUMONT  
FAUVETTE - GAMBETTA GAUMONT - MAYFAIR - SAINT GERMAIN VILLAGE - QUINTETTE  
périphérie : BELLE EPINE PATHE (Thiais) - PARLY II - TRICYCLES (Asnières) - FRANÇAIS (Engien)  
PATHE MULTICINE (Champigny)



**LA CLEF** 21, rue de la Clef - Tél. 337-90-90  
Aléto - Censier-Daubenton  
**PRIX**  
Georges Sadoul 1975  
Spécial du Jury  
F.I.F.E.F. Genève 75  
VOCIC  
et  
Critique Internationale  
Festival de Berlin 1976  
une grande tendresse  
pour les êtres et les choses  
un sens aigu des réalités...  
J de BARONCELLI - Le Monde  
**lettre paysanne**  
un film de SAFI FAYE











## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## TRANSPORTS

## AU CONSEIL ÉCONOMIQUE

## M. Jacques Fléchet suggère la suppression de l'Office national de la navigation

Les perspectives du transport fluvial français font l'objet d'un rapport préparé par M. Jacques Fléchet et discuté ce mardi 26 octobre au Conseil économique. M. Fléchet explique ainsi le relatif désintérêt de l'opinion française pour les canaux et pour leur place dans l'économie des transports : « La péniche est un élément poétique, presque folklorique, d'une autre époque. Il n'y a pas de quoi en être étonné lorsque l'on constate que sur les 9 500 kilomètres du réseau français, 74 %, soit 7 100 kilomètres, sont interdits aux bateaux dont le gabarit dépasse celui qui fut fixé il y a cent ans, en 1885 : c'est-à-dire la péniche de 33,50 mètres de longueur, 5 mètres de largeur, pour un chargement maximum de 300 tonnes. »

« C'est ce réseau centenaire, dit « réseau Freycinet », qui constitue la majeure partie des voies navigables. Il relie entre eux et au réseau à grand gabarit nos tronçons de voies modernes, où circulent des bateaux de 70 mètres de long, portant 1 500 tonnes, et des ensembles poussés de 180 mètres, dont le tonnage atteint 5 000 tonnes. »

La voie navigable est le parent pauvre des transports : 6 % du total des tonnes-kilomètres transportées, contre 50 % aux Pays-Bas, 25 % en Allemagne, 20 % en Belgique. M. Fléchet rappelle aussi que les artisans bateliers sont de plus en plus incités à délaisser les petits canaux mal entretenus pour fréquenter les grands axes, où opèrent les compagnies de transport. Celles-ci travaillent selon la formule des contrats de forts tonnages : d'où des conflits de tarifs, des difficultés de financement pour rentabiliser un matériel souvent vétuste.

Un chapitre des infrastructures, « il est urgent que soit adopté par le gouvernement le schéma directeur des voies navigables préparé dès le VI<sup>e</sup> Plan. Ce schéma devrait guider les travaux aux fins d'un développement cohérent, et comprendrait notamment la remise en état du réseau Freycinet, l'achèvement de l'aménagement à grand gabarit des vallées de la Saône, le relèvement des seuils sur les trois grandes liaisons : Rhin-Rhône,

Seine-Nord, Seine-Est, et le raccordement de cet ensemble au réseau européen. » Un tel programme représente un investissement de 18 milliards de francs 1975. C'est un effort significatif mais raisonnable, estime M. Fléchet, si l'on tient compte de la durée de vie de tels investissements (deux cents à trois cents ans), des sommes accordées par l'État aux autres moyens de transport, ainsi que des différentes sources de financement possible : crédit budgétaire, emprunt d'État, emprunts régionaux et internationaux, fonds de concours des collectivités locales, financement privé, ajoutant aux péages déjà perçus dans le cadre de la loi dite « loi Morice ».

Enfin, selon M. Fléchet, il est « indispensable d'alléger et d'assouplir la tutelle administrative : les missions de l'Office national de la navigation en tant qu'établissement public industriel et commercial n'ayant aucunes communes mesure avec ce qu'elles étaient il y a une trentaine d'années et ses missions administratives pouvant, comme pour d'autres modes de transport, être remplies par les ministères concernés, cet établissement, qui fait écran entre les pouvoirs publics et la profession, « pourrait être supprimé ».

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

« Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit. »

« Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit. »

« Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit. »

« Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit. »

« Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit. »

« Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit. »

« Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit. »

« Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit. »

« Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit. »

« Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit. »

« Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit. »

« Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit. »

Seine-Nord, Seine-Est, et le raccordement de cet ensemble au réseau européen. » Un tel programme représente un investissement de 18 milliards de francs 1975. C'est un effort significatif mais raisonnable, estime M. Fléchet, si l'on tient compte de la durée de vie de tels investissements (deux cents à trois cents ans), des sommes accordées par l'État aux autres moyens de transport, ainsi que des différentes sources de financement possible : crédit budgétaire, emprunt d'État, emprunts régionaux et internationaux, fonds de concours des collectivités locales, financement privé, ajoutant aux péages déjà perçus dans le cadre de la loi dite « loi Morice ».

Enfin, selon M. Fléchet, il est « indispensable d'alléger et d'assouplir la tutelle administrative : les missions de l'Office national de la navigation en tant qu'établissement public industriel et commercial n'ayant aucunes communes mesure avec ce qu'elles étaient il y a une trentaine d'années et ses missions administratives pouvant, comme pour d'autres modes de transport, être remplies par les ministères concernés, cet établissement, qui fait écran entre les pouvoirs publics et la profession, « pourrait être supprimé ».

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

Suggestion qui, à coup sûr, fera du bruit.

## CIRCULATION

## 8 millions de francs perdus dans les encombrements

## Les automobilistes de la Toussaint devront étaler leur retour

Les fêtes de la Toussaint correspondent à un week-end. D'importants encombrements sont donc attendus dans les gares (six cent quatre-vingt-dix-sept trains, dont cent vingt-huit supplémentaires, mis en circulation le vendredi et le samedi au départ de Paris), et surtout sur les routes. Les responsables de la circulation routière estiment qu'à la fin de cette semaine deux millions trois cent mille Français, deux cent cinquante mille Lyonnais, autant de Marseillais, vont quitter leur ville en voiture. Le 1<sup>er</sup> novembre sera le jour le plus chargé, avec des difficultés sur les routes de retour dépassant celles que l'on a connues le 1<sup>er</sup> août. Une prévision : les automobilistes de la Toussaint perdront au total huit cent soixante mille heures dans les encombrements et brûleront, de ce fait, pour 8 millions de francs, des millions de litres de pétrole.

M. Christian Gerondeau, délégué général à la sécurité routière, a pour sa part, lancé le 26 octobre une campagne nationale. La nuit vous trompe, a-t-il dit, destinée à lutter contre les accidents qui augmentent régulièrement de nuit sur les routes et dans les agglomérations. Il a rappelé que la nuit le risque d'accident mortel est deux fois plus élevé que le jour : quarante-sept tués pour mille accidents, le jour, quatre-vingt-trois tués pour mille accidents, la nuit. « Allumez vos feux de croisement (codés) dès 17 heures », a conseillé M. Gerondeau.

Le projet P.A.A.C. UNE « ALERTE » RADIO SUR LE TABLEAU DE BORD

Etudié par le Centre national d'études des télécommunications, le système P.A.A.C. (Protection des automobilistes, aide à la circulation) permettrait à la gendarmerie de donner aux automobilistes circulant sur les routes des informations locales sur les difficultés qui les attendent, et de les conseiller. En sens inverse, la gendarmerie serait plus rapidement prévenue des accidents.

A bord des véhicules, le système comporte deux éléments : un petit récepteur, réglé une fois pour toute sur une fréquence définie, et associé à un haut-parleur, qui peut être celui d'une auto-radio ; un détecteur de choc, sensible uniquement aux chocs importants, et qui émet alors un signal radioélectrique de détresse.

Les installations fixes sur la chaussée sont de deux sortes. Les bornes d'appel d'urgence déjà installées sur les autoroutes retransmettent les signaux de détresse vers le poste de commandement de gendarmerie le plus proche. D'autre part, des lignes enterrées le long de l'autoroute — chaque ligne aurait 2 kilomètres de long et l'on en trouverait une tous les 30 kilomètres environ — diffuseraient des messages, si nécessaire, aux automobilistes qui les longent. Enfin, la gendarmerie pourrait utiliser des émetteurs mobiles, sur motos ou sur hélicoptères.

L'économie générale du projet est donc de permettre à la gendarmerie de diffuser le plus rapidement possible aux automobilistes conseils et consignes. Le système est technique, simple, et le C.N.E.T. vient d'organiser une démonstration convaincante. Reste à le mettre en place.

Les promoteurs du projet estiment que celui-ci est nettement moins onéreux que d'autres systèmes analogues, qui ont déjà été proposés. L'équipement d'une automobile reviendrait à 150 F ou 200 F. Les

difficultés financières, vient de renoncer à exploiter le tronçon Nancy-Dijon de la liaison Nancy-Dijon-Limoges-Bordeaux. Cette ligne, créée il y a deux ans, trop déficitaire entre Nancy et Dijon, sera supprimée, mais sera maintenue entre Limoges et Bordeaux.

Urbanisme REAMÉNAGER LE SECTEUR ITALIE. — Mme Gisèle Morvan, députée communiste de Paris, a présenté, le mardi 26 octobre, une proposition de loi « tendant à orienter dans un sens social l'opération Italie », dans le troisième arrondissement.

Les élus communistes demandent notamment que les logements à édifier soient financés sur fonds publics et constituent pour 60 % d'entre eux des H.L.M. Les logements actuellement vides devraient faire l'objet de réquisition au bénéfice des personnes prioritaires mal logées, et un établissement public aurait la charge de terminer la rénovation du quartier.

IMMEUBLES TROP ÉLEVÉS A CHAMBRÉY. — Deux immeubles édifiés à Chambréry dans le quartier du lycée technique devaient être réduits d'un étage, les permis de construire n'ayant pas été respectés par les sociétés immobilières responsables de ces deux constructions. Les autorisations portales sur huit étages, mais chaque immeuble en comporte sept, dernier étant un étage en retrait avec terrasse.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## A LA CONFÉRENCE DE BARI

## Vingt-deux ministres européens demandent de renforcer le contrôle des plus-values urbaines

De notre correspondant

Rome. — Comment maîtriser l'urbanisation ? Cette question se pose, avec des variantes, dans tous les pays européens. Personne n'a réponse commune est possible, le Conseil de l'Europe lui a consacré une conférence, du 21 au 23 octobre, à Bari, dans le F.U.D. de l'Italie. Vingt-deux ministres, chargés de l'aménagement du territoire dans leurs pays respectifs — parmi lesquels M. Jean Lecanuet pour la France — y participaient. Aux dix-neuf membres du Conseil (1) s'étaient joints comme observateurs, la Yougoslavie, la Finlande et l'Espagne. Parmi les conclusions de la conférence, on notera la suggestion de faire de l'année 1980 l'année du renouveau urbain, et l'insistance sur l'harmonisation des terminologies, des statistiques, de la cartographie et des méthodes d'appréciation des besoins. « Un accent particulier, souligne le communiqué final, a été mis sur la nécessité du contrôle, par les pouvoirs publics, des zones à bâtir, de manière à faire profiter la collectivité de la plus-value. » Les ministres ont, d'autre part, exprimé « la conviction que les problèmes des grandes aires métropolitaines doivent être examinés non seulement dans un cadre directement urbanistique, mais dans le cadre même de la programmation économique générale. »

Quatre rapports avaient introduit les débats : « Les tendances du développement urbain en Europe » (France) ; « Développement urbain et renouvellement urbain » (Italie) ; « Contrôle et croissance urbaine » (Grande-Bretagne) ; « Les régions de montagne et l'urbanisation » (Autriche et Suisse).

« Au cours des dernières années, a remarqué la délégation française, le taux de natalité a diminué partout en Europe, et on approche d'une « croissance démographique zéro » ou du moins très faible. Il ne faut, toutefois, pas en déduire qu'il en résultera à court ou à moyen terme un ralentissement de l'urbanisation, ou y voir un remède miracle aux déséquilibres. La croissance démographique est un phénomène complexe, qui ne peut être maîtrisé que par une action globale, le développement technologique, les moyens de transport, les équipements socio-culturels, etc. En outre, la croissance démographique n'est pas une donnée absolue, elle peut être réduite au sein même des villes, et il dépasse infiniment le périmètre bâti auquel le mouvement des hommes et des véhicules donne un caractère urbain. » Cette zone, située très loin des villes, est souvent soumise à une consommation parasitaire d'espace. C'est cette dernière que les urbanistes devraient essayer de juguler.

La délégation italienne a défini ainsi les objectifs que devrait se donner une politique de rénovation urbaine : la restauration des centres historiques (et non seulement de quelques édifices ayant une valeur artistique ou un intérêt culturel particulier), un vœu à maintenir sur place les habitants indigènes et à moderniser les équipements communautaires ; la mise en valeur des villes de dimension moyenne ; la réalisation d'économies importantes dans l'exploitation de l'espace et des ressources naturelles ; à travers le contrôle, l'enrayer et l'orientation des phénomènes d'expansion urbaine, y compris la prolifération des résidences secondaires.

La conférence a repris à son compte un souhait de la délégation britannique, en demandant que les plans d'urbanisme soient suffisamment simples pour être suivis — et discutés, voire refusés — par les citoyens.

ROBERT SOLÉ.

(1) Allemagne fédérale, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie. Le Portugal doit entrer au Conseil de l'Europe en 1977.

## QUALITÉ DE LA VIE

## La société Iamesa pollueait Seveso depuis vingt ans

Selon les éléments d'un dossier constitué par les autorités milanaises, et que vient de révéler le correspondant de l'Agence France-Presse à Milan, la société Iamesa, responsable de la pollution par la dioxine de la petite ville de Seveso en Italie, aurait depuis une vingtaine d'années sérieusement perturbé l'équilibre écologique de cette région.

Dès 1957, en effet, une enquête faisait ressortir que les rejets de l'usine « amposon » les eaux d'un torrent situé à proximité de Seveso. En 1958, les responsables de l'entreprise annonçaient qu'ils avaient mis au point un système d'épuration, mais un contrôle effectué l'année suivante montrait que les eaux étaient toujours toxiques.

En 1962, après deux années de poursuites, sans suite, au début de 1975, à la suite d'analyses de eaux, un nouveau dossier était transmis au procureur de la République, mais il a fallu attendre l'accident du 10 juillet pour que l'usine soit fermée.

n'est qu'en 1969 que fut évoquée pour la première fois la possibilité de fermer l'usine.

Deux nouveaux systèmes de réduction des déchets furent mis au point mais la diminution de la toxicité des eaux ne parut pas suffisante aux autorités milanaïses, qui entreprirent un procès contre l'usine, sans suite. Au début de 1975, à la suite d'analyses de eaux, un nouveau dossier était transmis au procureur de la République, mais il a fallu attendre l'accident du 10 juillet pour que l'usine soit fermée.

En attendant... fumez Amsterdam!

on aurait créé le plus formidable parfum d'homme.

En attendant... fumez Amsterdam!

(cascasi bon!)

Régie Française des Tabacs sous licence Rinscoz et Ormond

En attendant... fumez Amsterdam!

(cascasi bon!)

Régie Française des Tabacs sous licence Rinscoz et Ormond

En attendant... fumez Amsterdam!

(cascasi bon!)

Régie Française des Tabacs sous licence Rinscoz et Ormond

En attendant... fumez Amsterdam!

(cascasi bon!)



1500

# LE MONDE IMMOBILIER PARIS.

**12**  
N° An.

**2500**  
REVISABLE  
Prix moyen du m²

**2000**  
FD  
Prix moyen du m²  
formule et définitif

**90%**  
15  
montant des prêts  
concessés et durée

**CF**  
prêt du Crédit  
Foncier

**1973**  
année de livraison  
et trimestre

**24**  
Nombre  
d'app.

**6**  
Parkings  
en surface

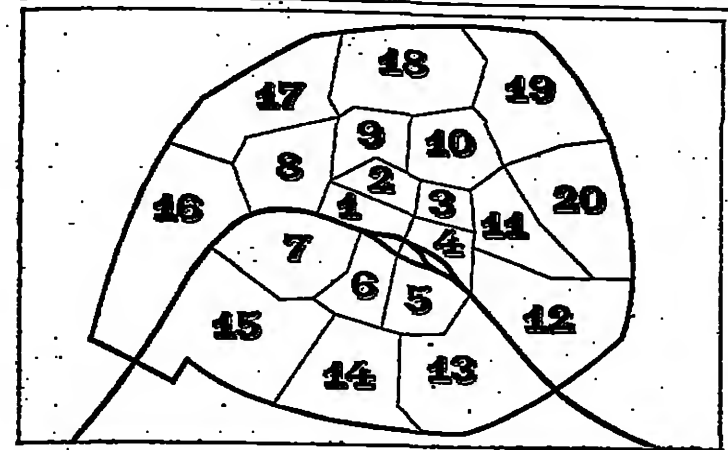
**6**  
Garages  
eq sous-sol  
ou box

**M**  
Métro

**Autobus**

**RER**  
R.E.R.  
Stadion

**A**  
Autoroute  
périphérique



**7**  
7.800  
FD  
80%  
20  
1978  
66E  
M

**LES AMBASSADES ST-DOMINIQUE** - 96-98, rue St-Dominique - Réalisation à la fois luxueuse et discrète avec prestations de grande classe (dans les séjours, parquet chêne massif au point de Hongrie). St. ou 6 p., duplex et app. terrasses. Sur. vente sur place à partir du 19 oct. ou sur rendez-vous : 766-51-03.  
Réalisation SOFAP

**7**  
8.300  
FD  
80%  
SPECIAL  
HABITABLE IMMEDIATEMENT  
DISPON 15  
M

**LE BRODEVAL** - 76, rue Vaneau - Une élégante réalisation autour d'un jardin : 2 petits immeubles en pierre de taille. Studios, 2 et 4 pièces. Sur place, jeudi à lundi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. 30 à 19 h. ou Mme Deville 266-34-56  
21-23, rue d'Astorg, Paris-8°

**LA HENIN**  
crédits immobiliers  
16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 Paris - tél. : 280-35-15  
**COGEFIMO**

**7**  
8.000  
FD  
80%  
PERSONNALISE  
1977  
49E  
M

**131, RUE DE L'UNIVERSITE** - Belle demeure parisienne. Tr. ht niv. de prestat. Ds la centre noble de la ville. De la chambre au 5 p. et 2 splendides duplex plein ciel, gdes terrasses sur toit, vastes balcons. Sur. vte sur pl., lundi et jeudi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40, 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

**12**  
5.900  
FD  
80%  
20  
LIVRAISON IMMEDIATE  
M

**BECCARIA 7** - 7, rue Beccaria, 109, rue de Charenton 2 Immeubles de Classe proposant des apparts (Studios à 6 Pces) tant pour l'habitation que pour l'investissement garantie locative assurée pendant 3 ans. Appt témoin ts les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mercredi).  
**SERCO** 14, rue Magellan - PARIS (8°) **723-72-00**

**12**  
5.800  
FD  
80%  
20  
1977  
53E  
M

**RÉSIDENCE PIERRE BOURDAN** - 1-3, rue Pierre-Bourdan - A quelques mètres de la Nation, mais remarqu. isol. du bruit des gr. artères, une résid. de classe aux prestat. raffin. S. pl. ts i. js et mar. et mer., 13 à 19 h., 346-51-74.  
**LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15°), tél. 567-55-66.

**13**  
5.600  
FD  
80%  
20  
1977  
140E  
M

**GALAXIE** - 20, pl. d'Italie, « AGATE » - Un tout nouvel immeuble au calme, sur une dalle jardin, avec gdes balcons loggia. Studio à 5 pces et chambres. Centre commercial avec grands magasins, Jeux d'enfants. Sur pl., tous les jours, de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, sauf les jours de 14 h. à 19 h. matin 580-32-92 ou 14, av. F. Roosevelt-8° - 256-55-11.  
Réalisation S.E.I.L.

**13**  
4.950  
FD  
80%  
20  
1978  
149E  
M

**« CAP SUD »** - Place de Rungis - A proximité du Parc Montsouris, une gamme d'appart. bien conçus, du studio au 6 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h. à 20 h., sam., dim., de 10 à 12 h. et de 14 à 20 h. Tél. 589-71-21.  
**LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15°), tél. 567-55-66.

**13**  
4.900  
FD  
80%  
20  
LIVRAISON IMMEDIATE  
1977  
380E  
M

**OLYMPIADES** - 70, avenue d'Ivry - Deux immeubles : CORTINA, chamb., stud., 2 p. - HELSINKI, stud. à 5 p. Environnem. exception. : Centre Commercial « Stadium » avec piscine et piscine. Sur pl. ts les jrs de 10 h. à 12 h. 30 et de 14 h. à 19 h., sf vend. mat. et merc. T. 584-81-20 ou S.P.E.L., 14, av. F. Roosevelt, Paris-8°, T. 256-55-11.

**15**  
5.900  
FD  
80%  
20  
LIVRAISON IMMEDIATE  
1978  
80E  
M

**VOUILLÉ-PLAISANCE** - 3° tranche, 56, rue Labrousse quelques apparts de 5 pièces, 107 m² + Balcon, double exposition s/rue et sur jardin intérieur. Appart. témoin ts les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercredi).  
**SERCO** 14, rue Magellan - PARIS (8°) **723-72-00**

**15**  
6.200  
FD  
80%  
PERSONNALISE  
1978  
209E  
M

**RÉSIDENCE BUFFON** - 18-24, rue Lecourbe. — Du studio au 6 pièces. Très haut niveau de prestations. Grands espaces verts. Balcons et terrasses. Bureau de vente sur place : mardi et vendredi de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Renseignements et vente : 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS, Tél. 280-34-40.

**16**  
8.500  
FD  
80%  
20  
1977  
69E  
M

**57, RUE DE PASSY** - Emplacement privilégié entre La Muette et le Trocadéro, imm. de 8 étages, du mini stud. ou 5 p., terrasses en étage sup. Visi. s. pl. et aptt modèle ts les jours 10 h. 30 à 12 h. 30 et 14 h. à 19 h. S.P.E.L., 125, r. du Cherche-Midi, 75015 PARIS, Tél. 783-24-28 - 306-36-57, poste 18.

**16**  
8.200  
FD  
80%  
PERSONNALISE  
1976  
42E  
M

**LES JARDINS DE POLYMANIE** - 37-39, av. Théophile-Gautier - Imm. de 4 étages, grand stand, autour d'un jardin de 3.000 m². Du stud. 34 m², au 6 p. 180 m². S. pl. t.i.j. sf dim. lun. et le vend. mat. 10 h. à 12 h. 30, 14 h. à 19 h. Tél. 224-66-26 ou S.P.E.L., 14, av. F. Roosevelt, Paris-8°, 256-55-11  
Réalisation : MAZET & VALLETTE

**17**  
7.700  
FD  
80%  
PERSONNALISE  
1976  
37E  
M

**141, AVENUE DE WAGRAM** - Résidence de classe. Du studio au 5 pièces, un duplex exceptionnel, terrasse. Sur place, lundi, mercredi, de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h.  
**COMEGLI** 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS, Tél. 280-34-40.

**19**  
4.400  
FD  
80%  
20  
LIVRAISON IMMEDIATE  
1976  
150E  
M

**LOIRE-DEHAYNIN** - 20, rue E. Dehaynin - Situés à deux pas des Buttes-Chaumont, 2 immeubles élancés aux vastes loggias en bordure du quai de la Loire. 4 et 5 pièces. Appartement témoin tous les jours de 14 heures à 19 heures. (sauf mardi et mercredi).  
**SERCO** 14, rue Magellan - PARIS (8°) **723-72-00**

**« Le Monde Immobilier »**  
est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs.  
Elle est destinée à faciliter le démarchage de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

**... et un prêt CDE financera votre achat :**

**cde**  
Comptoir des Entrepreneurs  
6 rue Volney Paris 2° - Tél. : 260.35.36.  
Tous les financements immobiliers depuis 1848.



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,97
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régional

**Important Groupe Industriel Français**  
spécialisé en mécanique  
et mécanique de précision  
recherche pour une de ses filiales

**UN INGÉNIEUR  
MÉCANICIEN  
si possible HYDRAULICIEN**

pour diriger un bureau d'études et une plate-  
forme d'essais et participer à la mise au point  
de prototypes.

Formation A.M. ou similaire.  
Résidence grande ville universitaire  
Centre de la France.

Ad. C.V. et prêt. au le numéro 82.736, Centesse F.  
20, av. Opéra - 75040 PARIS, Cédex 01, qui transmet.

**SUR LITTORAL LANGUEDOCIEN**  
Important Groupe de Sociétés  
du Secteur Bâtiment

recherche

**RESPONSABLE  
DU SERVICE MARKETING**

Dépendant directement de la Direction Générale,  
il agit en tant que consultant pour les diffé-  
rentes Sociétés du Groupe.

Il sera chargé :

- de l'analyse des marchés ;
- de la recherche et du lancement des produits  
nouveau ;
- de la préparation et de la présentation des  
plans de marketing.

Profil : Diplôme de l'Enseignement Supérieur  
(B.S.E.C. SUPÉRIEUR, SCIENCES PO, ou  
équivalent) complété par une expérience  
marketing de deux ou trois ans de préfé-  
rence en Agence de Publicité ou dans le  
Bâtiment.

Les candidatures seront examinées avec la plus  
grande discrétion. Envoyer curriculum vitae, photo  
et prétentions à : M. J. L. « Le Monde » Publicité,  
5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9°).

**S.A. Burroughs**  
Proximité ROUEN  
recherche

**3 DIPLOMÉS  
D'ETUDES SUPERIEURES  
EN GESTION (DEBUTANTS)**

pour son département  
INFORMATIQUE ET ORGANISATION

- connaissance d'un langage de  
programmation structurée
- anglais nécessaire.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions de  
salaires à l'attention du Chef du Personnel  
B.P. 5 - 76360 BARENTIN.

**IMPORTANTE USINE  
SPECIALISEE PRODUITS BATIMENT**  
recherche

**2 VENDEURS  
TECHNICO-COMMERCEUX EXP.**

Age : 30 ans environ.

L'un résidera Rég. Lyon, l'autre Rég. Toulouse.  
Anglais nécessaire, possédant voiture. Prévoir  
déplacements 5 jours par semaine. Fraie déplace-  
ment. Appointements élevés suivant capacités.  
12° mois.

Envoyer C.V. à Agence HAVAS, 50023 LILLE Cedex,  
sous référence AT / 4410/10.

**GROUPE NANTES**  
recherche

**CADRE de GESTION**

administrative et financière pour responsabilités :

- administratives ;
- juridiques ;
- financières ;
- contrôle de gestion.

Expérience nécessaire.

Ecrire avec références n° 6.413, H.A.P.  
Hall Feuille Annonces 7 X, 44040 NANTES Cedex.

**NOTRE ENTREPRISE EMPLOIE 100 PERSONNES  
ET REALISE UN CHIFFRE D'AFFAIRES  
DE 100 MILLIONS**

Nous recherchons  
pour notre service ADMINISTRATION DES  
VENTES situé à DIEPPE

**UN JEUNE DIPLOMÉ E.S.C.**  
(OU EQUIVALENT)

ayant environ deux ans d'expérience et connaissant  
bien les techniques de l'exportation.

Adjoint direct au chef de service, il aura notam-  
ment la responsabilité des dossiers export. Anglais  
indispensable. Allemand souhaité.

Envoyer C.V. manuscrit et photo au C.N.P.E.G.  
105, av. Victor-Hugo, Paris (16°), sous réf. 9.827 A.V.

P.M.I. installée en Bretagne  
recherche

**DIRECTEUR COMMERCIAL**

Format. Sup. de co ou équival.

- Hôte d'action et d'animation ;
- Disponible rapidement ;
- Chargé d'appliquer la politi-  
que commerciale de l'entreprise ;
- Chargé de développer le déve-  
loppement rapide des ventes.

Env. n° 1 94.32 M. Régie-Pr.  
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°.

**FRANK S.A.**  
Location de véhicules  
industriels recherche

**CHEFS DE CENTRE**

PROVINCE (40 à 100 véhicules).  
Ces postes seront confiés  
à cadres 30 ans minimum.  
Justifiant d'une réussite  
commerciale et de qualités  
de commandement.

Env. C.V. manuscrit et photo  
179, avenue Charles-de-Gaulle,  
92200 NEUILLY. (Rég. L.C. 20.)

offres d'emploi

**CORT Consultants**  
recherche

**INGENIEURS D'ENTRETIEN**  
pour compléter son équipe de  
spécialistes en gestion de la maintenance

Formation Grande Ecole  
Type E.C.P., A.M.,...

30 ans minimum - Expérience nécessaire en entretien,  
production ou engineering.

Formation complémentaire assurée méthode CORT.

Activité de conseil impliquant déplacements en France et à l'étranger. Anglais  
souhaité.

Ambiance de travail agréable dans un groupe volontairement restreint et actif.  
Forte participation aux résultats globaux d'exploitation de la Société.

Ecrire avec C.V.  
photo et présent.  
sous réf. 2242 B à

**CORT**

65 Av. Kléber  
75116 Paris  
Discrétion absolue

offres d'emploi

**IMPORTANT GROUPE MINIER**  
recherche

pour une exploitation d'Uranium située en  
Afrique francophone

**1 ADJOINT AU DIRECTEUR**

A ce titre, il dirigera et coordonnera les services  
de l'exploitation.

Le candidat devra être un ingénieur diplômé d'une  
grande école des Mines ou de l'Ecole Centrale.  
Il devra avoir occupé un poste important dans une  
mine pendant plusieurs années.

Vie en famille - Scolarité assurée sur place jus-  
qu'en classe de 2° inclusive - Avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé sous le numéro 83.501 B.  
B.L.E.U. PUBLICITE, 17, rue du De-Lebel - 94300  
VINCENT, qui transmettra.

offres d'emploi

**IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE**  
Banlieue Sud-Ouest Paris  
recherche pour son  
Service comptabilité analytique

**2 CHEFS DE SECTION**

COEFFICIENT 305

Ils assureront la centralisation et l'analyse des  
informations comptables en provenance des  
usines. Evolution prévue à moyen terme vers  
les fonctions de chef comptable dans une usine  
de province comprenant de 700 à 1500 person-  
nes. Une formation B.T.S. comptable + 2 ans  
d'expérience en comptabilité analytique ou  
B.S.E.C. + 4 ans d'expérience en comptabilité  
analytique sont souhaitables.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 82.664  
CENTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra,  
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

**STE DE TELECOMMUNICAT.**  
recherche

**DESSINATEURS**

Connaissant travaux P.T.T. et  
préférence. Anglais indispensable.  
pour travaux à l'étranger.  
Formation assurée.

Ad. lettre manusc. C.V. photo  
à Sweets B.P. 269, 75024 Paris.  
Cédex 07 ss réf. 367 M, qui tr.

**EDITEUR RECHERCHE**

**REDACTEUR-PIGISTE**

SPECIALISE PÊCHE-POISSON  
COMMAIS. PARIS-ITALIEN  
Ecr. n° 7 484.882 M. Régie-Pr.  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2°

**ENGINEERING**  
pour l'étranger

**2 INGENIEURS dont**

- 1 en soudure
- 1 en mécanique, connais-  
sant matériel pétrochimique

ANGLAIS indispensable  
TAI. se présenter ou écrire avec  
C.V. à INSET, 59, bd Magenta,  
Paris 10° - 75010-30

Hôpital privé PARIS recherche  
infirmière D.E. pouvant assurer  
secrétariat. Horaires adaptables.  
salaire partiel possible. Poste  
à responsabilité et pouvoir  
réglement.

Téléphone : 63-24-20, poste 401.

offres d'emploi

**alta**

**FILIALE SONATRACH**

recherche

**MONITEURS  
SOUDAGE**

**SEMI-AUTOMATIQUE MAG**

**CONDITIONS EXIGÉES :**

- Longue expérience du sou-  
dage S.A. MAG ;
- Bonne connaissance des  
machines et accessoires ;
- Notions approfondies en  
métallurgie et gaz ;
- Bonnes aptitudes pédago-  
giques ;
- Libres rapidement.

**ÉCRIRE :**

114, rue de Tripoli  
HUSSEIN-DEY, ALGER

un nouveau  
service concernant l'emploi

**Le Monde**  
INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des  
offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde"  
concernant chacune des principales fonctions ou pro-  
fessions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabi-  
lité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent  
ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de  
l'emploi.

**bon de commande à découper**  
**Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS**

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multipostes.	<input type="checkbox"/> Direction financière et administrative.
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités.	<input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales.
<input type="checkbox"/> Informatique.	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.
<input type="checkbox"/> Production entretien.	<input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
<input type="checkbox"/> Ingénieurs.	
<input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche.	

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

**TARIF DES ABONNEMENTS (en France)**

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	52	74	90	109	119	132	144	155	165
12 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
24 semaines	70	136	199	259	315	368	415	462	504	542	572
36 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le  
nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au  
Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon  
de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire :  
"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : \_\_\_\_\_ ou SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_ TEL : \_\_\_\_\_

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du Monde ou ch. postal (CCP 4207-28 Paris)

ÉTRANGER : Envoi aérien : + 1 franc par fonction et par semaine

**Banque Populaire**

LE GROUPE DES BANQUES POPULAIRES  
offre à JEUNES DIPLOMÉS (EES)

**CENTRALE - H.E.C. - E.S.S.E.C.**  
ou équivalent

dépositaire des obligations militaires

postes :

**INSPECTEURS DE BANQUE**

- Ils auront pour mission d'examiner et d'appré-  
cier les divers aspects de la gestion bancaire :  
développement, sécurité, rentabilité, perspectives,  
synthèse.
- Ils devront être dotés d'une forte personnalité,  
caractérisée par : aptitude à la négociation,  
sens de la rigueur, faculté de synthèse, bonne  
présentation.
- Au cours des premières années de carrière, ils  
effectueront en province des déplacements d'en-  
viron 3 mois chacun (2 ou 3 par an), alternant  
avec des séjours plus longs à Paris.
- Ils devront être dotés d'une forte personnalité,  
caractérisée par : aptitude à la négociation,  
sens de la rigueur, faculté de synthèse, bonne  
présentation.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un  
C.V. daté et d'une photo, devront être adressées à :

M. C. FORTVILLE - Inspection  
CHAMBRE SYNDICALE  
DES BANQUES POPULAIRES  
121, avenue de Wagram, 75047 PARIS CEDEX 17.

**ORGANISME PUBLIC NATIONAL**  
(20 centres de traitement informatique)  
recrute

- **Analyste Concepteur**  
Excellente formation générale, haut niveau tech-  
nique, 5 ans d'expérience de réalisation informa-  
tique acquise de préférence chez un constructeur.
- **Analyste Programmeur**  
Solides pratiques professionnelles sur gros systèmes.

Ecrire en indiquant le poste choisi à INTERMEDIA,  
réf. 590/3300, 89, rue Lafayette, Paris-9°, qui transmet.

الطبعة 1520



**demandes d'emploi**    **demandes d'emploi**

Pour **Journalier** haut niveau,  
JNE FME, 30 ans, DYNAMIQ.  
MAITRISE LETTRE, EXPER.  
VENDEUR, rech. un poste avec  
responsabilités commerciales.  
Ecr. n° 4233 Comptess Publ.  
22 ans, 20 ans, Ctr. fr.  
Diplômé Ecole Supérieure de  
Commerce, obtient recherche  
comptable, expérience de  
18 mois en Arabe Saoudite,  
parle et écrit arabe, anglais et  
français.  
cherche poste  
ou KOWEIT, BAHREIN ou  
ARABIE SAOUDITE  
Ecr. n° 7392 « le Monde » Pub.  
& r. des Italiens, 75407 Paris-6  
J.F. 21 ans, C.A.P. Dessin In-  
dustriel ou Mécan. générale,  
trav. avec clients, 10 ans.  
Libre de suite, ch. situation.  
Ecr. n° 4281 « le Monde » Pub.

5, r. des Italiens, 75001 Paris 6  
25 a. 41, sup. + secr. direction  
2 a. exp. 33000 annales  
Ecr. n° 33300 « le Monde » Puy  
5, r. des Italiens, 75001 Paris 6  
Directeur Centre Socio-Culturel  
possédant sér. réf. et formations  
en animal. culture, gestion, trav.  
ou insertion de groupe et trav.  
secteur socio-culturel. Ecrire :  
n° 1 974-981, M. Régis-Presse  
65 bis, rue Rœumur, Paris (20)  
**CADRE JURIDIQUE**  
Homme 45 ans, Licence, diplômé  
prive 10 ans exp. établissem.  
crédit, comm. droit construct.  
poste ds immob., crédit ou sim.  
Libre. Ecrire : Mlle RICHET,  
10, rue Robert-Flurry, 75015  
J. Philis, 5 ans expér. documentat.  
biblioth. 10 ans expér. admin.  
J. BRASSIN ou M. PUYOUILLE

**TEL. LE MATIN N° 605-51-43**

**J.F. Français**  
Licence d'anglais  
bilingue franco-polonais,  
bonne connaissance de l'allemand.  
Étudier les propositions d'emploi.

**J.J. 27 a.** lic. dir. entr., prob.  
niv. cert. compt. DECS, des. gén.  
m. de stage cours. jur. et fisc.  
m. de stage. 1962-63. 1963-64.  
comp. 1964-65. 1965-66. 1966-67.  
comp. 1967-68. 1968-69. 1969-70.  
comp. 1970-71. 1971-72. 1972-73.  
comp. 1973-74. 1974-75. 1975-76.  
comp. 1976-77. 1977-78. 1978-79.  
comp. 1979-80. 1980-81. 1981-82.  
comp. 1982-83. 1983-84. 1984-85.  
comp. 1985-86. 1986-87. 1987-88.  
comp. 1988-89. 1989-90. 1990-91.  
comp. 1991-92. 1992-93. 1993-94.  
comp. 1994-95. 1995-96. 1996-97.  
comp. 1997-98. 1998-99. 1999-00.  
comp. 2000-01. 2001-02. 2002-03.  
comp. 2003-04. 2004-05. 2005-06.  
comp. 2006-07. 2007-08. 2008-09.  
comp. 2009-10. 2010-11. 2011-12.  
comp. 2012-13. 2013-14. 2014-15.  
comp. 2015-16. 2016-17. 2017-18.  
comp. 2018-19. 2019-20. 2020-21.  
comp. 2021-22. 2022-23. 2023-24.  
comp. 2024-25. 2025-26. 2026-27.  
comp. 2027-28. 2028-29. 2029-30.  
comp. 2030-31. 2031-32. 2032-33.  
comp. 2033-34. 2034-35. 2035-36.  
comp. 2036-37. 2037-38. 2038-39.  
comp. 2039-40. 2040-41. 2041-42.  
comp. 2042-43. 2043-44. 2044-45.  
comp. 2045-46. 2046-47. 2047-48.  
comp. 2048-49. 2049-50. 2050-51.  
comp. 2051-52. 2052-53. 2053-54.  
comp. 2054-55. 2055-56. 2056-57.  
comp. 2057-58. 2058-59. 2059-60.  
comp. 2060-61. 2061-62. 2062-63.  
comp. 2063-64. 2064-65. 2065-66.  
comp. 2066-67. 2067-68. 2068-69.  
comp. 2069-70. 2070-71. 2071-72.  
comp. 2072-73. 2073-74. 2074-75.  
comp. 2075-76. 2076-77. 2077-78.  
comp. 2078-79. 2079-80. 2080-81.  
comp. 2081-82. 2082-83. 2083-84.  
comp. 2084-85. 2085-86. 2086-87.  
comp. 2087-88. 2088-89. 2089-90.  
comp. 2090-91. 2091-92. 2092-93.  
comp. 2093-94. 2094-95. 2095-96.  
comp. 2096-97. 2097-98. 2098-99.  
comp. 2099-00. 2100-01. 2101-02.  
comp. 2102-03. 2103-04. 2104-05.  
comp. 2105-06. 2106-07. 2107-08.  
comp. 2108-09. 2109-10. 2110-11.  
comp. 2111-12. 2112-13. 2113-14.  
comp. 2114-15. 2115-16. 2116-17.  
comp. 2117-18. 2118-19. 2119-20.  
comp. 2120-21. 2121-22. 2122-23.  
comp. 2123-24. 2124-25. 2125-26.  
comp. 2126-27. 2127-28. 2128-29.  
comp. 2129-30. 2130-31. 2131-32.  
comp. 2132-33. 2133-34. 2134-35.  
comp. 2135-36. 2136-37. 2137-38.  
comp. 2138-39. 2139-40. 2140-41.  
comp. 2141-42. 2142-43. 2143-44.  
comp. 2144-45. 2145-46. 2146-47.  
comp. 2147-48. 2148-49. 2149-50.  
comp. 2150-51. 2151-52. 2152-53.  
comp. 2153-54. 2154-55. 2155-56.  
comp. 2156-57. 2157-58. 2158-59.  
comp. 2159-60. 2160-61. 2161-62.  
comp. 2162-63. 2163-64. 2164-65.  
comp. 2165-66. 2166-67. 2167-68.  
comp. 2168-69. 2169-70. 2170-71.  
comp. 2171-72. 2172-73. 2173-74.  
comp. 2174-75. 2175-76. 2176-77.  
comp. 2177-78. 2178-79. 2179-80.  
comp. 2180-81. 2181-82. 2182-83.  
comp. 2183-84. 2184-85. 2185-86.  
comp. 2186-87. 2187-88. 2188-89.  
comp. 2189-90. 2190-91. 2191-92.  
comp. 2192-93. 2193-94. 2194-95.  
comp. 2195-96. 2196-97. 2197-98.  
comp. 2198-99. 2199-00. 2200-01.  
comp. 2201-02. 2202-03. 2203-04.  
comp. 2204-05. 2205-06. 2206-07.  
comp. 2207-08. 2208-09. 2209-10.  
comp. 2210-11. 2211-12. 2212-13.  
comp. 2213-14. 2214-15. 2215-16.  
comp. 2216-17. 2217-18. 2218-19.  
comp. 2219-20. 2220-21. 2221-22.  
comp. 2222-23. 2223-24. 2224-25.  
comp. 2225-26. 2226-27. 2227-28.  
comp. 2228-29. 2229-30. 2230-31.  
comp. 2231-32. 2232-33. 2233-34.  
comp. 2234-35. 2235-36. 2236-37.  
comp. 2237-38. 2238-39. 2239-40.  
comp. 2240-41. 2241-42. 2242-43.  
comp. 2243-44. 2244-45. 2245-46.  
comp. 2246-47. 2247-48. 2248-49.  
comp. 2249-50. 2250-51. 2251-52.  
comp. 2252-53. 2253-54. 2254-55.  
comp. 2255-56. 2256-57. 2257-58.  
comp. 2258-59. 2259-60. 2260-61.  
comp. 2261-62. 2262-63. 2263-64.  
comp. 2264-65. 2265-66. 2266-67.  
comp. 2267-68. 2268-69. 2269-70.  
comp. 2270-71. 2271-72. 2272-73.  
comp. 2273-74. 2274-75. 2275-76.  
comp. 2276-77. 2277-78. 2278-79.  
comp. 2279-80. 2280-81. 2281-82.  
comp. 2282-83. 2283-84. 2284-85.  
comp. 2285-86. 2286-87. 2287-88.  
comp. 2288-89. 2289-90. 2290-91.  
comp. 2291-92. 2292-93. 2293-94.  
comp. 2294-95. 2295-96. 2296-97.  
comp. 2297-98. 2298-99. 2299-00.  
comp. 2300-01. 2301-02. 2302-03.  
comp. 2303-04. 2304-05. 2305-06.  
comp. 2306-07. 2307-08. 2308-09.  
comp. 2309-10. 2310-11. 2311-12.  
comp. 2312-13. 2313-14. 2314-15.  
comp. 2315-16. 2316-17. 2317-18.  
comp. 2318-19. 2319-20. 2320-21.  
comp. 2321-22. 2322-23. 2323-24.  
comp. 2324-25. 2325-26. 2326-27.  
comp. 2327-28. 2328-29. 2329-30.  
comp. 2330-31. 2331-32. 2332-33.  
comp. 2333-34. 2334-35. 2335-36.  
comp. 2336-37. 2337-38. 2338-39.  
comp. 2339-40. 2340-41. 2341-42.  
comp. 2342-43. 2343-44. 2344-45.  
comp. 2345-

anxiants courant cherche travail.  
5 r. des Italiens, 75437 Paris.

**RESPONSABLE**  
de RESTAURANT d'entreprise,  
collectif, clinique, 40 ans exp., culi-  
naire, 500000 ann., 1000000 ann. 5  
ans gérant, longue exp., cuisine,  
gout de la présentation, service  
à la carte, 100000 ann. 1000000 ann.  
situé en rapport. Réf. Paris.  
5 r. des Italiens, 75437 Paris.

**50 403 CONTESSÉ** - 1<sup>er</sup> éc. 1<sup>er</sup> q.  
20 av. Opéra, Paris 1<sup>er</sup> - 1<sup>er</sup> q.  
J.Y. 21 ans B.T.S. secrétaire d'ad-  
ministration, 100000 ann. 1000000 ann.  
Préf. commerce SARCELLES.  
Tél. : 973-52.07.

**H. 30 ans, D.E.S., Sec. Eco.** 3<sup>e</sup> q.  
100000 ann. 1000000 ann. 1000000 ann.  
100000 ann. 1000000 ann. 1000000 ann.  
EGR. n° 3858 "la Monde" Pub.  
100000 ann. 1000000 ann. 1000000 ann.  
Hélène d'accueil, bilingue anglais,  
jeune, dyn. comp. ang. s'inter.  
Mme JORDAN, 25 av. de la  
Libération, 75013 Paris.

**Dipl. Sec. Po, DES et public. Lit.**  
lettres, b. angl., esp., apac. et  
distrib. 100000 ann. 1000000 ann.  
100000 ann. 1000000 ann. 1000000 ann.  
en banque ou post. resp. de  
500 mm. Réf. 1507 Paris.  
5 r. des Italiens, 75437 Paris.

[illegible]

**DOCUMENTALISTE**  
Secr. à l'ONP, Centre 1-157, qu. Turgot, 10, Clamart, Paris-16, P. R.

**RECHERCHEUR SCS APPROV. 33 ans**  
ét. maîtrise, scs. approx., anglais  
excellent, scs. dans P.M.E., ex.  
ét. m. marché aux. prod. chim.  
ex. négociations av. fournisseurs.  
V. usine, aux. commandes.  
Réponses, transport, livr. route.  
V. usine, aux. commandes.  
Recherche fonction similaire de  
P.M.E. Paris ou Banlieue Est.  
Région Parisienne.  
53 bis, rue Réaumur, Paris-20

**information  
emploi**

**POUR TROUVER  
UN EMPLOI**

Le C.I.D.E.M. (Centre d'information  
sur l'emploi) vous propose  
un GUIDE COMPLET (228 pages).

Le C.V. : rédaction avec  
exemples, erreurs à éviter.  
Lettres et entretiens.  
12 méthodes pour trouver  
l'emploi désiré : les « trucs »  
à connaître.  
Réussir interviews, entretiens.  
Les bonnes réponses aux 1655  
questions les plus demandées.  
V. droits, lois et accords.  
Pour informations, écr. : C.I.D.E.M.,  
St. Monique, 76-1a Chesnay.

**information  
emploi**

**POUR TROUVER  
UN EMPLOI**

Le CIDEAM (Centre d'information sur l'emploi) vous propose le GUIDE COMPLET (220 pages).  
Extraits du sommaire :

- Le C.I. : réaction avec exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : les « trucs » et techniques appropriés.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Vos droits, loïs et accords.

Plus d'informations, écr. CIDEAM, 1, sq. Monsigny, 75114 Châteaux.



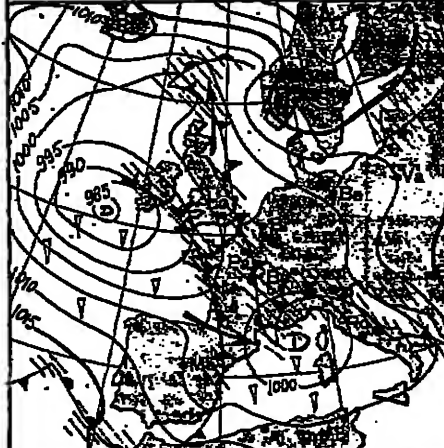




# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 27.10.76 A 0 h G.M.T.



### PRÉVISIONS POUR LE 28.10.76 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable de temps en France entre le mercredi 27 octobre à 0 heure et le jeudi 28 octobre à 24 heures :

Des perturbations continuent à circuler de l'Atlantique à l'Europe occidentale et à la Méditerranée. Elles seront probablement en plein développement le jeudi 28 octobre, mais s'atténuant vers le soir. Les températures s'abaisseront un peu.

Sur le reste de la France le temps sera généralement couvert, et les précipitations seront nombreuses, surtout dans le sud-est. Les températures s'abaisseront un peu.

Mardi 27 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1005,5 millibars, soit 750,4 millimètres de mercure.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 13 degrés ; Amsterdam, 12 et 8 ; Athènes, 15 et 11 ; Berlin, 11 et 7 ; Bonn, 13 et 8 ; Bruxelles, 12 et 8 ; Casablanca, 23 et 21 ; Copenhague, 9 et 7 ; Genève, 13 et 7 ; Madrid, 12 et 8 ; Moscou, -2 et -5 ; New-York, 13 et 11 ; Palma, 23 et 21 ; Paris, 13 et 10 ; Rome, 18 et 12 ; Stockholm, 7 et 4 ; Téhéran, 24 et 15.

## Les services ouverts et fermés pour les fêtes du 1<sup>er</sup> novembre

« PRESSE. — Les quotidiens paraîtront normalement le lundi 1<sup>er</sup> novembre.

Musée des monuments français, du musée Delacroix, du musée de Bois-Préau. Les expositions « La peinture romantique » à l'Orangerie et « L'Amérique vue par l'Europe » au Grand Palais seront ouvertes.

« BANQUES. — Elles seront fermées le lundi 1<sup>er</sup> novembre et mardi 2 novembre.

« GRANDS MAGASINS. — Les grands magasins parisiens seront fermés le lundi 1<sup>er</sup> novembre, à l'exception du Bazar de l'Hôtel-de-Ville et de la Samaritaine, qui seront ouverts l'après-midi seulement.

« P.T.T. — Les bureaux de poste seront fermés le lundi 1<sup>er</sup> novembre. Seront ouverts toutefois ceux qui le sont habituellement le dimanche. En outre, un bureau sera ouvert de 9 heures à 11 heures au chef-lieu de chaque canton. Tous ces bureaux assureront les services téléphoniques et télégraphiques, la vente des timbres-poste au détail, ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution aux guichets des objets de correspondance en instance ou adressés, soit poste restante, soit aux abonnés des boîtes postales. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

« SECURITE SOCIALE. — Les guichets dans les centres de paiement seront fermés du vendredi 29 octobre à 14 heures au mardi 2 novembre au matin.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

« ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communiquera ses guichets et services d'accueil du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 novembre, de 10 heures à 18 heures, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66, rue de la République (Paris-15<sup>e</sup>), 64-66.

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	46,70	L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04	"Placards encadrés"	34,00	39,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33	Double insertion	38,00	44,87
CAPITAUX ou PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73	"Placards encadrés"	40,00	46,70
			L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

## L'immobilier

**pavillons**

ENGHIEN, résident. Calme. 3 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

VERSAILLES, sur 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

ST-RAPHAEL, Vue mer. Libre. 100 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

ST-HONORE, 3 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

**villas**

Vallée de la Mayenne, à 10 km de Laval. 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

ETANG-LA-VILLE, Villa. 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

LE VESINET, Résidence. 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

LA VARENE, Résidence. 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

CHARENTON, Résidence. 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

**propriétés**

LABBEVILLE (50). Part. vend. 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

MARLY-LE-ROI, Grande maison. 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

LA CELLE-SAINT-CLOUD, 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

LA CELLE-SAINT-CLOUD, 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

LA CELLE-SAINT-CLOUD, 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

**terrains**

19 km de PARIS-EST. 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

BIÈVRES-91, 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

TOURNAI, 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

TOURNAI, 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

TOURNAI, 1000 m. 2 p. + 1 p. lambris. Cuis. à bois. 2 wc. et 1/2 bain. Châssis. 24 ch. 1/2 bain. 200.000 F. 200.000 F. 200.000 F.

## L'agenda du Monde

**Offres de particuliers**

Vente de répondeur-enregistreur à cassette avec 1000 appels. 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Ameublement**

Ce mois-ci... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Animaux**

DOG-CLUB... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Antiquités**

RECHERCHE DE HAUTE QUALITE... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Antiquaires**

Brocante de la Pomponette... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Bateaux**

A vendre CHRIS-CRAFT... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Caravanes**

Ch. séparés, cuis. gaz, cab. toilette, penderie, placards... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Cours**

APPRENEZ L'ITALIEN... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Collections**

Pièces d'or... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Décoration**

Nos écos en 140 m avec moquette et salon... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Déménagement**

F.L. Service Entrep. Artisanale de déménagement... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Enfants**

LES BARTAVELLES... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Rencontres**

DES AMIS ET DES AMIES PARTOUT... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Jeux - Prototypes**

XIANG-CHI... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Libres**

Vds Encyclopaedia Universalis... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Moquette**

30 A 70 % de remise sur moquette grande largeur... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Spécialité**

gastronomique... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Tapis**

TAPIS D'ORIENT... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Spécialités régionales (vins)**

Vigneron Bourgeois propose les vins de sa récolte... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Tableaux**

PARTICULIER vend tableaux... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Tapissier**

TAPISSIER art. répar. recouvre sièges... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Vacances**

Tourisme... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Loisirs**

DANS LES VOSGES... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**SKI**

SKI... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

**Yachting**

Caude départ, vende YACHT... 100.000 F. 100.000 F. 100.000 F.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 27 octobre 1976 :

UN DECRET

Portant publication de l'accord de coopération entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'U.R.S.S. dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage.

UN ARRETE

Fixant les prélèvements à opérer, au titre de l'année 1976, sur le produit de la contribution sociale de solidarité instituée par la loi n° 70-13 du 3 janvier 1970.

## MOTS CROISES

**PROBLEME N° 1597**

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

**Solution du problème n° 1596**

Horizontalement

I. Patrie. St. II. Etudes. As. III. Truc. IV. Eclaircit. V. Eger. Isar. VI. Sise. Je. VII. Sonate. VIII. Les. Uti. IX. Oser. Ros. X. Russes. XI. Orsel. Set.

Verticalement

I. Pêche. Loto. II. AT. Agla. III. Tulle. Alin. IV. RD. Estalant. V. Ris. Aires. VI. Sautail. VII. Ose. VIII. Tuo. Réels.

GUY BROUTY.

## Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens 75001 PARIS CEDEX 0



## PRESSE

## Le conflit du « Parisien libéré »

Le procès de douze ouvriers sera plaidé le 29 octobre

Le vendredi 29 octobre, la septième chambre du tribunal de grande instance de Paris doit juger douze ouvriers du Livre parisiens inculpés de vol après divers détournements et destruction d'exemplaires du Parisien libéré.

La C.G.T. a manifesté son intention de donner à ce procès un caractère définitif en faisant plaider par un imposant collectif d'avocats la thèse de la légitimité des actions « défensives » engagées par des travailleurs qui ont été privés de leur emploi.

Le Syndicat de la magistrature, dans une lettre adressée le 25 octobre à M. Georges Séguier, secrétaire général de la C.G.T., s'interroge de son côté sur la qualification de vol retenue par le ministère public, en écrivant notamment : « Le fuge dispose d'une panoplie d'instruments chaque jour plus vaste, parmi lesquels il sélectionne celui qui s'adapte le mieux aux faits contestés. Le code pénal contient ainsi un article 316 qui punit d'une amende de 160 à 600 francs ou d'une peine de huit jours maximum la contravention de « dégradation de la propriété mobilière d'autrui ». Ce texte a été écrit. Or c'est là volontairement la poursuite d'un délit qui peut paraître infamant : il fallait traiter ces ouvriers en lutte comme des délinquants et non comme des citoyens. Le vol a été généralement retenu. (...) Comment faire entrer dans la définition du vol l'acte consistant à répandre sur la chausse des exemplaires d'un journal, sans le détruire le plus souvent, la destruction résultant de son seul abandon ? Les auteurs de ces actes n'ont jamais eu, ne serait-ce qu'un instant, l'intention de s'approprier un exemplaire du journal. (...) Dans les poursuites en cours, si le juriste a son mot à dire, la

question juridique n'est que complémentaire. L'acte délictueux n'est pas suspendu dans l'air. Il doit être ramené à son contexte. Les agissements des ouvriers du Livre ne peuvent être appréciés qu'en fonction du conflit du Parisien libéré qui dure depuis vingt mois. (...) »

« Six cent cinquante ouvriers sont sans emploi. Ils se sont mis en grève ; ils ont occupé leurs imprimeries ; ils les occupent toujours. Ils se sont adressés aux tribunaux. Leur syndicat a demandé l'ouverture de négociations. Devant l'illégalité flagrante à laquelle ils étaient confrontés, ils ont utilisé les moyens légaux. Ils attendent toujours le résultat des actions prud'homales civiles et pénales qu'ils ont engagées contre M. Amoury. Ils n'ont pu se contenter de se tourner vers les tribunaux et la loi qui leur refusaient leur protection. Ils n'ont pas eu recours à la violence, mais, par le seul moyen dont ils disposaient, ils ont cherché à empêcher la diffusion d'un produit qu'eux-mêmes fabriquaient auparavant, et qui est aujourd'hui fabriqué par d'autres au mépris de leurs droits. Il arrive un moment dans la lutte ouvrière où le seul moyen de prendre la parole publiquement est de commettre un acte hors des usages de la lutte traditionnelle. (...) »

« L'ordre public serait en danger lorsque des militants ouvriers répandent sur la chausse des exemplaires d'un quotidien, mais il ne le serait pas lorsque six cent cinquante ouvriers sont sur le pavé. A un moment donné, on les traduit devant les tribunaux et on cherche à les stigmatiser aux yeux de l'opinion publique en les accusant de vol. (...) »

## EN BREF...

● Le conseil d'administration de l'Agence France Presse, réuni le 28 octobre sous la présidence de M. Claude Roussel, a élu M. Louis Estrangin vice-président adjoint du conseil, en remplacement de M. Pierre Houriez, démissionnaire.

(M. Estrangin est président du conseil d'administration d'Outre-France.)

● M. Keith Fuller a été nommé président-directeur général de l'agence américaine Associated Press par le conseil d'administration d'A.P. Il succède à M. Wes Gallagher, qui a pris sa retraite début octobre.

(M. Fuller, âgé de cinquante-trois ans, collabore à l'agence depuis vingt-sept ans. Il était directeur des opérations générales depuis qu'un mal de tête le conduisit à l'administration l'avait désigné comme successeur de M. Gallagher. Il avait les titres de vice-président et de directeur général adjoint.)

● M. Jean Hamon, secrétaire général chargé de la direction administrative des N.M.P.P., vient d'être élu président de la Caisse nationale de prévoyance et de retraite des cadres de la presse. Il succède à ce poste à notre confrère Marcel Roels, chef du service des informations générales au Parisien libéré.

● M. Jean-Paul Nyaland a pris ses fonctions de directeur de l'Ecole supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (Cameroun), en remplacement de M. Hervé Bourges qui a pris récemment la direction de l'E.S.J. à Lille. Les six pays membres de l'Ecole de Yaoundé sont le Cameroun, le Gabon, la République centrafricaine, le Tchad, le Togo et le Rwanda.

● Le Mouvement des radicaux de gauche, dans un communiqué consacré aux poursuites intentées contre certains ouvriers du Livre, estime que celles-ci « ne peuvent avoir d'autre effet que l'aggravation du conflit ». « Le M.R.G. considère que la solution des problèmes posés par l'évolution technique ne peut résulter que de la négociation d'accords, ainsi que cela vient d'être fait dans les autres entreprises de presse parisiennes et dans de nombreux quotidiens régionaux », conclut le communiqué.



**Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.**

## LE COLLECTIF DE DÉFENSE DES LIBERTÉS ET LES « OBSCURITÉS » DE L'EMPIRE HERSANT

Le Collectif de défense des libertés — qui regroupe le parti communiste, le parti socialiste, le mouvement des radicaux de gauche, la Jeune République, la C.G.T., la C.F.D.T., la F.E.N., la Ligue des droits de l'homme — s'est réuni le 25 octobre au siège de la Ligue des droits de l'homme.

Dans un communiqué, le collectif « exprime sa plus vive inquiétude devant les multiples atteintes portées à la liberté d'information et au pluralisme de la presse. (...) »

« En particulier il dénonce les conditions dans lesquelles, avec la complicité de la presse, a été placé à la tête d'un groupe de presse comprenant une trentaine de publications (...) a pu acquiescer le contrôle de deux des plus importants quotidiens nationaux français. (...) »

Le Collectif de défense des libertés constate que des dispositions de l'ordonnance du 26 août 1944, « laissent toujours en vigueur, au fait l'objet de violations graves et répétées sans lesquelles la constitution de « l'Empire Hersant » n'aurait pas été possible. (...) »

« Le collectif souhaite que soient levés tous les obstacles, quels qu'ils soient, qui retardent le mouvement où Robert Hersant sera amené à s'expliquer devant la justice sur les infractions qui lui sont reprochées ; et il apporte son soutien à l'action entreprise par les syndicats de journalistes pour le respect de l'ordonnance de 1944. (...) »

« Le collectif s'indigne », par ailleurs, des circonstances dans lesquelles, au siège même du Journal Paris Normand, un déjeuner avec de hauts magistrats, dont le ministre de la Justice, a été organisé contre est particulièrement indécente, déclare le collectif, alors même que des procédures sont en cours entre les syndicats de journalistes et Robert Hersant devant les tribunaux de Rouen. Ce grave manquement à l'obligation de réserve des magistrats est de nature à discréditer la justice devant l'opinion publique. (...) »

« Le collectif demande enfin qu'une enquête parlementaire soit ouverte pour lever toutes les questions sur l'origine des fonds qui ont permis la constitution de l'Empire Hersant. (...) »

**M. BOULIN : l'administration ne s'est pas crue autorisée à des investigations.**

M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, répondant, mardi matin 26 octobre, devant le Sénat, à une question de M. Henri Cavet (gauche dém.) sur le pluralisme de la presse et la non-application de la législation de 1944, a notamment déclaré :

« L'ordonnance du 26 août 1944 visée par M. Cavet a prescrit différentes mesures : publication du nom des propriétaires, des rédacteurs, du nombre d'exemplaires tirés ; interdiction des « chasses de papillon », de cumul des postes de direction, etc. Ce texte ancien aurait mérité d'être prolongé par un véritable statut de la presse. En son absence, l'administration ne s'est pas crue autorisée à des investigations portant sur la vie interne des journaux. Cette ligne de conduite a été suivie par les gouvernements qui se sont succédés depuis la Libération. (...) »

M. Calliavet a alors rétorqué, à l'adresse du ministre : « Qui dit aide dit contrôle. La presse aide doit pouvoir être l'objet de vérifications, sinon, qu'elle renonce à l'aide ! (...) »

## LA VIE ÉCONOMIQUE

## EUROPE

## A LUXEMBOURG

## Londres et Bonn refusent l'ajustement automatique des prix agricoles et des parités monétaires

Communautés européennes (Luxembourg). — La remise en ordre de la relation entre les prix agricoles et la valeur des monnaies de chacun des États membres de la C.E.E., préconisée par la Commission européenne, n'aura pas lieu en raison de la ferme opposition du

Royaume-Uni, appuyé par l'Allemagne. C'est ce qui ressort de la réunion qu'ont eue, mardi 26 octobre à Luxembourg, les ministres de l'Agriculture des Neuf, en présence des ministres ou secrétaires d'Etat aux finances.

## De notre correspondant

Il n'y a pas de doute que la hausse des prix agricoles, en outre, pour quoi s'efforcer, ont-ils ajouté, constatant que les montants compensatoires profitent surtout au Royaume-Uni ? Il ne serait pas équitable que la Communauté et sa politique agricole bénéficient toujours aux mêmes États membres. Enfin, si l'on tient absolument à faire faire des économies au FEOGA, il existe, selon eux, d'autres moyens que la manipulation des montants compensatoires : la réduction des prix agricoles communs, par exemple.

Les Allemands ont appuyé les Anglais. Pourtant, M. Ertl, le ministre fédéral de l'Agriculture, n'a pas été tout à fait négatif. Hostile à une indexation automatique des prix agricoles sur les monnaies, il s'est dit ouvert à des augmentations « pragmatiques ». En fait, la position de la France et celle de l'Italie sont peut-être moins éloignées qu'il n'y paraît au premier abord de celle de Bonn. M. Christian Bonnet a nuancé son accord avec l'analyse de la commission en émettant des

doutes sur l'opportunité de rétablir un système rigoureusement automatique d'ajustement des prix sur les monnaies. Conscients de ne pas être à l'abri d'un nouveau dérapage de leur monnaie, les Français ne souhaitent guère la mise en place hâtive d'un mécanisme d'ajustement qui pourrait entraîner rapidement une hausse des prix agricoles internes et peut-être contribuer ainsi à compromettre le plan Barre. Ils considèrent sans doute aussi que le début de mardi n'a pas été tout à fait instructif, car il devient difficile aux Allemands, après qu'ils ont rejeté la proposition de la Commission, dont l'objectif prioritaire était de faire des économies, de reprendre leurs attaques systématiques contre la politique agricole commune et son coût supposé trop élevé.

Pour les mêmes raisons mises en avant pour rejeter le plan d'indexation différé des prix sur la valeur des monnaies, M. Sikkin, le ministre britannique, a persisté à refuser une évaluation immédiate de 4,5 % de la « livre verte », que lui demandait d'accepter la Commission.

PHILIPPE LEMAITRE.

## FAITS ET CHIFFRES

## Conflits sociaux

● L'ATELIER DE LA SUCCURSALE RENAULT DE BESANCON occupé par une cinquantaine de grévistes depuis le 5 octobre a été évacué mardi 26 octobre, à 7 heures du matin, par la police. Les ouvriers ont récupéré ensuite le réfectoire de l'usine. Leur intention de poursuivre la grève, et de porter plainte contre la direction qui, selon eux, les aurait accusés de déprédations commises sur le parc à véhicules de l'établissement. Dans la nuit de samedi à dimanche, trois cent douze pneus de soixante-six voitures et de huit camions ont été saisis sur cet emplacement. Les pneus ont été crévés par des inconnus. L'atelier bisontin de Renault, qui emploie quatre-vingt-dix ouvriers, était occupé à la suite d'un mouvement déclenché par F.O. pour l'application du droit syndical, le fonctionnement du comité d'entreprise et l'aménagement des horaires de travail. — (Corr.)

● A PROPOS DE L'AFFAIRE LIP. — C'est par erreur qu'il a été indiqué dans le Monde des 24-25 octobre que la commission spéciale créée par le Conseil régional de Franche-Comté pour étudier un plan de redressement de l'usine Lip ne serait pas réunie depuis sa création. Des réunions d'effet se sont tenues, l'une le 21 juillet, l'autre le 17 septembre. En revanche, une troisième réunion prévue initialement le 7 octobre, puis reportée au 18 octobre, n'a effectivement pas pu se tenir, ce qui d'ailleurs entérine la décision du président du parti communiste, M. Jacques Dronet, de ne plus siéger au sein de cette commission. — (Corresp.)

## Emploi

● AUX TISSAGES DEFFRENNE, A ROUBAIX, le licenciement de l'ensemble du personnel — trois cent vingt-trois personnes — a été annoncé mardi 26 octobre au cours d'une réunion du comité d'entreprise. Les ouvriers travaillaient dans deux établissements, l'un situé à Roubaix et l'autre à Leers. Les Tissages Deffrenne appartiennent au groupe laurier alsacien Schlumpf, qui vient de déposer son bilan. Les établissements Deffrenne achetaient leur fil à l'une des firmes du groupe, la filature de Malmerspach, mais les retards de paiement se sont accumulés. La direction ajoute que le groupe lui faisait payer le fil à des prix exorbitants.

Une société privée d'études, la COGEP, est actuellement à la recherche d'une solution pour le groupe Schlumpf, mais ses propositions n'ont pas été retenues par les pouvoirs publics. En ce qui concerne les établissements Deffrenne, des solutions sont à l'étude qui pourraient permettre, selon le syndicat, de sauver une partie des emplois par la création d'une nouvelle société qui reprendrait l'affaire en location-gérance. — (Corresp.)

● LE CHOMAGE CONJONCTUREL DANS LA SIDERURGIE LORRAINE. — A la veille des mesures de chômage partiel qui devraient toucher d'ici à la fin de l'année près de 50 000 salariés de la sidérurgie lorraine (le Monde du 30 septembre), un accord vient d'être signé entre le groupement patronal ASSIMILOR et les syndicats F.O., C.F.T.C. et C.G.C. Cet accord améliore les conditions d'indemnisation

du chômage partiel : le taux d'indemnisation horaire minimale sera de 8,80 F (alors qu'il n'est que de 8,25 F dans la plupart des autres branches et sera porté à 8,40 F à compter du mois de novembre) ; le taux moyen est de 60 % du salaire.

La C.G.T. et la C.F.D.T. n'ont pas signé cet accord, estimant que les mesures de chômage conjoncturel décidées par les directions sont injustifiées et qu'un réajustement des tâches permettrait de maintenir l'emploi et même de reprendre l'embauche.

## Energie

● OPEP : AUGMENTATION DE LA PRODUCTION. — La production des principaux pays exportateurs de pétrole a atteint 26,5 millions de barils par jour (1 430 millions de tonnes) au cours du premier semestre 1976, soit une augmentation de 8,4 % par rapport à la période correspondante de 1975, indique l'hebdomadaire Middle East Economic Survey. Pour le premier semestre 1976, la production totale des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a représenté 51 % de la production mondiale, contre 50 % au cours du premier semestre de 1975.

L'Arabie Saoudite a porté sa production à 8,3 millions de barils par jour (410 millions de tonnes par an), soit une augmentation de 21 %, et la Libye a augmenté la sienne de 10 %. En revanche, la production iranienne n'a augmenté que de 1 %. — (Reuters.)

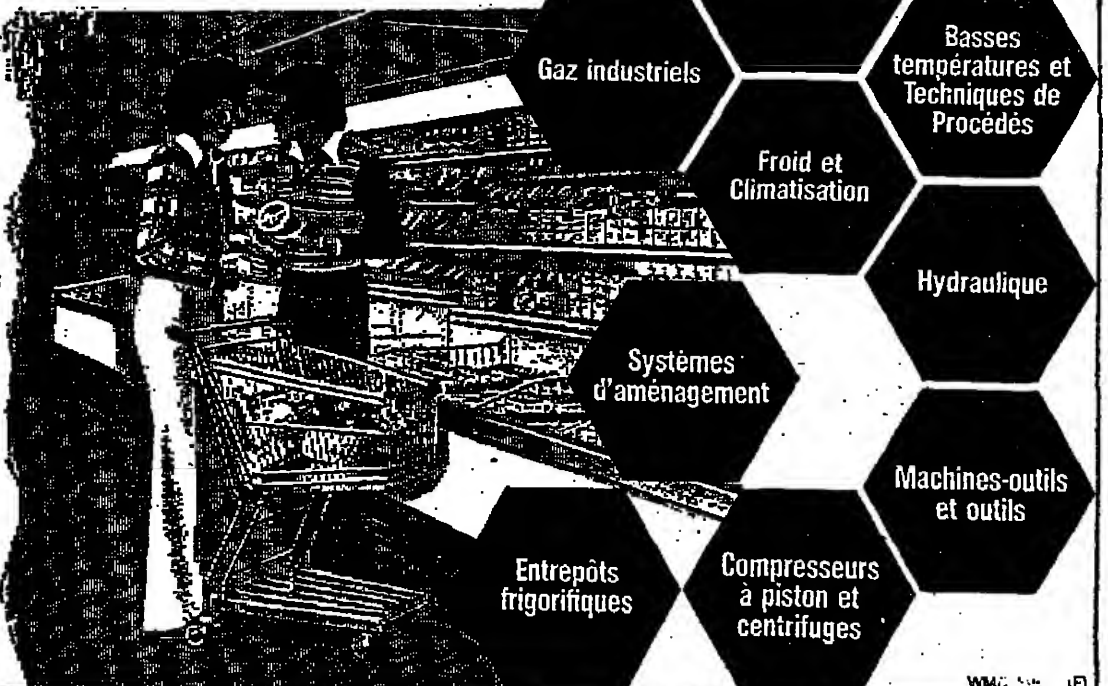
## Afin de permettre d'apprécier d'un coup d'oeil les produits qui vous sont offerts

LINDE équipe les magasins. Pour une présentation claire des produits offerts dans de nombreux domaines, que ce soit dans les hypermarchés, les supermarchés, superettes et magasins spécialisés. LINDE se charge de créer les conditions vous permettant de vous informer rapidement et de choisir en connaissance de cause.

LINDE ne conçoit pas que des équipements de magasins. LINDE est une société moderne, active dans les domaines des biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversification des produits résolument orientés vers l'avenir et satisfaisant toutes les exigences de qualité. Société pilote pour la recherche et la technique, LINDE atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de DM.



Linde Froid et Climatisation  
Rue de la Croix de l'Orme  
Morainvilliers  
78630 Orgeval  
Tél. 975.73.00



Les irr  
rayon

Journal du 15/10







# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## AFFAIRES

### La dernière entreprise familiale marseillaise de pâtes alimentaires (deux cents salariés) dépose son bilan

De notre correspondant

Marseille. — Elle était — dans sa branche — la dernière société indépendante à Marseille. Elle vient de « tomber » à son tour. Par jugement du tribunal de commerce, en date du 13 octobre, la Société française de semoulerie ainsi que sa filiale, la Société anonyme des pâtes alimentaires Cocomar (SAFAC), viennent de déposer leur bilan. A la veille de son quatre-vingtième anniversaire, le dernier groupe indépendant de semoulerie provençale disparaît.

Ce dépôt de bilan est non seulement dramatique parce qu'il met deux cents personnes au chômage, dont cent trente-six dans le Vaucluse, à Bédarrides, où se trouve le siège de la SAFAC, mais parce qu'il met un terme à une tentative de survie d'une vieille famille de marseillais, la famille Pinatel, dont les moulins tournaient déjà en 1896. Pour essayer de résister à la concurrence des grands groupes nationaux et internationaux, les Pinatel avaient tenté une certaine concentration verticale des petites entreprises régionales de semoulerie.

En 1969, la société Charles Pinatel avait absorbé les actifs de la société des Moulins Bourgeois, à Saint-Jérôme (Marseille), et — ayant pris le nom de Société française de semoulerie —

avait fusionné avec la Société de conditionnement de farine, semoule et couscous (SACOC) avant de récupérer une partie de la clientèle de la Semoulerie nouvelle (Marseille), acquise en 1972, la majorité dans la SAFAC (implantée à Bédarrides depuis 1798) et absorber la Compagnie méditerranéenne d'alimentation (en 1975), dont le siège est à Aix.

Malgré un investissement de 10 millions de francs pour sa modernisation, le petit groupe régional n'a pu résister à la pression des groupes nationaux et internationaux sur Marseille, notamment B.S.N.-Gervais-Danone, absorbant en quelques années les semouleries et fabriques de pâtes alimentaires locales (les semouleries sont passées de quinze en 1966 à cinq en 1970), et le groupe Cohen-Skall, qui comprend entre autres Lustru et Rivoire et Carret. Les fabriques de pâtes alimentaires régionales et de transformation des céréales constituaient bien sûr une clientèle privilégiée de la Société française de semoulerie, qui a vu ses débouchés se réduire d'année en année. D'autre part, la pénétration sur le marché français des pâtes italiennes a accentué la chute du « petit » face aux géants de l'industrie alimentaire.

JEAN CONTRUCCI.

• UNE NOUVELLE USINE A CARROS (Alpes-Maritimes), la société SEVY S.A. après l'achat d'un terrain de 10 000 mètres carrés, va commencer incessamment les travaux de construction de son usine de production; cette unité emploiera entre soixante et cent personnes.

## LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 1/2	5 1/2	2 7/8
1 mois	4 3/8	5 1/8	3 1/8
3 mois	5 1/8	5 5/8	4 1/4
6 mois	5 5/8	6 1/8	4 5/8



### Et pendant ce temps-là qui paiera vos employés, vos charges fixes? ... Et votre bénéfice?

En cas de sinistre, votre assurance incendie vous permettra de reconstruire, c'est certain. Mais, quelle que soit la taille de votre entreprise, la reconstruction peut être longue. Comment paieriez-vous votre personnel? Eventuellement, un local de remplacement ou tous autres frais supplémentaires.

Quant aux bénéfices escomptés... n'en parlons pas.

Alors, demandez à votre assureur d'étudier le contrat d'Assurance des Pertes d'Exploitation adapté aux caractéristiques de votre entreprise.

L'Assurance des Pertes d'Exploitation est vraiment l'assurance-vie de votre affaire.

### "Assurance des pertes d'exploitation."

## LA CONTROVERSE SUR LES RAPPORTS SOCIAUX

### Le premier ministre demande au CERC Le programme commun est plus actuel que jamais déclare M. Fiterman (P.C.F.)

En « installant » lui-même mardi 26 octobre le nouveau Conseil du centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), le premier ministre, M. Raymond Barre, a voulu « rendre un témoignage public au rôle de premier plan qui doit revenir à cette institution ».

Le premier ministre a souligné que le CERC « n'est pas une de ces nombreuses commissions que l'administration française a coutume de créer ». « La mission du CERC, a précisé M. R. Barre, est un carrefour des orientations fondamentales de la politique du gouvernement (...). c'est à l'élaboration d'une croissance sans inflation, permettre, par une meilleure connaissance de la répartition et de l'évolution des revenus, la réduction des écarts de situation individuelle qui ne peuvent se justifier ».

Après avoir rendu hommage au travail de l'équipe précédente sous l'autorité de M. Bacon et ajouté que « les sources d'inspiration sont trop nombreuses, parfois même entrecroisées », M. Barre a demandé au CERC de fournir régulièrement au gouvernement un rapport, qui sera rendu public, sur l'évolution et la répartition des différents revenus, le premier rapport devant être déposé « dès l'automne 1977 ».

« Il faut, a précisé le premier ministre, que nous parvenions à obtenir progressivement, sur les revenus non salariaux, des informations aussi fiables et complètes que sur les salaires, tant en ce

qui concerne leur évolution que leurs écarts. Je souhaiterais, en outre, que vous puissiez porter tout particulièrement votre attention sur les situations extrêmes, c'est-à-dire à la fois sur les bas revenus et les très hauts revenus, afin que, en toute connaissance de cause, le gouvernement puisse s'employer, plus énergiquement encore que par le passé, à réduire les inégalités les plus flagrantes. Pour que le tableau soit complet, il serait utile que votre rapport puisse inclure des indications aussi précises que possible sur les conséquences des prélèvements fiscaux et sociaux, ainsi que des prestations sociales, sur la répartition des revenus, de même qu'un début d'analyse sur la dispersion des revenus selon la situation des familles. (...)

« Je pense enfin qu'une amélioration de la connaissance des revenus est une condition nécessaire de progrès dans la connaissance des patrimoines; celle-ci sera d'ailleurs rendue possible par l'élaboration de comptes patrimoniaux qui est prévue dans le cadre de notre comptabilité nationale. »

[Cet en 1966, le CERC voit ainsi sa mission élargie. Le conseil des ministres du 29 septembre 1976 a, par décret, précisé sa fonction, et le 13 octobre, modifié le conseil du CERC, qui est désormais présidé par M. Georges Vedel (« le Monde » du 14 octobre 1976). La direction du CERC devrait être également transformée puisque M. Jacques Merlaud, qui a été nommé membre du conseil du CERC — sa candidature à la présidence n'ayant pas été retenue — abandonne sa fonction de « rapporteur général » de cette institution. Pour mener à bien sa mission, la nouvelle équipe du CERC bénéficiera des études au cours, en particulier sur le niveau de vie de certains membres de professions non salariales.]

« La politique économique du programme commun est (...) plus actuelle que jamais, mieux adaptée que jamais aux besoins du pays », a déclaré, mardi 26 octobre, M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du parti communiste, au cours d'une conférence de presse. « Il n'est pas vrai que le peuple de France soit condamné à l'austérité et aux sacrifices. (...) La notion d'austérité pour ceux qui vivent de leur travail, la notion de pause sociale sont étrangères au programme commun. »

Sur le sujet des nationalisations, M. Fiterman a déclaré que, outre celles que le programme commun avait prévues — et comme le P.C. l'avait dit en 1974 et 1975 — « il importait de prévoir la nationalisation des principaux groupes de la sidérurgie, de la Compagnie française des pétroles et — en raison de l'importance des fonds publics investis — de Peugeot-Citroën. »

### Transformer l'économie de marché et non la supprimer

Au sujet de l'économie de marché, M. Fiterman a précisé : « Le problème n'est pas de supprimer le marché en général, mais de transformer ce marché existant. Il est de substituer à la recherche du profit maximum à court terme pour quelques-uns, considérée comme le critère suprême de la recherche du meilleur profit pour les individus, la société, la nation. (...) Bien loin d'être autoritaire et rigide, la planification prévue par le programme commun sera décentralisée et contractuelle. Elle sera démocratique et souple dans son élaboration comme dans son application. »

« Nous estimons que le plan devrait se fonder largement sur la méthode du contrat négocié. Par exemple, il sera sans aucun doute nécessaire de lancer de grands programmes industriels de développement, en particulier pour l'énergie, les transports, l'aéronautique, l'électronique, la chimie, la machine-outil. Ils pourront fournir l'orientation et le cadre pour la conclusion de contrats de programme entre l'Etat et les entreprises publiques. Des contrats de plan seront proposés aux grandes entreprises privées. L'entière liberté d'initiative, le savoir-faire, la souplesse des petites et moyennes entreprises, agricoles, industrielles et commerciales seront garantis et stimulés. »

Répondant ensuite aux questions des journalistes, M. Fiterman a apporté les précisions suivantes :

• **TAUX DE CROISSANCE.** — « Actuellement elle est faible, presque nulle. Dans un premier temps la gauche la relancerait par une stimulation de la consommation. Des taux de croissance plus élevés qu'actuellement sont possibles et nécessaires ainsi qu'un contenu différent de la croissance. »

« Nous ne nous contentons pas simplement d'un taux d'expansion de 8 % l'an », nous a cependant précisé après la conférence M. Philippe Herzig, économiste du P.C., que nous interrogeons sur la validité du taux qu'avait retenu le programme commun lorsqu'il avait été publié (8 % l'an). »

• **RELATIONS P.C.-C.N.P.P.** — « Ce que nous demandons au patronat en cas de victoire de la gauche, c'est le respect des orientations générales définies. » Interrogé au sujet des rencontres C.N.P.P.-P.S., l'orateur s'est contenté de répondre : « C'est l'affaire des socialistes. Il appartient aux Français d'apprécier. »

• **RELATIONS P.C.-P.S.** — « M. Mitterrand vient de répondre oui à notre proposition d'initiatives communes, en précisant que ces initiatives excluaient les terrains privilégiés et d'exception. »

• **ACTIONNARIAT.** — « Le programme commun n'est pas du tout la fin du marché financier. Les patrimoines sont garantis et même protégés contre la spéculation, par exemple. »

• **FISCALITE SUR LES HAUTS REVENUS.** — « La fiscalité frapperait plus durement les hauts revenus, ceux-ci pouvant être estimés tels à partir de 10 000 francs par mois pour deux parts, 13 000 F environ pour trois parts... »

• **NATIONALISATIONS.** — Au sujet de la « petite phrase » du programme commun prévoyant de nationaliser les entreprises dans le cas où une majorité de ses travailleurs le demanderait, M. Fiterman a rappelé que le texte du programme était en cours d'actualisation. « Il conviendrait de revoir et de mettre au point le moment venu, et d'un commun accord, les dispositions conjoncturelles [de ce programme] que l'évolution de la situation, contrainte de modifier. Il conviendrait aussi de préciser les modalités et le calendrier d'application du programme commun en tenant compte des consultations et concertations nécessaires. » Il paraît indispensable à M. Fiterman qu'une action « énergique » ait lieu dès le départ.

Sur le sujet particulier des nationalisations éventuelles à la demande du personnel, M. Fiterman a ajouté : « Nous n'avons rien décidé sur ce point. Mais de toute façon aucune nationalisation ne pourra être décidée sans le Parlement. »

• **DASSAULT.** — « Puisqu'il existe maintenant un consensus, il faut nationaliser tout de suite la partie armement électronique et aéronautique du groupe. Quant à Marcel Dassault, on pourrait, comme il le demande, lui conserver un rôle de technicien. Nous ne sommes pas pour la mort du pêcheur. » (Lire page 11 les autres informations sur l'affaire Dassault.)

• **MEETING DE LA MUTUALITE.** — Répondant à un journaliste qui l'interrogeait sur les raisons de l'absence de la C.G.T. à la Mutualité le 21 octobre, au meeting de solidarité envers les mathématiciens emprisonnés, M. Fiterman a déclaré : « Les positions du P.C. et de la C.G.T. ne sont pas toujours identiques, et c'est normal. Leur position et leur nature sont différentes. On en a profité pour opposer Georges Séguin, qui est membre du bureau politique, avec Georges Marchais. Le vote pour lier un petit comité. La participation de notre parti au meeting de la Mutualité a fait l'objet d'un débat au sein du bureau politique. A la suite de cette discussion, la décision a été prise unanimement. »

### A la Commission européenne

### LE PLAN BARRE VA RALENTIR L'INFLATION ET LA CROISSANCE prévoit la Commission de Bruxelles

Bruxelles. — Les mesures adoptées par le gouvernement français sont de nature à engager l'économie française dans la voie d'un ralentissement sensible de l'inflation et d'un rétablissement de l'équilibre extérieur, déclaré en substance la Commission de la C.E.E. dans son rapport de conjoncture sur 1977. Le plan devrait permettre de limiter rapidement la progression des coûts, de concourir au renforcement des investissements, de revenir progressivement à l'équilibre budgétaire, de réguler le rythme de la création monétaire, de freiner les importations, enfin d'atténuer les pressions d'aménagement de la fiscalité en vue de frapper plus lourdement les revenus élevés.

L'ensemble de ces mesures, conclut la Commission de Bruxelles, devrait permettre de réduire l'inflation entre 7 et 8 %, et d'améliorer le solde de la balance des paiements courants. En revanche, le taux d'accroissement du produit intérieur brut de 4,5 % (en termes réels), visé par le gouvernement français, pourrait être plus difficile à atteindre. — (A.F.P.)

## AUTOMOBILE

### La demande devrait rester importante pendant quelques mois encore

« Les indications relatives aux premiers jours d'octobre les impressions recueillies au Salon permettent de penser que la demande de voitures neuves restera bien orientée au cours des prochains mois », indique la chambre syndicale des constructeurs automobiles dans sa dernière note de conjoncture. « Au-delà, pour suit la chambre syndicale, on s'attend que les mesures générales d'austérité annoncées par le plan de lutte contre l'inflation et celles qui affecteront plus spécialement la possession et l'usage de l'automobile fassent sentir un effet non négligeable tant sur le volume de la demande que sur sa structure. »

Pour les voitures particulières, le mois de septembre a été bon (284 980 unités ont été produites,

soit 24,4 % de plus qu'en septembre 1976, et 122 000 unités ont été exportées, soit +20,5 %). A noter cependant qu'un constructeur a pris les journées des 30 et 31 août dans ses résultats de septembre. Les immatriculations (135 240 unités) sont supérieures de 21,3 % à celles de septembre 1976 et de 18,9 % à celles de septembre 1975.

Pour les neuf premiers mois de l'année, la production a atteint (hors petites collections) 2 121 000 voitures, soit 18,7 % de plus qu'en 1975 et 3,6 % de plus qu'en 1976 (taux de 1976 : 1 854 000 unités). Les exportations (1 113 889 unités) +11,6 % par rapport à 1975; +4,1 % par rapport à 1976) et les immatriculations 1 336 403 unités (+24,9 % par rapport à 1975; +4,3 % par rapport à 1976).

Jeudi 28.10.76



1000-150

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## A L'ÉTRANGER

### Tension entre le Japon et ses partenaires commerciaux

(Suite de la première page.)  
Ce rétablissement s'est évidemment effectué au détriment des pays concurrents. Le tout est de savoir si les méthodes commerciales japonaises sont « de bonne guerre » ou au contraire déloyales, comme l'assurent nombre de gouvernements. Ce n'est pas refuser de répondre que de décrire une réalité complexe montrant les Japonais à la fois loyaux et déloyaux.

Il est vrai que Tokyo protège son marché intérieur contre les agressions européennes ou américaines. Les fabricants de voitures — Citroën et Renault, par exemple — le savent, qui se sont vu opposer le non-respect de normes antipollution : les industriels de l'alimentation (fromage, charcuterie), les fabricants de produits de luxe (parfums notamment), les fabricants de produits pharmaceutiques, se heurtent à des difficultés aussi nombreuses qu'imprévisibles dès qu'il s'agit de pénétrer dans le sanctuaire nippon. Il faut avoir débattu au Japon pour savoir avec quelle lenteur exaspérante les services des douanes éprouvent les minuscules détails du passeport ou des bagages. Pour les marchandes, cette « vigilance » est décevante. Le patronat français assure qu'elle explique des retards catastrophiques, des frais supplémentaires et finalement bien des renoncements. Dow Chemical a,

par exemple, attendu plusieurs années avant d'obtenir une réponse du Ministère de l'Industrie à sa demande d'installation d'une usine de soude caustique ; réponse négative d'ailleurs, pour les raisons les plus étranges. Il a fallu qu'une mission de parlementaires américains se déplace à Tokyo pour que le Ministère finisse par accepter un investissement sur son territoire, et cela à durée des années. Qui ne se décourage pas ?

### LE CAS DE LA CONSTRUCTION NAVALE

#### Alerte aux navires japonais

Le groupe de travail de l'O.C.D.E. spécialisé dans la construction navale se réunit ce mercredi 27 et le jeudi 28 octobre à Paris pour discuter d'un sujet brûlant et politiquement délicat : la domination de plus en plus nette du Japon sur le marché mondial de la construction navale.

Depuis l'apparition de la crise de 1974 — qui se fera sentir sur l'emploi dans les chantiers français à partir du milieu de 1977 — la part du Japon dans les commandes nouvelles, qui était traditionnellement de 45 à 50 %, s'est accrue pour atteindre aujourd'hui plus de 60 %.

Pendant ce temps, la situation se dégrade dans tous les pays européens.

Les essais de concertation entre constructeurs ou entre États ont jusqu'à maintenant donné de très maigres résultats, soit pour limiter volontairement les capacités de production, soit pour harmoniser les conditions de concurrence (taux, durée et taux des crédits à l'exportation).

Ce mercredi, le représentant des Pays-Bas à l'O.C.D.E. devait faire une déclaration au nom de la Communauté européenne pour expliquer la gravité de la situation et indiquer que les Neuf pourraient prendre des mesures de rétorsion et de protectionnisme à l'égard du Japon. Question délicate, car des pays comme l'Allemagne fédérale et le Danemark, attachés au libre-échange, ne souhaitent pas que la C.E.E. « parte en guerre contre le Japon ». Certains États redoutent aussi qu'une politique européenne de la construction

navale ne pèse trop lourd sur les finances des Neuf.

« Les constructeurs européens n'acceptent pas le point de vue des responsables japonais, selon lequel la construction navale serait une industrie de technologie peu avancée », déclare-t-on à la Chambre syndicale française des constructeurs de navires. « Tel est peut-être le cas pour les productions de navires relativement simples qui sont la spécialité des chantiers japonais ; mais il convient de noter, au contraire, que les constructeurs européens se sont, pour la plupart, spécialisés dans la construction de navires sophistiqués : porte-conteneurs, cargos embarquant des camions et remorqueurs, méthaniers. »

« Il est impossible, ajoute-t-on, d'accepter l'objectif fixé récemment par les autorités japonaises pour leur construction navale à l'horizon 1980, soit 6,5 millions de tonnes. Les responsables de la construction navale européenne ont fait connaître à leur gouvernement respectif et aux autorités du marché commun que cet objectif de 6,5 millions de tonnes représentait un peu plus de la moitié de la demande mondiale à cet horizon. La réalisation de l'objectif japonais impliquerait donc l'écroulement de la production en Europe à un niveau d'activité trop bas, et insupportable tant sur le plan économique que social. »

En fait, le succès des Japonais s'explique en grande partie par leur dynamisme, l'efficacité de leur marketing et de leurs entreprises, l'excellence de leurs produits, qui sont presque toujours aussi bons que les produits concurrents et qui, très souvent, dépassent quelque chose de nouveau. Cela a été vrai pour des articles aussi divers que les appareils photo et les caméras, les jouets, les instruments de musique, les hauteurs de fidélité, les moteurs, les calculatrices électroniques et même les ordinateurs.

Nul pays probablement n'a, autant que le Japon, été capable d'élimer de ses structures industrielles les secteurs de production en déclin pour se reconstruire et fabriquer les produits porteurs d'avenir que sont notamment l'électronique, l'informatique, les équipements contre la pollution et l'ingénierie pour le tiers-monde.

ALAIN VERNHOLIS.

● L'ARABIE SAOUDITE souffre de la hausse des prix du pétrole soit « modérée » et qu'elle ait seulement pour but de tenir compte de l'inflation, a déclaré le 26 octobre, M. Alwaili D. Alwaili, ministre saoudien des Pétrole et télécommunications. Le ministre a expliqué que le principe de base de la politique de son gouvernement est d'être « à l'Occident, tout en nous aidant nous-mêmes ». (A.P.)

(Publié)  
INITIATION AU MARKETING ET ANALYSE CRITIQUE  
Du 15 nov. 1976 au 1<sup>er</sup> fév. 1977  
Durée : 40 heures  
Renseignements : FORMATION PERMANENTE Université de PARIS VIII 75131 ou 374-12-20, porte 389.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE INFORMATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

### les Sicav du groupe Société Générale

Situation au 30.9.1976						
	Sicav Une large diversification	Sicav Une portefeuille international	Sicav Une large diversification et étrangères	Sicav Une large diversification et étrangères	Intérêts Un choix de valeurs de croissance	Coverings Une sélection de titres de premier plan
Valeur liquidative (F)	311,52	396,80	118,20	284,98	141,27	129,78
Coupon global (F)	12,84	18,42	5,71	21,87	5,41	5,78
(date de paiement)	(2.4.76)	(2.4.76)	(2.4.76)	(1.10.76)	(envisagé)	(envisagé)
Actif net total (MF)	624,5	856,2	168,8	2.003,5	153,9	117,7
France :						
- obligations classiques	28,11 %	14,23 %	26,80 %	63,53 %	31,39 %	22,03 %
- actions obligataires	18,71 %	10,29 %	16,70 %	17,70 %	14,84 %	20,28 %
- convertibles et indexés	50,28 %	63,78 %	46,30 %	8,80 %	50,31 %	44,22 %
Etranger :						
- Liquidités et divers :	1,90 %	11,70 %	7,20 %	8,87 %	3,57 %	3,72 %

### FAYENCERIES DE SARREGUEMINES

En dépit des excellents résultats de la société, un actionnaire minoritaire (et surtout concurrent) avait porté des accusations sévères à l'égard de la gestion de Sarreguemines, au point de demander au tribunal de commerce de la nomination d'un expert, M. Chassagnon.

S'agissant sur le rapport de cet expert, cet actionnaire a cru bon de demander, par référé d'urgence, la nomination d'un administrateur.

ORDONNANCE  
« La fonction de contrôle que réserve l'article 228 de la loi du 24 juillet 1966 à la minorité ne se confond pas avec le pouvoir majoritaire de la gestion, et sa détermination s'impose à la minorité. »

Le rapport de M. Chassagnon ne fait pas apparaître, quant à présent, que les opérations de gestion présenteraient un aspect défavorable à l'exploitation sociale, et l'expert formule des griefs sur telle ou telle opération, il ne sera soumis à l'assemblée générale au même titre que le rapport des commissaires aux comptes.

Les opérations pourraient avoir à l'avenir « a contrario » des conséquences favorables, et il ne saurait être sérieusement soutenu que la gestion de la Société des Fayenceries de Sarreguemines, telle que présentée par les différents documents produits aux débats, amènerait à déboucher sur des conséquences financières mauvaises.

« Bien au contraire, les résultats financiers des dernières années sont en croissance, comme cela résulte des rapports des commissaires aux comptes : chiffre d'affaires hors taxes passé de 77 587 000 francs en 1971 à 149 748 000 francs en 1975 ; fonds propres passés de 45 989 000 francs en 1971 à 80 408 000 francs en 1975, compte tenu de l'affectation des bénéfices de l'exercice 1975, qui sont en constante progression, étant passés de 7,30 francs en 1971 à 15 francs en 1975 ; chiffre d'affaires hors taxes consolidé du groupe passé de 158 370 000 francs en 1974 à 197 978 800 francs en 1975. »

Ces augmentations sont beaucoup plus sensibles que l'érosion monétaire constatée pendant la même période.

« La Société des Fayenceries de Lunéville ne saurait contester le contenu de la lettre de la Commission des opérations de Bourse, qui a déclaré que la Société des Fayenceries de Sarreguemines qui a pris une participation plus importante dans son capital social, puisqu'en 1970 elle détenait 2 500 actions et que, depuis le 25 juin 1976, elle en possède 17 750 nominatives et 3 191 au porteur. »

« La Société des Fayenceries de Sarreguemines, en raison de sa cotation en Bourse, se trouve être naturellement dans le domaine de contrôle de la Commission des opérations de Bourse. »

« Nous ne saurions donc désigner un administrateur provisoire à la Société des Fayenceries de Sarreguemines qui apparaît comme d'organes de gestion fonctionnant parfaitement, et dont l'activité industrielle et commerciale, et le plan national de développement, et la politique de gestion apparaissent satisfaisantes pour les actionnaires. »

PAR CES MOTIFS,  
« Disons n'y avoir lieu à référé. »  
« Nous avons signé avec le greffier. »

### AUSSEDAIT REY

La baisse des prix prolongée dans le domaine des papiers d'impression-écriture et un volume de commandes encore insuffisant ont conduit à une perte importante pour le premier semestre.

On s'attendait ainsi à une perte de 63 723 000 F après 23 000 000 de francs d'amortissements, contre une perte de 55 828 000 F après 13 500 000 F d'amortissements pour le premier semestre 1975. Il est à noter que la Société a supporté des dépenses exceptionnelles de l'ordre de 20 millions de francs dues à des fermetures d'établissements, à des indemnités de licenciement et à une grève importante.

« Bien que le chiffre d'affaires n'ait augmenté que de 2 %, les ventes en volume sont supérieures de 7 % pour le papier et de 18 % pour le Polyrey par rapport à 1975. »

Les perspectives du second semestre sont meilleures en raison d'un redressement progressif des prix de vente depuis le printemps, mais le gel des prix au 15 septembre, ainsi que la médiocrité du niveau des commandes, ne permettent vraisemblablement pas d'enregistrer un résultat positif avant amortissements au cours de ce semestre.

ÉPARGNE - VALEUR  
Société d'investissement à capital variable

Au 30 septembre 1976, le capital de la société s'élevait à 1 185 830 140 F. En tenant compte des produits courants déjà acquis (97 584 200 F), l'actif net de la société était évalué à 1 283 414 340 F, soit une valeur par action de 106,60 F.

La répartition de l'actif net au 30 septembre était la suivante : obligations françaises, 31,39 % ; actions françaises, 22,43 % ; obligations étrangères, 2,63 % ; actions étrangères, 3,62 % ; autres éléments d'actif net, 6,77 %.

Il est rappelé qu'il a été mis en paiement le 31 mars un dividende net de 2,63 F par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,79 F, soit un dividende global de 4,42 F pour l'exercice 1975.

ÉPARGNE - OBLIGATIONS  
Société d'investissement à capital variable

Au 30 septembre 1976, le capital de la société s'élevait à 1 578 518 020 F, contre 1 597 838 470 F à fin juin 1976.

L'actif net était de 2 031 332 344 F (contre 2 032 371 652 F au 30 juin 1976) et se répartissait comme suit : obligations en France, 86,50 % ; obligations étrangères, 2,08 % ; obligations en devises, 7,10 % ; actions étrangères, 0,65 % ; autres actifs, 3,67 %.

La valeur liquidative de l'action ressortait à 128,62 F contre 127,30 F à fin juin 1976.

Le montant des revenus et du produit des sommes disponibles acquis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1976 représentait 8,14 F par action au 30 septembre 1976.

ÉPARGNE - CROISSANCE  
Société d'investissement à capital variable

En tenant compte des produits déjà acquis (3 333 900 F), l'actif net de la société était évalué au 30 septembre 1976 à 4 052 597 000 F, soit une valeur par action de 256,45 F pour chacune des 1 580 797 actions en circulation à cette date.

L'actif net au 30 septembre 1976 se répartissait ainsi : obligations françaises, 25,62 % ; obligations étrangères, 2,03 % ; actions étrangères, 63,17 % ; autres éléments d'actif net, 12,18 %.

Il est rappelé qu'il a été mis en paiement le 31 mars un dividende net de 10 F par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 11,14 F, soit un dividende global de 21,14 F pour l'exercice 1975.

ÉPARGNE - INTER  
Société d'investissement à capital variable

En tenant compte des produits courants déjà acquis (12 397 300 F), l'actif net de la société était évalué au 30 septembre 1976 à 4 052 597 000 F, soit une valeur par action de 256,45 F pour chacune des 1 580 797 actions en circulation à cette date.

L'actif net au 30 septembre 1976 se répartissait ainsi : obligations françaises, 25,62 % ; obligations étrangères, 2,03 % ; actions étrangères, 63,17 % ; autres éléments d'actif net, 12,18 %.

Il est rappelé qu'il a été mis en paiement le 31 mars un dividende net de 10 F par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 11,14 F, soit un dividende global de 21,14 F pour l'exercice 1975.

### Si les suppléments vous ont coûté autant que la chambre,



### vous vous êtes trompé d'hôtel.

De nombreux suppléments sont gratuits dans chaque hôtel Holiday Inn : piscine, chambre avec deux grands lits, salle de bains privée, télévision, parking, navette pour les hôtels proches des aéroports... plus beaucoup d'autres avantages auxquels vous ne vous attendez pas.

Holiday Inn, la chaîne d'hôtels de première classe dont les prix sont parmi les plus raisonnables d'Europe.

Il y a 1700 hôtels Holiday Inn dans le monde, dont plus de 50 en Europe. En France : Avignon, Lille-Lesquin, Lille-Marcq, Lyon, Montecarlo, Strasbourg, Paris-Pont de Versailles, Paris-Orly, Guadeloupe. Ouverture prochaine : Paris-Roissy.

Bureau de réservations : Holiday Inn - Paris-Orly, 4, avenue Charles Lindbergh - 94150 Rungis. Téléphone : 686 50 87 - Télex 204696.

**Holiday Inn HOTEL**

### ROYAUME DU MAROC

OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DES DOUKKALA  
BUREAU DES MARCHÉS EL-JADIDA

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

N° 77/76 DU 15 DÉCEMBRE 1976

L'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala à El-Jadida compte équiper dans le cadre de l'Aménagement Hydro-Agricole du Périmètre Bas-Service des Doukkala, deuxième tranche d'irrigation, les secteurs ZD, Z2, Z3 du Coster de Zemamra d'une superficie de 11.800 ha. Ces travaux font suite à l'obtention de différents accords de prêt internationaux.

Le présent appel d'offres concerne la construction d'un canal d'adduction d'eau dans le secteur ZD d'un débit de 4,5 m³/s.

Les travaux comprennent :  
- Les terrassements  
- Le revêtement  
- La construction des ouvrages de régulation, de sécurité et de franchissement.

Les quantités à mettre en œuvre sont de l'ordre de 68.500 m³ de déblais, 58.500 m³ de remblais compactés et 8.500 m³ de béton.

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala à El-Jadida recevra jusqu'au 15 décembre 1976 à 12 heures les offres de prix correspondantes.

La cautionnement provisoire est fixé à cent mille Dirhams (100.000 DH).

Le dossier d'appel d'offres est à retirer auprès de l'ORMVAD à El-Jadida (Bureau des Marchés) contre versement de la somme de trois cents Dirhams (300 DH).

La pli accompagné des références techniques et administratives devra parvenir au siège de la direction de l'ORMVAD Charif El-Jamali El Arbia à El-Jadida le 15-12-1976 à 12 heures.

### OBLISEM

Le conseil d'administration, réuni le 25 octobre 1976 sous la présidence de M. André PIERRE, président-directeur général, a agréé les comptes de son huitième exercice clos le 30 septembre 1976.

Il proposera à la prochaine assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de 9,90 F, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 1,19 F, soit un dividende net de 11,09 F, qui assure au titre, sur la base de la valeur liquidative ex-coupon au 30 septembre 1976, un rendement de 9,65 %.

Au cours de l'exercice, le montant de l'actif net est passé de 510,95 millions de francs à 529,87 millions de francs et le capital s'est accru de 128 131 actions. Au 30 septembre 1976, la valeur liquidative s'élevait à 124,81 F.

FONCIER INVESTISSEMENT

Au 30 septembre 1976, le capital de la société était de 77 945 000 F et la valeur liquidative de l'action de 124,81 F.

La répartition de l'actif net, qui s'élevait à cette date à 108 223 222,73 francs, était la suivante : obligations françaises (32,9 %), actions françaises (47,8 %), obligations étrangères (2,3 %), actions étrangères (13,6 %), billet de mobilisation de créances hypothécaires (1,1 %), autres (2,3 %).

Le portefeuille d'actions françaises et étrangères était composé, à hauteur de 33,9 % (soit 33,1 % de l'actif net) d'actions de sociétés foncières et immobilières. Les autres actions étaient réparties entre les Sicav (8,7 % de l'actif net), les établissements de crédit immobilier (12,1 % de l'actif net) et divers autres secteurs (7,5 % de l'actif net).

COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE

FABRICANT - VENTE DIRECTE

FRANOR 70, RUE AMÉLÉOT

FRANOR TEL. 700.87.94

M<sup>re</sup> St-Sébastien. Fermé le samedi.



## Le "dictionnaire" des blouses.

*Vient de paraître*

Cette semaine dans ELLE.

### VOITURES D'EXPORTATION T.T.

• Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda • Toutes marques étrangères  
• Finition exportation • Faible kilométrage • Garantie usine • Toutes possibilités de crédit-leasing • EXPO PERMANENTE DE 150 VÉHICULES DE 8 H A 19 H  
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE DUPONT

SEDAX - 3, rue Scheffer 75016 Paris - 727.64.64 + 553.28.51 + Société Européenne de diffusion automobile et d'exportation.

## Gayelord Hauser, le pape de la vitamine a 82 ans.

*Et il reporte bien.*

Cette semaine dans ELLE.

## Richard Ellis vous propose sa sélection hebdomadaire de bureaux

225.27.80

### Tour Fiat

Vous voyez l'Etoile, mais les prix en sont loin. La Tour Fiat est à la Défense. A 3 minutes de l'Etoile par le RER. Liaison directe assurée toutes les 7 minutes par le métro, escalator descendant sur lequel depuis la Tour. "Première Tour Bureaux Services de France" elle est aussi la plus prestigieuse de la Défense. Les matériaux les plus nobles ont servi à sa construction avec les services les plus poussés : 2 cafétérias, 2 banques, restaurants d'entreprise et de direction, 2 salles de gymnastique et saunas, 1 agence de voyages et une galerie de boutiques. Pour la vente, un prix de placement exceptionnel en 1976 : 6 500 F le m<sup>2</sup>. Pour la location, profitez des conditions financières très intéressantes.

Les meilleures adresses de bureaux.

**Richard Ellis**  
17, rue de la Baume, 75008 Paris

## Sports d'hiver 76/77.

*Ne vous trompez plus de vacances.*

Cette semaine dans ELLE.

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## A L'ÉTRANGER

### ITALIE : les industriels protestent contre la taxation des achats de devises

De notre correspondant

Rome. — L'institution pendant quatre mois d'une taxe de 7 % sur les achats de devises a soulevé un concert de protestations en Italie. Les plus mécontents sont les industriels. Ils dénoncent en termes très vifs cette mesure « absurde » qui aura les inconvénients d'une véritable dévaluation (renchérissement des matières premières) sans en avoir les avantages, puisque les exportations coûteront le même prix, sinon plus cher.

M. Guido Carli, président de la Confédération patronale de l'industrie, y voit un grave facteur de déflation. « La production nationale, estime-t-il, s'en trouvera encore plus décalée par rapport au marché international. Et l'investissement du président de la Communauté européenne confirme le doute que, même de ce côté, on encourage l'établissement d'un cordon sanitaire autour de notre pays. »

Dans le mouvement syndical, les critiques ne sont pas très différentes. Le gouvernement, souligne-t-on, semble avoir perdu son objectif initial qui était de relancer l'économie et de contenir l'inflation.

Le parti communiste se montre beaucoup plus réservé. S'en prenant violemment d'une « campagne d'alarmisme », il dénonce notamment « les attaques haineuses et indiscriminées » contre les responsables de la politique monétaire. Ceux-ci s'en trouvent naturellement plus à l'aise pour défendre leur décision du samedi 23 octobre.

« Le gouvernement avait songé à fermer le marché des changes », a déclaré le ministre du commerce extérieur, M. Einaudi Ossola. Mais cette mesure aurait été interprétée comme une dévaluation de la monnaie, laquelle aurait entraîné des niveaux injustifiables, ne pouvant être par la suite corrigés. « Le ministre considère la taxe de 7 % comme « le raptage » d'un habitué qui consent à changer ». En tout cas, le gouvernement italien espère annuler cette mesure avant l'échéance annoncée. « Sinon », a dit M. Ossola, « ce serait un grand malheur ».

### INFLATION ET CROISSANCE SE RALENTIRONT EN 1977 prévoient les experts privés allemands

La reprise conjoncturelle dans les pays occidentaux a perdu de sa vigueur au cours des mois d'été, constate le rapport d'automne des cinq plus grands instituts économiques de l'O.C.D.E., publié lundi 26 octobre à Bonn. L'utilisation des capacités de production n'a pas continué à augmenter et le chômage n'a guère diminué. Enfin, le rythme de l'inflation ne s'est guère ralenti.

L'expansion se poursuivra cependant, en particulier aux États-Unis où la croissance du produit national devrait atteindre l'année prochaine 5,5 % (contre 6,5 % cette année) et l'inflation tomber à 5 ou 6 % contre 6 % cette année. Au Japon également, on devrait constater une poursuite de la reprise : le ralentissement actuel est ici imputable selon les instituteurs à une croissance moins rapide des exportations et de la consommation privée. Le P.N.B. japonais croîtra de 7 % en 1977 contre 6,5 % cette année. L'inflation se limitera vraisemblablement à 8 % contre 9,5 % cette année.

On estime à Rome que la réaction indulgente des autorités communautaires s'explique par cette assurance. Les responsables italiens étaient cependant obligés de fixer une durée assez longue pour éviter la mauvaise surprise de la précédente taxation instituée pour quinze jours, le 1<sup>er</sup> octobre dernier ; sachant qu'elle se serait vite levée, les importateurs avaient suspendu leurs achats.

Le président du conseil a précisé, dimanche 24 octobre, que « les mesures de sauvegarde de la lire sont des remèdes provisoires servant seulement à gagner du temps et à entreprendre une thérapie d'urgence. Les prochains mois, a-t-il ajouté, seront décisifs pour l'avenir des Italiens. »

ROBERT SOLÉ

## A LA RÉUNION DU CLUB DE ROME

### M. Abdesselam dénonce la destruction et la stérilisation des ressources de la planète

De notre correspondant

Alger. — Démentant implicitement les rumeurs de coup d'État et d'attentat contre sa personne qui ont circulé en Europe, le président Boumedienne a participé, le mardi 26 octobre, aux travaux du Club de Rome qui se déroulent au Palais des Nations, près d'Alger. La veille, M. Baidou Abdesselam, ministre de l'Industrie et de l'Énergie, avait ouvert au Palais des Nations la réunion du Club de Rome sur le nouvel ordre international. Quelque trois cents délégués et deux cents observateurs (hommes politiques, économistes, juristes, sociologues, chercheurs, etc.) participent aux travaux qui se poursuivront jusqu'au jeudi 28 octobre.

M. Abdesselam a souligné que la mise en valeur et l'utilisation des ressources de la planète se caractérisent par deux formes de gaspillage : la destruction et la stérilisation. En effet, a-t-il expliqué, alors que les ressources en cours d'exploitation sont utilisées sans discernement, dans le même temps une immense partie de ces mêmes ressources est laissée en friche ou est sous-exploitée.

Suggérant quelques solutions, le ministre a réclamé « l'adoption d'un code international ayant force de loi en matière de transfert de technologie ». Il a précisé qu'un tel code devrait être complété par « la mise en place d'un système d'assurance garantissant les pays en voie de développement contre les malheurs, les erreurs, et d'une façon générale le non-respect des dispositions contractuelles par les firmes appartenant aux pays développés ». Enfin, a-t-il dit, « l'élaboration et la mise en œuvre dans les meilleurs délais d'un code de conduite des sociétés transnationales » avant impérieux.

« L'ordre actuel est désuet », a dit M. Abdesselam, « il n'offre aucune base solide sur laquelle notre génération puisse construire un futur pour elle-même. Au contraire c'est le futur même qui est en péril, à moins que le système économique ne soit redressé. »

Pour sa part, M. Djalil Djalil, conseiller à la présidence, président du comité d'organisation et coauteur dans le projet RIO du rapport sur les institutions, a lancé quelques idées éclairant les préoccupations de l'Algérie et du tiers-monde. « Les limites à la croissance et au progrès », a-t-il expliqué, « ne sont pas d'ordre physique. Elles se situent dans l'esprit des hommes et dans les institutions qu'ils ont créées et le problème consiste à trouver les moyens de lever ces blocages. »

De même M. Djalil souligne l'absurdité des sommes fantastiques consacrées aux armements alors que cet argent pourrait assurer le décollage économique des pays pauvres. Depuis la première guerre mondiale, 8 000 milliards de dollars ont été consacrés aux armements ce qui représente la P.N.B. du monde entier en 1973.

Par ailleurs, M. Djalil nous a précisé que les droits d'auteur rapportés par le projet RIO seront versés à la « Fondation » Retons de l'ordre international » qui vient d'être constituée.

### AUTRICHE : déficit budgétaire pour préserver l'emploi

De notre correspondante

Vienne. — Le gouvernement autrichien continue d'envisager la conjoncture économique internationale avec prudence, a indiqué M. Hannes Androsch, ministre des finances et vice-chancelier, en présentant le 21 octobre, au Parlement le budget prévu pour 1977. Ce budget ne peut, selon ses propres termes, être considéré comme « euphorique », puisqu'il accusera cette année encore un important déficit, évalué à 43,6 milliards de schillings (1).

Le montant des dépenses, en hausse de 7 %, s'élèvera à 240,8 milliards de schillings, alors que celui des recettes, en augmentation de 10,3 %, n'atteindra que 197,2 milliards. Aussi lourd soit-il, a fait remarquer M. Androsch, ce déficit est toutefois sensiblement inférieur à celui de 1976 (46 milliards de schillings) et ne représentera plus que 3,9 % du produit national brut, contre 4,8 %.

Un peu plus du quart du montant des dépenses (55,7 %) sera

(1) Un schilling vaut environ 23 centimes.

consacré aux postes « santé et action sociale ». Un cinquième ira aux entreprises publiques (près des deux tiers d'entre elles sont étatisées ou financées par des banques d'État majoritaires). Enfin, le secteur « formation-enseignement », qui se voit accorder une somme de 30,2 milliards de schillings (12,5 % des dépenses totales), se range parmi ceux qui progresseront le plus (+ 15 %) après celui de la construction (+ 16,8 %), et de la défense (+ 14,3 %).

Une série de hausses et d'économies permettront au gouvernement fédéral d'encourager près de 20 milliards de schillings de plus en 1977. Certaines de ces mesures sont déjà entrées en vigueur cet été : hausse très sensible des tarifs postaux et des transports publics, des timbres fiscaux de la taxe sur la valeur ajoutée. D'autres seront appliquées à partir de janvier 1977, notamment la baisse du montant des intérêts payés par l'État à l'épargne, la réduction de 1 % des effectifs des fonctionnaires, la diminution de certaines subventions, la hausse des impôts sur les fortunes et l'accroissement de 14 % du coût des communications téléphoniques.

Le déficit budgétaire découle d'un choix délibéré du gouvernement socialiste autrichien en faveur d'une politique de plein emploi. Cette politique a jusqu'ici été menée à bien, puisque le taux de chômage s'est maintenu parmi les plus bas de ceux des pays industrialisés (moins de 2 %), et qu'il ne devra pas dépasser ce niveau en 1977. Pour parvenir à cet objectif, le soutien de l'économie a continué à l'État pour la seule année 1976 et le début de 1977 quelque 90 milliards de schillings. En 1977, selon les prévisions de l'Institut de recherches économiques, le produit national brut autrichien augmenterait en 1977 de 4,5 % à 5 % (valeur réelle) et le taux d'inflation pourrait être inférieur à 7 % (+ 5 % en 1976).

### Scepticisme des populistes

Les populistes, principal parti (chrétien-démocrate) d'opposition, sont loin d'adhérer à la même optimisme, et ne se privent pas de faire remarquer que M. Androsch s'est souvent trompé très lourdement dans ses estimations. Ainsi pour 1976 le déficit budgétaire prévu — 16 milliards de schillings — a en fait atteint plus du double (37,2 milliards). En 1976 le déficit annoncé se chiffrait à 36 milliards ; il s'élèvera en réalité à 46 milliards. De même en 1977, s'il faut croire les populistes, le déficit s'élèvera à 50 ou 55 milliards de schillings, au lieu de 43,6. En outre, la dette de l'État ne cesse de croître d'environ 60 milliards de schillings en 1976, elle passera d'après le ministre lui-même, à 165,6 milliards en 1977, ce qui représenterait 30 % du produit national brut.

Dans les mois à venir, l'économie autrichienne aura aussi à faire face à une situation délicate car le schilling n'a pas « décroché » du deutschemark à la suite de la récente réévaluation de celui-ci, ce qui entraînera un renchérissement des exportations. Les industriels s'en inquiètent déjà et réclament une aide supplémentaire de l'État. La décision de faire « sauter » le schilling a été prise par le gouvernement et la Banque nationale, en raison surtout de la priorité accordée à la lutte contre l'inflation.

ANITA RIND.

Pour louer une voiture, mieux vaut réserver chez

**europcar**  
645.21.25

**Vous surveillez votre ligne ? Buvez moins de calories !**

Yin de Volvic est une boisson riche en fruits, mais, naturellement peu sucrée, donc pauvre en calories et très légère.

Renseignements : Volvic B.P. 41 - 92340 Bourg-la-Reine - Tél. : 350-45-34

**LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?**

Ne dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

**YSOPTIC**  
80, Bd. Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants française et étrangère sur demande.

**Il va faire un froid de canard.**

*Vive les duvets d'oies !*

Cette semaine dans ELLE.

Journal de 1976







## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. LA VISITE EN FRANCE DU SOUVERAIN ESPAGNOL

— U.R.S.S. : M. Brejnev a encore renforcé ses positions au comité central.

### 3-4. EUROPE

— La conférence de Genève sur la Rhodésie : les nationalistes africains ne posent pas de conditions préalables à la négociation.

### 4-5. AFRIQUE

— La conférence de Genève sur la Rhodésie : les nationalistes africains ne posent pas de conditions préalables à la négociation.

### 5. PROCHE-ORIENT

— La conférence de Genève sur la Rhodésie : les nationalistes africains ne posent pas de conditions préalables à la négociation.

### 6. LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES AUX ETATS-UNIS

— « Le silence des Noirs américains » (II), par Alain-Marie Carron.

### 7. ASIE

— CHINE : plusieurs responsables de l'université Peïta sont jugés par les étudiants et les professeurs.

### 8 à 10. POLITIQUE

— L'Assemblée adopte la première partie de la loi de finances pour 1977.

### 11. FAITS DIVERS

— L'officier Dussault.

### 12. SPORTS

— TENNIS : le tournoi de Paris.

### 13. RELIGION

— L'assemblée épiscopale de Lourdes.

### 14. DEFENSE

— La mort de l'amiral Cabanier.

### 15. EDUCATION

— A Rennes, un appartement conté.

### 16. SOCIÉTÉ

— A la conférence générale de Nairobi.

### 17. UNESCO

— A la conférence générale de Nairobi.

### 18. LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

— CINÉMA : « Moi, Pierre Sylvestre, ayant égaré à ma mère, un tour et un tour ».

### 19. EXPOSITIONS

— A propos de « Chats d'œuvre des musées américains ».

### 20. FESTIVALS

— automne stylé.

### 21. EQUIPEMENT ET RÉGIONS

— TRANSPORTS : faut-il supprimer l'Office national de la navigation ?

### 22. PRESSE

— LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— TRAVAILLEURS IMMIGRÉS : en marge de la longue grève de la Sonacotra, le Fonds d'action sociale est-il détourné de sa véritable vocation ?

### 23. LIRE ÉGALEMENT

— RADIO-TELEVISION (16) : Annonces classées (32 à 35) ; Aujourd'hui (35) ; Carottes (16) ; « Journal officiel » (35) ; Médecine (35) ; Mots croisés (35) ; Bourse (41).

### 24. MORT DU PEINTRE ANGLAIS EDWARD BURRA

Nous apprenons la mort à Londres du peintre anglais Edward Burra. Il était âgé de soixante-et-onze ans.

(Né à Londres en 1903, Edward Burra occupa une place à part dans l'art moderne et aussi dans l'art anglais. C'est un surréaliste qui a surtout pratiqué l'aquarelle avec un sens de la précision du détail très caractéristique. Peu après ses études au Royal College of Art, il partit pour Paris où il fut fasciné par les bas-fonds de la capitale, qu'il traduisa à satiété, comme l'Allemand George Grosz qui l'influença. On retrouve dans son œuvre les quartiers à fumée rouge des ports méditerranéens où traînaient filles et matelots peints sur le vit, puis de mémoire, en surréalisme à l'imagination exubérante. Cette imagination et son sens du tragique l'ont puissamment servi pour sa série d'aquarelles fantastiques sur la guerre d'Espagne, qui est un moment majeur de son œuvre. Après 1946, l'art d'Edward Burra devint peindre de sa force dans des natures mortes et des paysages moins parlants mais cependant toujours marqués par ses pouvoirs visionnaires.)

● Le peintre brésilien Emílio Di Cavalcanti, un des précurseurs de l'art moderne dans son pays, est mort mardi à Rio-de-Janeiro. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

## Faiblesse du franc et baisse de la livre Le deutschemark à 2,08 F

La crise qui affaiblit la livre sterling et la lire ne manque pas de se répercuter sur le franc, qui était encore en baisse mercredi matin 27 octobre, malgré, semble-t-il, des interventions de la Banque de France et le relèvement du taux du marché monétaire, porté de 10,15/16 % à 11,7/16 %. Le dollar était coté à Paris 5,0150 F, et, comme la devise américaine s'inscrivait au contraire, en baisse à Francfort (2,4056 DM), le cours de la devise allemande s'affaiblissait sur le marché parisien où, en milieu de matinée, elle s'élevait au cours record de 2,0850 F.

« Nous devons faire en sorte que la monnaie française puisse se stabiliser », a déclaré mardi après-midi M. Raymond Barre, après la cérémonie d'installation du C.E.R.C. (voir p. 38). Le premier ministre a ajouté : « Elle se stabilisera et le pays comprendra que la politique de lutte contre l'inflation qui est entreprise n'a d'autre objectif que d'assurer les équilibres économiques. Mais cela, le pays le comprend ». En réponse à une question, le premier ministre a dit, comme on pouvait s'y attendre, qu'il n'était pas question « pour le moment » que le franc rentre dans le serpent.

« Remissions d'abord », a-t-il ajouté, en ordre de notre économie, il ne s'agit pas de rentrer ou de sortir du « serpent ». Il s'agit d'être en mesure d'y entrer et d'y rester. »

Après le léger redressement constaté dans l'après-midi de mardi, la livre sterling était de nouveau mercredi matin en baisse. Elle était cotée 1,5875 dollar, ce qui correspondait à un cours de 12,50 pesetas par livre. Les propos prononcés lundi soir à la télévision par M. Callaghan au sujet d'un éventuel retrait des troupes britanniques d'Allemagne, au cas où ce dernier pays ne prendrait pas en considération les difficultés financières de la Grande-Bretagne, ont suscité de vifs débats aux Communes, le cours de la livre restait à la hausse. Le marché avait été impressionné, un certain temps, par un article du Washington Post annonçant que le Fonds monétaire pourrait exiger pour accorder le prêt demandé par

Londres de 3,9 milliards de dollars, que la Banque d'Angleterre porte son taux d'escompte de 15 % à 18 %. Le Fonds monétaire a démenti formellement. Un député travailliste a déclaré à son tour que, selon lui, le Fonds monétaire estimait nécessaire de laisser baisser le taux de la livre jusqu'à environ 1,50 dollar, comme l'avait écrit un journaliste du Sunday Times dans l'article qui avait mis le feu aux poudres au marché des changes lundi matin.

Le cours de l'or restait très ferme, mercredi matin, à Londres, où les transactions s'effectuaient sur la base d'un cours situé entre 118 et 119 dollars l'once. Le Fonds monétaire doit, cependant, ce jour-même, procéder à sa quatrième vente aux enchères. Elle portera, comme les précédentes, sur 750 000 onces (environ 24 tonnes), qui seront adjugées selon la procédure déjà utilisée le 15 septembre dernier (à savoir fixation d'un prix minimal par le Fonds monétaire, chaque soumissionnaire ayant proposé un cours supérieur devant payer le prix qu'il a lui-même proposé).

### Le peso mexicain flottant

Enfin, la Banque du Mexique a décidé de ne plus intervenir sur le marché pour maintenir le cours du peso entre les limites de 19,90 à 19,70 pesos pour 1 dollar. La devise mexicaine devient ainsi flottante, ce qui laisse présager une nouvelle dépréciation. L'ancienne parité de 12,50 pesos pour 1 dollar avait été abandonnée le 31 août dernier ; elle avait été rapidement suivie d'une baisse d'environ 60 %. C'est le 12 septembre que la Banque du Mexique avait recommencé à intervenir pour stabiliser le cours aux environs de 19,80 pesos pour 1 dollar.

● M. Raymond Barre a reçu à déjeuner, mercredi 27 octobre, MM. Guichard, Poniatowski et Lecanuet, ministres d'Etat, et Dumasour, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances.

## M. FOURCADE : pas question d'augmenter le prix de l'essence pour remplacer les péages.

Les péages sur les autoroutes urbaines peuvent être acquittés de trois façons, a déclaré ce mercredi 27 octobre, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement : soit par les automobilistes eux-mêmes, soit par une prise en charge de ce péage par les autorités locales, soit par une majoration du prix de l'essence.

Interrogé par Europe 1, M. Fourcade a rejeté cette dernière solution : « Nous sommes condamnés dans les prochaines années, a-t-il dit, à augmenter le prix de l'essence pour assurer la hausse des dépenses des pays producteurs. Je crains que surcharger pour financer les péages de quelques usagers ne serait pas une bonne solution. »

Rappelant la priorité donnée par le gouvernement aux transports en commun dans le budget qui est discuté en ce moment à l'Assemblée nationale, M. Fourcade a ajouté : « Le trafic automobile ne peut pas se développer dans des conditions infinies et des choix sont nécessaires. Il vaut mieux rendre cohérents les investissements consacrés aux routes et ceux réservés aux transports en commun, afin de pouvoir faire circuler des autobus sur les autoroutes et de disposer d'un réseau plus important. »

Pour M. Fourcade, la politique de développement des autoroutes dépasse les possibilités budgétaires de l'Etat et les péages sont nécessaires pour payer les emprunts qui permettent de construire 500 kilomètres d'autoroute par an au lieu des 200 à 250 kilomètres qui seraient réalisables avec les seuls fonds du budget. Faisant allusion aux difficultés des sociétés concessionnaires d'autoroutes, et notamment de celle qui s'occupe des autoroutes alpines, M. Fourcade a déclaré : « La solution est claire : ou les sociétés privées sont capables de mener à bien le programme prévu, ou elles ne le sont pas et il y aura déchéance et reprise sous d'autres formes juridiques. »

Le ministre souligne que les déficits des sociétés nationales de transport et comptent pour 14 milliards de francs dans le budget de son ministère qui atteint 36 milliards de francs. « On doit savoir, a-t-il dit, que les nationalisations signifient une ponction sur le budget général. »

Le numéro du « Monde » daté 27 octobre 1976 a été tiré à 569 853 exemplaires.

A B C D E F G

## M. GISCARD D'ESTAING IRAIT EN YUGOSLAVIE AU DÉBUT DE DÉCEMBRE

(De notre correspondant.)

Belgrade. — M. Valéry Giscard d'Estaing se rendra en visite officielle en Yougoslavie au début de décembre, indique-t-on à Belgrade.

Cette visite aurait dû avoir lieu du 15 au 18 septembre, mais elle fut reportée en raison de l'état de santé du maréchal Tito. Le 9 octobre, M. Minich, vice-président du gouvernement fédéral et secrétaire aux affaires étrangères, informait l'ambassadeur de France à Belgrade, M. Pierre Sebillien, que le chef de l'Etat yougoslave allait reprendre à bref délai ses activités.

Le voyage de M. Giscard d'Estaing sera suivi de plusieurs autres visites de dirigeants étrangers qui, elles aussi, furent reportées en septembre, mais le président de la République sera précédé à Belgrade par M. Brejnev. — P. Y.

On croit savoir à Paris que M. Giscard d'Estaing se rendra en Yougoslavie pendant la seconde semaine de décembre.

## A Paris

### ATTENTAT PAR EXPLOSION CONTRE LA LIBRAIRIE MASPERO

Un attentat par explosif — qui a provoqué un incendie — a été commis mercredi 27 octobre vers deux heures du matin, le magasin de ventes des Editions Maspero, 1, place Paulinier, à Paris (6<sup>e</sup>). Un attentat semblable avait été commis au mois de juin dernier et le magasin rénové avait été récemment ouvert au public. Malgré l'intervention rapide des pompiers, les dégâts provoqués sont importants : la vitrine, le stock de livres et des fichiers ont été complètement mis hors d'usage.

## Une mission française attend en Algérie la libération des deux coopérants détenus par le Front Polisario

MM. Jean-Paul Dief et Pierre Seguro, les coopérants français faits prisonniers le 26 décembre 1975 au Sahara occidental par les éléments armés du Front Polisario, devraient être libérés ce mercredi 27 octobre. L'annonce en a été faite mardi, à Paris, par M. Ibrahim Hakim, ministre des affaires étrangères sahraoui, et confirmée par le ministre français des affaires étrangères, qui a d'autre part publié le communiqué suivant :

« Des entretiens ont eu lieu à Paris, le 19 mai, entre M. René Lehoucq, 1<sup>er</sup> secrétaire d'Etat aux affaires sociales, et M. Ibrahim Hakim, ministre sahraoui. Ce dernier les a poursuivis les 18, 20, 21 et 23 octobre avec M. Claude Chayer, directeur des conventions administratives et des affaires consulaires du ministère des affaires étrangères. »

« Au cours de ces entretiens, les responsables ont fait un tour d'horizon sur l'évolution de la situation dans la région. Ils ont évoqué les dangers qui pèsent sur la paix et la stabilité dans cette région du monde. Le secrétaire d'Etat, tout en soulignant que son gouvernement soutiendrait une stricte neutralité dans la question du Sahara occidental, a réaffirmé les positions gouvernementales françaises telles qu'elles résultent des votes des résolutions sur le Sahara occidental à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies relatives au droit des Sahraouis à l'autodétermination, conformément à la charte des Nations unies et à la résolution 1514. »

La résolution 1514, qui proclame communément l'autodétermination, a été adoptée le 10 décembre 1975 par l'Assemblée des Nations unies. L'une demande que les Sahraouis puissent exercer pleinement leur droit à l'autodétermination, mais l'autre, en prenant acte d'un accord intervenu entre le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne, peut être interprétée comme laissant aux deux premiers le soin d'organiser « une consultation libre ».

La France (ainsi que toute l'Europe des Neuf) a voté les deux résolutions.

La résolution 514, qui proclame que toute domination coloniale est contraire à la charte de l'ONU, a été adoptée le 14 décembre 1960 sans opposition, la France s'abstenant.

La décision de libérer MM. Dief et Seguro, qui étaient enseignants au Maroc, au lycée technique d'Agadir, a, selon M. Hakim, été dictée par un souci humanitaire. « C'est là un signe d'amitié à l'égard de la France », a-t-il ajouté.

Une mission française, conduite par M. Chayer, à qui les deux coopérants devaient être remis, est arrivée mardi en Algérie.

On reste cependant sans nouvelle de deux jeunes Français et d'un jeune Marocain disparus peu après que MM. Dief et Seguro eurent été capturés par le Polisario, le 26 janvier 1976, dans le Sud marocain, à proximité du Sahara occidental. Leur cas, a dit M. Hakim, relève de la responsabilité des autorités marocaines.

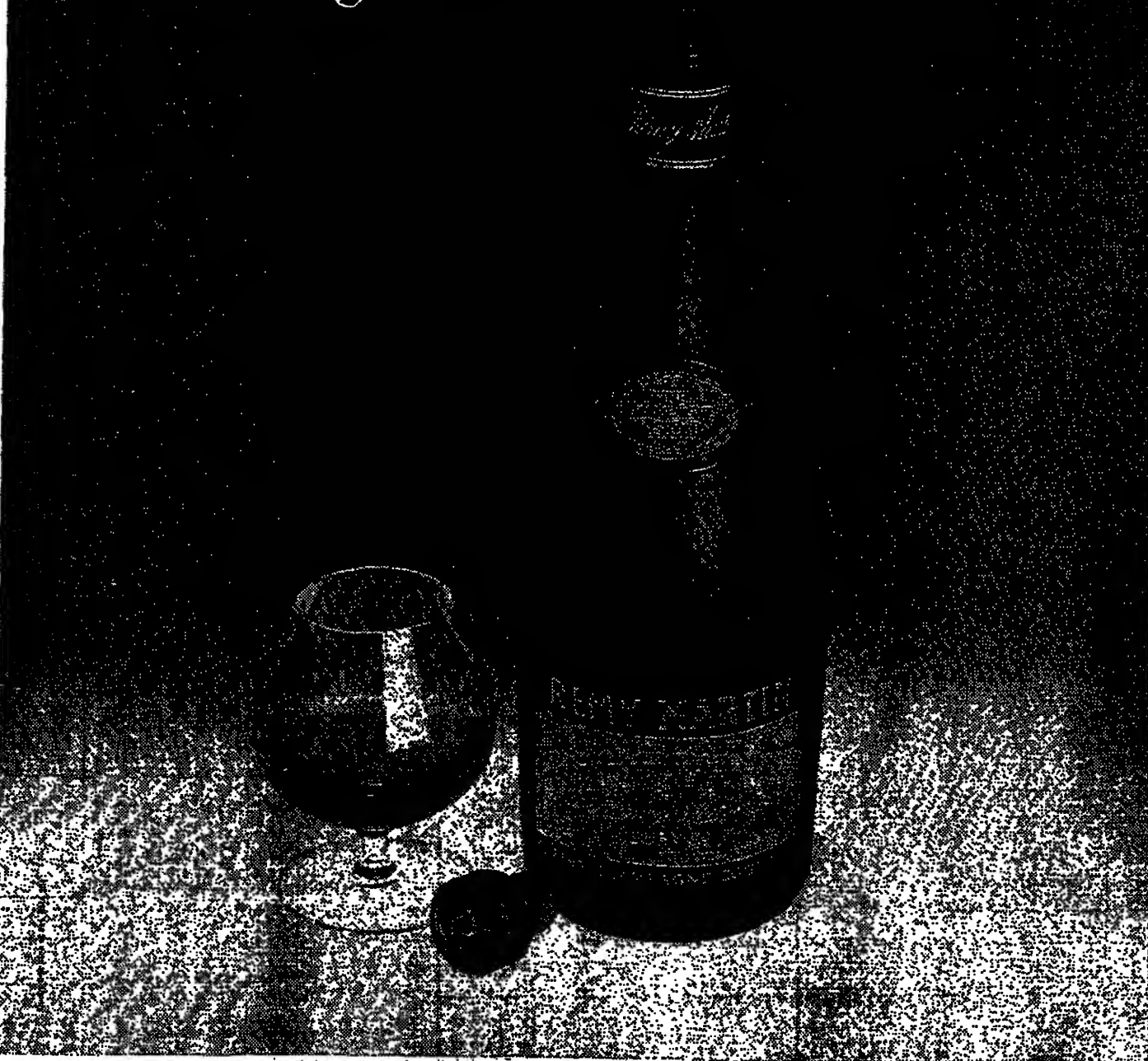
Le gouvernement marocain a été informé avant la publication du communiqué ci-dessus des conversations entre les autorités françaises et M. Hakim.

(1) Au sein du gouvernement, M. Lehoucq a la tutelle de la Croix-Rouge. C'est à ce titre qu'il s'est occupé de MM. Dief et Seguro.

## EXPLOSION A L'AMBASSADE DU MAROC A MADRID

Madrid (U.P.I.). — Une violente explosion a ébranlé, mercredi matin, 27 octobre, l'ambassade du Maroc à Madrid. Selon l'agence Europa Press, l'explosion, probablement d'une ou deux bombes, a fait de gros dégâts et sans doute des victimes. Plusieurs selon l'agence, des coups de feu ont été tirés d'une voiture.

Si vous ne faites pas la différence  
avec un autre cognac, mieux vaut acheter  
l'autre cognac.



Rémy Martin provient exclusivement des  
doux premières crûs de la région de cognac : la  
Grande et la Petite Champagne. C'est un  
aristocrate parmi les cognacs. Il demande qu'on  
l'aborde avec considération.

Car la finesse de son bouquet, la richesse  
de son goût demandent un palais bien éduqué.  
Der sans avoir. Un certain raffinement.  
Mais si pour vous tous les cognacs  
se ressemblent et ne sont ni plus ni moins que

des cailloux de vit que l'on boit après un bon repas,  
alors, oui, acheter un cognac moins illustre  
que Rémy Martin !  
Ne ferait-ce que pour l'économie ainsi réalisée.

Rémy Martin. Fine Champagne Cognac.

1520